000624041

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1914

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

2e VOLUME

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1920

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1914

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

2e VOLUME

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1920

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES

comprises dans le 2e volume du Compte général de l'Administration des finances rendu pour l'année 1914.

		PAGES.
TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE		4
COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE :		
DETTE CONSOLIDÉE		14
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.	Rentes 3 p. o/o amortissables	63
	Obligations des chemins de fer de l'État	75
	Annuités aux compagnies de chemins de fer	79
	Annuités diverses	119
	Annuités de rachat des canaux	128
	Obligations du Trésor. (V. le 1er vol. p. 629 et 630.)	137
	Annuités pour construction d'établissements d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	139
	Annuités à la Caisse des Dépôts et Consignations en représentation des prêts consentis par l'État aux sociétés régionales de crédit immobilier	152
	Annuités à payer aux compagnies de chemins de fer. (Ministère des Travaux publics.)	155
	Annuités de rachat du réseau de la Compagnie de l'Ouest	160
	Cautionnements en numéraire, en rentes et cautionnement mutuel	169
DETTE FLOTTANTE. (V. le 1er vol. p. 578 et 579.)		179
DETTE VIAGÈRE	Rentes viagères pour l'année 1914	181
	Pensions inscrites au Grand-Livre de la dette viagère	183
	Compte d'emploi des crédits d'inscription	185
	Compte des pensions inscrites au Trésor	186
	Compte des opérations effectuées au cours de l'année 1914	197
	Compte des crédits ouverts et des dépenses effectuées	201
Table détaillée des matières		205

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE.

SITUATION AU 1ER JANVIER 1915.

N°s des CHAPITRES du budget de 1914.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1914 d'après le compte général des finances de 1913, pages 4 à 7. — Dette non amortissable par annuités.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1914 d'après le compte général des finances de 1913, pages 4 à 7. — Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS À APPORTER aux chiffres des colonnes précédentes. — Augmentations.	MODIFICATIONS À APPORTER aux chiffres des colonnes précédentes. — Diminutions.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1914. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1914. — Augmentations.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1914. — Diminutions. — Amortissement sur les crédits budgétaires.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1914. — Diminutions. — Autres causes.	CAPITAL DE LA DETTE au 1er janvier 1915.	OBSERVATIONS.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	DETTES PERPÉTUELLE ET À TERME.											
	1° MINISTÈRE DES FINANCES.											
1	Rentes 3 p. o/o	14	21,922,217,434 00	"	"	"	21,922,217,434 00	"	"	(A) 40,000 00	21,922,177,434 00	(A) Diminution correspondant à l'annulation de 1,200 fr. de rente ayant fait retour à l'État.
2	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités	63	"	3,338,516,000 00	"	"	3,338,516,000 00	"	49,829,000 00	"	3,288,687,000 00	
2 *bis*	Rentes 3 1/2 p. o/o amortissables (1914)	"	"	"	"	"	"	(B) "	"	"	"	(B) Les opérations concernant les rentes 3 1/2 p. o/o amortissables figureront dans le Compte général de finances de 1915.
3	Annuité versée à la Caisse des dépôts et consignations pour amortir une somme de rentes équivalente à celle émise en 1901	121	"	243,243,287 23	"	"	243,243,287 23	"	4,334,971 66	"	238,908,315 57	
4	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	137	173,690,780 65	"	"	"	173,690,780 65	"	7,562,145 00	"	166,128,635 65	
4 *bis*	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 30 juillet 1913.)	137	"	"	"	"	"	44,570,000 00	"	"	44,570,000 00	
4 *ter*	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 4 avril 1914.)	137	"	"	"	"	"	90,000,000 00	"	"	90,000,000 00	
5	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 26 déc. 1908.)	137	35,000,000 00	"	"	"	35,000,000 00	"	"	"	35,000,000 00	
6	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	111	"	36,853,475 00	"	"	36,853,475 00	"	232,089 00	"	36,621,386 00	
7	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	79	"	301,127,115 28	"	"	301,127,115 28	"	1,659,811 72	"	299,467,303 56	
8	Annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. (Loi du 18 février 1898.)	81	"	59,763,739 40	"	"	59,763,739 40	"	603,678 50	"	59,160,060 90	
9	Annuité à la Compagnie des chemins de fer d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État	82	"	50,219,941 29	"	"	50,219,941 29	"	464,752 20	"	49,755,189 09	
10	Remboursement de la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902	119	"	421,150,000 00	"	"	421,150,000 00	"	36,650,000 00	"	384,500,000 00	
11	Annuités au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 23 juillet 1909	125	"	5,858,705 34	"	"	5,858,705 34	690 00	7,055 50	"	5,852,339 84	
"	Remboursement à la dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires	127	"	24,619,034 61	"	"	24,619,034 61	"	"	"	24,619,034 61	
13	Annuités aux compagnies de chemins de fer	83	"	720,793,189 25	"	"	720,793,189 25	"	5,527,722 36	"	715,265,466 89	
14	Rachat de concessions de canaux. — Canaux d'Orléans et du Loing. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	128	"	3,823,009 46	"	"	3,823,009 46	"	32,783 07	"	3,790,226 39	
	A reporter	....	22,130,908,214 65	5,205,967,496 86	"	"	27,336,875,711 51	134,570,690 00	106,904,009 01	40,000 00	27,364,502,392 50	
			27,336,875,711f 51c		"				106,944,009f 01c			
									27,626,680f 99c			

Suite du **TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Suite de la **SITUATION AU**

DE LA DETTE PUBLIQUE.

1er JANVIER 1915.

N°s des CHAPITRES du budget de 1914.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1914 d'après le compte général des finances de 1913, pages 4 à 7. — Dette non amortissable par annuités.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1914 d'après le compte général des finances de 1913, pages 4 à 7. — Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS À APPORTER AUX CHIFFRES des colonnes précédentes. — Augmentations.	MODIFICATIONS À APPORTER AUX CHIFFRES des colonnes précédentes. — Diminutions.	CAPITAL au 1er JANVIER 1914. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1914. — Augmentations.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1914. — Diminutions. — Amortissement sur les crédits budgétaires.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1914. — Diminutions. — Autres causes.	CAPITAL de LA DETTE au 1er janvier 1915.	OBSERVATIONS.
	DETTES PERPÉTUELLE ET À TERME. (Suite.)											
	Report	....	22,130,908,214f 65c	5,205,967,496f 86c	"	"	27,336,875,711f 51c	134,570,690f 00c	106,904,009f 01c	40,000f 00c	27,364,502,392f 50c	
	2e MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.											
	SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.											
143	Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire — 1° Enseignement supérieur	140	"	1,297,905 57	"	"	1,297,905 57	"	54,047 28	"	1,243,858 29	
	— 2° Enseignement secondaire	142	"	3,532,063 54	"	"	3,532,063 54	"	199,535 07	"	3,332,528 47	
	— 3° Enseignement primaire	150	"	7,280,829 01	"	"	7,280,829 01	"	773,281 47	"	6,507,547 54	
	Total	....	"	12,110,798 12	"	"	12,110,798 12	"	1,026,863 82	"	11,083,934 30	
	3° MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.											
31	Annuités de remboursement des avances faites par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse aux Sociétés de crédit immobilier	152	"	11,559,200 00	"	"	11,559,200 00	8,055,000 00	452,200 00	"	19,162,000 00	
	4° MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.											
77	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	156	"	20,177,000 00	"	"	20,177,000 00	"	82,000 00	"	(A) 20,095,000 00	(A) Non compris le capital afférent aux secondes voies.
78	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	158	"	1,005,137,000 00	"	"	1,005,137,000 00	75,658,000 00	9,583,000 00	"	1,071,212,000 00	
	Total	....	"	1,025,314,000 00	"	"	1,025,314,000 00	75,658,000 00	9,665,000 00	"	1,091,307,000 00	
	BUDGETS ANNEXES DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.											
	ANCIEN RÉSEAU.											
14	Obligations amortissables	75	"	41,440,020 72	"	"	41,440,020 72	39,159,438 44	286,295 84	"	80,313,163 32	
	RÉSEAU RACHETÉ DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST.											
13	Annuité de rachat à la Compagnie de l'Ouest	160	"	2,672,487,000 00	"	"	2,672,487,000 00	11,357,000 00	37,110,000 00	"	2,646,734,000 00	
14	Obligations amortissables	75	"	356,609,979 28	"	"	356,609,979 28	160,840,561 56	2,463,704 16	"	514,986,836 68	
		"	"	3,029,096,979 28	"	"	3,029,096,979 28	172,197,561 56	39,573,704 16	"	3,161,720,836 68	
	Total général	....	22,130,908,214 65	9,325,488,494 98	"	"	31,456,396,709f 63c	429,640,690 00	157,908,072 83	40,000 00	31,728,089,326 80	
			31,456,396,709f 63c		"				157,948,072f 83c			
								271,692,617f 17c				
"	Cautionnements en numéraire	169	100,163,268 96	"	"	"	100,163,268 96	3,311,674 00	"	6,080,380 87	97,394,562 09	(B) La situation détaillée de la dette flottante du Trésor se trouve dans le 1er volume du Compte général des finances, pages 578 et 579.
"	DETTE FLOTTANTE (B)	179	2,080,883,424 13	"	"	"	2,080,883,424 13	4,904,582,120 77	"	"	6,985,465,544 90	

MONTANT DES CHARGES DE LA DETTE VIAGÈRE AU 1er JANVIER 1915.

NUMÉROS DES CHAPITRES du budget de 1914.	NATURE DES DÉPENSES.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1914.	ACCROISSEMENTS.	DÉCROISSEMENTS.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1915.	OBSERVATIONS.
18	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.)	790f 00c	//	//	790f 00c	(A) Cette somme ne représente pas l'ensemble des charges qui, à cette date, incombent au Trésor du chef de la Dette viagère. Il y a lieu d'y ajouter :
14	Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	149,140 62	12,571f 24c	12,571f 24c	149,140 62	1° Les traitements viagers des membres de l'Ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires prévus au budget de 1915 pour une somme de 15,530,000 francs dont le payement est assuré par les soins de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur ;
17	Pensions civiles. (Lois du 22 août 1790 et lois subséquentes.)	464,202 36	21,135 00	30,683 53	454,653 83	
19	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	51,048 00	//	3,750 00	47,298 00	2° La somme de 27,500 francs inscrite au budget de 1915 pour la part contributive de l'État dans les pensions de la préfecture de la Seine, de la préfecture de police et des services de l'Algérie (Décrets des 11 juin 1881 et 7 juin 1902).
20	Pensions militaires de la Guerre. (Loi du 11 avril 1831 et subséquentes.)	133,997,039 65	6,755,056 82	4,593,030 41	136,159,066 06	
21	Pensions militaires de la Marine. (Loi du 18 avril 1831 et subséquentes.)	45,718,956 00	3,389,647 00	2,301,927 00	46,806,676 00	
22	Pensions militaires des Colonies. (Loi du 18 avril 1831 et subséquentes.)	3,317,325 00	313,591 00	149,527 00	3,481,389 00	
23	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Loi du 23 juin 1835 et subséquentes.)	718 00	//	//	718 00	
24	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	3,900 00	//	600 00	3,300 00	
26	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	122,421,830 00	9,151,945 00	5,963,912 00	125,609,863 00	
27	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	54,000 00	//	//	54,000 00	
28	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	1,145 69	//	//	1,145 69	
30	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	1,631,458 00	11,487 00	99,556 00	1,543,389 00	
31	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	284,634 00	4,711 00	25,277 00	264,068 00	
32	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante. (Lois des 27 juin 1885 et 9 décembre 1905.)	38,721 00	//	//	38,721 00	
33	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	33,931 00	450 00	1,275 00	33,106 00	
37	Pensions aux ministre des cultes. (Loi du 9 décembre 1905.)	7,457,421 00	3,062 00	353,773 00	7,106,710 00	
38	Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques.	160,600 00	//	11,000 00	149,600 00	
	TOTAUX	315,786,070 32	19,663,656 06	13,546,882 18	321,902,844 20	
29	Suppléments de pension aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	1,467 546 00	//	142,031 00	1,325,515 00	
35	Allocations supplémentaires	2,523,947 00	//	230,255 00	2,293,692 00	
36	Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins.	420,000 00	20,000 00	//	440,000 00	
	TOTAUX	320,197,563 32	19,683,656 06	13,919,168 18	(A) 325,962,051 20	

COMPTES

DE LA DETTE PUBLIQUE

POUR L'ANNÉE 1914.

MINISTÈRE DES FINANCES.

DETTE CONSOLIDÉE.

DETTE CONSOLIDÉE.

Au 1er janvier 1915, la Dette consolidée du Trésor public se compose :

1° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 9 juillet 1902 [conversion des rentes 3 1/2 p. o/o (1894)].

2° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 27 avril 1825 et des lois subséquentes.

Le compte de la Dette consolidée comprend plusieurs états ou tableaux qui font connaître le mouvement de cette dette depuis son origine, par nature de rentes et dans son ensemble, savoir :

1°, 2° et 3° Deux tableaux des rentes émises et annulées depuis la création du Grand-Livre et un tableau récapitulatif faisant ressortir le montant des rentes existantes ;

4° Un tableau indiquant les résultats au point de vue du Trésor des diverses conversions opérées sur les rentes ;

5° *Un état présentant le mouvement des rentes* 3 p. o/o depuis leur création, avec la distinction des opérations effectuées pendant la dernière année, tant en accroissements qu'en décroissements.

La balance de ces opérations donne, pour résultat final, la situation ci-après des rentes inscrites au Grand-Livre à l'époque du 1er janvier 1915 (1) :

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1914.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1914.		SITUATION DES RENTES AU 1er JANVIER 1915.		
		Accroissement.	Décroissement.	MONTANT des rentes.	CAPITAL NOMINAL.	NOMBRE des inscriptions.
Rentes 3 p. o/o.....	657,666,523f 027	//	1,200f	657,665,323f 027	21,922,177,434f	4,484,536
Net du décroissement.....		1,200f				

6° *Un tableau indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur;*

7° *Un état indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de fonds ;*

---

(1) Les rentes 3 p. o/o amortissables qui figurent ci-après, pages 63 à 74, présentent, au 1er janvier 1915, la situation suivante :

Nombre des parties	425,459
Montant des rentes inscrites	98,660,610 francs.
Montant du capital nominal	3,288,687,000 francs.

8° *Un tableau présentant, par nature de rentes et par période,* le montant des rentes *inscrites* et des rentes annulées;

9° Un tableau sommaire indiquant par période et par fonds depuis l'origine du Grand-Livre, avec la distinction des rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, le montant des rentes *créées* et des rentes *annulées.*

D'après ce tableau (voir pages 42 à 55), le montant des rentes inscrites pour la liquidation des anciennes dettes de l'État et des pays réunis s'élevait, au 1er avril 1814, à..... 63,307,637f 000

Depuis cette époque, les rentes créées pour les besoins du service se sont élevées à 2,142,322,126 845

TOTAL des rentes créées jusqu'au 1er janvier 1915..... 2,205,629,763 845

Les annulations s'élèvent à 1,547,964,440 fr. 818, savoir :

Rentes annulées comme ayant fait retour à l'État, ou par suite d'échange, de remboursements et réductions à divers titres		1,321,839,414f 818	
Rentes annulées par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement, savoir (voir p. 950 et 951 du Compte des finances de 1884) :			
Rentes rachetées directement.....	83,418,063f 000		
Rentes achetées par la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	12,577,793 000	226,125,026 000	
Rentes annulées comme provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement.....	130,129,170 000		
TOTAL des annulations		1,547,964,440 818	1,547,964,440 818
RESTE pour le montant des rentes au 1er janvier 1915...			657,665,323 027 (1)

10° *Un relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1915.*

11° *Un tableau présentant le mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées.*

(1) Ce chiffre ne comprend pas les rentes inscrites par suite des emprunts contractés depuis 1878 en rentes 3 p. o/o amortissables qui sont classées au budget, non à la *Dette consolidée,* mais à la *Dette remboursable à terme ou par annuités.* C'est donc sous ce titre qu'on en trouvera plus loin (pages 63 à 74) le compte détaillé.

I. — RENTES ÉMISES.

1° Rentes provenant d'emprunts.

ÉTAT A.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS 5 p. o/o. Ancien.	FONDS 5 p. o/o. 1871-1872.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1825.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1852.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de la NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de l'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
1	L. 28 avril 1816, art. 117	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	6,000,000	"	"	"	"	"	"	"	6,000,000	1er mai 1816 / 1er avril 1817	57 26 prix moyen	120,000,000	69,763,000 00	Sur la place et à l'étranger.	1
2	L. 25 mars 1817	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	30,000,000	"	"	"	"	"	"	"	30,000,000	Années 1817-18.	57 51 prix moyen	600,000,000	345,065,000 00	Cies françaises et étrangères (négociations sur la place).	2
3	L. 6 et 15 mai 1818	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	14,925,500	"	"	"	"	"	"	"	14,925,500	9 mai 1818	66 50	298,510,000	197,909,040 00	A divers souscripteurs.	3
4	L. 6 mai 1818	Payement des sommes dues aux puissances alliées	12,313,433	"	"	"	"	"	"	"	12,313,433	9 octobre 1818	67 00	246,268,660	165,000,000 00	Maisons Hope et Cie, Baring frères et Cie.	4
5	L. 6 et 15 mai 1818 et L. 8 mars 1821	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	1,674,500														
		Payement des sommes dues aux puissances alliées	6,615,944	"	"	"	"	"	"	"	9,585,220	9 août 1821	85 55	191,704,100	164,003,114 00	Maisons Hottinguer et Cie, Hope et Cie, Bagneault et Cie, Delesser et Cie (adjudication).	5
		Remboursement des reconnaissances de liquidation	1,294,776														
6	L. 1821-1822-1823	*Idem*	19,114,516														
		Dépenses extraordinaires de l'exercice 1823 (Guerres d'Espagne.)	4,000,000	"	"	"	"	"	"	"	23,114,516	10 juillet 1823	89 55	462,290,320	413,980,981 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	6
7	L. 19 juin 1828	Dépenses extraordinaires des exercices 1828 et 1829. (Affaires du Levant.)	"	"	"	"	"	3,134,950	"	"	3,134,950	12 janvier 1830	102 07 1/2	78,373,750	80,000,005 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	7
8	L. 25 mars 1831	Besoins extraordinaires de l'exercice 1831	7,142,858	"	"	"	"	"	"	"	7,142,858	19 avril 1831	84 00	142,857,160	120,000,014 00	Divers banquiers et receveurs généraux.	8
9	L. 21 avril 1831	Échange des obligations de l'emprunt national au pair	1,021,945	"	"	"	"	"	"	"	1,021,945	Année 1831	Pair.	20,438,900	20,438,900 00	Divers souscripteurs.	9
10	L. 1831 et 21 avril 1832	Besoins extraordinaires des exercices 1831 et 1832	7,614,213	"	"	"	"	"	"	"	7,614,213	8 août 1832	98 50	152,284,260	150,000,000 00	Maisons Rothschild, Davillers et Hottinguer (adjudication).	10
11	L. 5 juin 1835, 31 mars 1837 et 26 juin 1845	Rentes transférées à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des Caisses d'épargne et de prévoyance	"	"	"	"	"	8,092,647	"	"	8,092,647		Pair.	202,316,175	202,316,175 00	Compte courant des caisses d'épargne.	11
12	L. 25 juin 1841	Travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"	"	5,730,659	"	5,730,659	18 octobre 1841	78 52 1/2	191,021,967	150,000,000 00	Rothschild frères, Hottinguer, Baudon, Saint-Didier et receveurs généraux (adjudication).	12
13	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	7,079,646	"	7,079,646	9 décembre 1844	84 75	235,988,200	200,000,000 00	Rothschild frères (adjudication).	13
14	L. 8 août 1847	Avances du Trésor sur les travaux régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"	"	2,569,413	"	2,569,413	10 nov. 1847	78 25	85,647,100	64,449,443 60	*Idem.*	14
15	D. 9 mars 1848	Emprunt national au pair	1,309,104	"	"	"	"	"	"	"	1,309,104	Année 1848	Pair.				15
16	D. 7 juillet, 9 août et 21 nov. 1848	Compensation aux souscripteurs de l'emprunt national	519,283	"	"	"	"	"	"	"	519,283	*Idem*	71 60	298,707,740	223,442,563 00	Divers souscripteurs.	16
17	D. 24 juillet 1848	Besoins de l'exercice 1848	13,107,000	"	"	"	"	"	"	"	13,107,000	25 juillet 1848	75 25				17
18	L. 11 mars 1854	Emprunt de 250 millions	"	"	"	4,550,640	"	"	"	"	4,550,640	Mars 1854	92 50	101,125,333	93,540,933 00		18
19	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	7,159,590	"	7,159,590	*Idem*	65 25	238,653,000	155,721,082 50		19
20	L. 31 décembre 1854	Emprunt de 500 millions	"	"	"	8,052,120	"	"	"	"	8,052,120	Janvier 1855	92 00	178,936,000	164,621,120 00	Souscriptions publiques.	20
21	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	15,857,530	"	15,857,530	*Idem*	65 25	528,584,333	344,901,277 50		21
22	L. 11 juillet 1855	Emprunt de 750 millions	"	"	"	4,389,760	"	"	"	"	4,389,760	Juillet 1855	92 25	97,550,222	89,990,080 00		22
23	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	31,699,740	"	31,699,740	*Idem*	65 25	1,056,658,000	689,469,345 00		23
24	L. 26 avril 1855 et 19 juin 1857	Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée	"	"	"	"	"	"	7,942,315	"	7,942,315	Années 1857-58-59-60-61.	69 10 prix moyen	264,743,833	182,947,676 00	Consolidation.	24
25	L. 9 juin 1857	Rentes transférées à la Banque de France	"	"	"	"	"	"	4,000,000	"	4,000,000	31 déc. 1859	75 00	133,333,333	100,000,000 00	Traité avec la Banque de France.	25
26	L. 2 mai 1859	Emprunt de 500 millions	"	"	"	"	"	"	25,199,660	"	25,199,660	Mai 1859	60 00	839,988,667	508,193,143 33	Souscription publique.	26
27	*Idem*	*Idem*	"	"	"	573,710	"	"	"	"	573,710	*Idem*	90 00	12,749,111	11,474,200 00	*Idem.*	27
28	L. 12 février 1862	Conversion des obligations trentenaires	"	"	"	"	"	"	12,092,520	"	12,092,520	Année 1862	66 49 prix moyen	403,084,000	268,000,000 00	Produit approximatif d'après les divers taux d'émission des obligations (p. 434 du *Compte des Finances* de 1862).	28
		A reporter	126,653,072	"	"	17,566,230	"	11,227,597	119,331,073	"	274,777,972			7,181,814,464	5,175,227,092 33		

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT A. — *1° Rentes provenant d'emprunts.* (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et arrêtés.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
		Report	126,653,072	//	//	17,566,230	//	11,227,597	119,331,073	//	274,777,972			7,181,814,464	5,175,227,092 33		
29	L. 30 décembre 1863	Emprunt de 300 millions	//	//	//	//	//	//	14,249,339	//	14,249,339	Janvier 1864	66 30	474,977,967	314,910,391 90	Souscription publique.	29
30	L. 1er août 1868	Emprunt de 429 millions	//	//	//	//	//	//	19,514,315	//	19,514,315	Août 1868	69 25	650,477,167	450,456,720 32	*Idem.*	30
31	L. 12 août 1870	Emprunt de 750 millions	//	//	//	//	//	//	39,830,306	//	39,830,306	Année 1870	60 60	1,327,676,867	804,572,181 20	*Idem.*	31
32	L. 20 juin 1871	Emprunt de 2 milliards	//	138,975,295	//	//	//	//	//	//	139,975,295	Année 1871	82 50	2,779,505,900	2,293,092,367 50	*Idem.*	32
33	L. 15 juillet 1872	Emprunt de 3 milliards	//	207,026,310	//	//	//	//	//	//	207,026,310	Année 1872	84 50	4,140,526,200	3,498,744,639 00	*Idem.*	33
34	L. 4 août 1874	Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement	//	//	//	//	//	//	4,404,287	//	4,404,287	Année 1875	.....	146,809,567	93,196,997 91		34
35	L., D. et A. du 1er mai 1886	Emprunt de 500 millions	//	//	//	//	//	//	18,947,368	//	18,947,368	10 mai 1886	79 80	631,578,933	503,999,988 80	Souscription publique.	35
36	L. 1er mai 1886	Consolidation des fonds des Caisses d'épargne	//	//	//	//	//	//	13,157,894	//	13,157,894	*Idem*	79 80	438,596,467	349,999,980 40	Consolidation.	36
37	L., D. et A. du 1er mai 1886	Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse	//	//	//	//	//	//	1,879,699	//	1,879,699	*Idem*	79 80	62,656,633	49,999,993 40	*Idem.*	37
38	L. 24 déc. 1890, D. et A. 2 janv. 1891	Émission de rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	//	28,184,376	//	28,184,376	10 janvier 1891	92 55	939,479,200	869,488,000 00	Souscription publique.	38
39	L. 17 janvier 1894, art. 9	Rentes émises pour produire le capital correspondant aux rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires	//	//	//	//	//	//	//	45,624	45,624	Année 1894	.....	1,303,542	1,393,837 25		39
40	L. 6 décembre 1901	Émission de rentes 3 p. o/o pour la régularisation des dépenses de l'expédition de Chine	//	//	//	//	//	//	7,950,000	//	7,950,000	Année 1901	100 00	265,000,000	264,999,659 21		40
		Totaux	126,653,072	346,001,605	//	17,566,230	//	11,227,597	267,448,657	45,624	768,942,785			19,040,402,907	14,670,081,849 22		
			472,654,677		17,566,230												
			768,942,785														

ÉTAT B. — *2° Rentes provenant de conversions.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	NATURE DES CONVERSIONS.	FONDS. 5 p. o/o	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES converties.	CAPITAL NOMINAL.	OBSERVATIONS.	NUMÉROS D'ORDRE.
				francs.	fr. c.	fr. c.		francs.	francs.	francs.	francs.		
1	L. 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 et 3 p. o/o	//	1,034,764	//	//	//	24,459,035 00	//	25,493,799	838,295,922		1
2	D. 14 mars 1852	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	//	//	158,097,609 08	//	//	//	//	158,097,609 080	3,513,280,201		2
3	L. 12 février 1862	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	135,255,410 00	//	135,255,410	4,508,513,666		3
4	L. 27 avril 1883	——— 5 p. o/o (1871-72) en rentes 4 1/2 p. o/o	//	//	//	306,164,085 30	//	//	//	306,164,085 300	6,803,646,340		4
5	L. 7 novembre 1887	——— 4 1/2 p. o/o (1852) et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	37,632,997 00	//	37,632,997	1,254,433,233		5
6	L. 17 janvier 1894	——— 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o	//	//	//	//	//	//	237,595,231 841	237,595,231 841	6,788,435,195		6
7	L. 9 juillet 1902	——— 3 1/2 p. o/o (1894) en rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	203,638,159 102	//	203,638,159 102	6,787,938,638		7
		Totaux	//	1,034,764	158,097,609 08	306,164,085 30	//	400,985,601 102	237,595,231 841	1,103,877,291 323	30,494,543,195		
				465,296,458 38									
				1,103,877,291 323									

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT C.

3° *Rentes provenant de conso lidations ou remises à divers.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	5 P. o/o. Ancien.	5 P. o/o. 1871 et 1872	FONDS. 4 1/2 P. o/o. 1825.	4 1/2 P. o/o. 1852.	4 1/2 P. o/o. 1883.	4 P. o/o.	3 P. o/o.	3 1/2 P. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
1	L. du 24 août 1793 et 9 vendémiaire an VI	Rentes consolidées	40,216,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	40,216,000f 00c	804,320,000f	1
2	L. 29 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.	Dette des pays réunis à la France	6,086,000 00	"	"	"	"	"	"	"	6,086,000 00	121,720,000	2
		Création de rentes pour le payement de l'arriéré antérieurement à l'année 1809	11,428,193 00	"	"	"	"	"	"	"	11,428,193 00	228,563,860	
3	L. 24 avril 1806. L. 15 janvier et D. du 3 février 1810.	Création pour le service courant :											3
		1° au profit de la Caisse d'amortissement en échange de bons	5,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	5,000,000 00	100,000,000	
		2° au profit du domaine extraordinaire en échange de valeurs	750,000 00	"	"	"	"	"	"	"	750,000 00	15,000,000	
		3° pour divers motifs et appoints négligés	1,637 00	"	"	"	"	"	"	"	1,637 00	32,740	
4	L. 20 mars 1814 et O. 6 juin 1814	Rentes inscrites au nom des Communes en remboursement de leurs biens vendus	2,632,448 00	"	"	"	"	"	"	"	2,632,448 00	52,648,960	4
5	L. 23 septembre 1814 et 28 avril 1816.	Payement du service de l'arriéré du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816	8,777,629 00	"	"	"	"	"	"	"	8,777,629 00	175,552,580	5
6	L. 15 mai 1818 et 17 août 1822	Payement du service de l'arriéré antérieurement au 1er janvier 1810	2,129,867 00	"	"	"	"	"	"	"	2,129,867 00	42,597,340	6
7	L. 21 décembre 1814	Payement des dettes contractées par le roi Louis XVIII	1,499,654 00	"	"	"	"	"	"	"	1,499,654 00	485,063,360	7
8	L. 23 décembre 1815 et 6 mai 1818	Rentes remises en payement des créances étrangères. (Conventions des 20 novembre 1815 et 25 avril 1818.)	24,253,168 00	"	"	"	"	"	"	"	24,253,168 00	29,993,080	8
9	L. 31 juillet 1821	Rentes remises à la Légion d'honneur en remboursement de ses biens vendus	240,000 00	"	"	"	"	"	"	"	240,000 00	4,800,000	9
10	*Idem*	Rentes inscrites pour remboursement de cautionnements à des Français anciens comptables en Westphalie	2,654 00	"	"	"	"	"	"	"	2,654 00	53,080	10
11	L. 27 avril 1825	Indemnité des émigrés	"	"	"	"	"	"	25,995,310	"	25,995,310 00	866,510,334	11
12	Décision du 14 novembre 1832	Rétablissement d'une rente dont le Trésor avait la jouissance temporaire	109 00	"	"	"	"	"	"	"	109 00	2,180	12
13	L. 10 juin 1833	Consolidation des réserves de l'amortissement	"	"	"	"	"	15,294,420	110,430,463	"	125,724,883 00	4,063,375,933	13
14	D. 7 juillet 1848	Consolidation des livrets des Caisses d'épargne	19,619,118 00	"	"	"	"	"	"	"	19,619,118 00	392,382,360	14
15	*Idem*	Consolidation des bons du Trésor émis antérieurement au 24 février 1848	"	"	"	"	"	"	13,541,574	"	13,541,574 00	451,385,800	15
16	D. 17 août 1848	Rachat des actions du chemin de fer de Lyon	6,817,348 60	"	"	"	"	"	"	"	6,817,348 60	136,346,972	16
17	D. 17 juillet, 9 août et 21 novembre 1848.	Diverses compensations accordées en 1848 aux porteurs de bons du Trésor	"	"	"	"	"	"	2,152,786	"	2,152,786 00	71,759,534	17
18	D. 29 juillet 1848	Consolidation des fonds des communes et établissements tontiniers	449,166 00	"	"	"	"	"	11,869	"	461,035 00	9,378,953	18
19	L. 30 avril 1849 et 30 juillet 1850	Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale	3,871,172 00	"	"	1,915,945	"	"	"	"	5,787,117 00	119,999,995	19
20	D. 14 mars 1852	Rétablissement de rentes comprises à tort dans les remboursements effectués lors de la conversion de 1852	"	"	"	1,051	"	"	"	"	1,051 00	23,355	20
21	D. 17 mars 1852	Rentes émises en remplacement de rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	"	"	"	"	4,403,436	"	4,403,436 00	146,781,200	21
22	D. 27 mars 1852	Rentes concédées à la Légion d'honneur	"	"	"	500,000	"	"	"	"	500,000 00	11,111,111	22
23	L. 10 juillet 1856	Rentes inscrites au nom de la feue reine des Belges	"	"	"	"	"	"	600,000	"	600,000 00	20,000,000	23
24	L. 6 juin 1857	Rentes créées pour le rachat du Palais de l'Industrie	"	"	"	"	"	"	441,176	"	441,176 00	14,705,867	24
		A reporter	133,774,163 60	"	"	2,416,996	"	15,294,420	157,576,614	"	309,062,193 60	8,364,108,594	

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

3° *Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.* (Suite.)

ÉTAT C.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871 et 1872	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
		Report	133,774,163f 60	"	"	2,416,996f	"	15,294,420f	157,576,614f	"	309,062,193f 60c	8,364,108,594f	
25	D. 19 mars 1858	Rétablissement d'une partie du majorat du duc d'Istrie	"	"	"	8,397	"	"	"	"	8,397 00	186,600	25
26	A. 9 juillet 1862	Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825)	"	"	"	298,283	"	"	"	"	298,283 00	6,628,511	26
27	L. 2 août 1868	Conversion des titres mexicains	"	"	"	"	"	"	5,701,606	"	5,701,606 00	190,053,533	27
28	L. 26 mars 1873	Rentes destinées à remplacer les inscriptions disparues pendant la Commune.	"	"	"	"	"	"	350,000	"	350,000 00	11,666,667	28
29	L. 22 décembre 1880	Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862	"	"	"	50	"	"	"	"	50 00	1,111	29
30	L. 27 avril 1883	Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers.	"	"	"	"	3,963	"	"	"	3,963 00	88,067	30
31	L. et D. 7 novembre 1887	Rentes 3 p. o/o provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o et qui ont été remboursées ultérieurement	"	"	"	"	"	"	194 922	"	194 922	6,497	31
32	L. 11 décembre 1902	Rétablissement d'une partie des rentes cédées à la Caisse des dépôts et consignations	"	"	"	"	"	"	15,256,172	"	15,256,172	508,539,100	32
		TOTAUX	133,774,163 60	"	"	2,723,726	3,963	15,294,420	178,884,586 922	"	330,680,859 522	9,081,278,680	
			133,774,163f 60c		2,727,689f								
					330,680,859f522c								

RÉCAPITULATION DES RENTES CRÉÉES.

	5 P. 0/0. Ancien.	5 P. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
1° Rentes provenant d'emprunts	126,653,072f 00	346,001,605f	"	17,566,230f 00	"	11,227,597f	267,448,657f	45,624f	768,942,785f	19,040,402,907
2° Rentes provenant de conversions	"	"	1,034,764f	158,097,609 08	306,164,085f 30	"	400,985,601 102	237,595,231 841	1,103,877,291 323	30,494,543,195
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers	133,774,163 60	"	"	2,723,726 00	3,963 00	15,294,420	178,884,586 922	"	330,680,859 522	9,081,278,680
TOTAUX	260,427,235 60	346,001,605	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	847,318,845 024	237,640,855 841	2,203,500,935 845	58,616,224,782
	606,428,840 60		485,590,377 38							
			2,203,500,935f845c							

II. RENTES ANNULÉES.

1° *Rentes qui ont fait retour à l'État.*

ÉTAT D.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET DÉCISIONS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	FONDS. 5 p. 0/0. Ancien.	5 p. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	3 1/2 p. 0/0.	TOTAL DES RENTES annulées.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	francs.	
1	Années 1814, 1815 et 1817.....	Annulation de rentes admises en payement de domaines nationaux.....	1,812 00	//	//	//	//	//	//	//	1,812	36,240	1
2	//	——— de rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraord^re.	1,291,086 00	//	//	//	//	//	//	//	1,291,086	25,821,720	2
3	Années 1817 et 1818.....	——— de rentes inscrites au nom des princes de Salm et de Carignan.....	273,000 00	//	//	//	//	//	//	//	273,000	5,460,000	3
4	L. 24 juillet 1820.....	——— de rentes sur celles affectées au remboursement des créances algériennes.	41,658 00	//	//	//	//	//	//	//	41,658	833,160	4
5	Diverses décisions.....	——— de rentes par suite d'extinction d'usufruit.....	16,728 00	//	//	3,010 00	//	//	//	//	19,738	401,449	5
6	L. 17 avril 1822.....	——— de rentes pour déchéance encourue.....	29,914 00	//	//	//	//	//	//	//	29,914	598,280	6
7	L. 17 août 1828 et 29 janv. 1831, art. 13.....	——— de deux rentes appartenant à la Caisse du sceau des titres.....	120,690 00	//	//	//	//	//	//	//	120,690	2,413,800	7
8	L. 28 mai 1829.....	——— de rentes inscrites au nom de la Chambre des pairs.....	1,330,818 00	//	//	//	//	//	//	//	1,330,818	26,616,360	8
9	L. 11 avril 1832, art. 50.....	——— de rentes provenant de la dotation des invalides de la guerre.....	45,116 00	//	//	//	//	//	//	//	45,116	902,320	9
10	*Idem*.....	——— de rentes provenant de successions non réclamées des invalides de la guerre.	14,876 00	//	//	//	//	//	//	//	14,876	297,520	10
11	L. 29 juin 1835 et d^on du 17 juil. 1835	——— de rentes appartenant à la Caisse de vétérance de l'ancienne liste civile...	135,196 00	//	//	//	//	//	//	//	135,196	2,703,920	11
12	D^ons des 26 nov. 1833 et 7 nov. 1840.	——— de rentes appartenant à divers régiments.....	2,318 00	//	//	//	//	//	//	//	2,318	46,360	12
13	Diverses décisions.....	Extinction de majorats reversibles à l'État.....	116,002 00	//	//	194,023 00	//	//	//	//	310,025	6,631,662	13
14	D^ons des 20 nov. 1839 et 25 avr. 1840.	Rentes annulées comme indûment liquidées au profit des communes.....	1,312 00	//	//	//	//	//	//	//	1,312	26,240	14
15	D^on du 23 mai 1840.....	Annulation de rentes ayant fait partie de l'ancien domaine privé de l'emp^r Napoléon.	750 00	//	//	//	//	//	//	//	750	15,000	15
16	L. 24 mars 1841, art. 2.....	——— de rentes formant la dotation de l'Université de France.....	584,151 00	//	//	//	//	//	//	//	584,151	11,683,020	16
17	D^on du 8 mai 1841.....	——— d'une rente inscrite au nom du conseil d'adm^on du pénit^er m^on de S^t-Germain.	1,550 00	//	//	//	//	//	//	//	1,550	31,000	17
18	L. du 24 juillet 1843.....	——— de rentes inscrites au nom des commissions sanitaires de Caen et Hyères..	75 00	//	//	//	//	//	186	//	261	7,700	18
19	Année 1844.....	——— de rentes appartenant à une caisse particulière du roi Charles X.....	927 00	//	//	//	//	//	//	//	927	18,540	19
20	L. 19 juillet 1845, art. 10.....	——— de rentes inscrites au nom des maisons de force et de correction.....	285,992 00	//	//	//	//	//	//	//	285,992	5,719,840	20
21	D. 7 juillet 1848.....	——— de rentes des Caisses d'épargne par suite de la consolidation des livrets.	//	//	//	//	//	8,035,211	//	//	8,035,211	200,880,275	21
22	D. 17 novembre 1849.....	——— d'une rente appartenant à une caisse particulière du Ministère de la Marine.	6,260 00	//	//	//	//	//	//	//	6,260	125,200	22
23	L. 4 décembre 1849.....	——— de rentes provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement..	//	//	//	//	//	15,294,420	31,146,667	//	46,441,087	1,420,582,733	23
24	D. 14 mars 1852.....	——— de rentes remboursées en exécution du décret du 14 mars 1852.....	3,685,592 51	//	//	//	//	//	//	//	3,685,592 510	73,711,850	24
25	*Idem*.....	Remboursement des portions non inscriptibles sur les rentes converties.....	//	//	//	206,432 18	//	//	//	//	206,432 180	4,587,381	25
26	D. 28 avril 1852.....	Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 échangées contre des rentes 3 p. 0/0.....	//	//	//	4,475,655 90	//	//	//	//	4,475,655 900	99,459,020	26
27	L. 9 juin 1853, art. 2.....	Rentes annulées au profit de l'État.....	//	//	//	167,358 00	//	//	22,000	//	189,358	4,452,400	27
28	L. 9 et 19 juin 1857 et 14 juil. 1860.	Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.....	//	//	//	//	//	//	11,942,315	//	11,942,315	398,077,167	28
29	L. 12 juin 1861.....	——— de rentes en exécution de la loi sur la Caisse des retraites pour la vieillesse.	//	5,814,259	10,742	1,608,705 00	627,689 00	266,827	4,249,571	//	12,577,793	314,544,580	29
30	Arrêté du 9 juillet 1862.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1825).....	//	//	298,283	//	//	//	//	//	298,283	6,628,512	30
31	L. 28 juin 1865 et 11 juillet 1866..	——— de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.....	//	//	//	//	//	//	67,341,481	//	67,341,481	2,244,716,033	31
32	L. 2 août 1868.—D. 10 déc. 1868.	——— de rentes inscrites au compte spécial des emprunts mexicains.....	//	//	//	//	//	//	1,735,305	//	1,735,305	57,843,500	32
33	D^on 19 octobre 1875.....	——— d'une rente provenant d'un legs fait à l'État.....	//	//	//	16,427 00	//	//	//	//	16,427	365,044	33
34	L. 22 décembre 1880.....	——— d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	//	//	//	//	//	//	50	//	50	1,667	34
35	L. 27 novembre 1883.....	——— de rentes remboursées aux particuliers qui n'ont pas accepté la conversion.	//	4,767	//	//	//	//	//	//	4,767	95,340	35
36	L. 17 juin et 19 août 188-.....	——— de rentes ayant appartenu à la tontine Lafarge.....	//	//	//	245,555 00	//	//	//	//	245,555	5,456,778	36
37	D. des 8 mars et 6 mai 1888.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) remb. en 1888 après leur conv. en rentes 3 p. 0/0	//	//	//	//	//	//	194 922	//	194 922	6,498	37
38	D^ons 13 juil., 10 déc. 1888 et 15 janvier 1889.....	——— de rentes appartenant à la tontine Lafarge.....	//	//	//	//	//	//	804,212 452	//	804,212 452	26,807,082	38
39	L. 24 décembre 1890, art. 4.....	——— de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations.....	//	//	//	//	//	//	5,560,777	//	5,560,777	185,359,233	39
40	*Idem*.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux propriétaires.....	//	//	//	//	60,692 00	//	//	//	60,692	1,348,712	40
41	D^on 3 avril 1894.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 remb. après leur conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0..	//	//	//	//	//	//	//	1,555 555	1,555 555	44,444	41
42	Loi du 30 décembre 1900, art. 6.	——— de rentes 3 p. 0/0 cédées par la Caisse des dépôts et consignations.....	//	//	//	//	//	//	16,500,000	//	16,500,000	550,000,000	42
43	Diverses décisions.....	——— de rentes qui ont fait retour au domaine de l'État.....	//	262	//	828 00	83 50	//	371,281 260	1,074	373,528 760	12,432,246	43
44	//	Extinctions de dotations reversibles.....	//	//	//	//	//	//	188,342 282	//	188,342 282	6,278,077	44
45	//	Annulation de rentes pour divers motifs.....	20,272 00	//	//	1 439 00	//	//	5,401	//	27,112	617,451	45
46	L. 9 juillet 1902.....	——— 3 1/2 p. 0/0 remboursées aux particuliers n'ayant pas accepté la conversion.....	//	//	//	//	//	//	//	60,374	60,374	1,724,971	46
47	L. du 22 avril 1905.....	Rachat de dotations réversibles.....	//	//	//	//	//	//	717,048 081	//	717,048 081	23,901,611	47
48	L. du 31 décembre 1907.....	Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations.....	//	//	//	//	//	//	7,950,000 000	//	7,950,000 000	265,000,000	48
		TOTAUX.....	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	148,534,831 997	63,003 555	193,936,599 642	5,995,311,936	
			13,825,383 51		7,916,922 58								
					193,936,599.642								

II. — RENTES ANNULÉES.

2° *Rentes annulées à la suite de conversions.*

ÉTAT E.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872	FONDS. 4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES ANNULÉES.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	
1	L. du 1er mai 1825	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	//	//	//	//	//	//	//	31,723,956 00	634,479,120	1
2	D. du 14 mars 1852	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	//	//	//	//	//	//	//	175,664,010 09	3,513,280,201	2
3	L. du 12 février 1862	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	586,277	133,033,310	//	1,635,823	//	//	135,255,410 00	3,010,219,730	3
4	L. du 27 avril 1883	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	//	340,182,317	//	//	//	//	//	//	340,182,317 00	6,803,646,340	4
5	L. du 7 novembre 1887	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	//	37,186,901	//	446,096	//	//	37,632,997 00	837,527,977	5
6	L. du 17 janvier 1894	Rentes 4 1/2 p. o/o converties en rentes 3 1/2 p. o/o	//	//	//	//	305,479,583 80	//	//	//	305,479,583 80	6,788,435,195	6
7	L. du 9 juillet 1902	Rentes 3 1/2 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	//	//	237,577,852,286	237,577,852 286	6,787,938,638	7
		TOTAUX	207,387,966 09	340,182,317	586,277	170,220,211	305,479,583 80	2,081,919	//	237,577,852,286	1,263,516,126 176	28,375,527,201	
			547,570,283 09		476,286,071 80								
					1,263,516,126 176								

3° *Rentes rachetées à la Bourse.*

ÉTAT F.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES RACHATS.	5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL DES RENTES rachetées.	COÛT DES RACHATS.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	
1	L. du 26 juillet 1821, art. 7	Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire	492,196	//	1,096	//	//	4,902	62,343	//	560,537	10,433,088 05	12,068,925	1
2	L. du 1er mai 1825	Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement	44,540,978	//	138,366	1,247,921	//	838,738	41,056,347	//	87,822,350	1,786,799,499 81	2,311,139,286	2
		TOTAUX	45,033,174	//	139,462	1,247,921	//	843,640	41,118,690	//	88,382,887	1,797,232,587 86	2,323,208,211	
			45,033,174		1,387,383									
					88,382,887									

RÉCAPITULATION DES RENTES ANNULÉES.

	5 P. 0/0. ANCIEN.	5 P. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
	fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	francs.
1° Rentes qui ont fait retour à l'État	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	148,534,831 997	63,003 555	193,936,599 642	5,995,311,936
2° Rentes annulées à la suite de conversions	207,387,966 09	340,182,317	586,277	170,220,211 00	305,479,583 80	2,081,919	//	237,577,852 286	1,263,516,126 176	28,375,527,201
3° Rentes rachetées à la Bourse	45,033,174 00	//	139,462	1,247,921 00	//	843,640	41,118,690	//	88,382,887 00	2,323,208,211
TOTAUX	260,427,235 60	346,001,605	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	189,653,521 997	237,640,855 841	1,545,835,612 818	36,694,047,348
	606,428,840 60		485,590,377 38							
			1,545,835,612 818							

III. RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

FONDS.	RENTES CRÉÉES.		RENTES ANNULÉES.		MONTANT DES RENTES EXISTANT AU 1er JANVIER 1915.		OBSERVATIONS.
	MONTANT des rentes créées.	MONTANT du capital nominal.	MONTANT des rentes annulées.	MONTANT du capital nominal.	Montant des rentes au 1er janvier 1915.	Montant du capital nominal au 1er janvier 1915.	
	fr. c.	francs.	fr. c.	francs.	fr. c.	francs.	
Rentes 5 p. o/o (ancien fonds)	260,427,235f 600	5,208,544,710	260,427,235 600	5,208,544,710	"	"	
—— 5 p. o/o (1871-1872)	346,001,605 000	6,920,032,100	346,001,605 000	6,920,032,100	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1825)	1,034,764 000	22,994,756	1,034,764 000	22,994,756	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1852)	178,387,565 080	3,964,168,112	178,387,565 080	3,964,168,112	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1883)	306,168,048 300	6,803,734,407	306,168,048 300	6,803,734,407	"	"	
—— 4 p. o/o	26,522,017 000	663,050,425	26,522,017 000	663,050,425	"	"	
—— 3 p. o/o	847,318,845 024	28,243,961,534	189,653,521 997	6,321,784,100	657,665,323 027	21,922,177,434	
—— 3 1/2 p. o/o	237,640,855 841	6,789,738,738	237,640,855 841	6,789,738,738	"	"	
TOTAUX	2,203,500,935 845	58,616,224,782	1,545,835,612 818	36,694,047,348	657,665,323 027	21,922,177,434	

IV. RÉSULTAT DES CONVERSIONS.

DATES des LOIS ET DÉCRETS.	NATURE DES CONVERSIONS.	ANCIENNES RENTES.	NOUVELLES RENTES.	ÉCONOMIE EN RENTES résultant de la conversion.	CAPITAL NOMINAL des anciennes rentes.	CAPITAL NOMINAL des nouvelles rentes.	AUGMENTATION DU CAPITAL nominal.	BÉNÉFICE EN CAPITAL réalisé par le Trésor.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	
Loi du 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	25,493,799 000	6,230,157 000	634,479,120	838,295,922	203,816,802	"	
Décret du 14 mars 1852	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	158,097,609 080	17,566,401 010	3,513,280,201	3,513,280,201	"	"	
Loi du 12 février 1862	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 o/o	135,255,410 00	135,255,410 000	"	3,010,219,730	4,508,513,666	1,498,293,936	160,834,721 70	
Loi du 27 avril 1883	——— 5 o/o p. en rentes 4 1/2 p. o/o	340,182,317 00	306,164,085 300	34,018,231 700	6,803,646,340	6,803,646,340	"	"	
Loi du 7 novembre 1887	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	37,632,997 00	37,632,997 000	"	837,527,977	1,254,433,233	416,905,256	174,100,219 00	
Loi du 17 janvier 1894	——— 4 1/2 p. o/o en rentes 3 1/2 p. o/o	305,479,583 80	237,595,231 841	67,884,351 959	6,788,435,195	6,788,435,195	"	"	
Loi du 9 juillet 1902	——— 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o	237,577,852 286	203,638,159 102	33,939,693 184	6,787,938,638	6,787,938,638	"	"	
	TOTAUX	1,263,516,126 176	1,103,877,291 323	159,638,834 853	28,375,527,201	30,494,543,195	2,119,015,994	334,934,940 70	

V. — MOUVEMENT ET SITUATION DES RENTES 3 P. 0/0.

ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1914.

Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 5 p. o/o. (Loi du 1er mai 1825.)		24,459,035f 00c
Rentes appliquées à l'indemnité des émigrés. (Loi du 27 avril 1825.) (Voir page 449 du compte de 1843.)		25,995,310 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, aux termes de l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, jusqu'au mois de juillet 1848. (Voir page 455 du compte de 1848.)		22,971,814 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, postérieurement au mois de juillet 1848.		91,862,936 00
Emprunt de 150 millions. (Loi du 25 juin 1841.) (Voir, pour le développement, page 427 du compte de 1845.)		5,730,659 00
Emprunt de 200 millions. (Loi du 25 juin 1841 et ordonnance du 9 novembre 1844.) (Voir page 445 du compte de 1847.)		7,079,646 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 8 août 1847 et ordonnance du 9 octobre 1847.) Inscription réduite à		2,569,413 00
Rentes inscrites pour la consolidation des bons du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848.)		13,541,574 00
Rentes inscrites pour compensation aux porteurs de bons du Trésor. (Loi du 21 novembre 1848.)		2,152,786 00
Consolidation de fonds placés au Trésor par les communes et établissements publics. (Décret du 29 juillet 1848.)		11,869 00
Rentes émises en échange de 4,475,655 fr. 90 de rentes 4 1/2 p. o/o, conformément au décret du 27 avril 1852		4,403,436 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 11 mars 1854.)		7,159,590 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 31 décembre 1854.)		15,857,530 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 11 juillet 1855.)		31,699,740 00
Rentes inscrites au nom des héritiers de la reine des Belges et des princesses de la maison d'Orléans. (Loi du 10 juillet 1856.)		600,000 00
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.)		441,176 00
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Lois des 26 avril 1855 et 19 juin 1857.)		7,942,315 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 2 mai 1859.)		25,199,660 00
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857, décret du 28 novembre 1859.)		4,000,000 00
Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. (Loi du 12 février 1862.)(A)		135,255,410 00
Rentes émises en échange de 604,626 obligations converties. (Loi du 12 février 1862.)		12,092,520 00
Emprunt de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.)		14,249,339 00
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)		19,514,315 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 1er de l'arrêté ministériel du 5 février 1869 (B)		4,000,001 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 2 du même arrêté		1,701,605 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.)		39,830,306 00
Rente destinée à remplacer les inscriptions de même somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.)		350,000 00
Consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		13,157,894 00
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		1,879,699 00
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		18,947,368 00
Rentes provenant de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o (Loi et décret du 7 novembre 1887) :		
Le montant des rentes 4 1/2 p. o/o à convertir était de 33,683,385 francs, ce qui, à raison de 0 fr. 833 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 1/2 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	28,058,259f 705(C)	
Le montant des rentes 4 p. o/o à convertir était de 345,817 francs, ce qui, à raison de 0f 937 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	324,030 529	28,382,290 234
Conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. Souscriptions privilégiées, rentes négociées ou remises à divers. (Loi et décret du 7 novembre 1887.)		9,250,901 688
Émission de rentes autorisée par la loi du 24 décembre 1890 et les décret et arrêté du 2 janvier 1891		28,184,376 00
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o	203,638,159 102	
Réinscription de rentes au nom de la Caisse des dépôts et consignations. Loi du 11 décembre 1902	15,256,172 00	226,844,331 102
Émission 1901	7,950,000 00	
TOTAL des accroissements		847,318,845 024
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1914 :		
Néant		//
TOTAL des rentes inscrites (à reporter)		847,318,845 024

(A) Rentes 4 1/2 p. o/o (1825)	586,277f 00c	133,619,587f 00c
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852)	133,033,310 00	1,635,823 00
Rentes 4 p. o/o		135,255,410 00
TOTAL ÉGAL		

(B) Voir le Compte général des finances de 1883, page 871.

(C) Ce chiffre excède de 194 fr. 922 le montant des rentes définitivement converties d'office, qui n'est que de 28,382,095 fr. 312. L'explication de la différence dont il s'agit a été donnée au Compte général des finances de 1888, pages 778 et 787. En outre, la somme de 194 fr. 922 figure ci-après parmi les décroissements.

Report		847,318,845f 024
DÉCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1914.		
Rentes annulées au profit de l'État pour erreurs de liquidation et pour divers motifs	2,909f 00c	
Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement, du 22 juin 1825 au 22 juin 1830, et annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 1er mai 1825	16,003,286 00	
Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire. (Loi du 26 juillet 1821.)	62,343 00	
Rentes provenant de la commission sanitaire d'Hyères. (Art. 9 de la loi du 24 juillet 1843.)	186 00	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Lois des 4 décembre 1849, 28 juin 1865 et 11 juillet 1866.) (A)	123,541,209 00	
Rentes annulées en exécution de la loi du 12 juin 1861 sur la Caisse des retraites pour la vieillesse (B)	4,249,571 00	
Rentes annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	22,000 00	
Rachat du palais de l'Industrie	2,492 00	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) Loi du 9 juin 1857	4,000,000 00	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) Lois des 17 juin 1857 et 14 juillet 1860	7,942,315 00	
Extinctions de dotations réversibles	188,342 282	
Rente annulée en vertu de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 février 1869. (Report au compte spécial des emprunts mexicains.)	1,735,304 00	
Rente annulée. (Conversion des emprunts mexicains.)	1 00	
Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décisions ministérielles des 14 décembre 1877, 14 mai 1878, 1er juillet 1881, 30 mai, 28 juillet, 20 octobre 1882, 20 juin 1881, 25 novembre 1884, 26 mai, 9 juin 1885, 9 juillet 1886, 17 juin 1887, 6 mars, 27 mai 1888, 5, 12, 23 juillet, 18 octobre 1889 et 6 juin 1890, 29 mai, 8 août et 22 septembre 1891, 13 mai 1892, 10 juin 1892, 19 mai 1893, 18 mai 1894, 9 avril, 17 mai, 13 septembre 1895, 13 août 1896, 29 mai, 11 et 25 octobre 1897, 13 juin 1898, 22 juin 1899, 3 juillet, 19 novembre et 1er décembre 1900, 5 juin et 6 juillet 1901, 29 mars, 30 juin et 26 août 1902, 8 juillet et 11 août 1903, 20 mai 1905, 30 juin 1906, 27 septembre 1907, 24 décembre 1909, 11 janvier, 10 juin et 23 novembre 1910, 26 janvier 1911)	370,081 26	
Annulation d'une rente qui avait été inscrite deux fois lors de la conversion de 1862. (Voir la contre-partie aux rentes 4 1/2 p. o/o (1852). — Compte général de 1887, page 731.)	50 00	
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. o/o. (Décisions ministérielles des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922	
Annulation de rentes appartenant à la tontine Lafarge. (Décision ministérielle des 13 juillet, 10 décembre 1888, 15 janvier 1889 et 5 juin 1896.)	804,212 452	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4)	5,560,777 00	
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 30 déc. 1900, art. 6.)	16,500,000 00	
Rachat des Majorats et des Dotations reversibles. (Loi du 22 avril 1905.)	717,048 081	
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24.)	7,950,000 00	
TOTAL	189,652,321 997	
DÉCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1914	1,200 00	
TOTAL GÉNÉRAL des décroissements	189,653,521 997	189,653,521 997
RESTE, pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1915		657,665,323 027
Nombre d'inscriptions	4,484,536	

(A) Rentes provenant... 1° De la consolidation des réserves de l'amortissement		114,834,750f 00c
(A) Rentes provenant... 2° De rachats effectués directement par la Caisse d'amortissement		8,706,459 00
TOTAL ÉGAL		123,541,209 00

(B) Pour le développement par année, voir le Compte général des finances de 1883, page 1041.

VI. — *État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur 3 p. 0/0 inscrites au 1er janvier 1915.*

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.			OBSERVATIONS.
	RENTES		TOTAL GÉNÉRAL.	RENTES		TOTAL GÉNÉRAL.	
	mixtes.	au porteur.		mixtes.	au porteur.		
				francs.	francs.	francs.	
2 francs	2,074	64,367	66,441	4,148	128,734	132,882	
3	1,500	111,432	112,932	4,500	334,296	338,796	
4	1,797	68,098	69,895	7,188	272,392	279,580	
5	4,450	256,323	260,773	22,250	1,281,615	1,303,865	
6	4,030	185,177	189,207	24,180	1,111,062	1,135,242	
7	1,739	86,439	88,178	12,173	605,073	617,246	
8	1,743	76,164	77,907	13,944	609,312	623,256	
9	1,656	96,972	98,628	14,904	872,748	887,652	
10	4,342	246,400	250,742	43,420	2,464,000	2,507,420	
20	10,686	404,678	415,364	213,720	8,093,560	8,307,280	
30	18,430	682,652	701,082	552,900	20,479,560	21,032,460	
50	8,881	285,586	294,467	444,050	14,279,300	14,723,350	
100	7,879	270,128	278,007	787,900	27,012,800	27,800,700	
200	3,728	112,864	116,592	745,600	22,572,800	23,318,400	
300	2,456	76,534	78,990	736,800	22,960,200	23,697,000	
500	1,291	33,404	34,695	645,500	16,702,000	17,347,500	
1,000	909	17,921	18,830	909,000	17,921,000	18,830,000	
1,500	233	5,685	5,918	349,500	8,527,500	8,877,000	
3,000	341	6,930	7,271	1,023,000	20,790,000	21,813,000	
TOTAUX	78,165	3,087,754	3,165,919	6,554,677	187,017,952	193,572,629	

VII — *État indiquant le classement des rentes, par catégorie*

I. — RELEVÉ GÉNÉRAL DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS

DATES.	NOMBRE DES PARTIES (a).					
	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3).	au porteur. (4).	
31 décembre 1870	652,759	190,058	842,817	74,438	352,484	1,269,739
——— 1871	770,555	214,411	984,966	125,396	1,037,676	2,148,038
——— 1872	890,375	217,785	1,108,160	193,640	2,171,675	3,473,475
——— 1873	975,402	205,514	1,180,916	256,821	2,692,303	4,130,040
——— 1874	1,022,220	199,626	1,221,846	288,220	2,869,662	4,379,728
——— 1875	1,042,826	198,209	1,241,035	297,939	2,865,789	4,404,763
——— 1876	1,062,209	198,849	1,261,058	301,479	2,805,229	4,367,766
——— 1877	1,086,650	201,251	1,287,901	303,801	2,693,544	4,285,246
——— 1878	1,052,900	201,361	1,254,270	286,268	2,526,997	4,067,535
——— 1879	1,031,353	177,345	1,208,598	271,381	2,469,942	3,949,921
——— 1880	1,018,191	175,767	1,193,958	259,905	2,448,563	3,902,426
——— 1881	1,004,264	173,881	1,178,145	246,292	2,443,364	3,867,801
——— 1882	994,090	167,298	1,161,388	267,368	2,575,860	3,974,616
——— 1883	1,065,137	130,143	1,195,280	209,583	2,118,329	3,523,192
——— 1884	1,108,947	130,122	1,239,069	218,254	2,265,025	3,722,348
——— 1885	1,092,088	131,967	1,224,055	218,818	2,474,237	3,917,110
——— 1886	1,088,001	133,042	1,221,043	219,544	2,617,305	4,059,892
——— 1887	998,132	132,293	1,130,425	223,313	2,863,485	4,217,223
——— 1888	1,004,993	136,792	1,141,785	223,581	2,852,202	4,217,568
——— 1889	1,005,935	137,139	1,143,074	219,937	2,806,454	4,169,465
——— 1890	992,061	138,483	1,130,544	215,061	2,746,842	4,092,447
——— 1891	996,184	141,146	1,137,330	212,781	2,739,516	4,089,627
——— 1892	1,007,315	143,750	1,151,065	207,150	2,757,382	4,115,597
——— 1893	960,458	146,646	1,107,104	198,327	2,714,819	4,020,250
——— 1894	988,697	147,978	1,136,675	204,582	2,701,809	4,043,066
——— 1895	965,439	150,902	1,116,341	202,203	2,755,166	4,073,710
——— 1896	970,333	153,111	1,123,444	195,290	2,806,853	4,125,587
——— 1897	993,603	137,464	1,131,067	188,455	2,805,691	4,125,213
——— 1898	1,019,169	121,193	1,140,362	181,846	2,850,148	4,172,356
——— 1899	1,050,056	107,909	1,157,965	176,642	2,887,770	4,222,377
——— 1900	1,087,821	95,829	1,183,650	171,507	2,982,979	4,338,136
——— 1901	1,180,634	84,564	1,265,198	164,580	3,007,838	4,437,616
——— 1902	1,104,077	67,401	1,171,478	112,415	2,445,894	3,729,787
——— 1903	1,369,738	47,170	1,416,908	141,007	2,944,273	4,502,188
——— 1904	1,355,136	29,413	1,384,549	136,193	3,039,945	4,560,687
——— 1905	1,352,147	15,866	1,368,013	130,303	3,039,525	4,537,841
——— 1906	1,362,736	2,693	1,365,429	124,428	3,098,500	4,588,357
——— 1907	1,368,156	862	1,368,998	119,426	3,143,433	4,631,857
——— 1908	1,361,431	384	1,361,815	114,414	3,058,462	4,534,691
——— 1909	1,346,618	171	1,346,789	108 848	2,993,215	4,448,852
——— 1910	1,339,244	36	1,339,280	103,102	2,952,867	4,395,249
——— 1911	1,337,319	12	1,337,331	97,255	2,957,716	4,392,302
——— 1912	1,345,376	//	1,345,376	92,181	3,006,347	4,443,904
——— 1913	1,320,609	//	1,320,609	81,258	3,082,944	4,484,811
——— 1914	1,318,617	//	1,318,617	78,165	3,087,754	4,484,536

(a) Pour les rentes 3 p. o/o amortissables, voir le tableau de la page 73.
(1) Loi du 24 août 1793.
(2) Loi du 14 avril 1819.

d'inscriptions, du 31 décembre 1870 au 31 décembre 1914.

DE RENTES DU 31 DÉCEMBRE 1870 AU 31 DÉCEMBRE 1914.

DATES.	MONTANT DES RENTES (a).					
	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3)	au porteur. (4)	
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
31 décembre 1870	292,185,295	53,157,781	345,343,076	8,087,702	32,791,565	386,222,343
——— 1871	321,054,753	70,796,023	391,850,776	12,671,845	97,603,635	502,126,256
——— 1872	366,309,106	57,967,378	424,276,484	21,346,488	180,497,234	626,120,206
——— 1873	399,714,228	55,792,256	455,506,484	28,696,954	205,810,055	690,013,493
——— 1874	424,700,564	56,557,075	481,257,639	33,489,747	233,657,585	748,404,971
——— 1875	420,626,525	56,822,873	477,449,398	35,506,317	235,302,344	748,258,059
——— 1876	420,267,562	57,017,437	477,284,999	35,653,111	234,902,656	747,840,766
——— 1877	426,731,892	57,017,414	483,749,306	35,085,158	228,543,227	747,377,691
——— 1878	426,791,817	56,625,565	483,417,382	34,073,972	229,311,598	746,802,952
——— 1879	425,154,661	56,476,045	481,630,706	32,636,347	231,658,162	745,925,155
——— 1880	427,559,734	56,815,313	484,375,047	32,076,179	228,369,498	744,820,724
——— 1881	422,216,456	56,832,838	479,049,294	31,050,249	233,216,218	743,315,761
——— 1882	415,713,088	56,684,057	472,397,145	30,301,815	230,074,162	741,773,122
——— 1883	408,591,127	44,579,693	453,170,820	27,327,228	225,968,819	706,466,867
——— 1884	406,430,993	44,895,339	451,326,332	27,001,510	228,137,937	706,465,779
——— 1885	404,945,083	45,228,543	450,173,626	26,840,983	229,443,429	706,458,038
——— 1886	422,786,825	45,774,876	468,561,701	26,625,146	239,922,431	735,109,278
——— 1887	416,365,306	46,362,776	462,728,082	26,576,230	241,634,807	730,939,119
——— 1888	426,142,312	46,884,347	473,026,659	26,585,319	239,820,575	739,432,554
——— 1889	429,940,641	47,564,079	477,504,720	25,821,357	236,070,928	739,397,005
——— 1890	437,078,091	47,824,583	484,902,674	25,221,017	229,271,717	739,395,408
——— 1891	435,618,968	48,077,261	483,696,229	25,620,570	225,513,517	733,830,316
——— 1892	458,521,868	48,610,624	507,132,492	24,118,978	230,717,877	761,960,347
——— 1893	461,057,354	49,107,869	510,165,223	23,080,193	228,762,562	762,007,978
——— 1894	425,163,482	49,843,083	475,006,565	20,121,599	198,978,231	694,106,395
——— 1895	420,783,223	50,316,392	471,099,615	19,643,270	203,359,895	694,102,780
——— 1896	418,182,869	50,911,108	469,093,077	18,733,985	206,202,350	694,030,312
——— 1897	432,154,031	39,383,496	471,537,527	18,201,741	204,290,080	694,029,348
——— 1898	437,885,207	33,435,682	471,320,889	17,647,331	205,060,631	694,028,851
——— 1899	443,028,075	28,886,658	471,914,733	17,071,496	205,019,546	694,005,775
——— 1900	445,967,905	25,262,631	471,230,536	16,048,148	206,713,009	693,991,693
——— 1901	434,441,807	21,954,604	456,396,411	15,083,372	206,007,622	677,487,405
——— 1902	459,254,132	16,925,003	476,179,135	11,104,720	179,393,096	666,676,951
——— 1903	438,400,084	11,650,547	450,050,631	12,247,016	204,371,985	666,669,632
——— 1904	443,488,266	6,643,137	450,131,403	11,684,909	204,836,508	666,652,820
——— 1905	449,333,475	3,385,329	452,718,804	11,081,331	202,116,192	665,916,327
——— 1906	452,962,392	280,752	453,243,144	10,470,322	201,937,407	665,650,873
——— 1907	455,382,433	78,138	455,460,671	9,802,616	200,387,571	665,650,858
——— 1908	453,009,183	38,670	453,047,853	9,311,300	195,341,705	657,700,858
——— 1909	458,197,411	18,991	458,216,402	8,786,472	190,697,984	657,700,858
——— 1910	462,288,411	1,556	462,289,967	8,378,860	186,997,873	657,666,700
——— 1911	463,362,781	490	463,363,271	7,880,378	186,422,874	657,666,523
——— 1912	461,913,675	//	461,913,675	7,446,329	188,306,519	657,666,523
——— 1913	462,073,853	//	462,073,853	6,834,375	188,758,295	657,666,523
——— 1914	464,092,694	//	464,092,694	6,554,677	187,017,952	657,665,323

(a) Voir la note de la page ci-contre.
(3) Décret du 18 juin 1864.
(4) Ordonnances royales du 29 avril et 10 mai 1831

VIII. — *État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1914.*

RENTES INSCRITES.	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
							francs.
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
1re période (1er avril 1814 ou 31 juillet 1830)...	39,693,976 00	1,034,764	"	"	"	"	47,505,695 000
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848).....	63,323,383 00	"	"	"	"	"	2,948,650 000
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1851)..	29,934,964 60	"	"	"	"	"	34,314,584 000
4e période (1er janvier 1852 au 31 décemore 1870).	1,341,123 00	"	160,818,541 08	"	"	"	240,322,650 000
Total.....	34,293,446 60	1,034,764	160,818,541 08	"	"	"	325,091,579 000
§ 2. — Rentes négociées.							
1re période (1er avril 1814 au 31 juillet 1830)...	95,938,669 00	"	"	"	"	3,134,950	"
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848).....	15,779,016 00	"	"	"	"	23,387,067	35,615,585 000
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1851).	14,416,104 00	"	"	"	"	"	60 000
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	"	"	17,566,230 00	"	"	"	142,462,332 360
Total.....	126,133,789 00	"	17,566,230 00	"	"	26,522,017	178,077,977 360
Total des rentes inscrites.....	260,427,235 60	1,034,764	178,384,771 08	"	"	26,522,017	503,169,556 360
5e période (du 1er janv. 1871 au 31 déc. 1914)...							
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale....	"	"	2,744f00	"	"	"	"
Rentes inscrites au nom des héritiers des princesses de la maison d'Orléans.....	"	"	"	"	"	"	400,000 000
Rentes inscrites pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.).....	"	"	"	"	"	"	2,675 000
Conversion des emprunts mexicains. (Loi du 2 août 1868.).....	"	"	"	"	"	"	12,890 640
Rente destinée à remplacer les inscriptions disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.).....	"	"	"	"	"	"	350,000 000
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	"	"	30 00	"	"	"	"
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o (Loi du 27 avril 1883.).....	"	"	"	306,164,085f30	"	"	"
Rentes 4 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion...	"	"	"	3,963 00	"	"	"
Consolidation des fonds des caisses d'épargne....	"	"	"	"	"	"	13,157,894 000
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	"	"	"	"	"	"	1,879,699 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.) ..	"	"	"	"	"	"	28,382,290 234
Emploi des fonds des caisses d'épargne. Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 7 novembre 1887.).....	"	"	"	"	"	"	6,000,000 000
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.).....	"	"	"	"	237,595,231 841	"	"
Rentes 3 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 4 1/2 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.	"	"	"	"	45,624 000	"	"
Réinscription de rentes au nom de la caisse des dépôts et consignations.....	"	"	"	"	"	"	15,256,172 000
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o (Loi du 9 juillet 1902).....	"	"	"	"	"	"	203,638,159 103
Total.....	"	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	269,079,779 976
§ 2. — Rentes négociées.							
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)	"	"	"	"	"	"	18,237 000
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.).	"	"	"	"	"	"	16,718,626 000
Emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871.).	138,975,295f00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 3 milliards. (Loi du 20 juillet 1872.)	207,026,310 00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 500 millions. (Loi du 1er mai 1886.)	"	"	"	"	"	"	18,947,368 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852 en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.)	"	"	"	"	"	"	3,250,901 688
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890.).	"	"	"	"	"	"	28,184,376 000
Emission de 1901. (Loi du 6 décembre 1901)...	"	"	"	"	"	"	7,950,000 000
Total.....	346,001,605 00	"	"	"	"	"	75,069,508 688
Total des rentes inscrites.....	346,001,605 00	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	344,149,288 664
Total des rentes inscrites au 31 déc. 1914.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	847,318,845 024

RENTES ANNULÉES.	RENTES 5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
1re période (1er avril 1814 au 30 juillet 1830)..	35,177,914f00c	7,068	"	"	"	9,740	16,003,761
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848)...	32,807,539 00	1,096	"	"	"	4,902	62,529
3e période (1er mars 1848 au 31 déc. 1851)...	8,782,465 00	131,298	"	"	"	24,135,464	50,599,164
4e période (1er janvier 1852 au 31 déc. 1870).	183,659,317 60	895,302	140,837,039f08	"	"	1,925,815	88,175,587
Total.....	260,427,235 60	1,034,764	140,837,039 08	"	"	26,075,921	154,841,041
5e période (du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1914).							
Extinction de majorats réversibles à l'État....	"	"	8,397f00	"	"	"	868,908f 363c
Rentes annulées pour divers motifs.....	"	"	245,555 00	"	"	"	806,949 374
Rentes annulées en exécution de l'article 12 de la loi du 28 mai 1853 sur les rentes viagères pour la vieillesse.....	5;814,259f00c	"	"	627,689f00	"	"	2,754,565 000
Annulation de rentes appartenant au domaine de l'État.....	262 00	"	9,673 00	83 50	1,074f000	"	371,281 260
Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o.	340,182,317 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	4,767 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	"	"	3,503,516 00	"	"	100,279	"
Rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) converties en rentes 3 p. o/o.....	"	"	33,683,385 00	"	"	345,817	"
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4).....	"	"	"	"	"	"	5,560,777 000
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883) converties en rentes 3 1/2 p. o/o.....	"	"	"	305,540,275 80	"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 francs remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.).....	"	"	"	"	1,555 555	"	"
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations (loi du 30 déc. 1900).	"	"	"	"	"	"	16,500,000 000
Rentes 3 1/2 p. o/o converties en 3 p. o/o..	"	"	"	"	237,577,852 286	"	"
Rentes remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	"	"	"	"	60,374 000	"	"
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations (loi du 31 déc. 1907).	"	"	"	"	"	"	7,950,000 000
Total des rentes annulées.....	346,001,605 00	"	37,450,526 00	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	34,812,480 997
Total des rentes annulées au 31 déc. 1914.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	189,653,521 997

Pour la nomenclature détaillée des rentes inscrites ou annulées antérieurement au 1er janvier 1871, voir le Compte général des finances, année 1856 (pages 456 à 458), année 1882 (pages 890 à 893), année 1883 (pages 892 à 897).

Tableau résumé des rentes inscrites et annulées depuis l'origine du Grand-Livre jusqu'au 31 décembre 1914.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RENTES EXISTANTES.
Rentes 5 p. o/o.....	606,428,840f 60c	606,428,840f 60c	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1825).....	1,034,764 00	1,034,764 00	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852).....	178,387,565 08	178,387,565 08	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883).....	306,168,048 30	306,168,048 30	"
Rentes 4 p. o/o.....	26,522,017 00	26,522,017 00	"
Rentes 3 p. o/o.....	847,318,845 024	189,653,521 997	657,665,323 027
Rentes 3 1/2.....	237,640,855 841	237,640,855 841	"
Total.....	2,203,500,935 845	1,545,835,612 818	657,665,323 027

Voir ci-après les tableaux détaillés par fonds et par périodes, pages 40 à 55.

Suite de l'*État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1914.*

TABLEAU PAR NATURE DE RENTES.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RÉSULTATS POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des émissions sur les annulations.	RÉSULTATS POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des annulations sur les émissions.	OBSERVATIONS.
RENTES 5 P. 0/0.					
1er avril 1814	63,307,637f 00c	//	63,307,637f 00c	//	
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	135,632,645 00	35,177,914f 00c	100,454,731 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	15,794,762 00	32,807,539 00	//	17,012,777f 00c	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	44,351,068 60	8,782,465 00	35,568,603 60	//	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	1,341,123 00	183,659,317 60	//	182,318,194 60	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1883	346,001,605 00	346,001,605 00	//	//	
TOTAUX	606,428,840 60	606,428,840 60	199,330,971 60	199,330,971 60	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).					
Du 1er janvier 1883 au 31 décembre 1894	306,168,048 30	306,168,048 30	//	//	
TOTAUX	306,168,048 30	306,168,048 30	//	//	
RENTES 3 1/2 P. 0/0.					
Du 1er janvier 1894 au 31 décembre 1902	237,640,855 841	237,640,855 841	//	//	
TOTAUX	237,640,855 841	237,640,855 841	//	//	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).					
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	//	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	2,794 00	37,450,526 00	//	37,447,732 00	
TOTAUX	178,387,565 08	178,387,565 08	37,447,732 00	37,447,732 00	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	//	1,096 00	//	1,096 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	//	131,298 00	//	131,298 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	//	895,302 00	//	895,302 00	
TOTAUX	1,034,764 00	1,034,764 00	1,027,696 00	1,027,696 00	
RENTES 4 P. 0/0 (1828).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1831	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	23,387,067 00	4,902 00	23,382,165 00	//	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	//	24,135,464 00	//	24,135,464 00	
Du 1er janvier 1851 au 31 décembre 1870	//	1,925,815 00	//	1,925,815 00	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	//	446,096 00	//	446,096 00	
TOTAUX	26,522,017 00	26,522,017 00	26,507,375 00	26,507,375 00	
RENTES 3 P. 0/0 (1825-1914).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	47,503,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	38,564,235 00	62,529 00	38,501,706 00	//	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	34,314,644 00	50,599,164 00	//	16,284,520 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	382,784,982 36	88,175,587 00	294,609,395 360	//	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1914	344,149,288 664	34,812,480 997	309,336,807 667	//	
TOTAUX	847,318,845 024	189,653,521 997	673,949,843 027	16,284,520 00	
Rentes inscrites au 1er janvier 1915	.....	....	657,665,323 027		

TABLEAU PAR PÉRIODE.

	MONTANT DES RENTES inscrites à l'origine de chaque période.	RENTES INSCRITES.	TOTAL.	RENTES ANNULÉES.	MONTANT DES RENTES inscrites à la fin de chaque période.	OBSERVATIONS.
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.						
Rentes 5 p. 0/0	63,307,637f 00c	135,632,645f 00c	198,940,282f 00c	35,177,914f 00c	163,762,368f 00c	Pour le montant des rentes restant à inscrire à la fin de chaque période, voir page 54.
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	//	1,034,764 00	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	
—— 4 p. 0/0	//	3,134,950 00	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	
—— 3 p. 0/0	//	47,505,695 00	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	
TOTAUX	63,307,637 00	187,308,054 00	250,615,691 00	51,198,483 00	199,417,208 00	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848.						
Rentes 5 p. 0/0	163,762,368 00	15,794,762 00	179,557,130 00	32,807,539 00	146,749,591 00	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,027,606 00	//	1,027,696 00	1,096 00	1,026,600 00	
—— 4 p. 0/0	3,125,210 00	23,387,067 00	26,512,277 00	4,902 00	26,507,375 00	
—— 3 p. 0/0	31,501,934 00	38,564,235 00	70,066,169 00	62,529 00	70,003,640 00	
TOTAUX	199,417,208 00	77,746,064 00	277,163,272 00	32,876,066 00	244,287,206 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.						
Rentes 5 p. 0/0	146,749,591 00	44,351,068 60	191,100,659 60	8,782,465 00	182,318,194 60	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,026,600 00	//	1,026,600 00	131,298 00	895,302 00	
—— 4 p. 0/0	26,507,375 00	//	26,507,375 00	24,135,464 00	2,371,911 00	
—— 3 p. 0/0	70,003,640 00	34,314,644 00	104,318,284 00	50,599,164 00	53,719,120 00	
TOTAUX	244,287,206 00	78,665,712 60	322,952,918 60	83,648,391 00	239,304,527 60	
Du 1er janvier 1852 au 31 déc. 1870.						
Rentes 5 p. 0/0	182,318,194 60	1,341,123 00	183,659,317 60	183,659,317 60	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	895,302 00	//	895,302 00	895,302 00	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	//	178,384,771 08	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	
—— 4 p. 0/0	2,371,911 00	//	2,371,911 00	1,925,815 00	446,096 00	
—— 3 p. 0/0	53,719,120 00	382,784,982 36	436,504,102 36	88,175,587 00	348,328,515 36	
TOTAUX	239,304,527 60	562,510,876 44	801,815,404 04	415,593,060 68	386,222,343 36	
Du 1er janvier 1871 au 31 déc. 1914.						
Rentes 5 p. 0/0	//	346,001,605 00	346,001,605 00	346,001,605 00	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1883)	//	306,168,048 30	306,168,048 30	306,168,048 30	//	
—— 3 1/2 p. 0/0	//	237,640,855 841	237,640,855 841	237,640,855 841	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	37,447,732 00	2,794 00	37,450,526 00	37,450,526 00	//	
—— 4 p. 0/0	446,096 00	//	446,096 00	446,096 00	//	
—— 3 p. 0/0	348,328,515 36	344,149,288 664	692,477,804 024	34,812,480 997	657,665,323 027	
TOTAUX	386,222,343 36	1,233,962,591 805	1,620,184,935 165	962,519,612 138	657,665,323 027	

IX. *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de celles depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1915, appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
PREMIÈRE PÉRIODE. (Du 24 août 1793 à l'année 1800.)				
Les rentes intégrales, susceptibles d'être inscrites au Grand-Livre créé par la loi du 24 août 1793 devaient s'élever à 174,716,000 francs. (Note annexée au compte de 1832, page 472.) (A)				
La consolidation au tiers, opérée en vertu de la loi du 9 vendémiaire an VI, et les diverses annulations qui ont eu lieu de rentes reçues en payement de domaines nationaux, ou confisquées sur les émigrés et les mainmortables, etc., ont réduit les rentes inscrites à		40,216,000f	"	"
DEUXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814.)				
Dette des pays réunis à la France	6,086,000	"	"	"
Créations de rentes pour le payement de l'arriéré. (Lois des 30 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.)				
Arriéré antérieur à l'an V	5,663,000	"	"	"
Arriéré de l'an V à l'an IX	4,591,000	"	"	"
Arriéré de l'an X à l'année 1809	1,000,000	"	"	"
Créations pour le service courant. (Loi du 24 avril 1806, loi du 15 janvier et décret du 3 février 1810.)				
Au profit de la Caisse d'amortissement, en échange de bons	5,000,000	"		"
Au profit du domaine extraordinaire, en échange de valeurs	750,000	"	"	"
Pour divers motifs et appoints négligés	1,637	"	"	"
TOTAL des rentes créées pendant la 2e période.	23,091 637	23,091.637	"	"
TOTAL au 1er avril 1814 (5 p. o/o)		63,307,637	"	63,307,637f
TROISIÈME PÉRIODE. (Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.)				
ACCROISSEMENTS.				
Rentes créées pour le payement des dettes arriérées. (Lois des 23 septembre, 21 décembre 1814, 28 avril 1816, etc. — 5 p. o/o.)	35,622,768	"	"	"
A reporter	35,622,768	63.307,637		"

(A) On a, dans ce travail, rapporté toutes les émissions à la date de la création des rentes ou à celle des actes qui en ont autorisé l'inscription, sans avoir égard aux époques de leur délivrance, qui, dans plusieurs cas, a pu s'étendre d'une période à l'autre.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.						OBSERVATIONS.
	5 P. 0/0.	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	
			PREMIÈRE PÉRIODE.				
40,216,000f	40,216,000f	"	"	"	"	"	
			DEUXIÈME PÉRIODE.				
6,086,000	6,086.000	"	"	"	"	"	
5,663,000	5,663,000	"	"	"	"	"	
4,591,000	4,591,000	"	"	"	"	"	
1,000,000	1,000,000	"	"	"	"	"	
5,000,000	5,000,000	"	"	"	"	"	
750,000	750,000	"	"	"	"	"	
1,637	1,637	"	"	"	"	"	
23,091,637	23,091,637	"	"	"	"	"	
63,307,637	63,307,637	"	"	"	"	"	
			TROISIÈME PÉRIODE.				
35,622,768	35,622,768	"	"	"	"	"	
35,622,768	35,622,768	"	"	"	"	"	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1915, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report	35,622,768	63,307,637f	"	"
Rentes créées pour l'acquit des contributions et charges de guerre. (Lois des 23 décembre 1815, 6 mai 1818, etc. — 5 p. o/o.)	43,185,199	"	"	"
Rentes créées pour couvrir l'insuffisance des budgets. (Lois des 28 avril 1816, 6 mai et 15 mai 1818, etc. — 5 et 4 p. o/o.)	59,974,950	"	"	"
Conversion facultative autorisée par la loi du 1er mai 1825. (4 1/2 et 3 p. o/o.)	25,493,799	"	"	"
Rentes créées pour l'indemnité accordée aux émigrés et anciens propriétaires dépossédés. (Loi du 27 avril 1825. — 3 p. o/o.)	25,995,310	"	"	"
Savoir : Pour emprunts 99,073,619f Rentes remises à divers 91,198,407				
TOTAL	190,272,026	"	"	"
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de cette caisse (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	53,833,174	"	53,833,174f	"
RESTE	136,438,852	"	"	"
TOTAL des rentes créées pendant la 3e période		"	"	"
ANNULATIONS.				
Rentes converties. (Loi du 1er mai 1825. — 5 p. o/o.) 31,723,956f Annulations de diverses rentes ayant fait retour à l'État (5 et 3 p. o/o) 3,454,433	35,178,389f	"	"	"
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissemt. (Loi du 1er mai 1825. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)	"	"	16,020,094	"
RESTE en rentes actives	101,260,463	101,260,463	"	"
TOTAL des rentes annulées pendant la 3e période		"	"	"
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er août 1830		164,568,100	37,813,080	202,381,180f
QUATRIÈME PÉRIODE. (Du 1er août 1830 au 29 février 1848.)				
ACCROISSEMENTS.				
Rentes créées pour le service de divers emprunts. (De 1830 à 1847. — 5 et 3 p. o/o.)	31,158,734	"	"	"
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (1837 et 1845. — 4 p. o/o.)	8,092,647	"	"	"
Rentes délivrées aux communes pour biens vendus (5 p. o/o)	315	"	"	"
Rétablissements (5 p. o/o)	109	"	"	"
TOTAL	39,251,805	"	"	"
Consolidation des réserves de l'amortissement. (Loi du 10 juin 1833. — 4 et 3 p. o/o.)		"	35,530,347	"
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 1er mars 1848, à déduire des rentes actives, à ajouter à celles de l'amortissement (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	26,098,472	"	26,098,472	"
RESTE	13,153,333	"	"	"
TOTAL des rentes créées pendant la 4e période		"	"	"
À reporter	13,153,333	164,568,100	99,441,899	"

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 1825.	4 1/2 p. 0/0 1852.	4 1/2 p. 0/0 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
35,622,768f	35,622,768f	"	"	"	"	"	
43,185,199	43,185,199	"	"	"	"	"	
59,974,950	56,840,000	"	"	"	3,134,950f	"	
25,493,799	"	1,034,764f	"	"	"	24,459,035f	
25,995,310	"	"	"	"	"	25,995,310	
"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	
190,272,026	135,647,967	1,034,764	"	"	3,134,950	50,454,345	
31,723,956	31,723,956	"	"	"	"	"	
3,454,433	3,453,958	"	"	"	"	475	
16,020,094	"	7,068	"	"	9,740	16,003,286	
51,198,483	35,177,914	7,068	"	"	9,740	16,003,761	
(A) 202,381,180	163,777,690	1,027,696	"	"	5,210	34,450,584	(A) Rentes inscrites (Voir p. 41). 199,417,208f Rentes restant à inscrire 2,963,972 TOTAL ÉGAL 202,381,180
QUATRIÈME PÉRIODE.							
31,158,734f	15,779,016	"	"	"	"	15,379,718	
8,092,647	"	"	"	"	8,092,647	"	
315	315	"	"	"	"	"	
109	109	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	
35,530,347	"	"	"	"	15,394,420	20,235,927	
"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	
74,782,152	15,779,440	"	"	"	23,387,067	35,615,645	
"	"	"	"	"	"	"	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives*

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1915, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report	13,153 333f 00	164,568,100f 00	99,441,899f	"
Annulations diverses : 5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o	876,066 00	"	"	"
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissemt. (Lois des 27 et 28 juin 1833. — 5 p. o/o.)	"	"	32,000,000	"
Reste en rentes actives	12,277,267 00	12,277,267 00	"	"
Total des rentes annulées pendant la 4e période		"	"	"
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er mars 1848		176,845,367 00	67,441,899	244,287,266f 00c
CINQUIÈME PÉRIODE. (Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.)				
ACCROISSEMENTS.				
Emprunts. (Décrets des 9 mars 1848, 7 et 24 juillet 1848. — 5 p. o/o.)	14,935,387f 00	"	"	"
Consolidation des livrets des caisses d'épargne et de la dette flottante du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848. — 5 et 3 p. o/o.)	35,774,513 00	"	"	"
Rachat du chemin de fer de Paris à Lyon. (Décret du 17 août 1848. — 5 p. o/o.)	6,817,348 60	"	"	"
Indemnité coloniale. (Lois des 30 avril 1849 et 30 juillet 1850. — 5 p. o/o.)	6,000,000 00	"	"	"
Total	63,527,248 60	"	"	"
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. o/o)		"	18,608,355	"
Rachats faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 14 juillet 1848, à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 et 3 p. o/o)	1,019,054 00	"	1,019,054	"
Reste	62,508,194 60	"	"	"
Total		"	87,069,308	"
Total des rentes créées pendant la 5e période		"	"	"
ANNULATIONS.				
Rentes des caisses d'épargne annulées par suite de la consolidation des livrets. (Décret du 7 juillet 1848. — 4 p. o/o.)	8,035,211f			
Annulations diverses (5 p. o/o)	549,487	8,584,698f 00	"	"
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement (Loi du 4 décembre 1849), savoir :				
Rentes provenant de rachats (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	28,622,606f			
Rentes provenant de la consolidation des réserves (4 et 3 p. o/o)	46,441,087	"	"	"
Reste en rentes actives	53,923,496 60	53,923,496 60	"	"
Total des rentes annulées pendant la 5e période		"	"	"
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1852		230,768,863 60	12,005,615	242,774,478f 60

TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
"	"	"	"	"	"	"	
876,066f 00	807,539f 00	1,096f	"	"	4,902f	62,529f	
32,000,000 00	32,000,000 00	"	"	"	"	"	
32,876,066 00	32,807,539 00	1,096	"	"	4,902	62,529	
(A) 244,287,266 00	146,749,591 00	1,026,600	"	"	26,507,375	70,003,700	

(A) Rentes inscrites (Voir p. 41)..... 244,287,206f
Rentes restant à inscrire..... 60
Total égal..... 244,287,266

CINQUIÈME PÉRIODE.

14,935,387f 00	"	"	"	"	"	
35,774,513 00	20,068,284 00	"	"	"	"	15,706,229f
6,817,348 60	6,817,348 60	"	"	"	"	"
6,000,000 00	6,000,000 00	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	
18,608,355 00	"	"	"	"	"	18,608,355
"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"
82,135,603 60	47,821,019 60	"	"	"	"	34,314,584
8,035,211 00	"	"	"	"	8,035,211f	"
549,487 00	549,487 00	"	"	"	"	"
28,622,606 00	8,232,978 00	131,298f	"	"	805,833	19,452,497
46,441,087 00	"	"	"	"	15,294,420	31,146,667
83,648,391 00	8,782,465 00	131,298	"	"	24,135,464	50,599,164
(B) 242,774,478 60	185,788,145 60	895,302	"	"	2,371,911	53,719,120

(B) Rentes inscrites (Voir p. 41)..... 239,304,528
Rentes restant à inscrire..... 3,469,950
Total égal..... 242,774,478

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1915, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
SIXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870.)												
ACCROISSEMENTS.												
Report		230,768,863f 60c	12,005,615f	"								
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o. (Décret du 14 mars 1852)	158,097,609f 08	"	"	"	158,097,609f 08	"	"	158,097,609f 08	"	"	"	
Rentes provenant de l'indemnité coloniale :												
Montant des rentes 5 p. o/o restant à inscrire	2,128,828f											
Diminution d'un dixième	212,883											
Reste à inscrire en rentes 4 1/2 p. o/o	1,915,945	1,915,945 00	"	"	1,915,945 00	"	"	1,915,945 00	"	"	"	
Rentes échangées pour faciliter la conversion. (Décret du 27 avril 1852. — 3 p. o/o.)		4,403,436 00	"	"	4,403,436 00	"	"	"	"	"	4,403,436f	
Rentes créées au profit de la Légion d'honneur. (Décret du 27 mars 1852. — 4 1/2 p. o/o.)		500,000 00	"	"	500,000 00	"	"	500,000 00	"	"	"	
Emprunts occasionnés par la guerre d'Orient. (1854 et 1855. — 4 1/2 et 3 p. o/o.)		71,709,380 00	"	"	71,709,380 00	"	"	16,992,520 00	"	"	54,716,860	
Rentes créées au nom des héritiers de la reine des Belges. (Loi du 10 juillet 1856. — 3 p. o/o)		200,000 00	"	"	200,000 00	"	"	"	"	"	200,000	
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857. — 3 p. o/o.)		441,176 00	"	"	441,176 00	"	"	"	"	"	441,176	
Rétablissement de rentes indûment annulées lors de la conversion. (4 1/2 p. o/o.)		1,051 00	"	"	1,051 00	"	"	1,051 00	"	"	"	
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Loi du 19 juin 1857. — 3 p. o/o.)		7,942,315 00	"	"	7,942,315 00	"	"	"	"	"	7,942,315	
Rétablissement d'une partie du majorat du duc d'Istrie. (Décret du 19 mars 1858. — 4 1/2 p. o/o)		8,397 00	"	"	8,397 00	"	"	8,397 00	"	"	"	
Emprunt occasionné par la guerre d'Italie. (Loi du 2 mai 1859. — 4 1/2 et 3 p. o/o.)		25,773,370 00	"	"	25,773,370 00	"	"	573,710 00	"	"	25,199,660	
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857. — 3 p. o/o.)		4,000,000 00	"	"	4,000,000 00	"	"	"	"	"	4,000,000	
Conversion des obligations trentenaires. (Loi du 12 février 1862. — 3 p. o/o.)		12,092,520 00	"	"	12,092,520 00	"	"	"	"	"	12,092,520	
Conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o (Loi du 12 février 1862), savoir :												
4 1/2 p. o/o	133,619,587f	135,255,410 00	"	"	135,255,410 00	"	"	"	"	"	135,255,410	
4 p. o/o	1,635,823											
Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825)		298,283 00	"	"	298,283 00	"	"	298,283 00	"	"	"	
Emprunt occasionné par la guerre du Mexique. (Loi du 30 déc. 1863. — 3 p. o/o.)		14,249,339 00	"	"	14,249,339 00	"	"	"	"	"	14,249,339	
Emprunt de 1868. (Loi du 1er août 1868. — 3 p. o/o.)		19,514,315 00	"	"	19,514,315 00	"	"	"	"	"	19,514,315	
Conversion des emprunts mexicains (Loi du 2 août 1868. — 3 p. o/o), savoir :												
Article 1er de l'arrêté du 5 février 1869	4,000,000f											
Article 2 du même arrêté	1,701,605	5,701,606 00	"	"	5,701,606 00	"	"	"	"	"	5,701,606	
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, pages 869 et 874.)	1											
Emprunt de 1870. (Loi du 12 août 1870. — 3 p. o/o.)		39,830,306 00	"	"	39,830,306 00	"	"	"	"	"	39,830,306	
Total		501,934,458 08	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. o/o)		"	75,990,468	"	75,990,468	"	"	"	"	"	75,990,468	
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la Caisse des retraites pour la vieillesse (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	3,381,280f											
Rachats faits par la Caisse d'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	6,488,166	9,869,446f 00	"	9,869,446	"	"	"	"	"	"	"	
Reste		492,065,012 08	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Total des rentes créées pendant la 6e période		"	"	"	577,924,926 08	"	"	178,387,515 08	"	"	399,537,411	
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.												
Résultat de la conversion ordonnée par le décret du 14 mars 1852 :												
Rentes 5 p. o/o à convertir	175,664,010f 09	175,664,010f 09	"	"	175,664,010 09	175,664,010f 09	"	"	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o remises en remplacement	158,097,609 08											
Réduction	17,566,401 01											
Annulation des rentes 5 p. o/o de l'indemnité coloniale restant à inscrire à l'époque de la conversion	2,128,828 00	"	"	"	2,128,828 00	2,128,828 00	"	"	"	"	"	
Remboursts effectués en vertu du décret du 14 mars 1852 (5 p. o/o)	3,685,592 51	"	"	"	3,685,592 51	3,685,592 51	"	"	"	"	"	
Remboursements de portions de rentes non inscriptibles, en exécution du même décret (4 1/2 p. o/o)	206,432 18	"	"	"	206,432 18	"	"	206,432 18	"	"	"	
Rentes annulées par suite d'échange. (Décr. du 27 avril 1852. — 4 1/2 p. o/o)	4,475,655 90	"	"	"	4,475,655 90	"	"	4,475,655 90	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o. (Loi du 11 février 1862.)	135,255,410 00	"	"	"	135,255,410 00	"	"	"	"	"	135,255,410	
A reporter	321,415,928 68	492,065,012 08	230,768,863 60	97,865,529	321,415,928 68	181,478,430 60	586,277	137,715,398 08	"	1,635,823	"	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report		321,415,928f 68	492,065,012f 08	230,768,863f 60c	97,865,529f	"
Report des rentes 4 1/2 p. o/o (1825) au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852)		298,283 00	"	"	"	"
Annulations diverses (4 1/2 et 3 p. o/o)		427,646 00	"	"	"	"
Annulation des rentes afférentes aux obligations et titres mexicains qui n'ont pas été déposées au Trésor avant le 31 décembre 1869. (Arrêté ministériel du 25 mars 1870, art. 2.) (3 p. o/o) (a) 33,699f 1,701,605		1,735,305 00	"	"	"	"
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, p. 875.)	1					
TOTAL		323,877,162 68	323,877,162 68			
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, savoir:						
Rentes rachetées antérieurt à 1848. (Déc. du 17 mars 1852. 5 p. o/o.)		4,308,000 00			"	"
Rentes rachetées en 1859 et 1860. (Loi du 28 juin 1865. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)		2,467,363 00			"	"
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)		3,381,280 00		"	"	"
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles émises pour la dotation de l'armée. (Lois des 19 juin 1857 et 14 juillet 1860. — 3 p. o/o.)		7,942,315 00		"	93,844,726	"
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles transférées à la Banque de France. (L. du 8 juin 1857. 3 p. o/o.)		4,000,000 00		"	"	"
Rentes provenant de la consolidation des réserves. (Lois des 28 juin 1865 et 11 juillet 1866. — 3 p. o/o.)		71,745,768 00		"	"	"
RESTE en rentes actives			68,187,849 40	168,187,849 40	"	"
TOTAL des rentes annulées pendant la 6e période						
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1871			398,956,713 00	4,020,803	402,977,516f	
SEPTIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1914.)						
ACCROISSEMENTS.						
Emprunt de 1871. (Loi du 21 juin 1871. — 5 p. o/o.)		138,975,295f 00	"	"	"	"
Emprunt de 1872. (Loi du 15 juillet 1872. — 5 p. o/o.)		207,026,310 00	"	"	"	"
Rentes créées en faveur des princes de la maison d'Orléans. (L. du 10 juil. 1856. 3 p. o/o.)		400,000 00	"	"	"	"
Rentes destinées à remplacer les inscriptions de pareille somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873. — 3 p. o/o.)		350,000 00	"	"	"	"
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1860. (L. du 22 déc. 1880. 4 1/2 o/o.)		50 00	"	"	"	"
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2. (Loi du 27 avril 1883.)		306,164,085 30	"	"	"	"
Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers. (Loi du 27 avril 1883, art. 9; décret du 12 mai 1883. — 4 1/2 p. o/o.)		3,963 00	"	"	"	"
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)		13,157,894 00	"	"	"	"
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)		1,879,699 00	"	"	"	"
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)		18,947,368 00	"	"	"	"
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o		37,632,997 00	"	"	"	"
Rentes 3 p. o/o. — Ces rentes, provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o 1852, ont été remboursées au Sénégal et à la Réunion et figurent ci-après aux annulations		194 922	"	"	"	"
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890. Décret et arrêté du 2 janvier 1891.)		28,184,376 00	"	"	"	"
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.)		237,595,231 841	"	"	"	"
Rentes émises en échange des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux particuliers. (Loi du 17 janvier 1894, art. 9. — 3 1/2 p. o/o.)		45,624 000	"	"	"	"
Émission de 1901. (Loi du 6 décembre 1901.)		7,950,000 000	"	"	"	"
Réinscription de rentes au nom de la Caisse des dépôts et consignations		15,256,172 000	"	"	"	"
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o		203,638,159 102	"	"	"	"
TOTAL		1,217,207,419 165	"	"	"	"
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la caisse des retraites pour la vieillesse. (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (3, 4, 4 1/2 et 5 p. o/o	9,196,513f	9,579,997 000	"	9,579,997	"
Rachats faits par la Caisse d'amortissement en 1871 (3 p. o/o)	383,484				
RESTE à reporter		1,207,627,422 165	398,956,713 00	13,600,800	"
TOTAL des rentes créées pendant la 7e période à reporter					

(a) Voir le Compte général des finances de 1869, page 638.

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1915, celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.							OBSERVATIONS.
	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0	3 p. 0/0.	
321,415,928f 68	181,478,430f 60	586,277f	137,715,398f 08	"	"	1,635,823f	"	
298,283 00	"	298,283	"	"	"	"	"	
427,646 00	1,715 00	"	365,015 00	"	"	"	60,916f 00c	
1,735,305 00	"	"	"	"	"	"	1,735,305 00	
4,308,000 00	4,308,000 00	"	"	"	"	"	"	
2,467,363 00	"	"	1,247,921 00	"	"	23,165	1,196,277 00	
3,381,280 00	"	10,742	1,608,705 00	"	"	266,827	1,495,006 00	
7,942,315 00	"	"	"	"	"	"	7,942,315 00	
4,000,000 00	"	"	"	"	"	"	4,000,000 00	
71,745,768 00	"	"	"	"	"	"	71,745,768 00	(a) Rentes inscrites..... 386,222,343f Rentes restant à inscrire.... 16,755,173
417,721,888 68	185,788,145 60	895,302	140,937,039 08	"	"	1,925,815	88,175,587 00	TOTAL ÉGAL. 402,977,516
(a) 402,977,516 00	"	"	37,450,476 00	"	"	446,096	365,080,944 00	
SEPTIÈME PÉRIODE.								
138,975,295f 00c	138,975,295f 00	"	"	"	"	"	"	
207,026,310 00	207,026,310 00	"	"	"	"	"	400,000f 00c	
400,000 00	"	"	"	"	"	"	"	
350,000 00	"	"	"	"	"	"	350,000 00	
50 00	"	"	50f 00	"	"	"	"	
306,164,085 30	"	"	"	306,164,085f 30c	"	"	"	
3,963 00	"	"	"	3,963 00	"	"	"	
13,157,894 00	"	"	"	"	"	"	13,157,894 00	
1,879,699 00	"	"	"	"	"	"	1,879,699 00	
18,947,368 00	"	"	"	"	"	"	18,947,368 00	
37,632,997 00	"	"	"	"	"	"	37,632,997 00	
194 922	"	"	"	"	"	"	194,922	
28,184,376 00	"	"	"	"	"	"	28,184,376 00	
237,595,231 841	"	"	"	"	237,595,231f 841c	"	"	
45,624 000	"	"	"	"	45,624 00	"	"	
7,950,000 000	"	"	"	"	"	"	7,950,000 000	
15,256,172 000	"	"	"	"	"	"	15,256,172 000	
203,638,159 102	"	"	"	"	"	"	203,638,159 102	
"	"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	"	
1,217,207,419 165	346,001,605 00	"	50 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	327,396,860 024	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de celles*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report		1,207,627,422f 165	398,956,713f 00c	13,600,800f	"
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.					
Annulation de la somme restée disponible sur le crédit d'inscriptions afférent au rachat du palais de l'Industrie. (Décision ministérielle du 31 mai 1872.)	2,492f 000c		"	"	"
Dotations reversibles ayant fait retour à l'État (3 et 4 1/2 p. o/o)	877,305 363		"	"	"
Annulations de rentes au nom du domaine de l'État (5, 4 1/2, 3 1/2 et 3 p. o/o)	382,373 760		"	"	"
Annulation d'une rente convertie par double emploi en 1862. (Loi du 22 décembre 1880. — 3 p. o/o.)	50 000		"	"	"
Annulation de rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	4,767 000		"	"	"
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 27 avril 1883 :					
Rentes 5 p. o/o à convertir	340,182,317f 00c	340,182,317 000	"	"	"
Rentes 4 1/2 p. o/o remises en remplacement	306,164,085 30				
RÉDUCTION	34,018,231 70				
Annulation de rentes ayant appartenu à la caisse d'épargne dite « Tontine Lafarge » (4 1/2 p. o/o (1852) et 3 p. o/o)	1,049,767f 452		"	"	
Annulation de rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	3,603,795 000		"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. o/o. (Déc. minist. des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922		"	"	"
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o	34,029,202 000		"	"	"
Annulation de rentes 3 p. o/o appartenant à la Caisse des dépôts et consignations, annulées en vertu de la loi du 24 décembre 1890	5,560,777 000		"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,692 000		"	"	"
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 17 janvier 1894 :					
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883) à convertir	305,479,583 800	305,479,583 800	"	"	"
Rentes 3 1/2 p. o/o remises en remplacement	237,595,231 841				
Réduction	67,884,351 959				
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 fr. remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.)	1,555 555		"	"	"
Annulation des rentes 3 p. o/o, cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 30 décembre 1900, art. 6.)	16,500,000 000		"	"	"
Annulation de rente 3 1/2 p. o/o aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,374 000		"	"	"
Conversion de rentes 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o	237,577,852 286		"	"	"
Annulation de recettes 3 p. o/o cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24.)	7 950,000 000		"	"	"
		953,323,099 138			
		254,304,323 027	254,304,323 027		
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement :					
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 3, 5 et 4 1/2 p. o/o.)	9,196,513f 00c	"	"	13,600,800	"
Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, 3 p. o/o. (Loi du 4 août 1874.)	4,404,287 00		4,404,287 000		
TOTAL des rentes annulées pendant la 7e période					
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1915			657,665,323 027	"	657,665,323 027

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1915, appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.							OBSERVATIONS.
	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0.			3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
		1825.	1852.	1883.				
1,217,207,419f 165	346,001,605f	"	50f	306,168,048f 30c	237,640,855f 841	"	327,396,860f 024	
2,492 000	"	"	"	"	"	"	2,492 000	
877,305 363	"	"	8,397	"	"	"	868,908 363	
382,373 760	262	"	9,673	83 50	1,074	"	371,281 260	
50 000	"	"	"	"	"	"	50 000	
4,767 000	4,767	"	"	"	"	"	"	
340,182,317 000	340,182,317	"	"	"	"	"	"	
1,049,767 452	"	"	245,555	"	"	"	804,212 452	
3,603,795 000	"	"	3,503,516	"	"	100,279f	"	
194 922	"	"	"	"	"	"	194 922	
34,029,202 000	"	"	33,683,385	"	"	345,817	"	
5,560,777 000	"	"	"	"	"	"	5,560,777 000	
60,692 000	"	"	"	60,692 00	"	"	"	
305,479,583 800	"	"	"	305,479,583 80	"	"	"	
1,555,555	"	"	"	"	1,555 555	"	"	
16,500,000 000	"	"	"	"	"	"	16,500,000 000	
60,374 000	"	"	"	"	60,374	"	"	
237,577,852 286	"	"	"	"	237,577,852 286	"	"	
7,950,000 000	"	"	"	"	"	"	7,950,000 000	
9,196,513 000	5,814,259	"	"	627,689 00	"	"	2,754,565 000	
962,519,612 138	346,001,605	"	37,450,526	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	34,812,480 997	
657,665,323 027	"	"	"	"	"	"	657,665,323 027	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1915, celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

RÉCAPITULATION.

	CONSOLIDATION des réserves de l'amortissement. (b)	OPÉRATIONS diverses.
RENTES CRÉÉES.		
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	40,216,000f 00c
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	23,091,637 00
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	"	190,272,026 00
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	35,530,347f	39,251,805 00
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	18,608,355	63,527,248 68
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	75,990,468	501,934,458 65
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1914	"	1,217,207,419 16
TOTAL	130,129,170	2,075,500,593 83
RENTES ANNULÉES.	RENTES RACHETÉES par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement. (c)	ANNULATIONS diverses.
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	"
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	"
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	16,020,094f	35,178,389f 06c
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	32,000,000	876,066 00
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	75,063,693	8,584,698 00
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	93,844,726	323,877,162 68
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1914	9,196,513	953,323,099 18
TOTAL	226,125,026	1,321,839,414 82

NATURE DES OPÉRATIONS.

SITUATION DES RENTES AUX DIVERSES ÉPOQUES.

ÉPOQUES.	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.	RESTE pour LE MONTANT des rentes.	RENTES INSCRITES.	RENTES RESTANT à inscrire.
1er avril 1814	63,307,637f	"	63,307,637f	63,307,637f	"
1er août 1830	253,579,663	51,198,483f	202,381,180	199,417,208	(A) 2,963,971f
1er mars 1848	328,361,815	84,074,549	244,287,266	244,287,206	(B) 60
1er janvier 1852	410,497,418	167,722,940	242,774,478	239,304,528	(C) 3,469,950
1er janvier 1871	988,422,344	585,444,828	402,977,516	386,222,343	(D) 16,755,173
1er janvier 1915	2,205,629,763	1,547,964,440	657,665,323	657,665,323	

	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.
Le montant des rentes inscrites (page 39) est de	2,203,500,935f	"
Le montant des rentes annulées (page 39) est de	"	1,545,835,613f
TOTAUX au 31 décembre 1914	2,203,500,935	1,545,835,613
Mais ces mêmes opérations figurent au tableau de la récapitulation ci-dessus	2,205,629,763	1,547,964,440
D'où résulte, au tableau par période, tant aux accroissements qu'aux décroissements, une différence en plus de	2,128,828f (a)	

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
40,216,000f 00c	40,216,000f 00	"	"	"	"	"	"
23,091,637 80	23,091,637 00	"	"	"	"	"	"
190,272,026 00	135,647,967 00	1,034,764f	"	"	"	3,134,950f	50,454,345f 00c
74,782,152 00	15,779,440 00	"	"	"	"	23,387,067	35,615,645 00
82,135,603 60	47,821,019 60	"	"	"	"	"	34,314,584 00
577,924,926 08	"	"	178,387,515f 08c	"	"	"	399,537,411 00
1,217,207,419 165	346,001,605 00	"	50	306,168,048f 30c	237,640,855f 841	"	327,396,860 024
2,205,629,763 845	(b) 608,557,668f 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	847,318,845 024
"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"
51,198,483f 00c	35,177,914f 00	7,068f	"	"	"	9,740f	16,003,761f 00c
32,876,066 00	32,807,339 00	1,096	"	"	"	4,902	62,329 00
83,648,391 00	8,782,465 00	131,298	"	"	"	24,135,464	50,599,164 00
417,721,888 68	185,788,145 60	895,302	140,937,039 08	"	"	1,925,815	88,175,587 00
962,519,612 138	346,001,605 00	"	37,450,526 00	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	34,812,480 997
1,547,964,440 818	608,557,668f 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	189,653,521 997

(b) Voir le compte général des finances de 1884, pages 950 et 951.

(c) Note concernant les rentes 5 p. 0/0.

TABLEAUX.	RENTES 5 P. 0/0. CRÉÉES.	RENTES 5 P. 0/0. ANNULÉES.
N° X...	608,557,668f	608,557,668f
N° IX... page 42	606,428,840	606,428,840
DIFFÉRENCE ÉGALE : 2,128,828f (a)		

TOTAL DES RENTES existantes.	DÉVELOPPEMENT DES RENTES PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
63,307,637f	63,307,637f	"	"	"	"	"	"
202,381,180	163,777,690	1,027,696f	"	"	"	3,125,210f	34,450,584f
244,287,266	146,749,591	1,026,600	"	"	"	26,507,375	70,003,700
242,774,478	185,788,145	895,302	"	"	"	2,371,911	53,719,120
402,977,516	"	"	37,450,476f	"	"	446,096	365,080,944
657,665,323	"	"	"	"	"	"	657,665,323

OBSERVATIONS.

(a) Rentes 5 p. 0/0 ..... 15,322f
——— 3 p. 0/0 948,650
TOTAL 2 963,972

(b) Rentes 3 p. 0/0.
(c) ——— 3 p. 0/0.
(d) Rentes 4 1/2 p. 0/0. .... 2,744f
——— 3 p. 0/0. 16,752,429
TOTAL 16,755,173

(a) Cette différence s'explique comme il suit :

En conformité de la loi du 30 avril 1849, il avait été ouvert, pour l'indemnité coloniale, un crédit d'inscription en rentes 5 p. 0/0 (voir le Compte général des finances de 1849, pages 434 et 435) de 6.000,000f 00c

Cette somme figure parmi les accroissements de la 5e période.

A l'époque de la conversion de 1852, les rentes inscrites sur ce crédit ne montaient qu'à (voir le Compte général des finances de 1852, page 439) 3,871,172 00

Il restait donc de ce chef, au 2 avril 1852, en rentes 5 p. 0/0, un crédit disponible de 2,128,828 00

qui est mentionné parmi les annulations de la 6e période.

Les rentes représentées par cette dernière somme, n'ayant jamais été inscrites, n'ont pu figurer au nombre des rentes créées et annulées du tableau n° IX ; il en résulte que les chiffres de ce tableau, comparés à ceux du tableau n° X, présentent, pour les rentes 5 p. 0/0, une différence en moins de 2,128,828 francs.

X. — *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1915. — Rentes inscrites* (A).

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).		RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
		francs.				francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		
1er janvier 1849	669,164	175,189,829	//	//	//	//	1,522	1,026,600	3,935	18,472,168	73,123	86,153,920	747,744	280,842,513	1er janvier 1849	Compte général de l'Administration des finances pour 1848, page 445.
1850	742,387	180,320,040	//	//	//	//	1,677	895,302	3,862	2,371,911	98,404	46,021,505	846,330	229,608,758	1850	pour 1849, page 432.
1851	723,428	180,451,122	//	//	//	//	1,661	895,302	3,934	2,371,911	94,767	49,722,646	823,790	233,440,981	1851	pour 1850, page 424.
1852	711,751	182,318,194	//	//	//	//	1,621	895,302	3,858	2,371,911	93,671	53,719,120	810,901	239,304,527	1852	pour 1851, page 426.
1853	//	//	//	//	625,698	155,138,808	1,994	895,302	3,803	2,371,911	93,695	61,523,464	725,190	219,929,485	1853	pour 1852, page 436.
1854	//	//	//	//	651,785	155,131,086	1,907	886,196	2,617	2,363,316	128,934	64,305,634	785,243	222,686,242	1854	pour 1853, page 439.
1855	//	//	//	//	651,852	159,219,079	1,881	884,560	2,650	2,354,227	178,774	73,984,906	835,157	236,442,772	1855	pour 1854, page 453.
1856	//	//	//	//	780,215	171,132,165	1,979	884,560	2,653	2,353,568	235,491	110,298,232	1,020,338	284,668,525	1856	pour 1855, page 448.
1857	//	//	//	//	778,235	171,768,668	1,810	884,560	2,441	2,353,568	245,798	124,092,446	1,028,284	299,099,242	1857	pour 1856, page 446.
1858	//	//	//	//	747,917	172,004,413	1,805	884,560	2,382	2,353,568	256,578	135,638,412	1,008,682	310,880,953	1858	pour 1857, page 450.
1859	//	//	//	//	714,334	171,935,268	1,831	884,560	2,350	2,353,568	219,187	140,820,250	937,711	315,993,646	1859	pour 1858, page 434.
1860	//	//	//	//	728,929	172,397,811	1,838	884,560	2,312	2,301,758	340,722	162,772,464	1,073,801	338,356,589	1860	pour 1859, page 440.
1861	//	//	//	//	630,221	172,498,884	1,744	884,560	2,237	2,177,569	354,263	174,326,213	988,465	349,887,166	1861	pour 1860, page 456.
1862	//	//	//	//	709,220	172,425,877	1,519	884,560	2,145	2,112,013	395,792	180,621,924	1,108,676	356,044,376	1862	pour 1861, page 474.
1863	//	//	//	//	197,866	39,726,987	//	//	938	472,386	769,698	335,568,108	968,502	375,767,481	1863	pour 1862, page 462.
1864	//	//	//	//	191,988	39,319,394	//	//	976	472,386	775,034	342,911,185	967,998	382,702,965	1864	pour 1863, page 502.
1865	//	//	//	//	186,401	39,148,204	//	//	885	469,261	978,245	364,344,570	1,165,531	403,962,035	1865	pour 1864, page 536.
1866	//	//	//	//	185,327	37,708,982	//	//	895	446,096	898,973	305,396,397	1,085,195	343,551,475	1866	pour 1865, page 534.
1867	//	//	//	//	179,858	37,495,296	//	//	789	446,096	915,036	302,634,936	1,095,683	340,576,328	1867	pour 1866, page 538.
1868	//	//	//	//	174,982	37,448,159	//	//	775	446,096	910,394	302,458,993	1,086,151	340,353,248	1868	pour 1867, page 565.
1869	//	//	//	//	172,353	37,477,706	//	//	755	446,096	936,556	310,040,967	1,109,664	347,934,769	1869	pour 1868, page 571.
1870	//	//	//	//	169,173	37,445,729	//	//	769	446,096	1,084,098	320,195,685	1,254,040	358,087,510	1870	pour 1869, page 581.
1871	//	//	//	//	168,672	37,447,732	//	//	778	446,096	1,100,289	348,328,515	1,269,739	386,222,343	1871	pour 1870, page 588.
1872	633,858	101,061,885	//	//	171,358	37,447,732	//	//	772	446,096	1,342,050	363,170,543	2,148,038	502,126,256	1872	pour 1871, page 632.
1873	1,338,383	224,055,390	//	//	172,063	37,450,476	//	//	774	446,096	1,462,255	364,168,244	3,473,475	626,120,206	1873	pour 1872, page 616.
1874	2,457,854	287,169,770	//	//	171,385	37,450,476	//	//	795	446,096	1,500,006	364,947,151	4,130,040	690,013,493	1874	pour 1873, page 600.
1875	2,769,552	345,756,055	//	//	167,907	37,450,476	//	//	765	446,096	1,441,504	364,752,344	4,379,728	748,404,971	1875	pour 1874, page 606.
1876	2,790,143	345,975,800	//	//	163,837	37,443,636	//	//	763	446,096	1,450,020	364,392,526	4,404,763	748,258,058	1876	pour 1875, page 622.
1877	2,774,235	346,001,605	//	//	161,641	37,443,636	//	//	761	446,096	1,461,129	363,949,429	4,367,766	747,840,766	1877	pour 1876, page 686.
1878	2,635,056	346,001,605	//	//	160,747	37,443,646	//	//	768	446,096	1,488,675	363,486,354	4,285,246	747,377,691	1878	pour 1877, page 696.
1879	2,431,179	345,873,512	//	//	159,459	37,442,779	//	//	786	446,096	1,476,114	363,040,565	4,285,246	747,377,691	1879	pour 1878, page 750.

A) La période du 1er vendémiaire an IX au 1er janvier 1829 a figuré pour la dernière fois au Compte des finances de 1838, pages 916 et 917. — La période du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1848 a figuré pour la dernière fois au Compte de finances de 1904, page 60.

Suite du *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1915. — Rentes inscrites.*

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 3 1/2 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1832).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).	
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
1er janvier 1880	2,318,603	344,996,919	//	//	//	//	162,405	37,442,436	//	//	850	446,096
1881	2,278,436	343,893,162	//	//	//	//	166,474	37,442,210	//	//	857	446,096
1882	2,221,383	342,388,441	//	//	//	//	170,005	37,442,235	//	//	887	446,096
1883	2,295,830	340,845,836	//	//	//	//	175,086	37,433,505	//	//	962	446,096
1884	//	//	1,800,714	305,540,359	//	//	186,375	37,433,284	//	//	1,134	446,096
1885	//	//	1,970,592	305,540,359	//	//	186,632	37,433,278	//	//	1,180	446,096
1886	//	//	2,148,826	305,540,359	//	//	193,285	37,433,232	//	//	1,241	446,096
1887	//	//	2,208,708	305,540,359	//	//	198,506	37,432,534	//	//	1,313	446,096
1888	//	//	2,272,999	305,540,359	//	//	//	//	//	//	//	//
1889	//	//	2,188,245	305,540,303	//	//	//	//	//	//	//	//
1890	//	//	2,177,460	305,540,285	//	//	//	//	//	//	//	//
1891	//	//	2,139,946	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
1892	//	//	2,090,662	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
1893	//	//	1,960,667	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
1894	//	//	1,800,064	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
1895	//	//	//	//	1,785,191	237,639,182	//	//	//	//	//	//
1896	//	//	//	//	1,823,488	237,638,405	//	//	//	//	//	//
1897	//	//	//	//	1,868,086	237,638,398	//	//	//	//	//	//
1898	//	//	//	//	1,896,775	237,638,395	//	//	//	//	//	//
1899	//	//	//	//	1,910,217	237,638,395	//	//	//	//	//	//
1900	//	//	//	//	1,879,753	237,638,374	//	//	//	//	//	//
1901	//	//	//	//	1,900,581	237,638,267	//	//	//	//	//	//
1902	//	//	//	//	1,880,787	237,638 246	//	//	//	//	//	//
1903	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1904	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1905	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1906	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1907	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1908	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1909	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1910	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1911	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1912	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1913	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1914	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
1915	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//

RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
	francs.		francs.		
1,468,063	363,039,704	4,067,535	746,802,952	1er janvier 1880	Compte général de l'Administration des finances pour 1879, page 814.
1,456,659	363,039,256	3,949,921	745,925,155	1881	pour 1880, page 818.
1,475,526	363,038,988	3,902,426	744,820,724	1882	pour 1881, page 856.
1,502,738	363,047,685	3,867,801	743,315,760	1883	pour 1882, page 864.
1,534,969	363,047,128	3,974,616	741,773,122	1884	pour 1883, page 866.
1,563,944	363,046,046	3,523,192	706,466,867	1885	pour 1884, page 918.
1,573,758	363,038,351	3,722,348	706,465,779	1886	pour 1885, page 948.
1,649,365	391,690,289	3,917,110	706,458,038	1887	pour 1886, page 714.
1,944,224	425,398,760	4,057,892	735,109,278	1888	pour 1887, page 727.
2,029,323	433,892,251	4,217,223	730,939,119	1889	pour 1888, page 776.
1,992,005	433,856,720	4,217,568	739,432,554	1890	pour 1889, page 775.
1,952,501	433,855,132	4,169,465	739,397,005	1891	pour 1890, page 783.
1,998,965	428,200,040	4,092,447	739,395,408	1892	pour 1891, page 793.
2,154,930	456,429,070	4,089,627	733,830,316	1893	pour 1892, page 813.
2,220,186	456,467,702	4,115,597	761,969,346	1894	pour 1893, page 853.
2,242,646	456,467,213	4,020,250	762,007,978	1895	pour 1894, page 820.
2,250,222	456,464,375	4,027,837	694,106,395	1896	pour 1895, page 791.
2,257,501	456,391,914	4,073,710	694,102,780	1897	pour 1896, page 797.
2,228,438	456,390,953	4,125,587	694,030,312	1898	pour 1897, page 803.
2,262,139	456,390,456	4,125,213	694,029,348	1899	pour 1898, 2e vol., page 14.
2,342,624	456,367,401	4,172,356	694,028,851	1900	pour 1899, 2e vol., page 14.
2,437,555	456,353,426	4,222,377	694,005,775	1901	pour 1900, 2e vol., page 14.
2,556,829	439,849,158	4,338,136	693,991,693	1902	pour 1901, 2e vol., page 14.
3,729,787	666,676,950	4,437,616	677,487,404	1903	pour 1902, 2e vol., page 14.
4,502,188	666,669,631	3,729,787	666,676,950	1904	pour 1903, 2e vol., page 14.
4,560,687	666,652,819	4,502,188	666,669,631	1905	pour 1904, 2e vol., page 14.
4,537,841	665,916,327	4,560,687	666,652,819	1906	pour 1905, 2e vol., page 14.
4,588,357	665,650,873	4,537,841	665,916,327	1907	pour 1906, 2e vol., page 14.
4,631,857	665,650,858	4,588,357	665,650,873	1908	pour 1907, 2e vol., page 14.
4,534,691	657,700,858	4,534,691	657,700,858	1909	pour 1908, 2e vol., page 14.
4,448,852	657,700,858	4,448,852	657,700,858	1910	pour 1909, 2e vol., page 14.
4,395,249	657,666,700	4,395,249	657,666,700	1911	pour 1910, 2e vol., page 14.
4,392,302	657,666,523	4,392,902	657,666,523	1912	pour 1911, 2e vol., page 14.
4,443,904	657,666,523	4,443,904	657,666,523	1913	pour 1912, 2e vol., page 14.
4,484,811	657,666,523	4,484,811	657,666,523	1914	pour 1913, 2e vol., page 14.
4,484,536	657,665,323	4,484,536	657,665,323	1915	pour 1914, 2e vol., page 14.

XI. — *Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des* Portions non réclamées.

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1913.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1914.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1915.
		Accroissement (rejets).	Décroissement (rétablissements).	
Rentes 3 p. o/o.....	1,835,447f 165	301,246f 297	280,841f 243	1,855,852f 219

DETTE

REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

ÉMISSIONS DE 1878 À 1915.

En exécution de la loi du 11 juin 1878 et du décret du 16 juillet suivant, il a été institué au Grand-Livre de la Dette publique une section spécialement consacrée à la Dette amortissable par annuités.

Le capital au pair des rentes 3 p. o/o amortissables a été divisé en 175 séries remboursables annuellement par la voie du tirage au sort en 75 ans, conformément au tableau d'amortissement ci-après.

Le minimum de rente 3 p. o/o amortissable inscriptible est fixé à 15 francs (quinze francs).

Les inscriptions nominatives sont délivrées pour toute somme de 15 francs et les multiples de 15 francs.

Les rentes au porteur seront émises dans les coupures suivantes :

Coupure de	15 fr.	Coupure de	300 fr.
Coupure de	30	Coupure de	600
Coupure de	60	Coupure de	1,500
Coupure de	150	Coupure de	3,000

TABLEAU D'AMORTISSEMENT.

	ANS.		SÉRIES.
De 1879 à 1907	29	1 série par an	29
De 1908 à 1925	18	2 séries par an	36
De 1926 à 1938	13	3 séries par an	39
De 1939 à 1945	7	4 séries par an	28
De 1946 à 1950	5	5 séries par an	25
De 1951 à 1953	3	6 séries par an	18
	75		175

Les émissions de rentes 3 p. o/o amortissables ont été autorisées par la loi et le décret précités des 11 juin et 16 juillet 1878, le décret du 7 mars 1881, la loi du 30 décembre 1882, le décret du 14 mars 1883 et l'arrêté ministériel du même jour, la loi du 30 janvier 1884, le décret du 2 février 1884 et les arrêtés des 2 et 8 février et 24 mai 1884, la loi du 24 décembre 1890, le décret du 14 janvier 1891 et l'arrêté du 3 février 1891. (Voir le Compte général des finances de 1883, pages 926 et suivantes, de 1884, pages 963 et suivantes, et le Compte de l'année 1891, pages 844 et suivantes.)

Les diverses opérations effectuées en conformité des dispositions dont le résumé précède sont consignées dans les deux comptes des *Annuités* et des *Rentes* dressés ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1915.

I. COMPTE DES ANNUITÉS.

1° *Relevé du résultat des émissions.*

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 1	LOIS ET DÉCRETS qui ont autorisé les émissions. 2	JOUISSANCES des RENTES ÉMISES. 3	MONTANT des RENTES. 4	MONTANT du CAPITAL nominal. 5	MONTANT du CAPITAL effectif. 6	TAUX de L'ÉMISSION pour 15 francs de rente. 7	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE des rentes. 8	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE du capital nominal. 9
1	Loi du 11 juin 1878. Décret du 16 juillet 1878.	16 octobre 1878.....	16,495,500f	549,850,000f	439,878,547f 00c	400f environ.	94,260f	3,142,000f
2	Lois des 22 décembre 1878, 21 décembre 1879 et 22 décembre 1880. Décret du 7 mars et arrêté du 21 mars 1881.	16 octobre 1881..... 3,728,745f 16 janvier 1882..... 32,306,115f	36,034,860	1,201,162,000	999,967,365 00	416f 25c	209,505	6,983,500
3	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 avril 1883.....	37,265,700	1,242,190,000	1,000,010,277 44	402 51905	220,515	7,350,500
	Idem.....	16 avril 1883.....	221,850	7,395,000	5,953,256 75	403 51905		
4	*Idem*.....	16 juillet 1883.....	2,975,850	99,195,000	80,029,107 50	403 39285	17,505	585,500
5	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 janvier 1884 (avec rappel d'arrérages à compter du 1er janvier)	11,032,125	367,737,500	294,769,204 95	400 787525	64,905	2,163,500
	Idem.....	16 janvier 1884 (B).....	(A) 1,725	57,500	45,166 61	392 75315		
6	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 janvier 1884.....	2,289,900	76,330,000	59,957,695 88	392 75315	13,470	449,000
7	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 avril 1884.....	13,706,745	456,891,500	349,978,889 00	383 00	81,105	2,703,500
8	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 30 décembre 1882.	16 avril 1884.....	2,096,445	69,881,500	53,991,376 32	386 30665	12,405	413,500
9	Loi du 24 décembre 1890. Décret du 14 janvier 1891. Arrêté du 3 février 1891.	16 janvier 1891.....	5,503,695	183,456,500	174,778,659 90	476 34905o	33,765	1,125,500
		TOTAUX.....	127,624,395 (C)	4,254,146,500 (C)	3,459,359,545 45	406 586791 (C)	747,435	24,914,500

(A) Pour les 1,725 francs de rente se rapportant à la consolidation des capitaux de la dette flottante, le nombre des unités de 15 francs de rente n'est que de..... 115
qu'on ne peut répartir en 170 séries ; aussi convient-il de réunir cette émission à la précédente, dont le nombre des unités de 15 francs de rente est de..... 735,475
On a ainsi un groupe homogène composé de..... 735,590
unités. Ce nombre est, en effet, divisible par 170 et donne, pour chaque série $\frac{735,590}{170} = 4,327$ unités. Le taux moyen de ces deux émissions sera donc de $\frac{294,814,371f56}{735,590} = 400f788,968,9$.

(B) Voir, ci-après, l'amortissement des capitaux et des rentes.

(C) Le montant du capital étant de 3,459,359,545f 45c et le nombre des unités de 15 francs de rente 8,508,293 (voir le tableau ci-contre), il en résulte que le cours moyen est de :
$\frac{3,459,359,545f\ 45c}{8,508,293} = 406f\ 586,790,728.$

2° *Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente* (D).

NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir à l'époque de l'émission. 10	MODE DE LA NÉGOCIATION. 11	NOMBRE DES SÉRIES amorties. 12	NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir. 13	NOMBRE DES UNITÉS À AMORTIR à l'origine. 14	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES antérieurement au 1er janvier 1914. 15	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES pendant l'année 1914. (C) 16	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES au 1er janvier 1915. 17	NOMBRE DES UNITÉS RESTANT à amortir. 18	NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 19
175	Souscription publique..	43	132	1,099,700	257,644	12,568	270,212	829,488	1
172	*Idem*.....	40	132	2,402,324	530,746	27,934	558,680	1,843,644	2
170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).....	38	132	2,499,170	529,236	29,402	558,638	1,940,532	3
170	*Idem*.....	38	132	198,390	42,012	2,334	44,346	154,044	4
170	Dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	38	132	735,590	155,772	8,654	164,426	571,164	5
170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	38	132	152,660	32,328	1,796	34,124	118,536	6
169	Souscription publique..	37	132	913,783	189,245	10,814	200,059	713,724	7
169	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	37	132	139,763	28,945	1,654	30,599	109,164	8
163	Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations, en échange de 5,560,777 francs de rente 3 p. 0/0 perpétuelle.	31	132	366,913	65,279	4,502	69,781	297,132	9
	TOTAUX.....			8,508,293	1,831,207	(C) 99,658	1,930,865	6,577,428	

(A) Voir le relevé de ces émissions au Compte général de 1884, page 992.

(B) Les chiffres de ce tableau permettent de connaître la situation de chaque émission pour les rentes, le capital nominal et le capital effectif, à l'aide d'une multiplication. Il suffit, en effet, de multiplier par les nombres du tableau : 1° 15 francs, s'il s'agit des rentes ; 2° 500 francs, s'il s'agit du capital nominal ; et 3° le taux de l'émission (colonne 7 du tableau n° 1) pour le capital effectif.
Soit à déterminer, pour toutes les émissions, la situation des rentes et du capital nominal au 1er janvier 1915, on aura :
$15 \times 6,577,428 = 98,661,420f$
$500 \times 6,577,428 = 3,288,714,000f$ (Voir note page 69).

(C) Les chiffres de cette colonne indiquent le nombre d'unités contenues dans deux séries.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

3° *État des dépenses.*

DÉSIGNATION DES ÉMISSIONS.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1915.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1914.			PENDANT L'ANNÉE 1914.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1915.					
	SOMMES À AMORTIR	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.
Émission de 1878	549,850,000	821,334,510 00	1,371,184,510 00	128,822,000	517,911,570 00	646,733,570 00	6,284,000	12,536,580 00	18,820,580 00	135,106,000	530,448,150 00	665,554,150 00	414,744,000	290,886,360 00	705,630,360 00
Émission de 1881	1,201,162,000	1,714,859,160 00	2,916,021,160 00	265,373,000	1,040,462,565 00	1,305,835,565 00	13,967,000	27,864,165 00	41,831,165 00	279,340,000	1,068,326,730 00	1,347,666,730 00	921,822,000	646,532,430 00	1,568,354,430 00
Émission de 1883	1,348,780,000	1,888,182,757 50	3,236,962,757 50	285,624,000	1,121,996,377 50	1,407,620,377 50	15,868,000	31,656,660 00	47,524,660 00	301,492,000	1,153,653,037 50	1,455,145,037 50	1,047,288,000	734,529,720 00	1,781,817,720 00
Émission de 1884	970,898,000	1,338,649,519 37	2,309,547,519 37	203,145,000	785,351,704 37	988,496,704 37	11,459,000	22,860,705 00	34,319,705 00	214,604,000	808,212,409 37	1,022,816,409 37	756,294,000	530,437,110 00	1,286,731,110 00
Émission de 1891	183,456,500	224,359,983 75	407,816,483 75	32,639,500	115,670,448 75	148,309,948 75	2,251,000	4,490,745 00	6,741,745 00	34,890,500	120,161,193 75	155,051,693 75	148,566,000	104,198,790 00	252,764,790 00
TOTAL	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62	915,603,500	3,581,392,665 62	4,496,996,165 62	49,829,000	99,408,855 00	149,237,855 00	965,432,500	3,680,801,520 62	4,646,234,020 62	(a) 3,288,714,000	2,306,584,410 00	5,595,298,410 00

(a) Voir note page 69.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

4° *Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891.*

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE de SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
		francs.		francs.	fr. c.	fr. c.	
SÉRIES AMORTIES.							
1879	175	549,850,000	1	3,142,000	16,448,370 00	19,590,370 00	N° de la série sortie : 116.
1880	174	546,708,000	1	3,142,000	16,354,110 00	19,496,110 00	N° de la série sortie : 8.
1881	173	543,566,000	1	3,142,000	16,259,850 00	19,401,850 00	N° de la série sortie : 174.
1882	172	1,741,586,000	1	10,125,500	50,480,392 50	60,605,892 50	N° de la série sortie : 163.
1883	171	3,080,240,500	1	10,125,500	71,279,670 00	81,405,170 00	N° de la série sortie : 156.
1884	170	4,041,013,000	1	20,672,000	110,147,449 37	130,819,449 37	N° de la série sortie : 3.
1885	169	4,020,341,000	1	23,789,000	120,253,395 00	144,042,395 00	N° de la série sortie : 127.
1886	168	3,996,552,000	1	23,789,000	119,539,725 00	143,328,725 00	N° de la série sortie : 86.
1887	167	3,972,763,000	1	23,789,000	118,826,055 00	142,615,055 00	N° de la série sortie : 170.
1888	166	3,948,974,000	1	23,789,000	118,112,385 00	141,901,385 00	N° de la série sortie : 161.
1889	165	3,925,185,000	1	23,789,000	117,398,715 00	141,187,715 00	N° de la série sortie : 136.
1890	164	3,901,396,000	1	23,789,000	116,685,045 00	140,474,045 00	N° de la série sortie : 19.
1891	163	4,061,063,500	1	24,914,500	120,082,263 75	144,996,763 75	N° de la série sortie : 93.
1892	162	4,036,149,000	1	24,914,500	120,710 752 50	145,625,252 50	N° de la série sortie : 52.
1893	161	4,011,234,500	1	24,914,500	119,963,317 50	144,877,817 50	N° de la série sortie : 102.
1894	160	3,986,320,000	1	24,914,500	119,215,882 50	144,130,382 50	N° de la série sortie : 35.
1895	159	3,961,405,500	1	24,914,500	118,468,447 50	143,382,947 50	N° de la série sortie : 148.
1896	158	3,936,491,000	1	24,914,500	117,721,012 50	142,635,512 50	N° de la série sortie : 58.
1897	157	3,911,576,500	1	24,914,500	116,973,577 50	141,888,077 50	N° de la série sortie : 47.
1898	156	3,886,662,000	1	24,914,500	116,226,142 50	141,140,642 50	N° de la série sortie : 74.
1899	155	3,861,747,500	1	24,914,500	115,478,707 50	140,393,207 50	N° de la série sortie : 61.
1900	154	3,836,833,000	1	24,914,500	114,731,272 50	139,645,772 50	N° de la série sortie : 171.
1901	153	3,811,918,500	1	24,914,500	113,983,837 50	138,898,337 50	N° de la série sortie : 113.
1902	152	3,787,004,000	1	24,914,500	113,236,402 50	138,150,902 50	N° de la série sortie : 44.
1903	151	3,762,089,500	1	24,914,500	112,488,967 50	137,403,467 50	N° de la série sortie : 124.
1904	150	3,737,175 000	1	24,914,500	111,741,532 50	136,656,032 50	N° de la série sortie : 66.
1905	149	3,712,260,500	1	24,914,500	110,994,097 50	135,908,597 50	N° de la série sortie : 139.
1906	148	3,687,346,000	1	24,914,500	110,246,662 50	135,161,162 50	N° de la série sortie : 152.
1907	147	3,662,431,500	1	24,914,500	109,499,227 50	134,413,727 50	N° de la série sortie : 135.
1908	146	3,637,517,000	2	49,829,000	108,378,075 00	158,207,075 00	N°s des séries sorties : 99-104.
1909	144	3,587,688,000	2	49,829,000	106,883,205 00	156,712,205 00	N°s des séries sorties : 96-111.
1910	142	3,537,859,000	2	49,829,000	105,388,335 00	155,217,335 00	N°s des séries sorties : 6-88.
1911	140	3,488,030,000	2	49,829,000	103,893,465 00	153,722,465 00	N°s des séries sorties : 40-147.
1912	138	3,438,201,000	2	49,829 000	102,398,595 00	152,227,595 00	N°s des séries sorties : 10-129.
1913	136	3,388,372,000	2	49,829.000	100,903,725 00	150,732,725 00	N°s des séries sorties : 53-63.
1914	134	3,338,543,000	2	49,829,000	99,408,855 00	149,237,855 00	N°s des séries sorties : 83-173.
TOTAL			43	965,432,500	3,680,801,520 62	4,646,234,020 62	
SÉRIES RESTANT À AMORTIR.							
1915	132	3,288,714,000	2	49,829,000	97,913,985 00	147,742,985 00	
1916	130	3,238,885,000	2	49,829,000	96,419,115 00	146,248,115 00	
1917	128	3,189,056,000	2	49,829,000	94,924,245 00	144,753,245 00	
1918	126	3,139,227,000	2	49,829,000	93,429,375 00	143,258,375 00	
1919	124	3,089,398,000	2	49,829,000	91,934,505 00	141,763,505 00	
A reporter			10	249,145,000	474,621,225 00	723,766,225 00	

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE des SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
		francs.		francs.	fr. c.	fr. c.	
Report			10	249,145,000	474,621,225 00	723,766,225 00	
1920	122	3,039,569,000	2	49,829,000	90,439,635 00	140,268,635 00	
1921	120	2,989,740,000	2	49,829,000	88,944,765 00	138,773,765 00	
1922	118	2,939,911,000	2	49,829,000	87,449,895 00	137,278,895 00	
1923	116	2,890,082,000	2	49,829,000	85,955,025 00	135,784,025 00	
1924	114	2,840,253,000	2	49,829,000	84,460,155 00	134,289,155 00	
1925	112	2,790,424,000	2	49,829,000	82,965,285 00	132,794,285 00	
1926	110	2,740,595,000	3	74,743,500	81,096,697 50	155,840,197 50	
1927	107	2,665,851,500	3	74,743,500	78,854,392 50	153,597,892 50	
1928	104	2,591,108,000	3	74,743,500	76,612,087 50	151,355,587 50	
1929	101	2,516,364,500	3	74,743,500	74,369,782 50	149,113,282 50	
1930	98	2,441.621,000	3	74,743,500	72,127,477 50	146,870,977 50	
1931	95	2,366,877,500	3	74,743,500	69,885,172 50	144,628,672 50	
1932	92	2,292,134,000	3	74,743,500	67,642,867 50	142,386,367 50	
1933	89	2,217,390,500	3	74,743,500	65,400,562 30	140,144,062 50	
1934	86	2,142,647,000	3	74,743,500	63,158,257 50	137,901,757 50	
1935	83	2,067,903,500	3	74,743,500	60,915,952 50	135,659,452 50	
1936	80	1,993,160,000	3	74,743,500	58,673,647 50	133,417,147 50	
1937	77	1,918,416,500	3	74,743,500	56,431,342 40	131,174,842 50	
1938	74	1,843,673,000	3	74,743,500	54,189,037 50	128,932,537 50	
1939	71	1,768,929,500	4	99,658,000	51,573,015 00	151,231,015 00	
1940	67	1,669,271,500	4	99,658,000	48,583,275 00	148,241,275 00	
1941	63	1,569,613,500	4	99,658,000	45,593,535 00	145,251,535 00	
1942	59	1,469,955,500	4	99,658,000	42,603,795 90	142,261,795 00	
1943	55	1,370,297,500	4	99,658,000	39,614,055 00	139,272,055 00	
1944	51	1,270,639,500	4	99,658,000	36,624,315 00	136,282,315 00	
1945	47	1,170,981,500	4	99,658,000	33,634,575 00	133,292,575 00	
1946	43	1,071,323,500	5	124,572,500	30,271,117 50	154,843,617 50	
1947	38	946,751,000	5	124,572,500	26,533,942 50	151,106,442 50	
1948	33	822,178,500	5	124,572,500	22,796,767 50	147,369,267 50	
1949	28	697,606,000	5	124,572,500	19,059,592 50	143,632,092 50	
1950	23	573,033,500	5	124,572,500	15,322,417 50	139,894,917 50	
1951	18	448,461,000	6	149,487,000	11,211,525 00	160,698,525 00	
1952	12	298,974,000	6	149,487,000	6,726,915 00	156,213,915 00	
1953	6	149,487,000	6	149,487,000	2,242 305 00	151,729,305 00	
TOTAL			132	(A) 3,288,714,000	2,306,584,410 00	5,595,298,410 00	

(A) Dans cette somme se trouve compris le capital de 27.000 francs correspondant à 810 francs de rentes ayant fait retour à l'État et annulées. Les séries entrant dans la composition de ces rentes n'ayant pas encore été désignées par le sort pour être remboursées, il n'a pas été possible de réduire de ces 27,000 francs le capital à amortir.

RÉCAPITULATION.

Séries amorties	43	965,432,500	3,680,801,520 62	4,646,234,020 62
Séries restant à amortir	132	(A) 3,288,714,000	2,306,584,410 00	5,595,298,410 00
TOTAL GÉNÉRAL	175	4,254,146 500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62

5° *Observations sur le tableau des annuités.*

1re PÉRIODE, DE 1879 À 1890. (Amortissement d'une série.)

Années 1879 à 1882. — (Voir le *Compte général des finances de 1882*, p. 920.)

Année 1883. — (Voir le *Compte général des finances de 1883*, p. 938.)

Année 1884. — (Voir le *Compte général des finances de 1884*, p. 974.)

Années 1885 à 1890. — (Voir le *Compte général des finances de 1895*, p. 840.)

2e PÉRIODE DE 1891 À 1907. (Amortissement d'une série.)

Pendant cette période, les intérêts diminuent chaque année de 747,435 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, à la série amortie pendant l'année courante, et pour deux autres trimestres, à la série amortie pendant l'année précédente.

En comparant les années 1906 et 1907, on constate les faits suivants :

1° La série, au capital nominal de 24,914,500 francs, mise en remboursement le 16 avril 1906 a eu droit aux arrérages des trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril 1906, soit 373,717 fr. 50. Le payement de ces deux trimestres ne devant plus avoir lieu en 1907, il en résulte pour cette année, comparée à 1906, une diminution de dépenses provenant de l'amortissement de 1905 et montant à..... 373,717f 50c

2° La série mise en remboursement le 16 avril 1907 a eu droit à quatre trimestres d'arrérages en 1906, soit..... 747,435f 00c

alors que, pour ladite série, il n'a été payé en 1907 que les trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril, ci..... 373,717 50

Il ressort donc de cette opération, au profit de l'année 1907, une seconde diminution provenant de l'amortissement afférent à ladite année et montant à..... 373,717 50 373,717 50

Le total de la diminution pour 1907 est donc de..... 747,435 00

Cette somme, quoique représentant les arrérages annuels d'une série, se rapporte, dans l'espèce, à deux séries. Il en résulte que le montant des intérêts relaté au tableau d'amortissement ne représente pas l'intégralité des intérêts annuels du capital restant à amortir au 1er janvier de l'année que l'on considère.

DES ANNUITÉS.

Pour l'année 1907, le décompte de ces intérêts s'établit comme il suit :

Le capital nominal restant à amortir au 1er janvier 1907 montait à 3,662,431,500 francs. L'intérêt de ce capital à 3 p. o/o l'an est de		109,872,945f 00c
Mais la série mise en remboursement le 16 avril 1907 a cessé d'être productive d'intérêts pour les trimestres des 16 juillet et 16 octobre. Il convient donc de retrancher de ce chef		373,717 50
Le montant des intérêts à payer en 1907 est ainsi ramené à		109,499,227 50

3e PÉRIODE, DE 1908 À 1925. (Amortissement de deux séries.)

Année 1908. — Les intérêts de 1907 monteront à		109,499,227 50
A déduire :		
1° Quatre trimestres d'arrérages se rapportant à une série amortie pendant l'année 1907 et à une série amortie pendant l'année 1908, ci.	747,435f 00c	
2° Les arrérages de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) de la deuxième série qui sera amortie en 1908 pour la première fois, ci	373,717 50	1,121,152 50
MONTANT des intérêts pour 1908		108,378,075 00

Années 1909 à 1925. — Les intérêts diminuent chaque année de 1,494,870 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, aux séries amorties pendant l'année courante et, pour deux autres trimestres, aux séries amorties pendant l'année précédente.

Les mêmes observations s'appliquent aux périodes pendant lesquelles on amortit trois, quatre, cinq et six séries.

Pour toute année durant laquelle il n'a pas été effectué d'émission, les intérêts représentent toujours les arrérages afférents au capital à amortir au 1er janvier, déduction faite de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) se rapportant au capital de la série ou des séries amorties pendant ladite année.

EXEMPLE : — Année 1909.

Montant du capital restant à amortir le 1er janvier		3,587,688,000f
INTÉRÊTS à 3 p. o/o	107,630,640f	
A déduire deux trimestres d'arrérages se rapportant à 47,578,000 francs, montant des deux séries remboursables le 16 avril 1909	747,435	
INTÉRÊTS à payer en 1909	106,883,205	

II. — COMPTE DES RENTES.

1° État au 1er janvier 1915, des crédits d'inscription.

Le montant des crédits d'inscription accordés antérieurement au 1er janvier 1915 par diverses lois était de..... 127,624,395f

(Voir l'énumération de ces crédits au compte général des finances de 1886, p. 752, et de 1891, p. 852.)

Ces crédits ont été complètement employés.

2° Mouvement et situation des rentes.

Accroissements antérieurs à 1914 :		
Émission de 1878. (Loi du 11 juin 1878 et décret du 16 juillet 1878.)..		16,495,500
Émission de 1881. (Loi du 22 décembre 1880 et décret du 7 mars 1881, et arrêté du 29 mars 1881.).....		36,034,860
Émission de 1883. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883.).....		40,463 400
Émission de 1884. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883. — Loi du 29 décembre 1883. — Loi du 30 janvier 1884. — Décret et arrêté du 2 février 1884.).....		29,126,940
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890, décret du 14 janvier 1891 et arrêté du 3 février 1891.).....		5,503,695
TOTAL.....		127,624,395
Accroissements pendant l'année 1914 : Néant.		
Décroissements antérieurs à 1914 :		
Rentes afférentes aux séries sorties :		
1° Pendant les années 1879 à 1881, soit trois fois 94,260 francs, ci	282,780	
2° Pendant les années 1882 et 1883, soit deux fois 303,765 francs, ci.....	607,530	
3° Pendant l'année 1884.....	620,160	
4° Pendant les années 1885 à 1890, soit six fois 713,670 francs, ci.....	4,282,020	
5° Pendant les années 1891 à 1907, soit dix-sept fois 747,435 francs, ci.....	12,706,395	
6° Pendant les années 1908, 1909, 1910, 1911 et 1912 et 1913.....	8,968,920	
Annulation de rentes au nom du Domaine de l'État (Décisions ministérielles des 30 juin 1906 et 27 mai 1907).....	(A) 1,110	
TOTAL.....	27,468,915	
Décroissement pendant l'année 1914 :		
Rentes afférentes aux séries sorties le 1er mars 1914....	1,494,870	
TOTAL.....	28,963,785	28,963,785
Reste pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1915.....		98,660,610

(A) Les rentes portées au compte de réduction appartiennent aux séries suivantes :

Série 50, pour 330 francs Série 99, pour 270 francs	600 francs.	Série 4, pour 120 francs Série 101, pour 15 francs Série 111, pour 30 francs Série 126, pour 300 francs Série 169, pour 45 francs	510 francs.

Sur les 1,110 francs de rentes portés au compte de réduction, 810 francs seulement appartiennent à des séries restant à amortir, les 300 francs de surplus font partie des séries remboursées en 1909 et antérieurement.

Suite du COMPTE DES RENTES.

3° Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées.

MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1914.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1914.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1915.
	ACCROISSEMENT. (Rejets.)	DÉCROISSEMENT. (Rétablissements.)	
23,070f	2,700f	2,280f	23,490f

4° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur.

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.	MONTANT DES RENTES.
15	161,867	2,428,005f
30	107,622	3,228,660
60	72,500	4,350,000
150	18,916	2,837,400
300	7,801	2,340,300
600	2,401	1,440,600
1,000	665	997,500
3,000	939	2,817,000
TOTAUX	372,711	20,439,465

Suite du COMPTE DES RENTES.

5° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1914.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.		
	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.
31 décembre 1878	5,415	104,616	110,031	5,891,505f	8,921,235f	14,812,740f
31 décembre 1879	8,905	135,302	144,207	8,104,830	8,296,410	16,401,240
31 décembre 1880	10,912	139,781	150,693	8,000,850	8,306,130	16,306,980
31 décembre 1881	13,441	173,487	186,928	8,574,720	9,804,360	18,379,080
31 décembre 1882	24,569	422,295	446,864	23,047,215	28,896,600	51,943,815
31 décembre 1883	20,508	446,011	466,519	62,738,445	29,365,005	92,103,450
31 décembre 1884	19,667	604,333	624,000	83,505,165	37,104,540	120,609,705
31 décembre 1885	37,765	600,968	638,733	84,924,105	34,972,455	119,896,560
31 décembre 1886	39,715	579,910	619,625	85,393,665	33,789,225	119,182,890
31 décembre 1887	41,207	562,480	603,687	85,123,215	33,346,005	118,469,220
31 décembre 1888	41,462	554,187	595,649	84,786,345	32,969,205	117,755,550
31 décembre 1889	40,916	497,967	538,883	88,322,445	28,719,435	117,041,880
31 décembre 1890	39,378	467,378	506,756	89,317,635	27,010,575	116,328,210
31 décembre 1891	39,299	459,364	498,663	94,633,830	26,450,640	121,084,470
31 décembre 1892	36,583	431,402	467,985	95,589,075	24,747,960	120,337,035
31 décembre 1893	40,546	430.035	470,581	94,934,895	24,654,705	119,589,600
31 décembre 1894	38,692	415 053	453,745	95,067,855	23,774,310	118,842,165
31 décembre 1895	37,640	411,099	448 739	94,410,585	23,684,145	118,094,730
31 décembre 1896	37,036	408,720	445,756	93,824,715	23,522,580	117,347,295
31 décembre 1897	36,294	400,297	436,591	93,546,420	23,053,440	116,599,860
31 décembre 1898	39,174	398,043	437,217	93,079,785	22,772,640	115,852,425
31 décembre 1899	38,941	396,744	435,685	92,617,590	22,487,400	115,104,990
31 décembre 1900	39,314	400,133	439,447	91,833,240	22,524,315	114,357,555
31 décembre 1901	43,567	408,292	451,859	90,853,005	22,757,115	113,610,120
31 décembre 1902	44,363	411,313	455.676	90,135,900	22,726,785	112,862,685
31 décembre 1903	44,928	409,624	454,552	89,459,790	22,655,460	112,115,250
31 décembre 1904	45,529	409,155	454,684	88,858,380	22,509,435	111,367,815
31 décembre 1905	45,848	410,381	456,219	88,108,890	22,511,490	110,620,380
31 décembre 1906	46,667	411,067	457,734	87,332,820	22.539,525	109,872,345
31 décembre 1907	48,406	413,512	461,918	86,614,590	22,509,810	109,124,400
31 décembre 1908	49,454	406,322	455,776	85,423,635	22,206,165	107,629,800
31 décembre 1909	49,687	398,708	448,395	84,344,760	21,790,200	106,134,960
31 décembre 1910	50,209	389,667	439,876	83,150,220	21,489,870	104,640,090
31 décembre 1911	51,045	386,685	437,730	81,899,835	21,245,385	103,145,220
31 décembre 1912	52,095	382,106	434,101	80,435,505	21,214,845	101,650,350
31 décembre 1913	52,529	375,692	428,221	79,443,870	20,711,610	100,155,480
31 décembre 1914	52,748	372,711	425,459	78,221,145	20,439,465	98,660,610

OBLIGATIONS DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

En exécution de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911, il a été institué au Grand-Livre de la Dette publique une section spécialement consacrée aux obligations émises pour le service des Chemins de fer de l'État.

Ces obligations sont émises pour faire face aux dépenses ci-après :

1° Travaux complémentaires de premier établissement proprement dits;

2° Dépenses complémentaires de premier établissement du matériel naval et du matériel roulant ;

3° Dépenses complémentaires de premier établissement du matériel inventorié ;

4° Études et travaux de construction des lignes nouvelles, y compris les parachèvements ;

5° Dépenses exceptionnelles de mise en état d'entretien du matériel roulant et des voies et bâtiments afférentes à l'arriéré légué par la Compagnie de l'Ouest. L'ensemble de ces charges est fixé au maximum de soixante-quinze millions de francs (75,000,000 fr.) ;

6° Reconstitution des fonds de réserve du réseau racheté de l'Ouest en ce qui concerne l'assurance contre l'incendie, ainsi que la réserve du réseau à voie étroite (réseau breton), et constitution d'un fonds de réserve d'assurance maritime pour le réseau racheté de l'Ouest ;

7° Constitution de la dotation initiale de la réserve de l'exploitation ;

8° Accroissement du fonds de roulement ;

9° Charges nettes du capital d'établissement des lignes à l'étude ou en construction et insuffisance des produits nets des lignes partiellement exploitées jusqu'au 1er janvier de l'année qui suivra la mise en exploitation de ces lignes dans toute leur étendue.

Le maximum des émissions est fixé chaque année par la loi de finances ; le taux et l'époque des émissions sont déterminés par décret.

Aux termes de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911 et de l'article 2 du décret du 9 mars 1912, les obligations des Chemins de fer de l'État sont émises par séries groupant les émissions autorisées pendant une période de dix années consécutives.

Il est affecté au service des intérêts et de l'amortissement des annuités calculées de telle sorte que la charge correspondant à chaque émission soit constante et que le remboursement soit achevé dans un délai maximum de 50 ans à dater de la souscription de la première émission de chaque série, sous réserve de l'exercice du droit que l'État conserve de rembourser à toute époque ces obligations au pair par anticipation.

Le nombre des obligations à rembourser chaque année est augmenté ou diminué de façon à constituer un multiple de cent. Les centaines d'obligations à amortir sont désignées par voie de tirage au sort. Le tirage annuel a lieu un mois au moins avant l'époque fixée pour le remboursement qui coïncide avec l'échéance d'un coupon.

La première échéance de remboursement a été fixée au 1er février 1913 par l'article 2 du décret du 9 mars 1912.

FACULTÉ D'ÉMISSION.

LOIS ET DÉCRETS.	MONTANT DES AUTORISATIONS D'ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS AMORTISSABLES.			OBSERVATIONS.
	Ancien réseau de l'État.	Réseau racheté de l'Ouest.	Ensemble.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Années 1909 et 1910.				
13 juillet 1911 (Article 158).....	"	103,025,847 03	103,025,847 03	
Exercice 1911.				
13 juillet 1911 (article 69).....	27,910,000 00	123,259,400 00		
16 décembre 1911.....	"	213,000 00		
		713,000 00	152,466,411 15	
28 juin 1912.....	"	387,000 00		
Projet de loi de règlement de l'exercice 1911 et loi du 15 juillet 1912.....	"	*— 15,988 85*		
	— 6.985,866 14	*— 12.584,766 65*	*— 19,570,632 79*	
TOTAL RELATIF À 1911.....	20,924,133 86	111,971,644 50	132,895,778 36	
Exercice 1912.				
27 février 1912.....	26,270,000 00	117,420,000 00	143,690,000 00	
13 juillet 1912.....	"	8,147,114 13	8,147,114 13	
15 juillet 1912 (Reports de 1911).....	6,985,866 14	12,584,766 65	19,570,632 79	
15 juillet 1912.....	5,076,900 00	24,956,900 00	30,033,800 00	
23 décembre 1912.....	*— 5,977,366 14*	6,508,133 35	530,767 21	
28 mars 1913.....	525,000 00	1,325,000 00	1,850,000 00	
TOTAL RELATIF À 1912.....	32,880,400 00	170,941,914 13	203,822,314 13	
Exercice 1913.				
30 juillet 1913.....	43,041,200 00	184,287,100 00	227,328,300 00	
29 décembre 1913 (Crédits supplémentaires).....	1,278,828 46	*— 1,364,593 59*	*— 85,765 13*	
29 décembre 1913 (Exercices clos).....	"	14,289 48	14,289 48	
30 juin 1914 (Crédits supplémentaires)..	115,000 00	125,000 00		
	34,684 37	24,409,919 40	24,684,603 77	
TOTAL RELATIF À 1913.....	44,469,712 83	207,471,715 29	251,941,428 12	
Exercice 1914.				
15 juillet 1914.....	43,844,200 00	185,296,900 00	229,141,100 00	
29 mars 1915.....	*— 19.060,400 00*	*— 83.040,800 00*	*— 102,101,200 00*	
TOTAL RELATIF À 1914.....	24,783,800 00	102,256,100 00	127,039,900 00	
TOTAL GÉNÉRAL AU 31 DÉCEMBRE 1914..	123,058,046 69	695,667,220 95	818,725,267 64	

ÉMISSIONS ET AMORTISSEMENTS.

I. — ÉMISSIONS.

Émissions antérieures au 1er janvier 1914.

Il a été émis :

Le 23 mars 1912 (décret du 9 mars 1912) avec jouissance du 1er février 1912 :	
600,000 obligations pour un capital nominal de.....	300,000,000f
Le 11 avril 1913 (décret du 27 mars 1913) avec jouissance de ce jour :	
200,000 obligations pour un capital nominal de.....	100,000,000
TOTAL au 31 décembre 1913.....	400,000,000

Émissions effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1914.

Un décret du 17 janvier 1914 a autorisé le Ministre des Finances à négocier 400,000 obligations amortissables.

Ces 400,000 titres ont été émis, le 29 janvier 1914, avec jouissance du 1er février suivant, pour un capital nominal de.....	200,000,000
TOTAL des émissions au 31 décembre 1914 : 1,200,000 obligations pour un capital nominal de.....	600,000,000

II. — AMORTISSEMENT.

Par application de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911 et de l'article 2 du décret du 9 mars 1912, il a été amorti :

Au 1er février 1913, 3,900 obligations représentant un capital nominal de.....	1,950,000f	
Au 1er février 1914, 5,500 obligations représentant un capital nominal de.....	2,750,000	
TOTAL.. 9,400 obligations représentant un capital nominal de.....	4,700,000	ci.. 4,700,000
Le nombre des obligations existant au 31 décembre 1914 est ainsi ramené à 1,190,600 obligations pour un capital nominal de.....		595,300,000

Au 31 décembre 1914, la situation des obligations émises s'établissait comme suit :

583,050 obligations au porteur en circulation pour un capital nominal de.....	291,525,000
606,323 obligations déposées en échange de certificats nominatifs pour un capital nominal de.....	303,161,500
1,227 obligations en dépôt à divers titres dans les Caisses de l'Agent-comptable, Chef du Service, pour un capital nominal de.....	613,500
TOTAL. 1,190,600 obligations pour un capital nominal de.....	595,300,000

TABLEAU DES ANNUITÉS

PRÉVUES POUR L'AMORTISSEMENT DES OBLIGATIONS 4 0/0

DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

ÉMISES EN 1912, 1913 ET 1914.

ANNÉES.	NOMBRE D'OBLIGATIONS à amortir.	ANNUITÉ D'INTÉRÊT et amortissement.	ANNÉES.	NOMBRE D'OBLIGATIONS à amortir.	ANNUITÉ D'INTÉRÊT et amortissement.
1915	8,600	28,112,000f	1939	21,800	28,028,000f
1916	8,900	28,090,000	1940	22,900	28,142,000
1917	9,200	28,062,000	1941	23,600	28,034,000
1918	9,600	28,078,000	1942	24,600	28,062,000
1919	10,000	28,086,000	1943	25,700	28,120,000
1920	10,400	28,086,000	1944	26,700	28,106,000
1921	10,800	28,078,000	1945	27,700	28,072,000
1922	11,300	28,112,000	1946	28,800	28,068,000
1923	11,700	28,086,000	1947	30,100	28,142,000
1924	12,200	28,102,000	1948	31,100	28,040,000
1925	12,500	28,008,000	1949	32,400	28,068,000
1926	13,300	28,158,000	1950	33,800	28,120,000
1927	13,700	28,092,000	1951	35,100	28,094,000
1928	14,200	28,068,000	1952	36,500	28,092,000
1929	14,700	28,034,000	1953	37,900	28,062,000
1930	15,500	28,140,000	1954	39,500	28,104,000
1931	16,100	28,130,000	1955	41,100	28,114,000
1932	16,500	28,008,000	1956	42,700	28,092,000
1933	17,300	28,078,000	1957	44,400	28,088,000
1934	18,000	28,082,000	1958	46,100	28,050,000
1935	18,800	28,122,000	1959	48,000	28,078,000
1936	19,500	28,096,000	1960	49,900	28,068,000
1937	20,300	28,106,000	1961	52,000	28,120,000
1938	21,100	28,100,000	1962	54,000	28,080,000
				1,190,600	1,348,158,000

Capital emprunté	600,000,000 francs.
Capital amorti	4,700,000
Capital restant à amortir	595,300,000

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

ANNUITÉ

À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

(Loi du 17 juin 1873.)

Pour tenir compte à la Compagnie des chemins de fer de l'Est des dommages et dépenses pouvant résulter pour elle de l'application du traité de Francfort et de la convention du 17 juin 1873, il lui a été remis, avec jouissance du 1er novembre 1873, un titre d'annuité de vingt millions cinq cent mille francs (20,500,000f) représentant, au taux de l'emprunt du 2 juillet 1871, un capital de trois cent vingt-cinq millions (325,000,000f). Les intérêts de cette somme ont couru à compter du 18 mai 1871.

L'annuité de 20,500,000 francs est payable par semestre, les 1er mai et 1er novembre, pendant quatre-vingt-un ans, de 1874 à 1954 inclusivement.

Le titre dont il s'agit a été délivré en exécution de la loi du 17 juin 1873, de la convention du même jour et de la décision ministérielle du 8 octobre 1873. Des extraits de ces documents ont été insérés au Compte général des finances de 1884, pages 1005 et 1006.

L'état des dépenses afférentes à l'annuité de 20,500,000 francs ressort du tableau suivant :

SITUATION AU 1er JANVIER 1915.

Montant des dépenses à effectuer :

Capital nominal.....	325,000,000f 00c	1,710,776,484f 01c
Intérêts.....	1,385,776,484 01	
A reporter.....		1,710,776,484 01

Report.....		1,710,776,484f01c
Période du 19 mai 1871 au 31 octobre 1873 :		
Année 1871, du 19 mai au 31 décembre.....	12,693,150f 68c	
Année 1872, du 1er janvier au 31 décembre.....	20,500,000 00	
Année 1873, du 1er janvier au 30 juin. 10,250,000f 00c Année 1873, du 1er juillet au 31 octobre..... 6,833,333 33	17,083,333 33	
	50,276,484 01	
Période de 1874 à 1954 inclusivement :		
81 annuités de 20,500,000 francs.....	1,660,500,000 00	
SOMME ÉGALE.....	1,710,776,484 01	

DÉCROISSEMENTS.

Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1914 :		
De 1871 à 1873 inclusivement	(A) 50,276,484f 01c	
De 1874 à 1913 inclusivement, 40 annuités à 20,500,000f.	820,000,000 00	
TOTAL.....	870,276,484 01	
Dépenses effectuées pendant l'année 1914 :		
Annuité de (intérêts et amortissement).....	20,500,000 00	
TOTAL GÉNÉRAL des décroissements.....	890,776,484 01	890,776,484 01
Dépenses restant à effectuer de 1915 à 1954, soit 40 annuités à 20,500,000 francs, ci.....		820,000,000 00

AMORTISSEMENT (B).

Montant du capital à amortir.....			325,000000f 00c
Capital amorti	de 1874 à 1913 inclusivement.....	23,872,884f 72c	
	pendant l'année 1914.....	1,659,811 72	
TOTAL de l'amortissement au 1er janvier 1915.		25,532,696 44	25,532,696 44
Capital restant à amortir de 1915 à 1954.....			299,467,303 56

(A) Pour la répartition de cette somme parmi les dépenses résultant des services faits, voir le Compte général des finances de 1884, page 1007.

(B) Le taux de l'intérêt semestriel est de 3 fr. 13252823328 p. o/o.

ANNUITÉ

À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

DE PARIS À LYON ET À LA MÉDITERRANÉE.

Aux termes d'une convention passée le 14 juin 1897 entre les Ministres des travaux publics et des finances et la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et approuvée par la loi du 18 février 1898, la ligne du Rhône au Mont-Cenis a été incorporée à l'ancien réseau de la Compagnie et le compte de garantie spécial à cette ligne a été supprimé à partir du 1er janvier 1897.

En compensation de la suppression de ce compte de garantie, l'État s'est engagé à payer à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée pendant 62 ans, de 1897 à 1958 inclusivement, une annuité de 2,546,000 francs.

La valeur de cette annuité calculée au taux de 3 fr. 25 p. o/o représente un capital de 67,554,177 fr. 90.

L'état des dépenses afférentes à cette annuité ressort au tableau suivant :

SITUATION AU 1ER JANVIER 1915.

Montant des dépenses à effectuer		157,852,000f 00c
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1914	43,282,000f	
Dépenses effectuées pendant l'année 1914	2,546,000	
TOTAL	45,828,000	45,828,000 00
Dépenses restant à effectuer de 1915 à 1958, soit 44 annuités à 2,546,000 francs, ci		112,024,000 00
Amortissement.		
Montant du capital à amortir		67,554,177f 90c
Capital amorti : antérieurement à l'année 1914	7,790,438f 50c	
Capital amorti : pendant l'année 1914	603,678 50	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1915	8,394,117 00	8,394,117 00
Capital restant à amortir de 1915 à 1958		59,160,060 90

ANNUITÉ À LA COMPAGNIE D'ORLÉANS

POUR LES LIGNES ÉCHANGÉES ENTRE ELLE ET L'ÉTAT.

(Convention du 18 juin 1883.)
(Loi du 20 novembre 1883. — Arrêté ministériel du 18 janvier 1900.)

Une convention passée le 18 juin 1883, entre le Ministre des travaux publics et la Compagnie des chemins de fer d'Orléans et approuvée par la loi du 20 novembre suivant, a réglé l'échange entre cette Compagnie et l'État de diverses lignes de chemins de fer. La soulte résultant de cette opération devait être versée annuellement à la compagnie.

Le montant de cette soulte n'a été déterminé que par un arrêté pris le 18 janvier 1900 par le Ministre des travaux publics, sur le rapport de la Commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer et après avis conforme du Ministre des finances. Il a été fixé pour les années courues de 1884 à 1891 inclusivement ainsi qu'il suit :

1884	2,962,200f 43c
1885	2,579,032 40
1886	2,779,607 53
1887	2,344,076 08
1888	2,569,038 43
1889	2,695,233 92
1890	2,588,085 22
1891	2,350,700 02

Quant aux années ultérieures, l'article 2 dudit arrêté a transformé ces annuités variables en une annuité fixe de 2,348,000 francs que l'État s'est engagé à payer à la Compagnie d'Orléans jusqu'en 1957 inclusivement (A).

Le montant du capital correspondant aux annuités dues à la Compagnie dès 1884, calculé au taux de 3 fr. 75 p. o/o, s'élevait à 60,191,675 fr. 03, valeur au 1er janvier 1884.

SITUATION DES DÉPENSES AU 1ER JANVIER 1914.

Montant des dépenses à effectuer		173,487,974f 03c
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1914	70,175,974f 03c	72,523,974 03
Dépenses effectuées pendant l'année 1914	2,348,000 00	
Dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1915 (43 annuités de 2,348,000 francs)		100,964,000 00
Amortissement.		
Montant du capital à amortir		60,191,675 03
Capital amorti antérieurement au 1er janvier 1914	9,971,733f 74c	
Capital amorti pendant l'année 1914	464,752 20	
TOTAL de l'amortissement au 1er janvier 1915	10,436,485 94	10,436,485 94
Capital restant à amortir de 1915 à 1957		49,755,189 09

(A) Comme il n'a été fait aucun payement à la Compagnie d'Orléans pendant l'année 1900, le point terminal de l'annuité se trouve reporté au 1er janvier 1957.

ANNUITÉS

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

POUR LES LIGNES

DONT LES TRAVAUX SONT TERMINÉS ET REÇUS.

C'est seulement à partir du 1er janvier 1875 que ces annuités ont commencé à être inscrites parmi les dépenses de la Dette publique, conformément aux prescriptions de la loi du 5 août 1874.

Le compte de ces annuités se divise en deux articles, savoir :

L'article 1er, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des subventions accordées par l'État aux compagnies de chemins de fer;

L'article 2, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des avances faites par les compagnies.

La situation de ce compte, au 1er janvier 1915, ressort du relevé ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1915.

	MONTANT des ANNUITÉS.	MONTANT DES DÉPENSES		
		À EFFECTUER.	EFFECTUÉES.	RESTANT à effectuer.
Situation au 1er janvier 1914 (page 102).....	38,317,777f 65c	3,271,712,943f 30c	1,595,325,969f 62c	1,676,386,973f 68c
Montant des opérations de l'année 1914, à ajouter aux dépenses effectuées et à retrancher des dépenses restant à effectuer.....	»	»	38,317,777 65	38,317,777 65
Situation au 1er janvier 1915 (pages 102 et 103)	38,317,777 65	3,271,712,943 30	1,633,643,747 27	1,638,069,196 03

Les cinq tableaux suivants offrent, au sujet du présent compte, des renseignements complets et détaillés, savoir :

Le tableau n° I fait connaître le montant des annuités à payer à chaque compagnie;

Le tableau n° II indique pour chaque ligne : 1° le montant des sommes à amortir, et 2° les conditions de l'amortissement;

Le tableau n° III présente, pour chaque ligne et pour chaque compagnie, l'état développé des dépenses en capital et intérêts;

Le tableau n° IV est un résumé de la situation des dépenses afférentes à chacune des compagnies;

Enfin le tableau n° V donne le développement par année des dépenses restant à effectuer.

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1915.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.	
ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1914.				
Compagnie du Nord	360,042 f 46 c	957,808 f 13 c	1.317,850 f 59 c	
Compagnie de l'Est	4,069,955 41	48,877 88	4,118,833 29	
Compagnie de l'Ouest	3,473,958 86	228,991 12	3,702,949 98	Réseau racheté. (Loi du 13 juillet 1908.)
Compagnie d'Orléans	4,334,068 36	261,030 59	4,595,098 95	
Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	13,818,734 58	3,214,330 31	17,033,064 89	
Compagnie du Midi	2,074,061 58	6,388,917 28	8,462,978 86	
Compagnie d'Orléans à Châlons	1,117,224 38	"	1,117,224 38	
Compagnie de Lille à Valenciennes	387,748 34	"	387,748 34	
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	1,262,500 00	1,262,500 00	
Syndicat de Grande-Ceinture	"	22,478 35	22,478 35	
Compagnie de Fives-Lille	"	85,491 92	85,491 92	Capital amorti en 1918.
TOTAL des accroissements antérieurs à 1914 à reporter	29,635,793 97	12,470,425 58	42,106,219 55	

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.	
Report	29,635,793 f 97 c	12,470,425 f 58 c	42,106,219 f 55 c	
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1914	"	"	"	
TOTAL général des accroissements au 1er janvier 1915	29,635,793 97	12,470,425 58	42,106,219 55	
Décroissements antérieurs à l'année 1914	3,473,958 86	314,483 04	3,788,441 90	Rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.) 3,702,949 fr. 98. Extinction de l'annuité à la compagnie de Fives-Lille. 85,491 fr. 92.
Décroissements pendant l'année 1914	"	"	"	
TOTAL général des décroissements au 1er janvier 1915	3,473,958 86	314,483 04	3,788,441 90	
Annuités inscrites au 1er janvier 1915	26,161,835 11	12,155,942 54	38,317,777 65	

II. — *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1915.*

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	OBSERVATIONS. (dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville	40,183,805f 00c	1,841,833f 65c	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1954 (90 ans).
Bar-sur-Seine à Châtillon	3,009,000 00	137,622 00	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 15 janvier 1866 au 15 juillet 1954 (89 ans).
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)	26,416,667 00	1,334,342 54	5.	Convention du 11 juin 1883, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1863 au 1er avril 1956 (93 ans).
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat	45,400,000 00	2,077,635 32	4 1/2.	Convention du 11 juillet 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1864 au 1er avril 1956 (92 ans).
Pithiviers à Malesherbes	1,500,000 00	68,752 86	4 1/2.	Convention du 11 juin 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863, décret du 8 août 1865, concession définitive. — Amortissement du 1er octobre 1866 au 1er août 1956 (90 ans).
Embranchement de Romorantin	1,100,000 00	50,552 76	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Réseau central	1,333,333 00	67,348 50	5.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1864 au 1er novembre 1956 (93 ans).
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang	33,000,000 00	1,510,175 42	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas	21,300,000 00	974,749 60	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Total des annuités inscrites pendant l'année 1875 à reporter	173,233,805 00	8,063,012 65		

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	OBSERVATIONS. (date des lois, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.				
Report	173,233,805f 00c	8,063,012f 65c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1876. (Loi du 3 août 1875.) Antérieurement au 1er janvier 1876, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Ligne de Flers à Mayenne	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE DU MIDI.				
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac	21,000,000 00	961,020 74	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement de Saint-Affrique	3,000,000 00	138,291 24	4 1/2.	Convention, décret et loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1957 (84 ans).
Total des annuités inscrites pendant l'année 1876	24,000,000 00	1,099,311 98		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant ces annuités étaient effectués : 1° pour les lignes de l'Algérie, par le Ministère de l'intérieur, et 2° pour les autres lignes, par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon	13,000,000 00	594,917 58	4 1/2.	Loi, décret et convention du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1867 au 1er novembre 1958 (92 ans).
Chemins de fer de l'Algérie	80,000,000 00	3,661,031 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, art. 3. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIES DIVERSES.				
Orléans à Châlons	24,374,800 00	1,117,224 38	4 1/2.	Lois des 18 juillet 1868 et 16 février 1870, décret du 29 mai 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Dombes et Sud-Est (Lyon à Montbrison.) (a)	12,000,000 00	550,022 66	4 1/2.	Loi du 8 mai 1869, décret du 16 novembre 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Lille à Valenciennes. (Lérouville à Sedan.)	8,445,000 00	387,748 34	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868, décrets des 7 avril et 29 août 1869. — Amortissement du 1er janvier 1873 au 15 juillet 1960 (88 ans).
Total des annuités inscrites pendant l'année 1877	137,819,800 00	6,310,944 32		
A reporter	335,053,605 00	15,473,268 95		

(a) Cette ligne a été rattachée à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée à compter de l'année 1884.

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1915.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1878. (Loi du 30 mars 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1878, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
Report.....	335,053,605f 00c	15,473,268f 95c		
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Sablé à Châteaubriant.....	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Châteaubriant à Nantes.....	8,700,000 00	399,826 34	4 1/2.	Loi du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1873 au 1er octobre 1959 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour, Clermont à Montbrison, Dijon à Langres.....	43,200,000 00	1,976,956 94	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	334,879 96	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Antérieurement à l'inscription de ces deux lignes au budget du Ministère des finances, il avait été payé par le Ministère des travaux publics cinq annuités afférentes aux années ci-après désignées : 1868, 1869, 1870, 1876 et 1877. — Amortissement du 1er mai 1868 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1878...	59,200,000 00	2,711,663 24		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				Interruption de payements : de 1871 à 1875 inclus. — L'échéance terminale se trouve reportée au 1er novembre 1961.
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Laval à Angers. — Saint-Lô à Lamballe.....	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Grenoble à Gap.....	50,000,000 00	2 295,727 40	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863 et décret du 2 janvier 1869. — Amortissement du 1er mai 1869 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879...	50,000,000 00	2,295,727 40		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Ligne de Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen.....	8,700,000 00	402,958 54	4 1/2.	Loi du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1877 au 1er octobre 1956 (80 ans).
A reporter.....	452,953,605 00	20,883,618 13		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, (décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.....	452,953,605f 00c	20,883,618f 13c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Ligne de Thonon à Collonges.....	13,000,000 00	594,917 60	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Aix à Carnoules.....	19,000,000 00	873,183 96	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane.....	3,600,000 00	165,445 38	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Gap à Briançon.....	20,000,000 00	927,576 92	4 1/2.	Loi du 3 juillet 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1956 (79 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1886.....	42,600,000 00	1,966,206 26		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1888. (Loi du 30 mars 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1888, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thonon à Saint-Gingolph.....	5,800,000 00	266,550 90	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DU NORD.				
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	7,171,875 00	337,145 06	4,52824	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1885 au 1er novembre 1950 (66 ans).
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	478,125 00	22,897 40	"	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 21 mai 1886 au 21 novembre 1950 (65 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1888.....	13,450,000 00	626,593 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Révigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne.....	37,500,000 00	1,821,042 74	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1888 au 1er novembre 1954 (67 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1889.....	559,503,605 00	25,892,378 09		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Is-sur-Tille à Gray.....	5,500,000 00	269,457 02	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1889 au 1er novembre 1954 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1913.....	565,003,605 00	26,161,835 11		

Suite du *Tableau détaillé des annuités*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Chemin de Ceinture	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Libourne à Bergerac Embranchement de Saint-Eloi	4,656,170f 00c	213,983f 82c	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1845	4,656,170 00	213,983 82		
ANNUITÉ INSCRITE PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant cette annuité étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Rodez à Millau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000 00	1,587,972 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, loi, décret et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	208,996 22	4 1/2.	Loi du 22 mai 1869. — Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom	4,000,000 00	183,828 20	4 1/2.	Loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1960 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879	8,500,000 00	392,824 42		
A reporter	47,856,170 00	2,193,780 60		

inscrites au 1er janvier 1915.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS (Suite).				
Report	47,856,170f 00c	2,193,780f 60c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	505,074 20	4 1/2.	Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville (1)	4,000,000 00	195,790 38	4,72666648	Lois des 11 juin 1863, 14 et 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1950 (74 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom (2)	3,000,000 00	154,354 68	4,9308,934	Loi des 8 août 1868 et 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er mai 1957 (80 ans 1/2).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1882	7,0000,00 00	350,145 06		(1) Voir le Compte général de 1882, page 967, observation A. (2) Voir même compte et même page, observation B.
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Vichy à Thiers	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	648,439 04	4 1/2.	*Idem.*
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1886	22,000,000 00	1,018,975 64		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1887. (Loi du 27 février 1887.) Antérieurement au 1er janvier 1887, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thiers à Ambert	10,000,000 00	463,170 74	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. Convention du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Foix à Tarascon et Mende à Séverac avec embranchement sur Marvejols	20,000,000 00	920,964 22	4 1/2.	Lois et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1872 au 1er novembre 1856 (85 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1887	30,000,000 00	1,384,134 96		
A reporter	117,731,170 00	5,453,110 46		

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1915.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATE DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	117,731,170f 00c	5,453,110f 46c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Montauban à Saint-Sulpice. — Saint-Sulpice à Castres. — Puyôo à Saint-Palais	11,700,000 00	557,050 56	4,477970	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	1,398,926 22	5,1768069	Lois des 27 septembre 1867 et 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 (73 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1889	37,831,547 24	1,955,976 78		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Tarascon à Aix	4,900,000 00	233,294 98	4,477 96	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	499,000 00	4,934,487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 17 septembre 1978 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1890	14,880,000 00	732,294 98		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1891. (Loi du 26 décembre 1890.) Antérieurement au 1er janvier 1891, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	1,482,146 38	4 1/2.	Loi et convention du 10 août 1868 — Loi du 4 mars 1874. Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1893. (Loi du 28 avril 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1893, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	763,500 00	4,934487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er octobre 1981 (95 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1894. (Loi du 26 juillet 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1894, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Condom à Risle et Marmande à Casteljaloux	15,800,000 00	753,966 00	4,5803	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	133,465 86	4,1538	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1891 au 1er mai 1957 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1894	18,800,000 00	887,431 86		
A reporter	217,712,717 24	11,274,460 46		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	217,712,717f 24c	11,274,460f 46c		Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er mai 1879 au 1er mai 1957 (78 ans 1/2).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1899. (Loi du 30 mai 1899.) Antérieurement au 1er janvier 1899, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	196,605 74	4,85358	Convention du 20 novembre 1884. — Loi du 1er juillet 1885. Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1958 (72 ans).
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.				
Travaux de parachèvement de la ligne de Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges	493,486 00	22,478 35	4,573	
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1899	4,493,486 00	219,084 09		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1901. (Loi du 25 février 1901.) Antérieurement au 1er janvier 1901, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Crest à Aspres-les-Veynes	4,594,542f 68c 5,189,108 27 1,442,099 08	11,225,750 03	3,99596l6 3,8958:154 3,6498546	Convention du 5 août 887. — Loi du 13 avril 1888. — Amortissement du 1er janvier 1889 au 1er janvier 1958 (70 ans). — Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1958 (69 ans). — Amortissement du 1er janvier 1891 au 1er janvier 1958 (68 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1901	11,225,750 03	471,647 21		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1903. (Loi du 31 mars 1903.) Antérieurement au 1er janvier 1903, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE FIVES-LILLE.				
Saint-Georges-de-Commiers à La Mure (matériel roulant, outillage, mobilier, etc.)	"	"	4,865	Capital amorti en 1913. (Dernier payement : le 1er août 1913).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1913. (Loi du 30 juillet 1913.) Antérieurement au 1er janvier 1913, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Suppression des passages à niveau	1,116,327 48	47,947 33	2,87094	Convention du 8 mai 1886. — Amortissement du 1er janvier 1912 au 1er janvier 1950 (39 ans).
COMPAGNIE DE L'EST.				
Suppression des passages à niveau	1,117,394 64	48,877 88	3,28423	Convention du 8 mai 1886. — Amortissement du 1er janvier 1912 au 1er janvier 1954 (43 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Suppression des passages à niveau	1,116,133 90	47,046 77	3,18858	Loi du 16 août 1886. — Amortissement du 1er janvier 1912 au 1er janvier 1956 (45 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Suppression des passages à niveau	1,116,413 39	46,878 80	3,27618	Loi du 16 août 1886. — Amortissement du 1er janvier 1912 au 1er janvier 1958 (47 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1913	4,466,269 41	190,750 78		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1913	256,698,222 68	12,155,942 54		
RÉCAPITULATION.				
Subventions	565,003,605 00	26,161,835 11		
Avances	256,698,222 68	12,155,942 54		
TOTAL GÉNÉRAL	821,701,827 68	38,317,777 65		

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — SUBVENTIONS.

III. — *État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1915.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1914.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1914.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1915.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1915.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville	40,183,805f 00c	125,581,222f 60c	165,765,027f 60c	5,855,718f 30c	84,394,130f 06c	90,249,848f 36c	300,411f 79c	1,541,421f 86c	1,841,833f 65c	6,156,130f 09c	85,935,551f 92c	92,091,682f 01c	34,027,674f 91c	39,645,670f 68c	73,673,345f 59c
Bar-sur-Seine à Châtillon	3,000,000 00	9,248,358 00	12,248,358 00	435,003 24	6,170,852 76	6,605,856 00	22,446 88	115,175 12	137,622 00	457,450 12	6,286,027 88	6,743,478 00	2,542,549 88	2,962,330 12	5,504,880 00
Revigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne	37,500,000 00	84,808,095 58	122,308,095 58	4,397,068 00	43,248,275 24	47,645,343 24	277,191 00	1,543,851 74	1,821,042 74	4,674,259 00	44,792,126 98	49,466,385 98	32,825,741 00	40,015,968 60	72,841,709 60
Is-sur-Tille à Gray	5,500,000 00	12,291,812 32	17,791,812 32	601,810 00	6,142,264 50	6,744,074 50	41,016 00	228,441 02	269,457 02	642,826 00	6,370,705 52	7,013,531 52	4,857,174 00	5,921,106 80	10,778,280 80
TOTAL	86,183,805 00	231,929,488 50	318,113,293 50	11,289,599 54	139,955,522 56	151,245,122 10	641,065 67	3,428,889 74	4,069,955 41	11,930,665 21	143,384,412 30	155,315,077 51	74,253,139 79	88,545,076 20	162,798,215 99
COMPAGNIES DIVERSES.															
COMPAGNIE D'ORLÉANS À CHÂLONS.															
Orléans à Châlons-sur-Marne	24,374,800 00	76,175,394 20	100,550,194 20	2,613,618 53	45,427,029 81	48,040,648 34	139,523 48	977,700 90	1,117,224 38	2,753,142 01	46,404,730 71	49,157,872 72	21,621,657 99	29,770,663 49	51,392,321 48
COMPAGNIE DE LILLE À VALENCIENNES.															
Lérouville à Sedan	8,445,000 00	25,676,853 92	34,121,853 92	892,483 68	15,005,198 26	15,897,681 94	48,423 64	339,324 70	387,748 34	940,907 32	15,344,522 96	16,285,430 28	7,504,092 68	10,332,330 96	17,836,423 64
TOTAL	32,819,800 00	101,852,248 12	134,672,048 12	3,506,102 21	60,432,228 07	63,938,330 28	187,947 12	1,317,025 60	1,504,972 72	3,694,049 33	61,749,253 67	65,443,303 00	29,125,750 67	40,102,994 45	69,228,745 12
A reporter	119,003,605 00	333,781,736 62	452,785,341 62	14,795,701 75	200,387,750 63	215,183,452 38	829,012 79	4,745,915 34	5,574,928 13	15,624,714 54	205,133,665 97	220,758,380 51	103,378,890 46	128,648,070 65	232,026,961 11

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1915.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1914.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1914.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1915.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1915.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report.....	119,003 605f00c	333,781,736f62c	452,785,341f62c	14,795,701f75c	200,387,750f63c	215,183,452f38c	829,012f79c	4,745,915f34c	5,574,928f13c	15,624,714f54c	205,133,665f97c	220,758,380f51c	103,378,890f46c	128,648,070f65c	232,026,961f11c
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)....	26,416,667 00	97,677,189 22	124,093,856 22	3,001,448 20	64,382,850 07	67,384,298 27	165,627 67	1,168,714 87	1,334,342 54	3,167,075 87	65,551,564 94	68,718,640 81	23,249,591 13	32,125,624 28	55,375 215 41
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat.....	45,400,000 00	145,742,449 44	191,142,449 44	6,196,188 49	96,646,759 85	102,842,948 34	316,990 28	1,760,645 04	2,077,635 32	6,513,178 77	98,407,404 89	104,920,583 66	38,886,821 23	47,335,044 55	86,221,865 78
Pithiviers à Malesherbes.....	1,500,000 00	4,687,757 40	6,187,757 40	202,662 96	3,063,097 89	3,265,760 85	10,489 70	58,263 16	68,752 86	213,152 66	3,121,361 05	3,334,513 71	1,286,847 34	1,566,396 35	2,853,243 69
Embranchement de Romorantin.....	1,100,000 00	3,298,090 12	4,398,090 12	142,371 02	2,081,950 42	2,224,321 44	7,543 28	43,009 48	50,552 76	149,914 30	2,124,959 90	2,274,874 20	950,085 70	1,173,130 22	2,123,215 92
Châteaubriant à Nantes.....	8,700,000 00	26,084,891 58	34,784,891 58	962,155 73	15,430,724 21	16,392,879 94	52,204 11	347,622 23	399,826 34	1,014,359 84	15,778,346 44	16,792,706 28	7,685,640 16	10,306,545 14	17,992,185 30
Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen...	8,700,000 00	23,536,683 20	32,236,683 20	1,066,668 25	13,842,797 73	14,909,465 98	60,127 52	342,831 02	402,958 54	1,126,795 77	14,185,628 75	15,312,424 52	7,573,204 23	9,351,054 45	16,924,258 68
TOTAL.....	91,816,667 00	301,027,060 96	392,843,727 96	11,571,494 65	195,448,180 17	207,019,674 82	612,982 56	3,721,085 80	4,334,068 36	12,184,477 21	199,169,265 97	211,353,743 18	79,632,189 79	101,857,794 99	181,489,984 78
COMPAGNIE DU MIDI.															
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas.	21,300,000 00	68,376,963 20	89,676,963 20	2,835,108 78	44,927,621 62	47,762 730 40	145,447 59	829,302 01	974,749 60	2,980,556 37	45,756,923 63	48,737,480 00	18,319,443 63	22,620,039 57	40,939,483 20
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac.....	21,000,000 00	67,413,908 08	88,413,908 08	2,795,177 25	44,294,839 01	47,090,016 26	143,399 01	817,621 73	961,020 74	2,938,576 26	45,112,460 74	48,051,037 00	18,061,423 74	22,301,447 34	40,362,871 08
Embranchement de Saint-Affrique.....	3,000,000 00	8,616,464 16	11,616,464 16	360,571 31	5,171,078 29	5,531,649 60	19,736 84	118,554 40	138,291 24	380,308 15	5,289,632 69	5,669,940 84	2,619,691 85	3,326,831 47	5,946,523 32
TOTAL.....	45,300,000 00	144,407,335 44	189,707,335 44	5,990,857 34	94,393,538 92	100,384,396 26	308,583 44	1,765,478 14	2,074,061 58	6,299,440 78	96,159,017 06	102,458,457 84	39,000,559 22	48,248,318 38	87,248,877 60
A reporter.....	256,120,272 00	779,216,133 02	1,035,336,405 02	32,358,053 74	490 229,469 72	522,587,523 46	1,750,578 79	10,232,479 28	11,983,058 07	34,108,632 53	500,461,949 00	534,570,581 53	222,011,639 47	278,754,184 02	500,765,823 49

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1915.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1914.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1914.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1915.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT A EFFECTUER AU 1er JANVIER 1915.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report.....	256,120,272f 00c	779,216,133f 02c	1,035,336,405f 02c	32,358,053f 74c	490,229,469f 72c	522,587,523f 46c	1,750,578f 79c	10,232,479f 28c	11,983,058f 07c	34,108,632f 53c	500,461,949f 00c	534,570,581f 53c	222,011,639f 47c	278,754,184f 02c	500,765,823f 49c
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Réseau central.....	1,333,333 00	4,930,077 50	6,263,410 50	147,470 64	3,219,954 36	3,367,425 00	8,156 05	59,192 45	67,348 50	155,626 69	3,279,146 81	3,434,773 50	1,177,706 31	1,650,930 69	2,828,637 00
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang.....	33,000,000 00	105,936,138 64	138,936,138 64	4,392,425 40	69,606,170 18	73,998,595 58	225,341 52	1,284,833 90	1,510,175 42	4,617,766 92	70,891,004 08	75,508,771 00	28,382,233 08	35,045,134 56	63,427,367 64
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon.....	13,000,000 00	41,732,417 36	54,732,417 36	1,564,226 21	26,396,900 05	27,961,126 26	81,211 23	513,706 35	594,917 58	1,645,437 44	26,910,606 40	28,556,043 84	11,354,562 56	14,821,810 96	26,176,373 52
Chemins de fer de l'Algérie.....	80,000,000 00	256,814,885 12	336,814,885 12	10,648,291 18	168,742,245 46	179,390,536 64	546,281 76	3,114,749 60	3,661,031 36	11,194,572 94	171,856,995 06	183,051,568 00	68,805,427 06	84,957,890 06	153,763,317 12
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour. — Clermont à Montbrison. — Dijon à Langres...	43,200,000 00	138,680,038 48	181,880,038 48	5,750,077 22	91,120,812 84	96,870,890 06	294,992 16	1,681,964 78	1,976,956 94	6,045,069 38	92,802,777 62	98,847,847 00	37,154,930 62	45,877,260 86	83,032,191 48
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	22,504,316 44	29,804,316 44	956,296 34	12,773,782 02	13,730,078 36 (A)	49,969 20	284,910 76	334,879 96	1,006,265 54	13,058,692 78	14,064,958 32	6,293,734 46	9,445,623 66	15,739,358 12
Grenoble à Gap.....	50,000,000 00	152,024,011 20	202,024,011 20	6,511,526 28	96,796,206 72	103,307,733 00	342,556 98	1,953,170 42	2,295,727 40	6,854,083 26	98,749,377 14	105,603,460 40	43,145,916 74	53,274,634 06	96,420,550 80
Thonon à Collonges.....	13,000,000 00	41,732,419 20	54,732,419 20	1,730,347 43	27,420,614 97	29,150,962 40	88,770 86	506,146 74	594,917 60	1,819,118 29	27,926,761 71	29,745,880 00	11,180,881 71	13,805,657 49	249,86,539 20
Lyon à Montbrison.....	12,000,000 00	37,502,039 40	49,502,039 40	1,286,713 86	22,364,260 52	23,650,974 38	68,688 94	481,333 72	550,022 66	1,355,402 80	22,845,594 24	24,200,997 04	10,644,597 20	14,656,445 16	25,301,042 36
Aix à Carnoules.....	19,000,000 00	56,967,004 52	75,967,004 52	2,459,087 41	35,961,006 83	38,420,094 24	130,292 39	742,891 57	873,183 96	2,589,379 80	36,703,898 40	39,293,278 20	16,410,620 20	20,263,106 12	36,673,726 32
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane.....	3,600,000 00	10,793,748 06	14,393,748 06	465,932 33	6,813,664 39	7,279,596 72	24,686 98	140,758 40	165,445 38	490,619 31	6,954,422 79	7,445,042 10	3,109,380 69	3,839,325 27	6,948,705 96
Gap à Briançon.....	20,000,000 00	53,278,576 68	73,278,576 68	2,428,710 06	30,964,059 06	33,392,769 12	138,408 65	789,168 27	927,576 92	2,567,118 71	31,753,227 33	34,320,346 04	17,432 881 29	21,525,349 35	38,958,230 64
Thonon à Saint Gingolph.....	5,800,000 00	17,389,928 30	23,189,928 30	750,669 89	10,977,569 71	11,728,239 60	39,773 24	226,777 66	266,550 90	790,443 13	11,204,347 37	11,994,790 50	5,009,556 87	6,185,580 93	11,195,137 80
TOTAL.....	301,233,333 00	940,285,600 90	1,241,518,933 90	39,091,774 25	603,157,247 11	642,249,021 36	2,039,129 96	11,779,604 62	13,818,734 58	41,130,904 21	614,936,851 73	656,067,755 94	260,102 428 79	325,348,749 17	585,451,177 96
COMPAGNIE DU NORD.															
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	7,171,875 00	15,079,698 96	22,251,573 96	1,075,834 68	8,701,372 06	9,777,206 74	67,082 65	270,062 41	337,145 06	1,142,917 33	8,971,434 47	10,114,351 80	6,028,957 67	6,108,264 49	12,137,222 16
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	478,125 00	1,010,206 00	1,488,331 00	68,924 95	572,202 25	641,127 20	4,417 23	18,480 17	22,897 40	73,342 18	590,682 42	664,024 60	404,782 82	419,523 58	824,306 40
TOTAL.....	7,650,000 00	16,089,904 96	23,739,904 96	1,144,759 63	9,273,574 31	10,418,333 94	71,499 88	288,542 58	360,042 46	1,216,259 51	9,562,116 89	10,778,376 40	6,433,740 49	6,527,788 07	12,961,528 56
TOTAL GÉNÉRAL pour les subventions..	565,003,605 00	1,735,591,638 88	2,300,595,243 88	72,594,587 62	1,102,660,291 14	1,175,254,878 76	3,861,208 63	22,300,626 48	26,161,835 11	76,455,796 25	1,124,960,917 62	1,201,416,713 87	488,547,808 75	610,630,721 26	1,099,178,530 01

(A) Paris-Lyon-Méditerranée. — Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne :

Montant des dépenses effectuées au 1er janvier 1914 d'après le compte de 1913.....	15,404,478f 16c
Montant des dépenses effectuées au 1er janvier 1914 (Dépenses antérieures) au présent compte.....	13,730,078 36
DIFFÉRENCE.....	1,674,399 80

Cette différence représente cinq annuités (1871 à 1875 inclus) de 334,879f 96c qui avaient été considérées à tort comme payées. En effet, de 1868 (point de départ de la convention) à 1878, (date de prise en charge par le Ministère des Finances), il n'avait été payé par les Travaux publics que cinq annuités au lieu de dix.

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — AVANCES.

État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1915.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1915.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1914.			PENDANT L'ANNÉE 1914.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1915.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Suppression des passages à niveau	1,117,394f 64c	934,354f 20c	2,101,748f 84c	24,760f 16c	72,995f 60c	97,755f 76c	12,993f 25c	35,884f 63c	48,877f 88c	37,753f 41c	108,880f 23c	146,633f 64c	1,079,641f 23c	875,473f 97c	1,955,115f 20c
COMPAGNIE DU MIDI															
Rodez à Milhau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000 00	111,393,457 12	146,093,457 12	4,618,697 52	73,191,948 12	77,810,645 64	236,949 71	1,351,022 65	1,587,972 36	4,855,647 23	74,542,970 77	79,398,618 00	29,844,352 77	36,850,486 35	66,694,839 12
Embranchement de Condom	4,000,000 00	11,993,053 40	15,993,053 40	419,413 00	6,933,715 00	7,353,128 00	22,957 18	160,871 02	183,828 20	442,370 18	7,094,586 02	7,536,956 20	3,557,629 82	4,898,467 38	8,456,097 20
Embranchement de Condom	3,000,000 00	9,405,172 56	12,405,172 56	306,715 56	5,384,028 42	5,690,743 98	18,360 68	135,994 00	154,354 68	325,076 24	5,520,022 42	5,845,098 66	2,674,923 76	3,885,150 14	6,560,073 90
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	490,422 89	6,364,504 21	6,854,927 10	27,644 88	157,623 42	185,268 30	518,067 77	6,522,127 63	7,040,195 40	3,481,932 23	4,299,336 37	7,781,268 60
Foix à Tarascon et Mende à Séverac, avec embranchement sur Marvéjols	20,000,000 00	58,281,958 70	78,281,958 70	2,553,974 89	36,126,522 35	38,680,497 24	137,421 71	783,542 51	920,964 22	2,691,396 60	36,910,064 86	39,601,461 46	17,308,603 40	21,371,893 84	38,680,497 24
Montauban à Saint-Sulpice, Saint-Sulpice à Castres, Puyoo à Saint-Palais	11,700,000 00	27,894,021 76	39,594,021 76	1,292,891 38	14,069,431 02	15,362,322 40	80,349 13	476,701 43	557,050 56	1,373,240 51	14,546,132 45	15,919,372 96	10,326,759 49	13,347,889 31	23,674,648 80
Tarascon à Ax	4,900,000 00	11,682,126 58	16,582,126 58	541,462 00	5,892,332 95	6,433,794 95	33,650 00	199,644 98	233,294 98	575,112 00	6,091,977 93	6,667,089 93	4,324,888 00	5,590,148 65	9,915,036 65
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	86,571,710 40	118,571,710 40	3,923,381 00	50,916,035 06	54,839,416 06	221,159 00	1,260,987 38	1,482,146 38	4,144,540 00	52,177,022 44	56,321,562 44	27,855,460 00	34,394,687 96	62,250,147 96
Marmande à Casteljaloux, Condom à Riscle	15,800,000 00	37,731,586 00	53,531,586 00	1,634,847 75	19,099,217 25	20,734,065 00	106,350 25	647,615 75	753,966 00	1,741,198 00	19,746,833 00	21,488,031 00	14,058,802 00	17,984,753 00	32,043,555 00
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	5,808,746 76	8,808,746 76	324,252 49	2,678,729 36	3,002,981 85	22,550 46	110,915 40	133,465 86	346,802 95	2,789,644 76	3,136,447 71	2,653,197 05	3,019,102 00	5,672,299 05
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	11,433,550 59	15,433,550 59	422,303 10	6,458,897 80	6,881,200 90	25,316 20	171,289 54	196,605 74	447,619 30	6,630,187 34	7,077,806 64	3,552,380 70	4,803,363 25	8,355,743 95
TOTAL	137,100,000 00	383,016,847 87	520,116,847 87	16,528,361 58	227,115,361 54	243,643,723 12	932,709 20	5,456,208 08	6,388,917 28	17,461,070 78	232,571,569 62	250,032,640 40	119,638,929 22	150,445,278 25	270,084,207 47
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Vichy à Thiers	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	490,422 90	6,364,504 20	6,854,927 10	27,644 88	157,623 42	185,268 30	518,067 78	6,522,127 62	7,040,195 40	3,481,932 22	4,299,336 38	7,781,268 60
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	37,875,123 20	51,875,123 20	1,716,479 76	22,275,764 72	23,992,244 48	96,757 02	551,682 02	648,439 04	1,813,236 78	22,827,446 74	24,640,683 52	12,186,763 22	15,047,676 46	27,234,439 68
Thiers à Ambert	10,000,000 00	27,053,659 20	37,053,659 20	1,226,057 23	15,911,260 15	17,137,317 38	69,112 18	394,058 56	463,170 74	1,295,169 41	16,305,318 71	17,600,488 12	8,704,830 59	10,748,340 49	19,453,171 08
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	76,294,514 06	102,426,061 30	2,238,198 24	35,837,256 94	38,075,455 18	134,544 00	1,264,382 22	1,398,926 22	2,372,742 24	37,101,639 16	39,474,381 40	23,758,805 00	39,192,874 90	62,951,679 90
Crest à Aspres-les-Veynes	11,225,750 03	21,456,466 82	32,682,216 85	1,303,744 06	10,154,348 34	11,458,092 40	84,141 91	387,505 30	471,647 21	1,387,885 97	10,541,853 64	11,929,739 61	9,837,864 06	10,914,613 18	20,752,477 24
Suppression des passages à niveau	1,116,413 39	1,086,890 21	2,203,303 60	20,943 73	72,813 87	93,757 60	10,989 24	35,889 56	46,878 80	31,932 97	108,703 43	140,636 40	1,084,480 42	978,186 78	2,062,667 20
TOTAL	66,473,710 66	174,588,117 49	241,061,828 15	6,995,845 92	90,615,948 22	97,611,794 14	423,189 23	2,791,141 08	3,214,330 31	7,419,035 15	93,407,089 30	100,826,124 45	59,054,675 51	81,181,028 19	140,235,703 70
A reporter	204,691,105 30	558,589,319 56	763,280,424 86	23,548,967 66	317,804,305 36	341,353,273 02	1,368,891 68	8,283,233 79	9,652,125 47	24,917,859 34	326,087,539 15	351,005,398 49	179,773,245 96	232,501,780 41	412,275,026 37

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1915.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1915.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1914.			PENDANT L'ANNÉE 1914.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1915.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES. (Suite.)															
Report	204,691,105f 30c	558,589,319f 56c	763,280,424f 86c	23,548,967f 66c	317,804,305f 36c	341,353,273f 02c	1,368,891f 68c	8,283,233f 79c	9,652,125f 47c	24,917,859f 34c	326,087,539f 15c	351,005,398f 49c	179,773,245f 96c	232,501,780f 41c	412,275,026f 37c
COMPAGNIE DU NORD.															
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	11,801,705 16	16,301,705 16	770,813 28	7,902,529 85	8,673,343 13	41,646 20	167,350 02	208,996 22	812,459 48	8,069,879 87	8,882,339 35	3,687,540 52	3,731,825 29	7,419,365 81
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	28,520,787 60	39,395,787 60	1,862,798 77	19,097,780 53	20,960,579 30	100,644 85	404,429 35	505,074 20	1,963,443 62	19,502,209 88	21,465,653 50	8,911,556 38	9,018,577 72	17,930,134 10
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	4,000,000 00	10,292,697 74	14,292,697 74	607,845 26	6,440,608 42	7,048,453 68	35,454 55	160,335 83	195,790 38	643,299 81	6,600,944 25	7,244,244 06	3,356,700 19	3,691,753 49	7,048,453 68
Suppression des passages à niveau	1,116,327 48	753,618 39	1,869,945 87	32,252 91	63,641 75	95,894 66	16,824 20	31,123 13	47,947 33	49,077 11	94,764 88	143,841 99	1,067,250 37	658,853 51	1,726,103 88
TOTAL	20,491,327 48	51,368,808 89	71,860,136 37	3,273,710 22	33,504,560 55	36,778,270 77	194,569 80	763,238 33	957,808 13	3,468,280 02	34,267,798,88	37,736,078 90	17,023,047 46	17,101,010 01	34,124,057 47
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Libourne à Bergerac	4,656,170 00	13,960,422 34	18,616,592 34	602,627 89	8,812,660 19	9,415,288 08	31,929 66	182,054 16	213,983 82	634,557 55	8,994,714 35	9,629,271 90	4,021,612 45	4,965,707 99	8,987,320 44
Embranchement de Saint-Éloi															
Suppression des passages à niveau	1,116,133 90	1,000,970 75	2,117,104 65	23,281 24	70,812 30	94,093 54	12,200, 29	34,846 48	47,046 77	35,481 53	105,658 78	141,140 31	1,080,652 37	895,311 97	1,975,964 34
TOTAL	5,772,303 90	14,961,393 09	20,733,696 99	625,909 13	8,883,472 49	9,509,381 62	44,129 95	216,900 64	261,030 59	670,039 08	9,100,373 13	9,770,412 21	5,102,264 82	5,861,019 96	10,963,284 78
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.															
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	34,930,000 00	44,910,000 00	341,805 00	12,864,545 00	13,206,350 00	23,406 00	475,594 00	499,000 00	365,211 00	13,340,139 00	13,705,350 00	9,614,789 00	21,589,861 00	31,204,650 00
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	53,445,000 00	68,715,000 00	456,000 00	18,160,900 00	18,616,900 00	32,511 00	730,989 00	763,500 00	488,511 00	18 891,889 00	19,380,400 00	14,781,489 00	34,553,111 00	49,334,600 00
TOTAL	25,250,000 00	88,375,000 00	113,625,000 00	797,805 00	31,025,445 00	31,823,250 00	55,917 00	1,206,583 00	1,262,500 00	853,722 00	32,233,028 00	33,085,750 00	24,396,278 00	56,142,972 00	80,539,250 00
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.															
Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges	493,486 00	1,124,955 20	1,618,441 20	67,658 80	539,256 65	606,915 45	3,005 30	19,473 05	22,478 35	70,664 101	558,729 70	629,393 80	422,821 90	566,225 50	989,047 40
TOTAL GÉNÉRAL pour les avances	256,698,222 68	714,419,476 74	971,117,699 42	28,314,050 81	391,757,040 05	420,071,090 86	1,666,513 73	10,489,428 81	12,155,942 54	29,980,564 54	402,246,468 86	432,227,033 40	226,717,658 14	312,173,007 88	538,890,666 02
RÉCAPITULATION.															
Subventions	565,003,605 00	1,735,591,638 88	2,300,595,243 88	72,594,587 62	1,102,660,291 14	1,175,254,878 76	3,861,208 63	22,300,626 48	26,161,835 11	76,455,796 35	1,124,960,917 62	1,201,416,713 87	488,547,808 75	610,630,721 26	1,099,178,530 01
Avances	256,698,222 68	714,419,476 74	971,117,699 42	28,314,050 81	391,757,040 05	420,071,090 86	1,666,513 73	10,489,428 81	12,155,942 54	29,980,564 54	402,246,468 86	432,227,033 40	226,717,658 14	312,173,007 88	538,890,666 02
TOTAL GÉNÉRAL	821,701,827 68	2,450,011,115 62	3,271,712,943 30	100,908,638 43	1,494,417,331 19	1,595,325,969 62	5,527,722 36	32,790,055 29	38,317,777 65	106,436,360 79	1,527,207,386 48	1,633,643,747 27	715,265,466 89	922,803,729 14	1,638,069,196 03

IV. — *Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1915.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES AU 1er JANVIER 1915.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1915.			OBSERVATIONS.
	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	
Compagnie du Nord	23,739,904f 96c	71,860,136f 37c	95,600,041f 33c	10,778,376f 40c	37,736,078f 90c	48,514,455f 30c	12,961,528f 56c	34,124,057f 47c	47,085,586f 03c	
Compagnie de l'Est	318,113,293 50	2,101,748 84	320,215,042 34	155,315,077 51	146,633 64	155,461,711 15	162,798,215 99	1,955,115 20	164,753,331 19	
Compagnie de l'Ouest	"	"	"	"	"	"	"	"	"	Annuités supprimées des Comptes de la Dette publique (loi du 13 juillet 1908).
Compagnie d'Orléans	392,843,727 96	20,733,696 99	413,577,424 95	211,353,743 18	9,770,412 21	221,124,155 39	181,489,984 78	10,963,284 78	192,453,269 56	
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	1,241,518,933 90	241,061,828 15	1,482,580,762 05	656,067,755 94	100,826,124 45	756,893,880 39	585,451,177 96	140,235,703 70	725,686,881 66	
Compagnie du Midi	189,707,335 44	520,116,847 87	709,824,183 31	102,458,457 84	250,032,640 40	352,491,098 24	87,248,877 60	270,084,207 47	357,333 085 07	
Compagnies diverses	134,672,048 12	"	134,672,048 12	65,443,303 00	"	65,443,303 00	69,228,745 12	"	69,228,745 12	
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	113,625,000 00	113,625,000 00	"	33,085,750 00	33,085,750 00	"	80,539,250 00	80,539,250 00	
Syndicat de grande ceinture de Paris	"	1,618,441 20	1,618,441 20	"	629,393 80	629,393 80	"	989,047 40	989,047 40	
Compagnie de Fives-Lille	"	"	"	"	"	"	"	"	"	Capital amorti en 1913.
TOTAL	2,300,595,243 88	971,117,699 42	3,271,712,943 30	1,201,416,713 87	432,227,033 40	1,633,643,747 27	1,099,178,530 01	538,890,666 02	1,638,069,196 03	

V. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1915.*

DÉSIGNATION DES ANNÉES AUXQUELLES SE RAPPORTENT les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES ANNUELLES. SUBVENTIONS.	AVANCES.	TOTAL.	DURÉE des ENGAGEMENTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE pour chaque période.
1915 à 1949	26,161,835f 11c	12,155,942f 54c	38,317,777f 65c	35	1,341,122,217f 75c
1950	26,161,835 12	11,798,907 35	37,960,742 47	1	37,960,742 47
1951 à 1954	25,801,792 66	11,198,134 43	36,999,927 09	4	147,999,708 36
1955	21,731,837 24	11,149,256 55	32,881,093 79	1	32,881,093 79
1956	19,991,471 88	11,149,256 55	31,140,728 43	1	31,140,728 43
1957	3,522,910 50	4,400,627 69	7,923,538 19	1	7,923,538 19
1958	3,384,619 26	3,386,258 78	6,770,878 04	1	6,770,878 04
1959	2,789,701 68	2,845,254 42	5,634,956 10	1	5,634,956 10
1960	2,389,875 34	1,446,328 20	3,836,203 54	1	3,836,203 54
1961	334,879 96	1,262,500 00	1,597,379 96	1	1,597,379 96
1962 à 1976	»	1,262,500 00	1,262,500 00	15	18,937,500 00
1977	»	850,950 00	850,950 00	1	850,950 00
1978	»	536,100 00	536,100 00	1	536,100 00
1979	»	378,500 00	378,500 00	1	378,500 00
1980	»	300,200 00	300,200 00	1	300,200 00
1981	»	198,499 40	198,499 40	1	198,499 40
			TOTAL	67	1,638,069,196 03

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Casamozza à Fium' Orbo (Corse).

La somme de 9,980,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de onze règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. 0/0. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants :

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATES DES ÉCHÉANCES.	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à III.	1er janvier	2,209,000f	110,450f
IV à VI.	1er avril	2,286,000	114,300
VII et VIII.	1er juillet	1,196,000	59,800
IX.	17 septembre	2,952,000	147,600
X et XI.	1er octobre	1,337,000	66,850
	TOTAUX	9 980,000	499,000

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. o/o, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	791,000f	39,550f	1er janvier 1887	1er janvier 1976.
II.	27 juin 1887	877,000	43,850	1er janvier 1888	1er janvier 1977.
III.	5 avril 1888	541,000	27,050	1er janvier 1889	1er janvier 1978.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	2,209,000	110,450		
IV.	5 août 1886	643,000	32,150	1er avril 1887	1er avril 1976.
V.	6 août 1887	1,074,000	53,700	1er avril 1888	1er avril 1977.
VI.	30 juin 1888	569,000	28,450	1er avril 1889	1er avril 1978.
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	2,286,000	114,300		
VII.	23 décembre 1886	350,000	17,500	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
VIII.	25 octobre 1887	846,000	42,300	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	1,196,000	59,800		
IX.	6 octobre 1888	2,952,000	147,600	17 septembre 1889	17 septembre 1976
X.	1er mai 1887	1,021,000	51,050	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XI.	4 février 1888	316,000	15,800	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	1,337,000	66,850		
	TOTAL GÉNÉRAL	9,980,000	499,000		

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse).

La somme de 15,270,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de vingt et un règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. 0/0. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants.

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATE DES ÉCHÉANCES	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à V.	1er janvier.....	3,310,000f	165,500f
VI.	15 février.....	3,970,000	198,500
VII à XI.	1er avril.....	3,205,000	160,250
XII à XVI.	1er juillet.....	2,525,000	126,250
XVII à XXI.	1er octobre.....	2,260,000	113,000
	TOTAUX.....	15,270,000	763,500

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. o/o, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	740,000f	37,000f	1er janv. 1887	1er janv. 1976.
II.	27 juin 1887	805,000	40,250	1er janv. 1888	1er janv. 1977.
III.	5 avril 1888	866,000	43,300	1er janv. 1889	1er janv. 1978.
IV.	13 mai 1889	363,000	18,150	1er janv. 1890	1er janv. 1979.
V.	28 avril 1890	536,000	26,800	1er janv. 1891	1er janv. 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	3,310,000	165,500		
VI.	20 mars 1891. — Échéance de février	3,970,000	198,500	15 février 1892	15 février 1981.
VII.	5 août 1886	537,000	26,850	1er avril 1887	1er avril 1976.
VIII.	6 août 1887	955,000	47,750	1er avril 1888	1er avril 1977.
IX.	30 juin 1888	671,000	33,550	1er avril 1889	1er avril 1978.
X.	16 juillet 1889	413,000	20,650	1er avril 1890	1er avril 1979.
XI.	10 juin 1890	629,000	31,450	1er avril 1891	1er avril 1980
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	3,205,000	160,250		
XII.	23 décembre 1886	800,000	40,000	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
XIII.	25 octobre 1887	863,000	43,150	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
XIV.	8 novembre 1888	130,000	6,500	1er juillet 1889	1er juillet 1978.
XV.	30 septembre 1889	380,000	19,000	1er juillet 1890	1er juillet 1979.
XVI.	9 octobre 1890	352,000	17,600	1er juillet 1891	1er juillet 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	2,525,000	126,250		
XVII.	1er mars 1887	397,000	19,850	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XVIII.	4 février 1888	561,000	28,050	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
XIX.	15 février 1889	375,000	18,750	1er octobre 1889	1er octobre 1978.
XX.	9 janvier 1890	410,000	20,500	1er octobre 1890	1er octobre 1979.
XXI.	11 mars 1891	517,000	25,850	1er octobre 1891	1er octobre 1980.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	2,260,000	113,000		
	TOTAL GÉNÉRAL	15,270,000	763,500		

ANNUITÉS DUES AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER
POUR PAYEMENT DES GARANTIES D'INTÉRÊTS
AFFÉRENTES AUX ANNÉES D'EXPLOITATION 1871 ET 1872.

Les garanties afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872 ont été, moyennant un accord intervenu entre le Gouvernement et les Compagnies énumérées ci-dessous, converties en annuités représentant les charges des obligations émises pour réaliser les sommes dues par l'État.

Ces annuités comprennent : 1° une partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations; 2° une somme annuelle constante destinée à tenir compte aux compagnies des droits de timbre et des frais d'administration des titres émis par elles pour la réalisation du capital de la garantie.

Le compte des annuités dont il s'agit est développé ci-après pour chaque Compagnie intéressée.

Le service des dépenses afférentes à ces annuités a été transporté du budget du Ministère des travaux publics à celui des finances par la loi du 29 décembre 1888.

I. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

Capital de la garantie de 1871	10,239,425f 01c
Capital de la garantie de 1872	1,784,846 85
TOTAL	12,024,271 86

Les 67 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 134 termes semestriels égaux, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 134e terme le 1er juillet 1954.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations	607,559f 10c	110,008f 58c	717 567f 68c
2° Somme annuelle constante représentant les droits de timbre et les frais d'administration	14,628 45	2,654 40	17,282 85
	622,187 55	112,662 98	734,850 53

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe	358,783f 84c
2° Frais de timbre et d'administration	8,641 425
TOTAL	367,425 265

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 029,587,305 pour 1 franc.

Le capital à amortir primitivement était de	12,024,271f 86c
Le capital amorti au 31 juillet 1887 étant de	141,696 86
Il ne restait plus à amortir après l'échéance du 31 juillet 1887, c'est-à-dire du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954, que	11,882,575 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'applipuent les 134 termes semestriels de 358,783 fr. 84.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer de l'Est se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine de l'opération au 31 décembre 1887	141,696f 86c	10,672,629f 19c	10,814,326f 05c
2° Du 1er janv. 1888 au 1er juillet 1954, 67 annuités de 734,850 fr. 53. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888.)	11,882,575 00	37,352,410 51	49,234,985 51
TOTAUX	12,024,271 86	48,025,039 70	60,049,311 56

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1915 figure ci-après, page 118.

II. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER D'ORLÉANS.

Capital de la garantie de 1871	7,710,144f 07c
Capital de la garantie de 1872	9,973,645 36
TOTAL	17,683,789 43

Les 64 annuités restant dues après l'échéance du 1er janvier 1887 seront payées en 128 termes semestriels égaux, le premier échéant le 1er juillet 1887 et le 128e le 1er janvier 1951

Les annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement.....	460,841f 30c	605,941f 69c	1,066,782f 99c
2° Somme annuelle constante représentant les frais de timbre et d'administration.....	10,331 44	13,730 37	24,061 81
TOTAL.....	471,172 74	619,672 06	1,090,844 80

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	533,391f 495
2° Frais de timbre et d'administration.....	12,030 905
TOTAL.....	545,422 40

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 02986513 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	17,683,789f 43c
Le capital amorti au 1er janvier 1887 étant de.....	236,824 43
Il ne reste plus à amortir après l'échéance du 1er janvier 1887, c'est-à-dire du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, que.....	17,446,965 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 128 termes semestriels de 533,391 fr. 495.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie du chemin de fer d'Orléans se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 1er janvier 1887.....	236,824f 43c	14,803,634f 67c	15,040,459f 10c
2° Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, 128 termes semestriels de 545,422 fr. 40 chacun. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887.).....	17,446,965 00	52,367,102 20	69,814,067 20
TOTAUX.....	17,683,789 43	67,170,736 87	84,854,526 30

La situation des dépenses au 1er janvier 1915 figure ci-après, page 118.

III. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Capital de garantie de 1871	2,533,215f 55c
Capital de garantie de 1872	2,499,723 51
TOTAL	5,032,939 06

Les 73 annuités restant dues après le 31 décembre 1885 seront payées en un seul terme annuel le 1er janvier, le premier terme échéant le 1er janvier 1887 pour l'année 1886 et le 73e terme le 1er janvier 1959 pour l'année 1958.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement	147,994f 31c	153,538f 92c	301,533f 23c
2° Somme annuelle représentant les droits de timbre et les frais d'administration	3,322 45	3,419 02	6,741 47
TOTAUX	151,316 76	156,957 94	308,274 70

Le taux de l'intérêt annuel est de 0 fr. 059504755 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de	5,032,939f 06c
Le capital amorti au 31 décembre 1886 étant de	40,078 06
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 qu'une somme de	4,992,861 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux désigné ci-dessus que s'appliquent les 73 termes annuels de 301,533 fr. 23.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 1er janvier 1886	40,078f 06c	3,962,968f 14c	4,003,046f 20c
2° Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959, 73 termes annuels de 308 274 fr. 90. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888.)	4,992,861 00	17,511,192 10	22,504,053 10
TOTAUX	5,032,939 06	21,474,160 24	26,507 099 30

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1915 figure ci-après, page 118.

IV. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI.

Capital de garantie de 1872 ..... 5,602,359f 28c

Les 70 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 140 termes semestriels égaux les 1er janvier et 1er juillet, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 140e terme le 1er juillet 1957.

Garantie de 1872 :

1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement.....	340,915f 54c
2° Somme annuelle représentant les frais de timbre et d'administration.....	7,417 16
TOTAL.....	348,332 70

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	170,457 77
2° Frais de timbre et d'administration.....	3,708 58
TOTAL.....	174,166 35

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 03022147 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	5,602,359 28
Le capital amorti au 1er juillet 1887 étant de.....	49,371 28
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957 qu'une somme de.....	5,552,988 00

C'est à cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 140 termes semestriels de 170,457 fr. 77.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer du Midi se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 31 décembre 1887.....	49,371f 28c	4,729,828f 32c	4,779,199f 60c
2° Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957. 70 annuités de 348,332f 70 chacune. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887.).....	5,552,988 00	18,830,301 00	24,383,289 00
TOTAUX.....	5,602,359 28	23,560,129 32	29,162,488 60

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1915 figure ci-après, page 118.

V. RELEVÉ ET COMPOSITION DES ANNUITÉS.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	SERVICE DES INTÉRÊTS et de l'amortissement.	DROITS DE TIMBRE et frais de négociation des obligations.	MONTANT des ANNUITÉS.	DURÉE DES ENGAGEMENTS.
Compagnie de l'Est.....	717,567f 68c	17,282f 85c	734,850f 53c	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954. — 67 ans (A).
Compagnie d'Orléans.....	1,066,782 99	24,061 81	1,090,844 80	Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951. — 64 ans (B).
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.....	301,533 23	6,741 47	308,274 70	Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959. — 73 ans (C).
Compagnie du Midi.....	340,915 54	7,417 16	348,332 70	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957. — 70 ans (D).
TOTAUX.....	2,426,799 44	55,503 29	2,482,302 73	

(A) Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888. Convention du 11 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(B) Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887. Convention du 28 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(C) Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888. Conventions des 9 juin 1866 et 17 juin 1867. Loi et décret du 22 septembre 1887.
(D) Arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887. Conventions des 28 juillet 1872 et 9 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.

VI. ÉTAT DES ANNUITÉS RESTANT À PAYER AU 1er JANVIER 1915.

DÉSIGNATION des années auxquelles se rapportent les dépenses.	MONTANT des dépenses annuelles.	DURÉE des engagements.	MONTANT des dépenses pour chaque période.	OBSERVATIONS.
De 1915 à 1950.....	2,482,302f 73c	36 ans.	89,362,898f 28c	Les quatre annuités.
Année 1951.....	1,936,880 33	1 an.	1,936 880 33	Pendant cette année, il ne sera payé qu'un seul semestre de l'annuité afférente à la Compagnie d'Orléans.
De 1952 à 1954.....	1,391,457 93	3 ans.	4,174,373 79	Trois annuités : Est.–Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
De 1955 à 1957.....	656,607 40	3 ans.	1,969,822 20	Deux annuités : Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
Années 1958 et 1959.....	308,274 70	2 ans.	616,549 40	Une seule annuité : Paris-Lyon-Méditerranée.
Totaux.....		45 ans.	98,060,524 00	

VII. — SITUATION DES DÉPENSES AU 1er JANVIER 1915.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES à effectuer.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT à l'année 1914.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT l'année 1914.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT à l'année 1915.	MONTANT DES DÉPENSES restant à effectuer à compter du 1er janvier 1915.
1° Capital.					
Compagnie de l'Est	12,024,271f86c	1,008,059f86c	66,660f00c	1,074,719f 86c	10,949,552f00c
Compagnie d'Orléans	17,683,789 43	1,788,747 43	119,121 00	1,907,868 43	15,775,921 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	5,032,939 06	320,415 06	21,116 00	341,531 06	4,691,408 00
Compagnie du Midi	5,602,359 28	372,662 28	25,192 00	397,854 28	5,204,505 00
Totaux	40,343,359 63	3,489,884 63	232,089 00	3,721,973 63	36,621,386 00
2° Intérêts, droits de timbre et frais d'émission des obligations.					
Compagnie de l'Est	48,025,039 70	28,912,379 97	668,190 53	29,580,570 50	18,444,469 20
Compagnie d'Orléans	67,170,736 87	42,159,098 87	971,723 80	43,130,822 67	24,039,914 20
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	21,474,160 24	12,006,048 04	287,158 70	12,293,206 74	9,180,953 50
Compagnie du Midi	23,560,129 32	13,463,187 52	323,140 70	13,786,328 22	9,773,801 10
Totaux	160,230,066 13	96,540,714 40	2,250,213 73	98,790,928 13	61,439,138 00
3° Total des dépenses.					
Compagnie de l'Est	60,049,311 56	29,920,439 83	734,850 53	30,655,290 36	(A) 29,394,021 20
Compagnie d'Orléans	84,854,526 30	43,947,846 30	1,090,844 80	45,038,691 10	(B) 39,815,835 20
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	26,507,099 30	12,326,463 10	308,274 70	12,634,737 80	(C) 13,872,361 50
Compagnie du Midi	29,162,488 60	13,835,849 80	348,332 70	14,184,182 50	(D) 14,978,306 10
Totaux	200,573,425 76	100,030,599 03	2,482,302 73	102,512,901 76	98,060,524 00

(A) 41 annuités de 734,850 fr. 53 du 1er janvier 1915 au 1er juillet 1954.
(B) 37 annuités 1/2 de 1,090,844 fr. 80 du 1er janvier 1915 au 1er janvier 1951.
(C) 46 annuités de 308,274 fr. 70 du 1er janvier 1915 au 1er janvier 1959.
(D) 44 annuités de 348,332 fr. 70 du 1er janvier 1915 au 1er juillet 1957.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE DU TRÉSOR
VIS-À-VIS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
AU 1er JANVIER 1902.

(CHAPITRE 10 DU BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES.)

EXERCICE 1914.

LOI DU 30 MARS 1902, ART. 41.

. . . . . .

« A dater du 1er janvier 1902, il sera fait masse des capitaux encore dus par le Trésor aux diverses caisses gérées par la Caisse des Dépôts et Consignations, en raison des avances consenties par elles aux titres ci-après :

« 1° Conversion de l'Emprunt Morgan (loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, lois des 26 décembre 1892 et 26 décembre 1895);

« 2° Suppléments de pensions militaires (loi du 18 août 1881);

« 3° Liquidation des Caisses vicinale et scolaire (lois des 26 juillet 1893 et 28 décembre 1895);

« 4° Expéditions de Madagascar et du Siam (lois des 7 décembre 1894, 28 décembre 1895, 25 avril 1896 et 8 janvier 1897);

« 5° Indemnités de rachat à la Compagnie du canal du Midi (loi du 27 novembre 1897);

« La Caisse des Dépôts et Consignations recevra en payement des obligations amortissables productives d'un intérêt de trois pour cent (3 p. 0/0) et remboursables au moyen de quarante-quatre demi-annuités, dont la première sera à l'échéance du 16 mai 1902 et la dernière à celle du 16 novembre 1923.

« Est abrogé l'article 2 de la loi du 27 novembre 1897. »

En exécution de ces dispositions, les sommes dues par le Trésor à la Caisse des Dépôts et Consignations, à la date du 1er janvier 1902, ont été arrêtées au chiffre de 785,565,019 fr. 84 c. suivant détail ci-après :

Caisses vicinale et scolaire	415,670,721f 79c
Expéditions de Madagascar et du Siam	83,493,000 00
Suppléments de pensions militaires	89,357,660 60
Emprunt Morgan	168,967,937 45
Rachat du canal du Midi (principal et intérêts)	28,075,700 00
TOTAL ÉGAL	785,565,019 84

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT ANTÉRIEUR À 1914.	AMORTISSEMENT PENDANT l'année 1914.	TOTAL DES AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1915.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
CHAPITRE 10. Remboursement de la Dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902	785,565,019 84	364,415,019 84	36,650,000 00	401,065,019 84	384,500,000 00

Ci-après le tableau d'amortissement de la créance de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette annuité est calculée au taux de 3 p. 0/0.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE DU TRÉSOR

VIS-À-VIS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS AU 1er JANVIER 1902.

(Loi de finances du 30 mars 1902. — Article 41.)

TERMES SEMESTRIELS.	ANNÉES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT.	INTÉRÊTS.	MONTANT DES ANNUITÉS.	NOMBRE de SÉRIES AMORTIES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
1	1902	785,565,019 84	12,665,019 84	12,839,524 89	(A)25,504,544 73	253 1/2	(A) Les reversements effectués par la Caisse des dépôts sur le montant de l'annuité ordonnancée, ci 25,504,544f 73c ont été de..... 1,746,073 14
2		772,900,000	12,900,000	11,593,500	24,493,500	258	
3	1903	760,000,000	13,100,000	11,400,000	24,500,000	262	ce qui ramène à.... 23,758,471 59 le chiffre des payements.
4		746,900,000	13,300,000	11,203,500	24,503,500	266	
5	1904	733,600,000	13,500,000	11,004,000	24,504,000	270	
6		720,100,000	13,700,000	10,801,500	24,501,500	274	
7	1905	706,400,000	13,900,000	10,596,000	24,496,000	278	
8		692,500,000	14,150,000	10,387,500	24,537,500	283	
9	1906	678,350,000	14,350,000	10,175,250	24,525,250	287	Ces reversements ont été motivés par la différence de jouissance des diverses annuités.
10		664,000,000	14,550,000	9,960,000	24,510,000	291	
11	1907	649,450,000	14,800,000	9,741,750	24,541,750	296	
12		634,650,000	15,000,000	9,519,750	24,519,750	300	
13	1908	619,650,000	15,200,000	9,294,750	24,494,750	304	
14		604,450,000	15,450,000	9,066,750	24,516,750	309	
15	1909	589,000,000	15,700,000	8,835,000	24,535,000	314	
16		573,300,000	15,900,000	8,599,500	24,499,500	318	
17	1910	557 400,000	16,150,000	8,361,000	24,511,000	323	
18		541,250,000	16,400,000	8,118,750	24,518,750	328	
19	1911	524,850,000	16,650,000	7,872,750	24,522,750	333	
20		508,200,000	16,900,000	7,623.000	24,523,000	338	
21	1912	491,300,000	17,150,000	7,369,500	24,519,500	343	
22		474,150,000	17,400,000	7,112,250	24,512,250	348	
23	1913	456,750,000	17,650,000	6,851,250	24,501,250	353	
24		439,100,000	17,950,000	6,586,500	24,536,500	359	
25	1914	421,150,000	18,200.000	6,317,250	24,517,250	364	
26		402,950,000	18,450,000	6,044,250	24,494,250	369	
27	1915	384,500,000	18,750,000	5,767,500	24,517,500	375	
28		365,750,000	19,050,000	5,486,250	24,536,250	381	
29	1916	346,700,000	19,300,000	5,200,500	24,500,500	386	
30		327,400,000	19,600,000	4,911,000	24,511,000	392	
31	1917	307,800.000	19,900,000	4,617,000	24,517,000	398	
32		287,900,000	20,200,000	4,318,500	24,518,500	404	
33	1918	267,700,000	20,550,000	4,015,500	24,565,500	411	
34		247,150,000	20,850,000	3,707,250	24,557.250	417	
35	1919	226,300,000	21,150,000	3.394,500	24,544,500	423	
36		205,150,000	21,450,000	3,077.250	24,527,250	429	
37	1920	183,700,000	21.800,000	2,755,500	24,555,500	436	
38		161,900.000	22.100,000	2,428,500	24,528,500	442	
39	1921	139,800,000	22.450,000	2,097,000	24,547,000	449	
40		117,350,000	22.800,000	1,760 250	24,560,250	456	
41	1922	94,550,000	23,100,000	1,418,250	24,518,250	462	
42		71,450,000	23,450,000	1,071,750	24,521,750	469	
43	1923	48,000,000	23,800,000	720,000	24,520,000	476	
44		24,200,000	24,200,000	363,000	24,563,000	484	

ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

AMORTISSEMENT DE LA RENTE 3 P. 0/0 ÉMISE EN 1901.

(CHAPITRE 3 DU BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES.)

La loi de finances du 31 décembre 1907 (art. 24 et 25) a autorisé l'annulation au Grand-Livre de la dette publique d'un titre de rente 3 p. o/o de 7,950,000 francs, portant jouissance du 1er octobre 1907 et représentant un capital nominal de 265,000,000 francs.

Cette inscription, cédée par la Caisse des Dépôts et Consignations par prélèvement sur le portefeuille de la Caisse d'épargne postale, doit lui être remboursée au moyen de cinquante-sept demi-annuités semestrielles, la première venant à échéance le 1er avril 1908 et la dernière, le 1er avril 1936.

Le montant de ces demi-annuités, représentées par des obligations du Trésor, est fixé ainsi qu'il suit :

De 1908 à 1910	5,500,000 francs.
De 1911 à 1914	5,800,000 —
En 1915	6,800,000 —
De 1916 à 1931	7,150,000 —
De 1932 à 1935	10,350,000 —
En 1936 (un semestre)	6,726,312 fr. 85.

SITUATION AU 1er JANVIER 1915.

Les dépenses à effectuer s'élèvent à		411,326,312f 85c
se décomposant ainsi :		
Capital	265,000,000f 00c	
Intérêts	146,326,312 85	
Remboursements effectués antérieurement à 1914	67,800,000 00	79,400,000f 00c
Remboursements effectués en 1914	11,600,000 00	
Dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1915		331,926,312 85

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Capital à amortir		265,000,000f 00c
Capital amorti antérieurement à 1914	21,756,712f 77c	26,091,684 43
Capital amorti pendant l'année 1914	4,334,971 66	
Reste à amortir au 1er janvier 1915		238,908,315f57c

Ci-après le tableau d'amortissement de la créance de la Caisse des Dépôts et Consignations. L'annuité est calculée au taux de 3 p. o/o.

ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

AMORTISSEMENT DE LA RENTE 3 P. 0/0 ÉMISE EN 1901.

ÉCHÉANCES des SEMESTRIALITÉS.		MONTANT DES SEMESTRIALITÉS. TOTAL.	INTÉRÊTS.	CAPITAL.	CAPITAL RESTANT À REMBOURSER.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
					265,000,000 00
1908.	Avril	5,500,000 00	3,975,000 00	1,525,000 00	263,475,000 00
	Octobre	5,500,000 00	3,952,125 00	1,547,875 00	261,927,125 00
1909.	Avril	5,500,000 00	3,928,906 87	1,571,093 13	260,356,031 87
	Octobre	5,500,000 00	3,905,340 47	1,594,659 53	258,761,372 34
1910.	Avril	5,500,000 00	3,881,420 58	1,618.579 42	257,142,792 92
	Octobre	5,500,000 00	3,857,141 89	1,642,858 11	255,499,934 81
1911.	Avril	5,800,000 00	3,832,499 02	1,967,500 98	253,532,433 83
	Octobre	5,800,000 00	3,802,986 50	1,997,013 50	251,535,420 33
1912.	Avril	5,800,000 00	3,773,031 30	2,026 968 70	249.508,451 63
	Octobre	5,800,000 00	3,742,626 77	2,057,373 23	247,451,078 40
1913.	Avril	5,800,000 00	3,711,766 17	2,088,233 83	245,362,844 57
	Octobre	5,800,000 00	3,680,442 66	2,119,557 34	243,243,287 23
1914.	Avril	5,800,000 00	3,648,649 30	2,151,350 70	241,091,936 53
	Octobre	5,800,000 00	3,616,379 04	2,183,620 96	238,908,315 57
1915.	Avril	6,800,000 00	3,583,624 73	3,216,375 27	235,691,940 30
	Octobre	6,800,000 00	3,535,379 10	3,264,620 90	232,427,319 40
1916.	Avril	7,150,000 00	3,486,409 79	3,663,590 21	228,763,729 19
	Octobre	7,150,000 00	3,431,455 93	3,718,544 07	225,045,185 12
1917.	Avril	7,150,000 00	3,375,677 77	3,774,322 23	221,270,862 89
	Octobre	7,150,000 00	3,319,062 94	3,830,937 06	217,439,925 83
1918.	Avril	7,150,000 00	3,261,598 88	3,888,401 12	213,551,524 71
	Octobre	7,150,000 00	3,203,272 87	3,946,727 13	209,604,797 58
1919.	Avril	7,150,000 00	3,144,071 96	4,005,928 04	205,598,869 54
	Octobre	7,150,000 00	3,083,983 04	4,066,016 96	201,532,852 58
1920.	Avril	7,150,000 00	3,022,992 78	4,127,007 22	197,405,845 36
	Octobre	7,150,000 00	2,961,087 68	4,188,912 32	193,216,933 04
1921.	Avril	7,150,000 00	2,898,253 99	4,251,746 01	188,965,187 03
	Octobre	7,150,000 00	2,834,477 80	4,315,522 20	184,649,664 83
1922.	Avril	7,150,000 00	2,769,744 97	4,380,255 03	180,269,409 80
	Octobre	7,150,000 00	2,704,041 14	4,445,958 86	175,823,450 94
	A reporter	193,100,000 00	103,923,450 94	89,176,549 06	

ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

AMORTISSEMENT DE LA RENTE 3 P. 0/0 ÉMISE EN 1901. (*Suite.*)

ÉCHÉANCES des SEMESTRIALITÉS.	MONTANT DES SEMESTRIALITÉS. TOTAL.	INTÉRÊTS.	CAPITAL.	CAPITAL RESTANT À REMBOURSER.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report.....	193,100,000 00	103,923,450 94	89,176,549 06	
1923. Avril.....	7,150,000 00	2,637,351 76	4,512,648 24	171,310,802 70
1923. Octobre.....	7,150,000 00	2,569,662 04	4,580,337 96	166,730,464 74
1924. Avril.....	7,150,000 00	2,500,956 97	4,649,043 03	162,081,421 71
1924. Octobre.....	7,150,000 00	2,431,221 32	4,718,778 68	157,362,643 03
1925. Avril.....	7,150,000 00	2,360,439 64	4,789,560 36	152,573,082 67
1925. Octobre.....	7,150,000 00	2,288,596 24	4,861,403 76	147,711,678 91
1926. Avril.....	7,150,000 00	2,215,675 18	4,934,324 82	142,777,354 09
1926. Octobre.....	7,150,000 00	2,141,660 31	5,008,339 69	137,769,014 40
1927. Avril.....	7,150,000 00	2,066,535 21	5,083,464 79	132,685,549 61
1927. Octobre.....	7,150,000 00	1,990,283 24	5,159,716 76	127,525,832 85
1928. Avril.....	7,150,000 00	1,912,887 49	5,237,112 51	122,288,720 34
1928. Octobre.....	7,150,000 00	1,834,330 80	5,315,669 20	116,973,051 14
1929. Avril.....	7,150,000 00	1,754,595 76	5,395,404 24	111,577,646 90
1929. Octobre.....	7,150,000 00	1,673,664 70	5,476,335 30	106,101,311 60
1930. Avril.....	7,150,000 00	1,591,519 67	5,558,480 33	100,542,831 27
1930. Octobre.....	7,150,000 00	1,508,142 46	5,641,857 54	94,900,973 73
1931. Avril.....	7,150,000 00	1,423,514 60	5,726,485 40	89,174,488 33
1931. Octobre.....	7,150,000 00	1,337,617 32	5,812,382 68	83,362,105 65
1932. Avril.....	10,350,000 00	1,250,431 58	9,099,568 42	74,262,537 23
1932. Octobre.....	10,350,000 00	1,113,938 05	9,236,061 95	65,026,475 28
1933. Avril.....	10,350,000 00	975,397 12	9,374,602 88	55,651,872 40
1933. Octobre.....	10,350,000 00	834,778 08	9,515,221 92	46,136,650 48
1934. Avril.....	10,350,000 00	692,049 75	9,657,950 25	36,478,700 23
1934. Octobre.....	10,350,000 00	547,180 50	9,802,819 50	26,675,880 73
1935. Avril.....	10,350,000 00	400,138 21	9,949,861 79	16,726,018 94
1935. Octobre.....	10,350,000 00	250,890 28	10,099,109 72	6,626,909 22
1936. Avril.....	6,726,312 85	99,403 63	6,626,909 22	"
TOTAUX.....	411,326,312 85	146,326,312 85	265,000,000 00	

ANNUITÉS AU CRÉDIT FONCIER,

POUR LE SERVICE DES EMPRUNTS

CONTRACTÉS EN EXÉCUTION DE LA CONVENTION ANNEXÉE À LA LOI DU 23 JUILLET 1909.

(TREMBLEMENTS DE TERRE DU 11 JUIN 1909.)

En vertu d'une convention approuvée par la loi du 23 juillet 1909, l'État s'est engagé à rembourser au Crédit Foncier de France, jusqu'à concurrence des 3/5es, le montant des prêts que cet établissement a été autorisé à faire dans certaines conditions spéciales, pour la reconstruction ou la réparation des bâtiments appartenant à des particuliers et des édifices publics départementaux et communaux détruits ou endommagés par le tremblement de terre survenu le 11 juin 1909 dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse.

Le montant de ces prêts a été limité à 9 millions pour les particuliers et à 1 million pour les départements et les communes des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse.

En exécution de l'article 2 de la convention précitée, l'État doit prendre intégralement à sa charge pendant les cinq premières années, du 1er septembre 1909 au 1er septembre 1914, l'intérêt à 3.85 p. 100 de la somme de 9 millions qui pourra être empruntée par les particuliers. A partir du 1er septembre 1914, commencera l'amortissement du capital qui s'effectuera en 40 annuités égales de 442,835 francs chacune calculée au taux de 3.85 p. 100.

Toutefois, l'article 2 de la convention stipule que l'État, en dehors des 3/5es de l'annuité qu'il a pris à sa charge, s'est porté garant des payements des 2/5es dus par les emprunteurs. Il devra donc rembourser l'intégralité de ces prêts en cas de non-payement par les particuliers de la fraction qui leur incombe.

En ce qui concerne les emprunts, pouvant s'élever à 1 million, à contracter par les départements et les communes des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, leur amortissement a commencé, par suite du retard apporté à la réalisation de ces prêts, le 31 décembre 1911, ainsi qu'il résulte d'un avenant au traité passé avec le Crédit Foncier, approuvé par la loi du 26 décembre 1911.

Ces emprunts seront réalisés au taux de 3.80 p. 100. L'amortissement du capital s'effectuera en 40 annuités de 48,834 francs.

A la date du 31 décembre 1914, les prêts consentis par le Crédit Foncier dans les conditions de la loi et de la convention précitées s'élevaient, pour les particuliers, à 2,094 d'un montant de 8,790,670 fr., et pour les départements et communes, à 40 d'un montant de 997,220 francs.

Le relevé des prêts, ainsi que les sommes dont l'amortissement est à la charge de l'État, se trouvent indiqués dans les tableaux ci-après :

PRÊTS AUX PARTICULIERS.

DÉSIGNATION.	BOUCHES-DU-RHÔNE.		VAUCLUSE.		ENSEMBLE.		3/5es DES PRÊTS À LA CHARGE de l'État.
	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	
Prêts consentis au 31 décembre 1913.....	1,933	8,645,889f 00c	160	143,631f 00c	2,093	8,789,520f 00c	5,273,712f 00c
Prêts consentis en 1914.	1	1,150 00	//	//	1	1,150 00	690 00
Prêts consentis au 31 décembre 1914.....	1,934	8,647,039 00	160	143,631 00	2,094	8,790,670 00	5,274,402 00

PRÊTS AUX DÉPARTEMENTS ET COMMUNES.

DÉSIGNATION.	BOUCHES-DU-RHÔNE.		VAUCLUSE.		ENSEMBLE.		3/5es DES PRÊTS À LA CHARGE de l'État.
	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	
Prêts consentis au 31 décembre 1913.....	34	969,670f 00c	6	27,550f 00	40	997,220f 00c	598,332f 00c
Prêts consentis en 1914.	//	//	//	//	//	//	//
Prêts consentis au 31 décembre 1914.....	34	969,670 00	6	27,550 00	40	997,220 00	598,332 00
Capital amorti par les versements semestriels de l'État au 31 décembre 1913.....						13,338 66	20,394 16
— — pendant l'année 1914.....						7,055 50	
SOLDE au 31 décembre 1914.....							577,937 84

SITUATION DE LA DETTE AU 31 DÉCEMBRE 1914.

Prêts aux particuliers, 3/5es à la charge de l'État.....	5,274,402f 00c
Prêts aux départements et communes, 3/5es à la charge de l'État.....	577,937 84
La dette du Trésor s'élève, en conséquence, à.....	5,852,339 84

Elle est susceptible de s'accroître ultérieurement du fait de la caution de l'État sur les 2/5es restant, en cas de non-remboursement par les emprunteurs.

REMBOURSEMENT À LA DETTE FLOTTANTE

DES AVANCES FAITES POUR LA LIQUIDATION DES CAISSES DES CHEMINS VICINAUX ET DES LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES PRIMAIRES.

Ce chapitre comprend exclusivement la portion des avances de l'espèce encore à la charge de la dette flottante.

Les annuités de remboursement ont cessé de figurer au budget depuis 1903; mais, par application de la loi de finances du 8 avril 1910 (art. 79), on a affecté à l'atténuation de cette dette le reliquat disponible de l'excédent de recette de l'exercice 1907, s'élevant à 53,672,575 fr. 10. Cette opération a été effectuée pendant l'année 1910.

La somme à amortir, au 1er janvier 1915, est indiquée dans le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT		TOTAL des AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1915.
		ANTÉRIEUR à 1914.	PENDANT l'année 1914.		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
CHAPITRE . — Remboursement à la dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires . . .	97,193,000 00	72,573,965 39	"	72,573,965 39	24,619,034 61

COMPTE DES ANNUITÉS

CANAUX D'ORLÉANS

Dispositions législatives

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

EXTRAIT DE LA LOI DU 20 MAI 1863.

ART. 1er. Une somme de 16 millions de francs est affectée au rachat des droits attribués à la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing par le décret du 16 mars 1810, droits représentés par les actions, dont le prix a été fixé par la Commission spéciale instituée par décret impérial du 23 avril 1861.

ART. 2. Chaque action a droit à un quatorze-centième de la somme de 16 millions de francs ci-dessus fixée. Une somme de 660 fr. 91 cent., valeur au 1er septembre 1860, est acquise, pendant trente ans à chacune des actions possédées à titre privé à cette époque. Pareille annuité est acquise et à partir de l'extinction des dotations auxquelles elles étaient affectées, aux actions qui ont fait ou qui feront retour postérieurement au 1er septembre 1860.

ART. 3. Les actions possédées à titre privé par le domaine de l'État au 1er septembre 1860 et celles qui lui ont été ou lui seront ultérieurement attribuées sont ou seront annulées de plein droit et ne donneront lieu à aucun remboursement.

ART. 4. Une somme de 571 fr. 42 cent., représentant les intérêts au taux de 5 p. 0/0 de celle de 11,428 fr. 57 c., revenant à chacune des 1,400 actions, est acquise à partir du 1er septembre 1860, et jusqu'au jour où elle fera retour, à chacune des actions dont la jouissance est affectée à une dotation.

ART. 6. Les payements à titre d'indemnité provisoire, autorisés par la loi du 1er août 1860, continueront à être effectués en 1863 d'après les mêmes bases; il sera fait compensation de ces payements, jusqu'à due concurrence, avec les annuités acquises aux actions.

Le payement intégral des annuités fixées par les articles 2 et 4 de la présente loi ne commencera qu'à partir du 1er septembre 1864.

ART. 8. Sont abrogées toutes les dispositions contraires, et notamment le titre Ier du décret du 16 mars 1810.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 12 MARS 1864.

ART. 1er. La Société des canaux d'Orléans et du Loing est dissoute.....

ART. 2. Les actionnaires à titre privé ayant la propriété entière de leurs actions recevront du Trésor un titre nominatif représentant l'annuité à laquelle ils ont droit en vertu de l'article 2 de la loi du 20 mai 1863.

Les actions affectées à des dotations et qui feront retour aux propriétaires privés donneront lieu à la délivrance de pareils titres d'annuités.

ART. 3. Ces annuités seront inscrites au Grand-Livre de la Dette publique. Elles seront transférables de la même manière et suivant les mêmes règles que les rentes sur l'État.

ART. 4. En remplacement de l'intérêt annuel de 571 fr. 42 cent. attribué pour chaque action au titulaire des dotations, en vertu des articles 4 et 6 de la loi du 20 mai 1863, il sera inscrit au Trésor public des dotations dont le montant sera de 571 fr. 42 cent. par action, et qui seront payables par trimestre, avec jouissance à partir du 1er janvier 1864.

Lesdites inscriptions, ainsi que les extraits qui en seront délivrés, porteront la mention des numéros des actions auxquelles elles sont substituées.

Ces dotations sont incessibles et insaisissables. Elles seront transmissibles dans les conditions déterminées par les actes constitutifs.....

ART. 6. Les actions en échange desquelles des titres d'annuité seront délivrés sont annulées. Celles qui étaient affectées à des dotations sont provisoirement conservées au Trésor, jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à l'article 7 ci-après.

DE RACHAT DES CANAUX.

ET DU LOING.

et réglementaires.

ART. 7. Il pourra être procédé, avec le consentement des parties intéressées, à un partage définitif, entre l'État et les propriétaires à titre privé, des actions qui doivent faire retour après l'extinction des dotations.

Ce partage aura lieu par voie du sort, suivant le mode qui sera déterminé par notre Ministre des finances.

Celles qui seront dévolues à l'État seront annulées.

Celles qui écherront aux propriétaires à titre privé leur seront remises, avec une annotation signée par l'agent comptable du Grand-Livre et visée au contrôle, portant que le propriétaire a droit pour chaque action à une annuité de 660 fr. 91 cent. payable pendant trente ans à partir de l'extinction de la dotation à laquelle ladite action était affectée.

Elles seront représentées au Trésor et annulées lorsqu'il y aura lieu de les échanger contre des annuités définitives, sur la demande des propriétaires intéressés.

Détail des 1,400 actions à liquider à l'époque de la prise de possession par l'Etat :

443 actions libres appartenant à divers propriétaires;

20 actions libres dont le droit de retour est en instance au profit de l'État et des anciens propriétaires par suite du décès des usufruitiers;

401 actions libres appartenant au domaine de l'État et qui ont été annulées en exécution de l'article 3 de la loi du 20 mai 1863 et de l'arrêté du 4 juillet 1864 :

362 actions attribuées à l'État, en exécution des décrets du 22 janvier 1852;

39 actions appartenant à la compagnie lors de la prise de possession par l'État;

401

436 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires;

100 actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur.

1,400

En exécution d'un arrêté en date du 4 janvier 1868, il a été procédé, le 23 du même mois, au partage par moitié des 456 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires. En raison de ce partage, il a été remis au mandataire des héritiers d'Orléans 228 actions, dont 207 encore affectées, 9 dites *de jouissance* (pour la remise de ces 216 titres, on s'est conformé aux prescriptions du paragraphe 4 de l'article 7 du décret du 12 mars 1864), 5 actions ayant fait retour, mais dont la remise n'est pas encore ordonnée, et 7 ayant définitivement fait retour. Les 228 actions échues à l'État ont été annulées.

Les dispositions qui précèdent ont été modifiées par la loi du 21 décembre 1872, dont l'extrait suit :

EXTRAIT DE LA LOI DU 21 DÉCEMBRE 1872. (Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1872.)

ART. 1er. Les décrets du 22 janvier 1852 concernant les biens de la famille d'Orléans sont et demeurent abrogés.

ART. 2.....

.....

Les prix non payés des biens et coupes de bois vendus et les annuités non échues représentatives des actions des canaux d'Orléans, du Loing et de Briare, seront également restitués, avec jouissance des intérêts qu'ils peuvent produire à partir du 1er janvier 1872.

Le nombre des actions appartenant au domaine de l'État à restituer, conformément aux prescriptions de la loi du 21 décembre 1872 précitée, s'élève à 590, savoir :

Actions libres.....	362
Actions affectées à des dotations.....	228
TOTAL ÉGAL	590

Dans ce nombre ne sont pas comprises les actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur, qui ont été converties en annuités trentenaires en 1877, à la suite d'un arrêt du Conseil d'État du 1er décembre 1876.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Les opérations en cours de réalisation se rapportent exclusivement au rachat des droits attribués à la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, effectué en conformité de la loi du 20 mai 1863, modifiée par celle du 21 décembre 1872.

Le montant d'une annuité pour les payements à faire au titre de l'exercice 1914 est de 58,160 fr. 08 (A). (Voir page 131.)

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à rembourser.	1° Pour les annuités à inscrire lorsque les actions affectées à des dotations auront fait retour par application des art. 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.....	3,188,571f 03c	(B)	14,532,079f 97c
	2° et pour les annuités inscrites.....	11,343,508 94		
Amortissement effectué :				
Antérieurement au 1er janvier 1914.....		10,709,070 51		
Pendant l'année 1914.....		32,783 07	(D)	
TOTAL.....		10,741,853 58		10,741,853 58
Montant du capital à rembourser au 1er janvier 1915.	Pour les annuités à inscrire.....	3,188,571 03		3,790,226 39
	Pour les annuités inscrites.....	601,655 36		

Le taux d'intérêt de cette annuité a été fixé à 4 p. o/o l'an.

SITUATION DES DEPENSES AU 1er JANVIER 1915.

Montant des sommes à payer (intérêts et amortissement).	Pour les annuités à inscrire.....	5,531,816f 70c		24,276,546f 12c
	Pour les annuités inscrites.....	18.744,729 42		
Montant des annuités remboursées :				
Antérieurement au 1er janvier 1914.....		17,825,403f 61c		
Pendant l'année 1914.....		58.160 08	(C)	
TOTAL.....		17,883,563 69		17,883,563 69
Montant des annuités restant à rembourser au 1er janvier 1915.	Annuités à inscrire.....	5,531,816f 70c		6,392,982f 43c
	Annuités inscrites.....	861,165 73		

OBSERVATIONS.

(A) La somme de 58,160 fr. 08 cent. ne représente pas un chiffre définitif. En effet, il y aura lieu de l'accroître chaque fois qu'une action affectée à une dotation aura fait retour : 1° lorsqu'un dotataire sera décédé sans postérité habile à lui succéder; 2° lorsqu'une héritière aura encouru la déchéance par application des articles 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812; 3° lorsqu'un dotataire aura cédé ses droits à la Socité civile de La Forêt de Dreux. (Loi du 22 avril 1905, art. 33.)

(B) Montant des sommes à amortir :

279	actions affectées à des dotations devant faire retour	3,188,571f 03c
701	actions de 11,428f 57c payables en 30 ans	8,011,427 57
1	action de 11,224 80 payable en 29 ans	11,224 80
1	action de 11,012 88 payable en 28 ans	11,012 88
8	actions de 10,792 49 payables en 27 ans	86,339 92
2	actions de 9,819 11 payables en 23 ans	19,638 22
2	actions de 8,982 12 payables en 20 ans	17,964 24
367	actions de 8,680 93 payables en 19 ans	3,185,901 31
1,361	actions formant un capital à rembourser de	14,532,079 97

(C) Les payements d'annuités effectuées pendant l'année 1914 s'élèvent à..... 58,160f 08c

(D) Amortissement propre à 1914..... 32,783f 07c

COMPTE DES ANNUITÉS

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Situation, au 1er janvier 1915, des annuités et dotations créées pour le rachat desdits canaux, en exécution de la loi du 20 mai 1863 et du décret du 12 mars 1864.

ÉTAT DES ACTIONS.

A l'époque de la prise de possession par l'État, les se répartissaient comme suit :		1,400 actions
1° Actions possédées par la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing et qui ont été immédiatement annulées		39
Reste		1,361 actions
représentées par :		
2° Actions libres		805
3° Actions affectées à des dotations		556
Total		1,361

Au 1er janvier 1915, ces 1,361 actions se décomposent de la façon suivante :

1° Actions entièrement remboursées			999
2° Actions à rembourser.	*a*) Annuités de 660 fr. 91 en cours de remboursement	83	362
	b) Actions affectées à des dotations de 571 fr. 42	261	
	c) Actions susceptibles d'être inscrites sous forme d'annuités ou affectées à des dotations dont le payement est suspendu	18	
Total			1,361

MOUVEMENT ET SITUATION DES ACTIONS AU 1er JANVIER 1915.

		ACTIONS LIBRES.	ACTIONS affectées à des dotations.
Les 1,361 actions formaient, à l'origine, les deux premiers groupes ci-dessus		805	556
Il convient d'ajouter au premier groupe et de retrancher du second les actions qui sont devenues libres, par suite de l'extinction successive des usufruits et de la suppression de la dotation de la Légion d'honneur, savoir :			
1° De la prise de possession au 31 décembre 1913	277		
2° Pendant l'année 1914	"		
Total	277	277	277
Résultat		1,082	279
A déduire les actions remboursées par le Trésor		999	"
Reste		83	279
Total		362	

DE RACHAT DES CANAUX. (Suite.)

DU LOING. (Suite.)

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1915.*

	NOMBRE des ACTIONS. (A)	NOMBRE des ANNUITÉS de 660f 91c.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
Accroissements antérieurs à 1914	1,082	28,362	18,744,729f42c	(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
Accroissements pendant l'année 1914	"	"	"	(B) Voir, pour le développement, le tableau II.
Total des accroissements en 1914	"	"	"	(C) Voir, pour le développement, les tableaux II et III.
Total général des accroissements au 1er janvier 1915	1,082	28,362	(B) 18,744,729 42	
Décroissements antérieurs à l'année 1914	994	26,971	(B) 17,825,403 61	
Décroissements pendant l'année 1914	5	88	58,160 08	
Total des décroissements au 1er janvier 1915	999	27,059	(B) 17,883,563 69	
Annuités restant à amortir au 1er janvier 1915	83	1,303	(C) 861,165 73	

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX. (Suite.)

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

II. — *Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1915.*

DURÉE des engagements contractés par l'État.	DATES des échéances de payement : de la 1re annuité, 1er sept.	DATES des échéances de payement : de la dernière annuité, 1er sept.	NOMBRE des actions libres. (A)	PAYEMENT ANNUEL à raison de 66f 91c par annuité. : Nombre des annuités.	PAYEMENT ANNUEL à raison de 66f 91c par annuité. : Sommes.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR. : Nombre des annuités.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR. : Sommes.	ANNUITÉS AMORTIES. : Nombre des annuités.	ANNUITÉS AMORTIES. : Sommes.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. : Nombre des annuités.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. : Sommes.
1° Opérations terminées.											
30 ans.....	1861.	1890.	450	450	297,409f 50c	13,500	8,922,285f 00c	13,500	(B) 8,922,285f 00c	//	//
19 ans.....	1872.	1890.	367	367	242,553 97	6,973	4,608,525 43	6,973	(C) 4,608,525 43	//	//
30 ans.....	1862.	1891.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(D) 39,654 60	//	//
20 ans.....	1872.	1891.	2	2	1,321 82	40	26,436 40	40	(E) 26,436 40	//	//
30 ans.....	1863.	1892.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(F) 39,654 60	//	//
30 ans.....	1865.	1894.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(G) 19,827 30	//	//
27 ans.....	1868.	1894.	1	1	660 91	27	17,844 57	27	(H) 17,844 57	//	//
23 ans.....	1872.	1894.	2	2	1,321 82	46	30,401 86	46	(I) 30,401 86	//	//
28 ans.....	1868.	1895.	1	1	660 91	28	18,505 48	28	(J) 18,505 48	//	//
30 ans.....	1869.	1898.	7	7	4,626 37	210	138,791 10	210	(K) 138,791 10	//	//
27 ans.....	1872.	1898.	7	7	4,626 37	189	124,911 99	189	(L) 124,911 99	//	//
29 ans.....	1872.	1900.	1	1	660 91	29	19,166 39	29	(M) 19,166 39	//	//
30 ans.....	1872.	1901.	22	22	14,540 02	660	436,200 60	660	(N) 436,200 60	//	//
30 ans.....	1874.	1903.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(O) 19,827 30	//	//
30 ans.....	1875.	1904.	113	113	74,682 83	3,390	2,240,484 90	3,390	(P) 2,240,484 90	//	//
30 ans.....	1876.	1905.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(R) 39,654 60	//	//
30 ans.....	1877.	1906.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(S) 19,827 30	//	//
30 ans.....	1879.	1908.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	90	(T) 59,481 90	//	//
30 ans.....	1880.	1909.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(U) 19,827 30	//	//
30 ans.....	1881.	1910.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(V) 39,654 60	//	//
30 ans.....	1882.	1911.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	90	(X) 59,481 90	//	//
30 ans.....	1883.	1912.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(Y) 19,827 30	//	//
30 ans.....	1884.	1913.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(Z) 39,654 60	//	//
30 ans.....	1885.	1914.	5	5	3,304 55	150	99,136 50	150	(A') 99,136 50	//	//
Totaux.....			999	999	660,249 09	25,872	17,099,063 52	25,872	17,099,063 52	//	//

(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
(B) Amortissement afférent à 30 années (1861 à 1890 inclusivement).
(C) Amortissement afférent à 19 années (1872 à 1890 inclusivement).
(D) Amortissement afférent à 30 années (1862 à 1891 inclusivement).
(E) Amortissement afférent à 20 années (1872 à 1891 inclusivement).
(F) Amortissement afférent à 30 années (1863 à 1892 inclusivement).
(G) Amortissement afférent à 30 années (1865 à 1894 inclusivement).
(H) Amortissement afférent à 27 années (1868 à 1894 inclusivement).
(I) Amortissement afférent à 23 années (1872 à 1894 inclusivement).
(J) Amortissement afférent à 28 années (1868 à 1895 inclusivement).
(K) Amortissement afférent à 30 années (1869 à 1898 inclusivement).
(L) Amortissement afférent à 27 années (1872 à 1898 inclusivement).
(M) Amortissement afférent à 29 années (1872 à 1900 inclusivement).
(N) Amortissement afférent à 30 années (1872 à 1901 inclusivement).
(O) Amortissement afférent à 30 années (1874 à 1903 inclusivement).
(P) Amortissement afférent à 30 années (1875 à 1904 inclusivement).
(R) Amortissement afférent à 30 années (1876 à 1905 inclusivement).
(S) Amortissement afférent à 30 années (1877 à 1906 inclusivement).
(T) Amortissement afférent à 30 années (1879 à 1908 inclusivement).
(U) Amortissement afférent à 30 années (1880 à 1909 inclusivement).
(V) Amortissement afférent à 30 années (1881 à 1910 inclusivement).
(X) Amortissement afférent à 30 années (1882 à 1911 inclusivement).
(Y) Amortissement afférent à 30 années (1883 à 1912 inclusivement).
(Z) Amortissement afférent à 30 années (1884 à 1913 inclusivement).
(A') Amortissement afférent à 30 années (1885 à 1914 inclusivement).

II. — *Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1915.*

DURÉE des engagements contractés par l'État.	DATES des échéances de payement : de la 1re annuité, 1er sept.	DATES des échéances de payement : de la dernière annuité, 1er sept.	NOMBRE des actions libres. (A)	PAYEMENT ANNUEL à raison de 66f 91c par année. : Nombre des annuités.	PAYEMENT ANNUEL à raison de 66f 91c par année. : Sommes.	MONTANT DES ANNUITES À AMORTIR. : Nombre des annuités.	MONTANT DES ANNUITES À AMORTIR. : Sommes.	ANNUITÉS AMORTIES. : Nombre des annuités.	ANNUITÉS AMORTIES. : Sommes.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. : Nombre des annuités.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. : Sommes.
2° Opérations en cours de réalisation.											
30 ans.....	1886.	1915.	2	2	1,321f 82c	60	39,654f 60c	58	(F') 38,332f 78c	2	1,321f 82
30 ans.....	1888.	1917.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	54	(G') 35,689 14	6	3,965 46
30 ans.....	1889.	1918.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	52	(H') 34,367 52	8	5,287 28
30 ans.....	1890.	1919.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	50	(I') 33,045 50	10	6,609 10
30 ans.....	1891.	1920.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	72	(J') 47,585 52	18	11,896 38
30 ans.....	1892.	1921.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	69	(K') 45,602 79	21	13,879 11
30 ans.....	1894.	1923.	6	6	3,965 46	180	118,963 80	126	(L') 83,274 66	54	35,689 14
30 ans.....	1895.	1924.	1	1	660 91	30	19,827 30	20	(M') 13,218 20	10	6,609 10
30 ans.....	1896.	1925.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	38	(N') 25,114 58	22	14,540 02
30 ans.....	1897.	1926.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	72	(O') 47,585 52	48	31,723 68
30 ans.....	1898.	1927.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	34	(P') 22,470 94	26	17,183 66
30 ans.....	1899.	1928.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	64	(Q') 42,298 24	56	37,010 96
30 ans.....	1900.	1929.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	60	(R') 39,654 60	60	39,654 60
30 ans.....	1901.	1930.	12	12	7,930 92	360	237,927 60	168	(S') 111,032 88	192	126,894 72
30 ans.....	1902.	1931.	1	1	660 91	30	19,827 30	13	(T') 8,591 83	17	11,235 47
30 ans.....	1903.	1932.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	24	(U') 15,861 84	36	23,792 76
30 ans.....	1904.	1933.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	33	(V') 21,810 03	57	37,671 87
30 ans.....	1906.	1935.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	36	(X') 23,792 76	84	55,516 44
30 ans.....	1907.	1936.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	32	(Y') 21,149 12	88	58,160 08
30 ans.....	1908.	1937.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	21	(Z') 13,879 11	69	45,602 79
30 ans.....	1909.	1938.	9	9	5,948 19	270	178,445 70	54	(A'') 35,689 14	216	142,756 56
30 ans.....	1910.	1939.	5	5	3,304 55	150	99,136 50	25	(B'') 16,522 75	125	82,613 75
30 ans.....	1911.	1940.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	12	(C'') 7,930 92	78	51,550 98
Totaux.....			83	83	54,855 53	2,490	1,645,665 90	1,187	784,500 17	1,303	861,165 73

RÉCAPITULATION.

Opérations terminées.....	999	999	660,249f 09c	25,872	17,099,063f 52c	25,872	17,099,063f 52c	//	//
Opérations en cours de réalisation..	83	83	54,855 53	2,490	1,645,665 90	1,187	784,500 17	1,303	861,165f 73c
	1,082	1,082	715,104 62	28,362	18,744,729 42	27,059	17,883,563 69	1,303	861,165 73

(F') Amortissement afférent à 29 années (1886 à 1914 inclusivement).
(G') Amortissement afférent à 27 années (1888 à 1914 inclusivement).
(H') Amortissement afférent à 26 années (1889 à 1914 inclusivement).
(I') Amortissement afférent à 25 années (1890 à 1914 inclusivement).
(J') Amortissement afférent à 24 années (1891 à 1914 inclusivement).
(K') Amortissement afférent à 23 années (1892 à 1914 inclusivement).
(L') Amortissement afférent à 21 années (1894 à 1914 inclusivement).
(M') Amortissement afférent à 20 années (1895 à 1914 inclusivement).
(N') Amortissement afférent à 19 années (1896 à 1914 inclusivement).
(O') Amortissement afférent à 18 années (1897 à 1914 inclusivement).
(P') Amortissement afférent à 17 années (1898 à 1914 inclusivement).
(Q') Amortissement afférent à 16 années (1899 à 1914 inclusivement).
(R') Amortissement afférent à 15 années (1900 à 1914 inclusivement).
(S') Amortissement afférent à 14 années (1901 à 1914 inclusivement).
(T') Amortissement afférent à 13 années (1902 à 1914 inclusivement).
(U') Amortissement afférent à 12 années (1903 à 1914 inclusivement).
(V') Amortissement afférent à 11 années (1904 à 1914 inclusivement).
(X') Amortissement afférent à 9 années (1906 à 1914 inclusivement).
(Y') Amortissement afférent à 8 années (1907 à 1914 inclusivement).
(Z') Amortissement afférent à 7 années (1908 à 1914 inclusivement).
(A'') Amortissement afférent à 6 années (1909 à 1914 inclusivement).
(B'') Amortissement afférent à 5 années (1910 à 1914 inclusivement).
(C'') Amortissement afférent à 4 années (1911 à 1914 inclusivement).

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX. (Suite.)

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

III. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1915.*

ANNÉES.	NOMBRE DES ANNUITÉS de 660f 91c.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			OBSERVATIONS.
		CAPITAL.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	
1915.....	83	30,789f 80c	24,065f 73c	54,855f 53c	
1916.....	81	30,699 43	22,834 28	53,533 71	
1917.....	81	31,927 37	21,606 34	53,533 71	
1918.....	79	31,882 76	20,329 13	52,211 89	
1919.....	77	31,836 22	19,053 85	50,890 07	
1920.....	75	31,787 85	17,780 40	49,568 25	
1921.....	72	31,076 72	16,508 80	47,585 52	
1922.....	69	30,336 91	15,265 88	45,602 79	
1923.....	69	31,550 38	14,052 41	45,602 79	
1924.....	63	28,846 88	12,790 45	41,637 33	
1925.....	62	29,339 83	11,636 59	40,976 42	
1926.....	60	29,191 59	10,463 01	39,654 60	
1927.....	56	27,715 64	9,295 32	37,010 96	
1928.....	54	27,502 45	8,186 69	35,689 14	
1929.....	50	25,958 84	7,086 66	33,045 50	
1930.....	46	24,353 60	6,048 26	30,401 86	
1931.....	34	17,396 67	5,074 27	22,470 94	
1932.....	33	17,431 63	4,378 49	21,810 03	
1933.....	31	16,807 09	3,681 12	20,488 21	
1934.....	28	15,496 60	3,008 88	18,505 48	
1935.....	28	16,116 49	2,388 99	18,505 48	
1936.....	24	14,117 51	1,744 33	15,861 84	
1937.....	20	12,038 55	1,179 65	13,218 20	
1938.....	17	10,537 40	698 07	11,235 47	
1839.....	8	5,010 65	276 63	5,287 28	
1940.....	3	1,906 50	76 23	1,982 73	
TOTAUX...	1,303	601,655 36	259,510 37	861 165 73	

OBLIGATIONS DU TRÉSOR À COURT TERME.

(Lois des 17 février 1898, 26 décembre 1908, 30 juillet 1913 et 4 avril 1914.)

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, pages 629, 630, 662, 667 et 669.

ANNUITÉS DUES
AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES
POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

La loi du 20 juin 1885 a permis aux communes de se procurer les sommes dont elles auraient besoin pour leurs constructions scolaires, par des emprunts régulièrement autorisés et remboursables au moyen d'annuités égales, comprenant l'intérêt et l'amortissement, dans un délai qui ne pourrait être moindre de 30 ans ni dépasser 40 ans.

Ladite loi autorise l'État à rembourser à titre de subvention aux départements, villes ou communes, une partie des annuités nécessaires au service de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements d'enseignement public. L'article 65 de la loi de finances du 26 juillet 1889 a remplacé ce système de subvention par des subventions en capital.

Les tableaux ci-après font ressortir, en ce qui concerne les emprunts contractés pour les constructions scolaires (enseignement supérieur, enseignement secondaire et enseignement primaire), le total des dépenses qui étaient à la charge de l'État, le capital amorti, les annuités payées, le capital et le montant des annuités qui restent dus par l'État.

TABLEAU DE LA DETTE PUBLIQUE CONCERNANT LES CONSTRUCTIONS

TABLEAU détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1914 et restant dues

DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES.		DATES DES CONVENTIONS, DÉCRETS OU DÉCISIONS MINISTÉRIELLES.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. TOTAL des sommes à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	MONTANT TOTAL des annuités.
1		2	3	4	5	6
			fr. c.	fr. c.		fr. c.
Bordeaux....	Faculté de médecine et de pharmacie.....	Décision ministérielle du 26 avril 1892 (1893).....	250,000 00	4 00	40	505,234 80
Chambéry...	École préparatoire des sciences et des lettres.....	Décision ministérielle du 5 décembre 1892 (1893).....	72,500 00	4 00	40	146,518 00
Lyon.....	Facultés de droit et des lettres	Décision ministérielle du 11 septembre 1888 (1891).....	992,013 00	4 00	40	2,004,798 00
	Jardin botanique commun à la Faculté de médecine et à l'École de pharmacie.....	Décision ministérielle du 13 avril 1886 (1891) [par semestre].....	30,724 96	3 82	35	55,983 90
Montpellier..	École supérieure de pharmacie	Convention du 6 mars 1889 (1891) [par semestre].....	129,963 43	3 82	35	236,805 80
	Facultés de droit, des sciences et des lettres.....	Décision ministérielle du 6 octobre 1890 (1891) [par semestre].....	78,321 89	3 82	35	142,710 40
Poitiers.....	Facultés.....	Décision ministérielle du 10 avril 1888 (1892) [par semestre].....	430,000 00	4 10	40	878,451 20
Rennes.....	*Idem*.....	Convention du 10 novembre 1887 (1896)..	100,000 00	3 65	40	190,928 00
		TOTAUX.....	2,083,523 28	.....	.....	4,161,430 10

SCOLAIRES DÉPENDANT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions.

MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1914. Capital amorti.	Annuités payées.	PENDANT l'année 1914. Capital amorti.	Annuités payées.	TOTAUX au 31 décembre 1914. Capital amorti.	Annuités payées.	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 31 DÉCEMBRE 1914. Capital restant à amortir.	Annuités restant à payer.	OBSERVATIONS.
7	8	9	10	11	12	13	14	15
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
78,342 31	252,617 40	5,764 57	12,630 87	84,106 88	265,248 27	165,893 12	239,986 53	Sur ressources de la ville.
24,390 99	76,921 95	1,738 59	3,662 95	26,129 58	80,584 90	46,370 42	65,933 10	Emprunt communal.
382,269 54	1,152,758 85	25,730 22	50,119 95	407,999 76	1,202,878 80	584,013 24	801,919 20	Sur ressources de la ville.
15,469 47	36,789 42	1,026 51	1,599 54	16,495 98	38,388 96	14,228 98	17,594 94	Crédit algérien.
65,433 68	155,615 24	4,341 93	6,765 88	69,775 61	162,381 12	60,187 82	74,424 68	*Idem.*
39,433 76	93,781 12	2,616 67	4,077 44	42,050 43	97,858 56	36,271 46	44,851 84	*Idem.*
152,380 87	483,148 16	10,687 34	21,961 28	163,068 21	505,109 44	266,931 79	373,341 76	Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.
27,897 09	85,917 60	2,141 45	4,773 20	30,038 54	90,690 80	69,961 46	100,237 20	*Idem.*
785,617 71	2,337,549 74	54,047 28	105,591 11	839,664 99	2,443,140 85	1,243,858 29	1,718,289 25	

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ETAT. — Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Antérieurement au 1er janvier 1914. — Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	Montant total des annuités.	Capital amorti.	Annuités payées.	Pendant l'année 1914. — Capital amorti.	Annuités payées.	Totaux au 31 décembre 1914. — Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES restant à effectuer au 31 décembre 1914. — Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	12	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.				fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1° LYCÉES DE GARÇONS.																			
Angoulême	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 août 1891	53,950 00	4 10	3,141 75	30	"	"	"	"	92,272 00	31,591 87	65,566 83	2,247 75	3,141 75	33,839 62	68,708 58	20,110 38	23,563 42
Bar-le-Duc	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1895	10,943 00	3 50	595 30	30	"	"	"	"	17,859 00	5,194 38	10,715 40	393 08	595 30	5,587 46	11,310 70	5,355 54	6,548 30
Beauvais	Loi de finances du 28 avril 1893.	30 juin 1895	200,000 00	3 50	9,477 50	39	"	"	"	"	369,622 50	62,978 81	175,333 75	4,681 73	9,477 50	67,660 54	184,811 25	132,339 46	184,811 25
Besançon	Loi de finances du 20 juin 1885.	16 juillet 1888	400,000 00	4 30	Annuités variables.	40	"	"	"	"	763,135 00	245,000 00	555,245 00	10,000 00	16,557 50	255,000 00	571,802 50	145,000 00	191,332 50
Bourg	Loi de finances du 8 août 1885.	25 février 1892	50,000 00	4 10	2,911 73	30	"	"	"	"	85,705 87	28,268 98	59,500 30	2,041 41	2,911 73	30,310 39	62,412 03	19,689 61	23,293 84
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890	194,500 00	4 30	11,600 83	30	"	"	"	"	337,753 50	125,014 08	256,547 69	8,705 42	11,600 83	133,719 50	268,148 52	60,780 50	69,604 98
Chambéry	Loi de finances du 30 mars 1888.	26 août 1888	100,000 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. — Départ de la nouvelle annuité à la même date.	"	Annuités variables.	33	205,968 29	41,885 20	128,026 75	2,818 32	5,115 64	44,703 52	133,142 39	55,296 48	72,825 90
Idem	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er juin 1893	32,320 00	4 00	*Idem.*	40	"	"	"	"	63,924 55	10,650 15	32,363 04	800 30	1,667 09	11,450 45	34,030 13	20,869 55	29,894 42
Chartres	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er octobre 1891	111,600 00	4 00	*Idem.*	33	"	"	"	"	191,708 57	69,281 83	142,102 04	4,868 46	6,512 49	74,150 29	148,614 53	37,449 71	43,094 04
Dijon	Loi de finances du 29 décembre 1888.	25 février 1892	383,000 00	4 10	19,560 87	40	"	"	"	"	777,556 21	135,698 01	425,460 55	9,518 01	19,560 87	145,216 02	445,021 42	237,783 98	332,534 79
Laon	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er janvier 1891	70,150 00	4 00	3,544 22	40	"	"	"	"	141,768 80	25,315 00	77,972 84	1,766 57	3,544 22	27,081 57	81,517 06	43,068 43	60,251 74
Laval	Loi de finances du 8 août 1885.	1er janvier 1887	21,000 00	4 00	1,060 99	40	"	"	"	"	42,439 60	9,792 66	27,585 74	612 70	1,060 99	10,405 36	28,646 73	10,594 64	13,792 87
Idem	*Idem*	1er janvier 1889	4,066 35	4 00	205 45	40	"	"	"	"	8,218 00	1,672 39	4,930 80	109 67	205 45	1,782 06	5,136 25	2,284 29	3,081 75
Lyon	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1888	22,600 00	4 00	1,141 83	40	"	"	"	"	45,673 20	9,904 49	28,545 75	633 98	1,141 83	10,538 47	29,687 58	12,061 53	15,985 62
Marseille	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 janvier 1889	25,150 00	4 00	1,270 67	40	"	"	"	"	50,826 80	10,349 68	30,496 08	678 39	1,270 67	11,028 07	31,766 75	14,121 93	19,060 05
Montluçon	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1893	10,000 00	4 10	582 34	30	"	"	"	"	17,299 37	5,262 76	11,475 97	392 14	582 34	5,654 90	12,058 31	4,345 10	5,241 06
Montpellier	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er octobre 1890	20,665 21	3 75	1,075 82	35	"	"	"	"	37,653 70	10,404 53	24,743 86	690 77	1,075 82	11,095 30	25,819 68	9,569 91	11,834 02
Idem	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1891	975 00	4 00	49 26	40	"	"	"	"	1,970 40	351 15	1,083 72	24 27	49 26	375 42	1,132 98	599 58	837 42
Nantes	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er janvier 1894	38,473 39	3 85	2,173 74	30	"	"	"	"	65,212 20	19,131 47	41,301 06	1,442 81	2,173 74	20,574 28	43,474 80	17,899 11	21,737 60
Nîmes	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 juillet 1893	340,000 00	4 00	18,134 00	35	"	"	"	"	632,691 25	132,023 21	351,614 25	9,913 01	18,134 00	141,936 22	369,748 25	198,063 78	262,943 00
A reporter			2,089,392 95								3,949,258 81	979,770 65	2,450,611 42	62,338 79	106,379 02	1,042,109 44	2,556,990 44	1,047,283 51	1,392,268 37

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.
Report.....	.....	.....	2,089,392 95	//	//	//	.....	//	//
Périgueux.....	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er sept. 1894...	29,788 64	3 775	1,449 69	40	.....	//	//
Reims.....	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1887..	7,000 00	4 00	353 66	40	.....	//	//
Idem.....	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er avril 1889....	245,000 00	3 90	Annuités variables.	30	.....	//	//
Idem.....	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1890.	1,410 00	4 00	71 23	40	.....	//	//
Rochefort.....	Loi de finances du 8 août 1885.	1er janvier 1887..	50,750 00	4 00	Annuités variables.	40	.....	//	//
Idem.....	Loi de finances du 17 juillet 1889.	16 août 1888.....	105,250 00	4 00	*Idem.*	40	.....	//	//
La Roche-sur-Yon.....	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 février 1892..	16,000 00	4 10	931 75	30	.....	//	//
Rouen.....	Loi de finances du 30 mars 1888.	1er janvier 1888..	275,000 00	4 00	13,893 96	40	.....	//	//
Saint-Étienne.....	Loi de finances du 8 août 1885.	1er juillet 1887..	1,373,437 05	4 50	73,815 56	40	1er janvier 1893. — Même date.	3 75	65,863 76
Saint-Omer.....	Loi de finances du 26 déc. 1890.	25 février 1893...	100,000 00	4 10	5,107 28	40	.....	//	//
Saint-Quentin.....	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1893..	3,940 37	4 00	228 24	30	.....	//	//
Toulon.....	*Idem*.....	1er janvier 1891..	3,467 33	4 00	175 18	40	.....	//	//
Troyes.....	Loi de finances du 8 août 1885	1er janvier 1888..	10,313 00	4 00	521 05	40	.....	//	//
Totaux.....	.....	.....	4,310,749 34	.....	.....	.....	.....	.....	.....

L'ÉTAT. — Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	L'ÉTAT. — Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Antérieurement au 1er janvier 1914. — Capital amorti.	Antérieurement au 1er janvier 1914. — Annuités payées.	Pendant l'année 1914. — Capital amorti.	Pendant l'année 1914. — Annuités payées.	Totaux au 31 décembre 1914. — Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Totaux au 31 décembre 1914. — Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES restant à effectuer au 31 décembre 1914. — Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Dépenses restant à effectuer — Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
//	3,949,258 81	979,770 65	2,450,611 42	62,338 79	106,379 02	1,042,109 44	2,556,990 44	1,047,283 51	1,392,268 37
//	57,987 60	8,914 40	27,544 11	665 96	1,449 69	9,580 36	28,993 80	20,208 28	28,993 80
//	14,146 40	3,264 13	9,195 16	204 20	353 66	3,468 33	9,548 82	3,531 67	4,597 58
//	393,102 50	204,166 50	347,491 66	8,166 66	9,759 17	212,333 16	357,250 83	32,666 84	35,851 67
//	2,849 20	543 25	1,638 29	36 56	71 23	579 81	1,709 52	830 19	1,139 68
//	108,336 05	32,500 00	73,414 55	3,000 00	2,649 75	35,500 00	76,064 30	15,250 00	32,271 75
//	225,327 70	36,000 00	140,392 85	1,500 00	5,682 75	37,500 00	146,075 60	67,750 00	79,252 10
//	27,952 50	9,045 66	19,566 78	653 17	931 75	9,698 83	20,498 53	6,301 17	7,453 97
//	555,758 40	120,521 25	347,349 00	7,714 78	13,893 96	128,236 03	361,242 96	146,763 97	194,515 44
31 ans et 6 m	2,612,286 90	586,352 33	1,657,262 38	36,688 76	65,863 76	623,041 09	1,723,126 14	750,395 96	889,160 76
//	202,263 01	30,782 73	100,117 41	2,304 36	5,107 28	33,087 09	105,224 69	66,912 91	97,038 32
//	6,847 20	2,078 77	4,564 80	152 41	228 24	2,231 18	4,793 04	1,709 19	2,054 16
//	7,007 20	1,249 74	3,853 96	86 48	175 18	1,336 22	4,029 14	2,131 11	2,978 06
//	20,842 00	4,519 80	13,026 25	289 32	521 05	4,809 12	13,547 30	5,503 88	7,294 70
.....	8,183,965 47	2,019,709 21	5,196,028 62	123,801 45	213,066 49	2,143,510 66	5,409,095 11	2,167,238 68	2,774,870 36

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Montant total des annuités.	Antérieurement au 1er janvier 1914. — Capital amorti.	Antérieurement au 1er janvier 1914. — Annuités payées.	Pendant l'année 1914. — Capital amorti.	Pendant l'année 1914. — Annuités payées.	Totaux au 31 décembre 1914. — Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Totaux au 31 décembre 1914. — Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1914. — Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1914. — Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.		fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
LYCÉES ET COLLÈGES DE JEUNES FILLES.																			
Alais	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1892	7,100 00	4 10	362 62	40	"	"	"	"	14,504 80	2,515 38	7,977 64	176 38	362 62	2,691 76	8,340 26	4,408 24	6,164 54
Albi (1)	Lois de finances des 8 août 1885 et 26 janvier 1892. (Dss mle, 12 mars 1909.)	1er janvier 1895.	96,600 00	3 70	Annuités variables.	30	"	"	"	"	159,498 40	45,079 99	95,188 65	3,434 67	5,299 30	48,514 66	100,487 95	48,085 34	59,010 45
Auxerre	Loi de finances du 26 janvier 1892.	1er janvier 1895.	20,000 00	4 00	1,010 47	40	"	"	"	"	40,418 80	6,267 25	20,209 40	461 15	1,010 47	6,728 40	21,219 87	13,271 60	19,198 93
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890.	19,000 00	4 30	1,133 24	30	"	"	"	"	33,253 26	12,196 47	25,320 58	843 21	1,133 24	13,039 68	26,453 82	5,960 32	6,799 44
Castres	Loi de finances du 26 déc. 1890.	1er janvier 1893	77,500 00	4 04	3,914 00	40	"	"	"	"	155,818 95	23,749 35	77,538 95	1,760 18	3,914 00	25,509 53	81,452 95	51,990 47	74,366 00
Chambéry	Loi de finances du 20 juin 1885.	10 juin 1890	253,300 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. Départ des nouvelles annuités à la même date.	"	Annuités variables.	35	513,164 71	95,415 78	294,451 65	6,853 07	13,094 68	102,268 85	307,546 33	151,031 15	205,618 38
Grenoble	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1892	98,881 00	4 10	5,050 13	40	"	"	"	"	202,005 20	35,052 80	111,102 86	2,478 22	5,050 13	37,531 02	116,152 99	61,349 98	85,852 21
Guéret	Loi de finances du 26 déc. 1890.	Idem	10,000 00	4 10	582 35	30	"	"	"	"	17,345 23	5,655 90	12,104 04	410 16	582 35	6,066 06	12,686 39	3,933 94	4,658 84
Le Havre	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	16,900 00	4 00	853 85	40	"	"	"	"	34,154 00	6,512 59	19,638 55	438 37	853 85	6,950 96	20,492 40	9,949 04	13,661 60
Idem	Décision ministérielle du 29 novembre 1890.	1er janvier 1892	1,675 00	4 00	84 62	40	"	"	"	"	3,384 80	563 20	1,777 02	40 12	84 62	603 32	1,861 64	1,071 68	1,523 16
Montauban	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	36,100 00	4 00	1,823 88	40	"	"	"	"	72,955 20	13,910 88	41,949 24	936 31	1,823 88	14,847 19	43,773 12	21,252 81	29,182 08
Moulins	Loi de finances du 30 mars 1888.	19 octobre 1888.	445,509 00	4 45048	23,943 94	40	"	"	"	"	909,155 40	185,495 87	549,996 30	12,509 59	23,943 94	198,005 46	573,940 24	247,503 54	335,215 16
Nice	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1893	13,150 00	4 10	765 78	30	"	"	"	"	22,808 66	7,434 68	15,916 64	536 83	765 78	7,971 51	16,682 42	5,178 49	6,126 24
Reims	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	15,498 10	4 00	783 01	40	"	"	"	"	31,320 40	5,972 16	18,009 23	401 98	783 01	6,374 14	18,792 24	9,123 96	12,528 16
Saint-Quentin	Loi de finances du 30 mars 1888.	Idem	19,362 39	4 00	978 23	40	"	"	"	"	39,129 20	7,460 08	22,499 29	501 14	978 23	7,961 22	23,477 52	11,401 17	15,651 68
Tarbes	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1889	117,150 00	4 00	5,918 83	40	"	"	"	"	236,753 20	48,182 19	142,051 92	3,160 11	5,918 83	51,342 30	147,970 75	65,807 70	88,782 45
Tournon	Loi de finances du 29 déc. 1888.	21 janvier 1889	43,300 00	4 35	Annuités variables.	40	"	"	"	"	84,158 77	17,092 07	49,846 29	1,139 48	1,991 23	18,231 55	51,837 52	25,068 45	32,321 25
Valenciennes	Loi de finances du 27 février 1887.	27 septembre 1887	75,000 00	4 50	Idem.	30	"	"	"	"	138,180 00	59,000 00	120,253 75	3,750 00	4,470 00	62,750 00	124,723 75	12,250 00	13,456 25
		Totaux	1,366,025 49								2,708,008 98	577,556 64	1,625,832 00	39,830 97	72,060 16	617,387 61	1,697,892 16	748,637 88	1,010,116 82

(1) Après entente avec la ville, et à la suite de la liquidation définitive des travaux d'appropriation du lycée de jeunes filles d'Albi, le capital a été ramené au chiffre de 96,600 francs, par la décision du 12 mars 1909.

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Antérieurement au 1er janvier 1914. Capital amorti.	Annuités payées.	Pendant l'année 1914. Capital amorti.	Annuités payées.	Totaux au 31 décembre 1914. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1914. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
COLLÈGES DE GARÇONS.																			
Aubusson	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	10,875 00	4 10	633 30	30	//	//	//	//	18,999 00	6,591 80	13,932 60	462 15	633 30	7,053 95	14,565 90	3,821 05	4,433 10
Beaune	Loi de finances du 29 décembre 1888.	25 mai 1891	100,000 00	4 10	5,107 28	40	//	//	//	//	203,284 82	35,429 98	111,353 58	2,485 04	5,107 28	37,915 02	116,460 86	62,084 98	86,823 96
Brive	Loi de finances du 26 décembre 1890.	25 août 1896	150,000 00	3 65	8,268 63	30	//	//	//	//	246,538 07	65,017 16	139,045 88	5,213 89	8,268 63	70,231 05	147,314 51	79,768 95	99,223 56
Châlons-sur-Marne	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1888	85,450 00	4 00	4,317 23	40	//	//	//	//	172,689 20	37,449 12	107,930 75	2,397 17	4,317 23	39,846 29	112,247 98	45,603 71	60,441 22
Confolens	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	20,275 00	4 10	1,180 71	30	//	//	//	//	35,106 55	11,462 88	24,480 16	827 74	1,180 71	12,290 62	25,660 87	7,984 38	9,445 68
Falaise	Loi du 20 juin 1885	25 août 1890	20,000 00	4 40	1,207 07	30	//	//	//	//	36,212 10	12,359 73	27,159 07	880 70	1,207 07	13,240 43	28,366 14	6,759 57	7,845 96
Fontainebleau	Lois des 20 juin 1885 et 8 août 1885.	*Idem*	33,328 73	4 40	2,011 57	30	//	//	//	//	59,553 93	21,321 90	45,472 94	1,499 51	2,011 57	22,821 41	47,484 51	10,507 32	12,069 42
Fontenay-le-Comte	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1887	80,000 00	4 60	4,943 19	30	25 février 1893, 25 novembre 1892.	4 00	4,707 42	24	141,819 20	66,815 93	127,696 94	4,221 86	4,707 42	71,037 79	132,404 36	8,962 21	9,414 84
Gray	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er janvier 1893	4,000 00	4 00	202 09	40	//	//	//	//	8,083 60	1,253 33	4,041 80	92 21	202 09	1,345 54	4,243 89	2,654 46	3,839 71
Issoire	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	6,000 00	4 10	349 41	30	//	//	//	//	10,482 30	3,635 70	7,687 02	254 38	349 41	3,890 08	8,036 43	2,109 92	2,445 87
Joigny	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 août 1893	30,000 00	4 10	1,532 18	40	//	//	//	//	61,287 20	8,891 89	29,877 51	673 53	1,532 18	9,565 42	31,409 69	20,434 58	29,877 51
La Châtre	Lois de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	4,395 40	4 10	255 96	30	//	//	//	//	7,678 80	2,484 62	5,375 16	180 34	255 96	2,664 96	5,631 12	1,730 44	2,047 68
Le Blanc	Loi du 20 juin 1885	25 février 1893	3,100 00	4 10	174 80	32	//	//	//	//	5,551 24	1,564 12	3,628 44	112 86	174 80	1,676 98	3,803 24	1,423 02	1,748 00
Meaux	*Idem*	31 janvier 1888	163,700 00	4 60	10,115 00	30	31 janvier 1897, 1er mai 1897.	3 50	Annuités variables.	21	283,231 23	122,304 02	237,442 89	7,724 60	9,288 92	130,028 62	246,731 81	33,671 38	36,499 42
Idem	*Idem*	25 août 1892	29,700 00	4 10	1,729 57	30	13 mai 1897, 25 mai 1897.	3 50	*Idem.*	26	49,181 25	16,977 14	33,957 90	1,174 40	1,619 70	18,151 54	35,577 60	11,548 46	13,603 65
Mortain	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	15,000 00	4 10	873 52	30	//	//	//	//	25,829 76	9,093 69	18,841 60	637 79	873 52	9,731 48	19,715 12	5,268 52	6,114 64
Nyons	Loi du 20 juin 1885	30 novembre 1889	10,100 00	4 00	532 27	40	//	//	//	//	21,290 80	4,026 31	12,774 80	271 87	532 27	4,298 18	13,307 07	5,801 82	7,983 73
Pézenas	Lois de finances des 29 déc. 1888 et 26 janvier 1892.	25 février 1892	31,106 30	4 10	1,681 63	35	//	//	//	//	58,369 36	13,328 67	34,826 54	962 50	1,681 63	14,291 17	36,508 17	16,815 13	21,861 19
Remiremont	Loi du 20 juin 1885	*Idem*	9,500 00	4 10	553 23	30	//	//	//	//	16,166 99	5,758 64	11,741 15	403 86	553 23	6,162 50	12,294 38	3,337 50	3,872 61
Riom	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1888	30,300 00	4 00	1,530 86	40	//	//	//	//	61,234 40	13,279 16	38,271 50	850 01	1,530 86	14,129 17	39,802 36	16,170 83	21,432 04
Saint-Nazaire	*Idem*	1er janvier 1893	10,842 07	4 00	547 78	40	//	//	//	//	21,911 20	3,397 77	10,955 60	250 02	547 78	3,647 79	11,503 38	7,194 28	10,407 82
Saint-Servan	Loi de finances du 17 juillet 1889.	25 août 1892	49,850 00	4 10	2,902 99	30	//	//	//	//	86,294 86	27,196 55	58,716 46	1,994 33	2,902 99	29,190 88	61,619 45	20,659 12	24,675 41
Saumur	Loi du 20 juin 1885	14 février 1888	10,100 00	4 00	584 08	30	//	//	//	//	17,522 40	7,499 50	14,602 00	480 03	584 08	7,979 53	15,186 08	2,120 47	2,336 32
Tonnerre	*Idem*	1er janvier 1891	17,200 00	4 18	1,032 00	30	//	//	//	//	30,960 00	10,340 09	22,704 00	736 59	1,032 00	11,076 68	23,736 00	6,123 32	7,224 00
Toul	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 novembre 1894	50,000 00	3 85	2,460 20	40	//	//	//	//	97,445 50	14,788 24	45,781 30	1,115 27	2,460 20	15,903 51	48,241 50	34,096 49	49,204 00
TOTAUX			974,822 50								1,776,723 76	522,267 94	1,188,297 59	35,902 65	53,554 83	558,170 59	1,241,852 42	416,651 91	534,871 34

RÉCAPITULATION.

Lycées de garçons	4,310,749 34	//	//	//	//	//	//	//	8,183,965 47	2,019,709 21	5,196,028 62	123,861 45	213,066 49	2,143,510 66	5,409,095 11	2,167,238 68	2,774,870 36
Lycées et collèges de jeunes filles	1,366,025 49	//	//	//	//	//	//	//	2,708,008 98	577,556 64	1,625,832 00	39,830 97	72,060 16	617,387 61	1,697,892 16	748,637 88	1,010,116 82
Collèges de garçons	974,822 50	//	//	//	//	//	//	//	1,776,723 76	522,267 94	1,188,297 59	35,902 65	53,554 83	558,170 59	1,241,852 42	416,651 91	534,871 34
ENSEMBLE	6,651,597 33								12,668,698 21	3,119,533 79	8,010,158 21	199,535 07	338,681 48	3,319,068 86	8,348,839 69	3,332,528 47	4,319,858 52

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement primaire.

TAUX DE L'INTÉRÊT. (1)	PART DE L'ÉTAT dans le capital emprunté. (2)	ANNUITÉS PAYÉES du 1er janvier au 31 décembre 1914. (3)	CAPITAL AMORTI antérieurement au 1er janvier 1914. (4)	CAPITAL AMORTI du 1er janvier au 31 décembre 1914. (5)	CAPITAL RESTANT à amortir au 31 décembre 1914. (6)	ANNUITÉS RESTANT DUES au 31 décembre 1914. (7)	OBSERVATIONS. (8)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Emprunts à 4 60 p. 100 payables par semestre	32,140 98	1,923 64	23,600 97	1,614 86	6,925 15	7,879 26	
— 4 50 —	71,365 75	4,358 36	51,927 08	3,522 85	15,915 82	17,590 15	
— 4 45 —	28,727 00	1,744 18	20,841 59	1,410 76	6,474 65	7,174 22	
— 4 40 —	2,864,974 25	172,735 48	1,886,080 50	131,111 18	47,782 57	968,924 84	
— 4 375 —	7,123 72	430 92	4,940 47	338 80	1,844 45	2,143 78	
— 4 30 —	26,583 70	1,585 46	19,211 30	1,282 30	6,090 10	6,814 73	
— 4 26 —	56,466 50	3,352 52	42,031 49	2,766 72	11,668 29	12,849 47	
— 4 25 —	6,804 00	403 40	4,727 10	318 45	1,758 45	1,965 78	
— 4 20 —	446,323 43	25,921 50	271,177 13	18,760 49	156,385 81	188,973 39	
— 4 16 —	13,720 00	805 00	7,972 47	567 48	5,180 05	6,037 50	
— 4 11 —	8,890 88	518 22	6,569 39	427 08	1,894 41	2,072 88	
— 4 10 —	11,500,978 74	669,062 08	6,509,289 21	469,364 45	4,522,325 08	5,366,181 06	
— 4 05 —	21,645 00	1,253 54	10,690 95	818 14	10,135 91	12,535 40	
— 4 00 —	1,017,936 41	58,507 10	714,886 13	46,848 85	256,201 43	293,326 60	
— 3 932 —	225,000 00	13,000 48	194,335 25	11,910 68	18,754 07	19,500 72	
— 3 93 —	17,868 80	1,019 84	12,847 04	828 48	4,193 28	4,589 28	
— 3 91 —	8,700 00	495 28	6,673 98	420 09	1,605 93	1,733 48	
— 3 90 —	11,745 00	667 46	9,294 17	577 58	1,873 25	2,002 38	
— 3 85 —	799,554 37	45,177 90	428,908 48	31,205 87	339,440 02	408,998 65	
— 3 80 —	376,247 39	21,240 32	268,448 97	17,306 45	90,491 97	103,621 27	
— 3 75 —	123,411 17	6,961 00	86,679 79	5,635 94	31,095 44	35,217 18	
— 3 70 —	45,789 00	2,547 44	27,480 25	1,887 18	16,421 57	18,943 24	
— 3 65 —	16,970 00	939 78	9,848 27	685 95	6,435 78	7,540 62	
— 3 60 —	133,798 46	7,948 72	86,858 98	6,301 93	40,637 55	46,925 72	
— 3 5725 —	11,340 00	618 42	7,539 15	486 99	3,313 86	3,710 52	
— 3 52 —	17,615 40	955 50	9,956 47	691 94	6,966 99	8,121 75	
— 3 50 —	142,192 78	7,784 96	97,392 73	6,271 26	38,528 79	43,464 11	
— 3 417 —	43,950 00	2,429 64	38,174 32	2,251 33	3,524 35	3,644 46	
— 3 40 —	7,840 00	430 06	5,013 39	336 76	2,489 85	2,795 39	
— 3 38 —	10,582 00	582 84	9,195 48	540 45	846 07	874 25	
— 3 35 —	47,486 72	2,568 96	31,429 88	2,047 69	14,009 15	16,010 88	
— 3 30 —	16,800 00	919 26	11,460 37	749 09	4,590 54	5,055 93	
— 3 25 —	40,202 60	2,242 10	25,726 20	1,785 85	12,690 55	14,167 89	
— 3 15 —	9,610 00	495 98	5,924 85	384 40	3,300 75	3,719 85	
— 3 00 —	45,395 10	2,337 34	27 816 34	1,823 15	15,755 61	18,118 71	
TOTAUX	18,255,779 15	1,063,964 68	10,974,950 14	773,281 47	6,507,547 54	7,663,225 34	
				18,255,779f 15c			

ANNUITÉS

REMISES À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

EN REPRÉSENTATION DES PRÊTS CONSENTIS PAR L'ÉTAT

AUX SOCIÉTÉS RÉGIONALES DE CRÉDIT IMMOBILIER.

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

Extrait de la loi du 10 avril 1908.

.....

ART. 2. — Des prêts au taux de 2 p. o/o peuvent être consentis par l'État aux sociétés régionales de crédit immobilier qui ont pour objet :

1° De consentir aux emprunteurs remplissant les conditions prévues par la présente loi des prêts hypothécaires individuels destinés, soit à l'acquisition de champs ou jardins dans les termes indiqués à l'article 1er, soit à l'acquisition ou à la construction de maisons individuelles à bon marché;

2° De faire des avances aux sociétés d'habitations à bon marché, constituées selon la loi du 12 avril 1906, pour celles de leurs opérations effectuées en conformité du paragraphe précédent.

.....

ART. 6. — Le total des avances que pourra faire l'État aux sociétés de crédit immobilier, dans les conditions de la présente loi, est fixé à cent millions de francs (100,000,000 fr.).

Le Ministre des Finances est autorisé à se procurer les fonds nécessaires, dans les limites d'un crédit ouvert chaque année par la loi de finances, au moyen d'avances qui pourront être faites au Trésor par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ces avances seront représentées par des titres d'annuités dont les intérêts seront réglés trimestriellement au taux fixé pour le tarif de la dite caisse conformément à l'article 12 de la loi du 20 juillet 1886 et en vigueur au moment de la réalisation de chaque prêt.

Les prêts aux sociétés sont effectués, pour le compte de l'État, par la Caisse nationale des retraites sur la désignation d'une Commission spéciale instituée auprès du Ministre du Travail par l'article 8 de la présente loi. Les frais d'administration afférents à ce service sont remboursés chaque année à la Caisse nationale

Une décision ministérielle en date du 10 juillet 1909 a déterminé les conditions d'application des articles 2 et 6 de la loi du 10 avril 1908. L'analyse de cette décision est donnée au 1er volume du Compte général, page 665, dans les développements du compte de services spéciaux : *Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations (loi du 10 avril 1908)*.

Aux opérations retracées au compte de services spéciaux, et dont le solde représente la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, correspondent des opérations budgétaires de dépenses et de recettes.

Le budget du Ministère du Travail supporte l'amortissement des obligations émises par le Trésor et le payement des intérêts en cours.

D'autre part, les sommes remboursées par les sociétés à la Caisse des dépôts et consignations et versées au Trésor par cette caisse figurent en recette au compte de produits divers du budget : *Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier pour l'amortissement des prêts à elles consentis pour le compte de l'État par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.*

La dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts a donc pour contre-partie la dette des sociétés de crédit immobilier vis-à-vis du Trésor.

SITUATION DE LA DETTE EN CAPITAL AU 1er JANVIER 1915

Situation au 1er janvier 1914			11,559,200f 00c
Augmentations	Opérations du 1er trimestre 1914	2,011,200 00	8,055,000 00
	Opérations du 2e trimestre 1914	3,872,600 00	
	Opérations du 3e trimestre 1914	1,599,400 00	
	Opérations du 4e trimestre 1914	571,800 00	
TOTAL			19,614,200 00
Diminutions	Remboursements au 31 mars 1914	129,800f 00c	452,200 00
	Remboursements au 30 septembre 1914	322,400 00	
SITUATION au 1er janvier 1915 (a)			19,162,000 00

Le montant des versements effectués au Trésor, pour le compte des sociétés de crédit immobilier, par la Caisse des dépôts, pendant l'année 1914, s'est élevé à 243,636 fr. 45. (Voir 1er volume du Compte général, page 115.)

(a) La situation ressortant des écritures du Trésor (voir 1er volume, page 665)..... 18,590,200f 00c
ne comprend pas les opérations du 4e trimestre 1914, ci..... 571,800 00
pour lesquelles les titres d'annuités n'ont été remis à la Caisse des dépôts que postérieurement au 1er janvier 1915.

Le Trésor n'en est pas moins débiteur, à cette date, de la somme susindiquée de..... 19,162,000 00

TABLEAU D'ÉCHÉANCE

DES OBLIGATIONS EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 1914 (1).

ÉCHÉANCES.	CAPITAUX.	ÉCHÉANCES.	CAPITAUX.
	francs.		francs.
31 mars 1915	336,400	Report	10,828,200
30 septembre 1915	411,400	30 septembre 1927	504,600
31 mars 1916	347,800	31 mars 1928	435,800
30 septembre 1916	424,400	30 septembre 1928	488,000
31 mars 1917	358,800	31 mars 1929	419,200
30 septembre 1917	439,000	30 septembre 1929	450,200
31 mars 1918	371,200	31 mars 1930	394,000
30 septembre 1918	451,000	30 septembre 1930	441,200
31 mars 1919	381,200	31 mars 1931	403,600
30 septembre 1919	465,200	30 septembre 1931	440,600
31 mars 1920	393,000	31 mars 1932	399,800
30 septembre 1920	476,000	30 septembre 1932	423,000
31 mars 1921	404,200	31 mars 1933	395,200
30 septembre 1921	489,200	30 septembre 1933	386,400
31 mars 1922	414,800	31 mars 1934	348,400
30 septembre 1922	500,400	30 septembre 1934	275,800
31 mars 1923	425,600	31 mars 1935	247,200
30 septembre 1923	507,200	30 septembre 1935	244,000
31 mars 1924	433,800	31 mars 1936	249,400
30 septembre 1924	497,800	30 septembre 1936	246,000
31 mars 1925	428,800	31 mars 1937	248,200
30 septembre 1925	503,200	30 septembre 1937	242,800
31 mars 1926	431,800	31 mars 1938	234,800
30 septembre 1926	502,400	30 septembre 1938	190,800
31 mars 1927	433,600	31 mars 1939	170,200
		30 septembre 1939	54,600
A reporter	10,828,200	TOTAL	19,162,000

(1) Ces échéances sont établies par la Caisse des dépôts d'après celles de l'ensemble des emprunts correspondants consentis aux sociétés de crédit immobilier.

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Avance en travaux pour travaux supplémentaires sur la ligne du Rhône au Mont-Cenis.

Cette avance, limitée à 22,500,000 francs par la convention du 14 juin 1897 (loi du 18 février 1898), est remboursable par annuités.

B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

Avances en argent et en travaux faites par les Compagnies de l'Est, d'Orléans, de Paris-Lyon-Méditerranée et du Midi pour la construction des lignes qui leur ont été concédées en vertu desdites conventions.

Les annuités échues en 1913 correspondent aux avances en travaux et en argent faites de 1884 à 1912 par les Compagnies de l'Est et de Paris-Lyon-Méditerranée, aux avances en travaux faites pendant la même période par la Compagnie du Midi, aux avances en travaux et en argent faites de 1889 à 1913 par la Compagnie d'Orléans, enfin aux avances en argent faites de 1884 à 1911 par la Compagnie du Midi. Ces avances s'élèvent à 1,194,981,000 francs, déduction faite de 150,857,000 francs considérés comme remboursés à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée en vertu de la convention du 17 mai 1897 par compensation avec sa dette de garantie (loi du 24 janvier 1898). Les annuités ne sont pas réglées définitivement.

Les Compagnies continueront à faire des avances, remboursables par annuités, jusqu'à une époque qui ne peut être précisée. Pour chaque exercice, la loi de finances détermine le maximum de l'avance à faire.

Le développement des opérations relatives à l'amortissement des sommes à la charge du Trésor est consigné dans les deux tableaux ci-après :

I. — TABLEAU DES ANNUITÉS AU 1ER JANVIER 1915.

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir. (Chiffres arrondis.)	MONTANT des annuités. (Chiffres arrondis.)	MONTANT des dépenses effectuées pendant l'année 1914.	TAUX de l'intérêt.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.					
Avances remboursables en annuités.					
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.					
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.)	22,300,000f	168,000f	168,000f	Divers.	Convention du 14 juin 1897 approuvée par la loi du 18 février 1898. — Amortissement du 1er janvier 1899 au 1er janvier 1958.
TOTAL pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883, à reporter	22,300,000	168,000	168,000		

NOTA. — Les renseignements contenus dans le présent tableau et le suivant ne sont qu'approximatifs, soit parce que les comptes n'ont pas encore été vérifiés, soit parce que les litiges pendants entre l'État et les Compagnies ne sont pas encore tranchés.

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir. (Chiffres arrondis.)	MONTANT des annuités. (Chiffres arrondis.)	MONTANT des dépenses effectuées pendant l'année 1914.	TAUX de l'intérêt.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
Report pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883...	22,300,000f	168,000f	168,000f		
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.					
Avances remboursables en annuités.					
COMPAGNIE DE L'EST.					
Lignes diverses	214,443,000	8,102,000	8,102,000	(*b*) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1954.
COMPAGNIE D'ORLÉANS.					
Lignes diverses	277,455,000	11,384,000	11,384,000	(*b*) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1956.
COMPAGNIE P.-L.-M.					
Compagnie P.-L.-M. — Lignes diverses	624,561,000	26,382,000	26,382,000	(*b*) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1958.
Compagnie P.-L.-M. — A déduire	(*a*) 150,857,000	6,000,000	6,000,000	3f 69c	
Compagnie P.-L.-M. — Reste	473,704,000	20,382,000	20,382,000		
COMPAGNIE DU MIDI.					
Lignes diverses	229,379,000	2,906,000	2,906,000	(*b*) Divers.	Amortissement du 1er juillet 1884 au 31 décembre 1957.
TOTAL	1,194,981,000	42,774,000	42,774,000		
TOTAL GÉNÉRAL au 1er janvier 1914	1,217,281,000	42,942,000	42,942,000		

(*a*) Par la convention du 17 mai 1897, approuvée par la loi du 24 janvier 1898, la dette de garantie d'intérêt de la Compagnie P.-L.-M. (150,857,478 fr. 14) a été convertie en une réduction annuelle de 6 millions de francs sur les annuités qui lui sont dues du 1er janvier 1897 au 1er janvier 1958.

[(*b*) Pour chaque compagnie, il y a autant de taux d'intérêt différents qu'il y a d'avances annuelles.

II. — ÉTAT DÉVELOPPÉ DES DÉPENSES EN CAPITAL ET INTÉRÊTS AU 1ER JANVIER 1915.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1914.			DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1914.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1915.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1915.		
	Sommes à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes restant à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.															
Avances remboursables en annuités.															
COMPAGNIE DE P.-L.-M.															
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.)	22,300,000f	39,545,000f	61,845,000f	2,123,000f	8,557,000f	10,680,000f	82,000f	86,000f	168,000f	2,205,000f	8,643,000f	10,848,000f	20,095,000f	30,902,000f	50,997,000f
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Lignes diverses	214,443,000	352,638,000	567,081,000	28,937,000	163,022,000	191,959,000	1,815,000	6,287,000	8,102,000	30,752,000	169,309,000	200,061,000	183,691,000	183,329,000	367,020,000
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Lignes diverses	277,455,000	365,581,000	643,036,000	27,853,000	146,082,000	173,935,000	2,551,000	8,833,000	11,384,000	30,404,000	154,915,000	185,319,000	247,051,000	210,666,000	457,717,000
COMPAGNIE P.-L.-M. — Lignes diverses	624,561,000	828,563,000	1,453,124,000	48,831,000	280,842,000	329,673,000	5,367,000	21,015,000	26,382,000	54,198,000	301,857,000	356,055,000	570,363,000	526,706,000	1,097,069,000
COMPAGNIE P.-L.-M. — *A déduire*	*150,857,000*	*221,143,000*	*372,000,000*	*10,008,000*	*91,992,000*	*102,000,000*	*801,000*	*5,199,000*	*6,000,000*	*10,809,000*	*97,191,000*	*108,000,000*	*140,048,000*	*123,952,000*	*264,000,000*
COMPAGNIE P.-L.-M. — Reste	473,704,000	607,420,000	1,081,124,000	38,823,000	188,850,000	227,673,000	4,566,000	15,816,000	20,382,000	43,389,000	204,666,000	248,055,000	430,315,000	402,754,000	833,069,000
COMPAGNIE DU MIDI.															
Lignes diverses	229,379,000	302,651,000	532,030,000	18,573,000	92,955,000	111,528,000	651,000	2,255,000	2,906,000	19,224,000	95,210,000	114,434,000	210,155,000	207,441,000	417,596,000
TOTAUX pour les conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883	1,194,981,000	1,628,290,000	2,823,271,000	114,186,000	590,909,000	705,095,000	9,583,000	33,191,000	42,774,000	123,769,000	624,100,000	747,869,000	1,071,212,000	1,004,190,000	2,075,402,000
TOTAL GÉNÉRAL des dépenses en capital et en intérêts au 1er janvier 1915	1,217,281,000	1,667,835,000	2,885,116,000	116,309,000	599,466,000	715,775,000	9,665,000	33,277,000	42,942,000	125,974,000	632,743,000	758,717,000	1,091,307,000	1,035,092,000	2,126,399,000

ANNUITÉ DE RACHAT

DU RÉSEAU DE LA COMPAGNIE DE L'OUEST.

(LOIS DES 13 JUILLET 1908 ET 21 DÉCEMBRE 1909.)

Une loi du 13 juillet 1908 a autorisé le Ministre des Travaux publics à procéder au rachat à l'égard de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. Le prix de ce rachat a été déterminé par une convention du 28 octobre 1909, approuvée par la loi du 21 décembre suivant, et qui stipule notamment :

« ART. 4. — L'État payera à la Compagnie, pour chacune des années à courir depuis le 1er janvier 1909 jusqu'au 31 décembre 1956 :

« 1° Une somme de 11,550,000 francs, laquelle sera toutefois réduite à 6,300,000 francs pour les cinq dernières années ;

« 2° Une somme égale aux charges effectives, tant principales qu'accessoires, y compris l'abonnement au timbre et les frais de service, fixée à dix centimes (0 fr. 10) par titre, de tous les emprunts réalisés par la Compagnie au 31 décembre 1907.

« Le tableau annexé à la présente convention détermine pour chaque année le montant réel des sommes à payer à la Compagnie, ainsi que la date des payements.

« Il sera délivré à la Compagnie, en représentation de ces sommes, un titre spécial, exempt de timbre et inaliénable, dont les coupons auront la valeur et les dates d'échéance des payements indiqués audit tableau. Ces coupons seront payés à la Compagnie, à première présentation, par le Trésor public.

« Sur les sommes ainsi payées, la Compagnie ne pourra être assujettie personnellement à aucun impôt ultérieurement établi ; il est en outre précisé que le droit de timbre qu'elle acquitte ne sera désormais exigible que sur ses obligations et dans les conditions prévues à l'article 6 ci-après.

« L'État versera, en outre, chaque année, à la Compagnie, et dans les mêmes conditions, une somme égale aux charges effectives tant principales qu'accessoires, calculées ainsi qu'il vient d'être dit, de tous les emprunts réalisés par elle postérieurement au 1er janvier 1908, tant pour couvrir les dépenses de l'année 1908 que pour assurer le règlement définitif de tous comptes entre la Compagnie et l'État. Le tableau des payements complémentaires à effectuer de ce chef sera arrêté, après avis de la Commission supérieure de vérification des comptes des Compagnies de chemin de fer, la Compagnie entendue, par une décision concertée du Ministre des Travaux publics et du Ministre des Finances ; la Compagnie déclare accepter par avance ladite décision.

« Un titre spécial, constitué comme il est dit ci-dessus, sera remis à la Compagnie en représentation des sommes complémentaires inscrites à ce tableau.

« Il est entendu que toutes les annuités précédemment servies par l'État à la Compagnie étant comprises dans le tableau des payements prévus par le présent article cesseront, à partir de l'année 1909, d'être versées distinctement à la Compagnie ».

« Art. 6. — Au cas où la Compagnie procéderait à la conversion de ses emprunts, ou si le droit de timbre venait à être modifié, le tableau des payements à effectuer annuellement par l'État à la Compagnie serait revisé en conséquence, de telle façon que les versements de l'État à la Compagnie, en ce qui concerne les obligations, continuent à être exactement égaux, pour chaque année, aux charges (principales et accessoires) incombant effectivement à la Compagnie pour la même année.

« Les titres spéciaux délivrés à la Compagnie, en exécution de l'article 4 de la présente convention, seront par suite annulés et remplacés par un nouveau titre dont les coupons correspondront aux payements revisés, ainsi qu'il est dit au paragraphe précédent. »

Les sommes dues en vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article 4 ci-dessus ont fait l'objet d'un tableau annexé à la convention.

A l'origine, la dette de l'État envers l'ancienne Compagnie de l'Ouest ne comprenait pas les emprunts réalisés après le 1er janvier 1908, lesquels devaient donner lieu à payements complémentaires. Conformément au paragraphe 7 de l'article 4 de la convention, une décision interministérielle du 31 juillet 1912 a prescrit de délivrer à la Compagnie un nouveau titre, dont un tableau annexe fixe la valeur des coupons, payables dans les mêmes conditions et aux mêmes échéances que celles de l'annuité principale. A partir de l'année 1912, l'annuité complémentaire se superpose donc à la première.

Postérieurement, l'article 40 de la loi du 29 mars 1914, concernant la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises et étrangères, a porté de 0 fr. 06 à 0 fr. 09 par cent francs, décimes compris, à partir du 1er juillet 1914, le droit annuel d'abonnement établi par les articles 22 et 31 de la loi du 5 juin 1850. Il a été dressé en conséquence sur ces nouvelles bases un tableau des sommes à verser trimestriellement par l'État à la Compagnie, afin de lui tenir compte, en exécution de l'article 6 de la convention de rachat, du supplément d'impôt qu'elle devra payer désormais pour ses obligations.

Suivant décision ministérielle du 26 août 1914, un nouveau titre, muni de coupons d'annuités correspondant, à partir de l'échéance du 29 septembre 1914, aux sommes inscrites sur ledit tableau, a été remis à la Compagnie en échange des titres précédents dûment annulés.

Considérée dans son ensemble, la dette n'est définie que par la valeur et le nombre des annuités et ce sont celles-ci qui font l'objet d'un compte de services spéciaux du Trésor. Pour évaluer la dette en capital, on a dû déterminer les valeurs actuelles au 1er janvier de chaque année, à un taux nécessairement arbitraire et que l'on a supposé égal à 3 p. 100.

Les valeurs ont été d'abord calculées au 29 mars pour les premières trimestrialités de chaque année, au 28 juin pour les deuxièmes, au 28 septembre et 29 décembre pour les deux autres; puis on les a escomptées pour les ramener à la date du 1er janvier.

Les tableaux ci-après indiquent les calculs opérés et leurs résultats.

ANNUITÉ DE RACHAT À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST. (LOIS DES 13 JUILLET 1908 ET 21 DÉCEMBRE 1909).

ANNUITÉ PRINCIPALE (A).

ANNÉES.	VALEURS ESCOMPTÉES de 1 franc payable après 0, 1, 2, 3, etc., 48 ans.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Montants.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 mars 1909.)	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Montants.	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 juin 1909.)	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Montants.	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 septembre 1909.)	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Montants.	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 décembre 1909.)	ANNÉES.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1909	1 0000.0000	13,633,874 06	13,633,874 06	41,445,263 09	41,445,263 09	26,572,633 36	26,572,633 36	24,498,927 01	24,498,927 01	1909.
1910	0 9708.7379	19,792,872 86	19,216,381 49	41,699,445 88	40,484,899 06	26,648,649 78	25,872,475 61	24,287,377 68	23,579,978 42	1910.
1911	0 9425.9591	19,670,425 14	18,541,262 28	41,963,564 16	39,554,683 95	26,726,636 80	25,192,418 54	24,050,328 28	22,669,741 07	1911.
1912	0 9151.4166	19,532,375 86	17,874,890 87	42,240,433 54	38,655,980 47	26,803,132 94	24,528,663 57	23,803,444 50	21,783,523 71	1912.
1913	0 8884.8705	19,390,132 91	17,227,881 99	42,518,141 27	37,776,820 57	26,884,538 62	23,886,564 41	23,548,505 85	20,932,542 49	1913.
1914	0 8626.0878	19,244,784 90	16,600,720 42	42,811,774 87	36,929,812 89	27,137,614 82	23,409,144 81	23,455,113 42	20,232,586 77	1914.
1915	0 8374.8426	19,263,684 05	16,133,032 18	43,275,670 22	36,242,692 65	27,219,296 04	22,795,732 00	23,185,167 68	19,417,213 00	1915.
1916	0 8130.9151	19,108,080 86	15,536,618 32	43,582,243 12	35,436,351 87	27,304,411 36	22,200,985 06	22,906,110 89	18,624,764 29	1916.
1917	0 7894.0923	18,946,369 45	14,956,438 92	43,898,955 40	34,654,240 58	27,390,798 03	21,622,548 78	22,618,625 80	17,855,351 98	1917.
1918	0 7664.1673	18,780,950 85	14,394,034 94	44,221,989 16	33,892,172 33	27,478,987 83	21,060,356 00	22,326,209 68	17,111,180 62	1918.
1919	0 7440.9391	18,610,414 75	13,847,896 28	44,554,261 69	33,152,554 79	27,494,526 12	20,458,309 44	22,022,223 10	16,386,602 12	1919.
1920	0 7224.2128	18,435,818 29	13,318,427 45	44,896,518 88	32,434,200 64	27,585,146 82	19,928,097 07	21,710,649 59	15,684,235 27	1920.
1921	0 7013.7988	18,257,109 77	12,805,169 46	45,252,908 87	31,739,479 79	27,679,185 89	19,413,624 08	21,387,563 73	15,000,806 88	1921.
1922	0 6809.5134	18,071,595 37	12,305,877 08	45,614,567 06	31,061,300 56	27,776,949 58	18,914,751 04	21,058,735 57	14,339,974 20	1922.
1923	0 6611.1781	17,881,623 17	11,821,859 55	45,990,652 09	30,405,239 19	27,874,645 45	18,428,424 55	20,720,424 86	13,698,641 91	1923.
1924	0 6418.6195	17,687,042 30	11,352,639 46	46,377,504 85	29,767,955 70	27,977,018 92	17,957,383 92	20,370,766 93	13,075,220 18	1924.
1925	0 6231.6694	17,296,379 18	10,778,531 69	46,774,764 11	29,148,486 62	28,084,121 15	17,501,095 84	19,935,414 39	12,423,091 18	1925.
1926	0 6050.1645	16,983,289 50	10,275,169 52	47,185,828 25	28,548,202 30	28,197,116 34	17,059,719 23	19,464,724 06	11,776,478 25	1926.
1927	0 5873.9461	16,764,727 82	9,847,510 76	47,609,827 83	27,965,756 25	28,311,228 93	16,629,863 28	19,081,341 38	11,208,277 08	1927.
1928	0 5702.8603	16,539,809 98	9,432,422 57	48,050,458 73	27,402,305 35	28,429,194 42	16,212,772 42	18,685,618 03	10,656,146 92	1928.
1929	0 5536.7575	16,308,335 11	9,029,529 67	48,499,998 87	26,853,273 25	28,549,244 07	15,807,024 12	18,278,691 95	10,120,468 47	1929.
1930	0 5375.4928	16,070,125 07	8,638,484 16	48,964,586 31	26,320,878 12	28,675,075 36	15,414,266 11	17,859,108 23	9,600,150 77	1930.
1931	0 5218.9250	15,824,939 86	8,258,917 43	49,444,516 12	25,804,722 13	28,800,860 54	15,030,953 11	17,431,145 38	9,097,184 04	1931.
1932	0 5066.9175	15,572,623 88	7,890,520 05	49,935,236 37	25,301,772 30	28,929,822 83	14,658,502 56	16,988,319 85	8,607,841 51	1932.
1933	0 4919.3374	15,312,967 85	7,532,965 54	50,445,369 10	24,815,779 09	29,064,662 38	14,297,888 07	16,531,607 07	8,132,455 29	1933.
1934	0 4776.0557	15,045,713 43	7,185,916 54	50,963,644 68	24,340,520 57	29,200,984 68	13,946,552 93	16,063,899 67	7,672,207 96	1934.
1935	0 4636.9473	14,770,671 61	6,849,082 58	51,507,120 36	23,883,580 27	29,340,972 81	13,605,254 46	15,580,996 55	7,224,825 99	1935.
1936	0 4501.8906	14,487,605 33	6,522,161 43	52,058,400 33	23,436,122 31	29,485,307 00	13,273,962 64	14,999,506 21	6,792,613 60	1936.
1937	0 4370.7675	14,196,269 58	6,204,859 37	52,632,889 58	23,004,612 32	29,631,080 85	12,951,056 52	14,487,363 05	6,332,089 56	1937.
1938	0 4243.4636	13,896,451 87	5,896,908 77	53,221,494 38	22,584,347 41	29,781,461 31	12,637,654 70	13,960,086 86	5,923,912 04	1938.
1939	0 4119.8676	13,587,889 89	5,598,030 75	53,828,966 15	22,176,821 36	29,937,544 48	12,333,871 95	13,070,120 40	5,384,716 56	1939.
1940	0 3999.8715	13,270,381 90	5,307,982 24	54,464,504 40	21,785,101 89	30,092,970 52	12,036,801 51	12,504,808 48	5,001,762 71	1940.
1941	0 3883.3703	12,943,646 23	5,026,497 13	55,114,192 48	21,402,881 82	30,258,354 42	11,750,439 49	11,924,375 54	4,630,676 58	1941.
1942	0 3770.2625	12,607,327 04	4,753,393 24	55,786,759 55	21,033,072 75	30,422,645 25	11,470,135 85	11,326,150 88	4,270,256 19	1942.
1943	0 3660.4490	12,261,216 12	4,488,155 63	56,477,284 86	20,673,222 09	30,593,513 73	11,198,599 67	10,711,533 14	3,920,898 42	1943.
1944	0 3553.8340	11,904,989 64	4,230,835 70	57,189,657 14	20,324,254 80	30,768,941 94	10,934,771 20	10,078,824 72	3,581,847 00	1944.
1945	0 3450.3243	11,538,344 97	3,981,103 20	57,924,958 72	19,985,989 26	30,944,969 55	10,677,018 04	9,427,353 83	3,252,742 80	1945.
1946	0 3349.8294	11,161,030 34	3,738,754 76	58,681,237 83	19,657,213 57	31,130,187 54	10,428,081 74	8,757,921 50	2,933,754 29	1946.
1947	0 3252.2615	10,772,661 73	3,503,551 30	59,460,305 50	19,338,046 24	31,316,501 20	10,184,945 12	8,068,314 94	2,624,027 00	1947.
1948	0 3157.5355	10,372,963 94	3,275,300 19	60,259,948 94	19,027,292 80	31,507,978 19	9,948,755 97	7,359,830 67	2,323,892 66	1948.
1949	0 3065.5684	9,961,597 17	3,053,795 73	61,088,964 67	18,727,239 97	31,704,048 65	9,719,092 97	6,629,630 14	2,032,358 47	1949.
1950	0 2976.2800	9,538,217 89	2,838,840 71	61,938,264 14	18,434,561 68	31,905,713 81	9,496,033 79	5,878,996 53	1,749,753 98	1950.
1951	0 2889.5922	9,102,460 52	2,630,239 89	62,816,380 53	18,151,372 32	32,112,378 07	9,279,167 71	5,107,065 57	1,475,733 68	1951.
1952	0 2805.4294	8,653,962 07	2,427,807 96	43,699 57	12,259 61	32,340,462 08	9,072,888 31	35,453 30	9,946 17	1952.
1953	0 2723.7178	8,209,873 30	2,236,137 80	35,453 30	9,656 48	32,767,373 30	8,924,907 79	26,967 45	7,345 17	1953.
1954	0 2644.3862	7,752,827 45	2,050,146 99	26,967 45	7,131 24	33,208,327 45	8,781,564 28	18,234 72	4,821 96	1954.
1955	0 2567.3653	7,282,424 72	1,869,664 45	18,234 72	4,681 52	33,661,924 72	8,642,245 75	9,247 82	2,374 25	1955.
1956	0 2492.5876	6,798,272 82	1,694,529 05	9,247 82	2,305 10	34,126,772 82	8,506,397 08	"	"	1956.
1957	0 2419.9880	6,300,000 00	1,524,592 44	"	"	"	"	"	"	1957.
			418,139,243 99		1,183,797,610 92		744,654,596 45		463,615,940 47	
			Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 415,095,226 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 1,166,590,402 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 728,446,658 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 450,185,424 fr.	

Valeur actuelle totale au 1er janvier 1909 : 2,760,317,710 fr.

(A) Compte tenu, à partir du 1er juillet 1914, du relèvement du droit de timbre. (Loi du 29 mars 1914, art. 40.)

ANNUITÉ DE RACHAT À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST. (LOIS DES 13 JUILLET 1908 ET 21 DÉCEMBRE 1909.)

ANNUITÉ COMPLÉMENTAIRE (Décision ministérielle du 31 juillet 1912) [A].

ANNÉES.	VALEURS ESCOMPTÉES de 1 franc payable après 0, 1, 2, 3, etc., 47 ans.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Montants.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 mars 1909.)	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Montants.	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 juin 1909.)	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Montants.	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 septembre 1909.)	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Montants.	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 décembre 1909.)	ANNÉES.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1909	1 0000.0000	906,144 05	906,144 05	13,786 50	13,786 50	1,634,686 50	1,634,686 50	13,667 10	13,667 10	1909.
1910	0 9708.7379	1,110,299 30	1,077,960 48	15,888 99	15,426 20	1,994,035 24	1,935,956 55	15,728 90	15,270 77	1910.
1911	0 9425.9591	1,181,527 66	1,113,703 13	15,728 91	14,826 00	1,999,527 66	1,884,746 59	15,620 15	14,723 49	1911.
1912	0 9151.4166	1,191,111 66	1,090,035 90	15,946 20	14,593 03	2,081,394 42	1,904,770 74	15,772 61	14,434 17	1912.
1913	0 8884.8705	1,185,181 35	1,053,018 28	15,772 60	14,013 75	2,078,681 35	1,846,881 46	15,593 90	13,854 98	1913.
1914	0 8626.0878	1,171,772 66	1,010,781 38	15,593 91	13,451 44	2,098,120 37	1,809,857 05	21,188 47	18,277 36	1914.
1915	0 8374.8426	1,163,735 97	974,610 56	21,188 47	17,745 01	2,111,235 97	1,768,126 89	20,927 91	17,526 80	1915.
1916	0 8130.9151	1,149,444 15	934,603 28	20,927 90	17,016 30	2,124,944 15	1,727,774 05	20,659 65	16,798 19	1916.
1917	0 7894.0923	1,134,729 65	895,766 06	20,659 65	16,308 92	2,139,229 65	1,688,727 63	20,383 41	16,090 85	1917.
1918	0 7664.1673	1,119,575 90	858,061 70	20,383 40	15,622 18	2,153,575 91	1,650,536 61	20,099 07	15,404 26	1918.
1919	0 7440.9391	1,103,976 58	821,462 25	20,099 06	14,955 59	2,168,476 57	1,613,550 21	19,806 32	14,737 76	1919.
1920	0 7224.2128	1,087,916 32	785,933 90	19,806 32	14,308 51	2,184,416 32	1,578,068 83	19,504 79	14,090 68	1920.
1921	0 7013.7988	1,071,372 28	751,438 96	19,504 78	13,680 26	2,200,372 29	1,543,296 85	19,194 32	13,462 51	1921.
1922	0 6809.5134	1,054,336 83	717,952 08	19,194 31	13,070 39	2,215,836 82	1,508,877 05	18,874 90	12,852 89	1922.
1923	0 6611.1781	1,036,809 90	685,453 49	18,874 90	12,478 53	2,234,309 90	1,477,142 07	18,545 59	12,260 82	1923.
1924	0 6418.6195	1,018,739 34	653,890 01	18,545 59	11,903 71	2,250,739 34	1,444,663 94	18,206 79	11,686 25	1924.
1925	0 6231.6694	1,000,146 80	623,258 42	18,206 80	11,345 88	2,268,646 79	1,413,745 68	17,857 95	11,128 48	1925.
1926	0 6050.1645	981,001 68	593,522 15	17,857 94	10,804 35	2,287,501 68	1,383,976 15	17,498 66	10,586 98	1926.
1927	0 5873.9461	961,282 43	564,652 12	17,498 67	10,278 62	2,306,282 42	1,354,697 86	17,128 80	10,061 36	1927.
1928	0 5702.8603	940,981 27	536,628 47	17,128 79	9,768 31	2,325,981 28	1,326,474 63	16,747 92	9,551 10	1928.
1929	0 5536.7575	920,075 41	509,423 44	16,747 91	9,272 91	2,346,075 42	1,298,965 07	16,355 76	9,055 79	1929.
1930	0 5375.4928	898,549 50	483,014 64	16,355 75	8,792 02	2,366,549 50	1,272,136 98	15,952 06	8,575 02	1930.
1931	0 5218.9250	876,388 32	457,380 49	15,952 07	8,325 27	2,388,388 32	1,246,481 95	15,536 25	8,108 25	1931.
1932	0 5066.9175	853,561 27	432,492 45	15,536 25	7,872 09	2,409,561 26	1,220,904 81	15,108 36	7,655 28	1932.
1933	0 4919.3374	830,068 35	408,338 63	15,108 37	7,432 32	2,433,068 35	1,196,908 41	14,667 54	7,215 46	1933.
1934	0 4776.0557	805,865 02	384,885 62	14,667 54	7,005 30	2,456,365 03	1,173,173 62	14,213 65	6,788 52	1934.
1935	0 4636.9473	780,943 65	362,119 45	14,213 65	6,590 80	2,480,443 65	1,150,168 65	13,746 29	6,374 08	1935.
1936	0 4501.8906	755,280 05	340,018 82	13,746 30	6,188 43	2,504,780 05	1,127,624 58	13,265 18	5,971 84	1936.
1937	0 4370.7675	728,860 18	318,567 84	13,265 18	5,797 90	2,530,360 18	1,105,961 60	12,769 76	5,581 37	1937.
1938	0 4243.4636	701,653 50	297,744 11	12,769 75	5,418 80	2,556,653 50	1,084,906 61	12,259 64	5,202 33	1938.
1939	0 4119.8676	673,638 37	277,530 09	12,259 62	5,050 80	2,583,138 38	1,064,218 81	11,734 54	4,834 48	1939.
1940	0 3999.8715	644,798 30	257,911 03	11,734 54	4,693 67	2,611,298 29	1,044,485 76	11,193 73	4,477 35	1940.
1941	0 3883.3703	615,096 25	238,864 65	11,193 75	4,346 95	2,639,596 24	1,025,052 96	10,637 00	4,130 74	1941.
1942	0 3770.2625	584,515 72	220,377 77	10,636 99	4,010 42	2,669,015 74	1,006,289 00	10,063 77	3,794 31	1942.
1943	0 3660.4490	553,027 53	202,432 91	10,063 78	3,683 80	2,699,527 53	988,148 28	9,473 47	3,467 72	1943.
1944	0 3553.8340	520,600 97	185,012 94	9,473 47	3,366 71	2,730,600 97	970,410 26	8,865 73	3,150 73	1944.
1945	0 3450.3243	487,213 23	168,104 36	8,865 73	3,058 96	2,763,713 23	953,570 69	8,239 67	2,842 95	1945.
1946	0 3349.8294	452,819 67	151,686 86	8,239 67	2,760 15	2,795,819 67	936,551 89	7,595 37	2,544 32	1946.
1947	0 3252.2615	417,419 13	135,755 62	7,595 38	2,470 22	2,830,419 13	920,526 32	6,931 78	2,254 40	1947.
1948	0 3157.5355	380,959 30	120,289 25	6,931 80	2,188 74	2,865,459 30	904,778 95	6,248 54	1,973 00	1948.
1949	0 3065.5684	343,417 28	105,276 92	6,248 53	1,915 53	2,901,417 29	889,449 32	5,542 10	1,699 89	1949.
1950	0 2976.2800	304,762 60	90,705 88	5,545 10	1,650 38	2,939,262 60	874,806 85	4,820 61	1,434 75	1950.
1951	0 2889.5922	264,950 62	76,559 92	4,820 62	1,392 96	2,977,450 62	860,361 81	4,074 68	1,177 42	1951.
1952	0 2805.4294	223,957 18	62,829 61	4,074 68	1,143 12	3,015,957 18	846,105 49	3,306 86	927 72	1952.
1953	0 2723.7178	181,760 62	49,506 46	3,306 86	900 70	3,057,260 61	832,711 51	2,516 12	685 32	1953.
1954	0 2644.3862	138,299 88	36,571 83	2,516 13	665 36	3,099,299 88	819,574 58	1,701 84	450 03	1954.
1955	0 2567.3653	93,544 35	24,016 25	1,701 85	436 93	3,142,544 34	806,805 93	863 36	221 66	1955.
1956	0 2492.5876	47,457 11	11,829 10	863 36	215 20	3,186,957 11	794,376 98	»	»	1956.
			23,058,123 61		392,029 92		60,912,015 01		387,061 53	
			Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 22,890,260 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 386,332 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 59,586,204 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 375,849 fr.	

Valeur actuelle totale au 1er janvier 1909 : 83,238,645 fr.

(A) Compte tenu, à partir du 1er juillet 1914, du relèvement du droit de timbre. (Loi du 29 mars 1914, art. 40.)

On a vu dans le Compte général des finances de l'année 1909 (2e vol., p. 158) comment a été dressé le tableau d'amortissement de la dette correspondant à l'annuité principale. Le même procédé a été employé pour l'annuité complémentaire (voir page 168 du Compte général des finances de 1912, 2e volume).

Il a, d'autre part, été tenu compte, pour chaque annuité, des modifications apportées, à partir du 1er juillet 1914, par la loi du 29 mars 1914, article 40. (Voir notes A, pages 162 et 164 du présent Compte.)

Le tableau ci-après présente la dette totale de l'État en capital au 1er janvier de chaque année (valeur actuelle à cette date des trimestrialités non échues), avec le montant de l'amortissement de l'année (diminution de la valeur actuelle), et permet de suivre cette dette depuis son origine jusqu'à son extinction.

ANNÉES.	ANNUITÉ PRINCIPALE.		ANNUITÉ COMPLÉMENTAIRE.		ANNUITÉ TOTALE.	
	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
1909	2,751,141	24,751	82,903	114	2,834,044	24,865
1910	2,726,390	31,915	82,789	692	2,809,179	32,607
1911	2,694,475	32,857	82,097	792	2,776,572	33,649
1912	2,661,618	33,812	81,305	908	2,742,923	34,720
1913	2,627,806	34,790	80,397	926	2,708,203	35,716
1914. 1er semest.	2,593,016	23,951	79,471	423	2,672,487	24,374
1914. 2e semest.	2,580,022	12,194	79,448	542	2,659,470	12,736
1915	2,567,828	37,202	78,906	992	2,646,734	38,194
1916	2,530,626	38,278	77,914	1,021	2,608,540	39,299
1917	2,492,348	39,382	76,893	1,050	2,569,241	40,432
1918	2,452,966	40,518	75,843	1,080	2,528,809	41,598
1919	2,412,448	41,608	74,763	1,111	2,487,211	42,719
1920	2,370,840	42,806	73,652	1,144	2,444,492	43,950
1921	2,328,034	44,039	72,508	1,176	2,400,542	45,215
1922	2,283,995	45,309	71,332	1,209	2,355,327	46,518
1923	2,238,686	46,615	70,123	1,245	2,308,809	47,860
1924	2,192,071	47,960	68,878	1,281	2,260,949	49,241
1925	2,144,111	49,076	67,597	1,317	2,211,708	50,393
1926	2,095,035	50,288	66,280	1,355	2,161,315	51,643
1927	2,044,747	51,735	64,925	1,394	2,109,672	53,129
1928	1,993,012	53,228	63,531	1,433	2,056,543	54,661
1929	1,939,784	54,757	62,098	1,476	2,001,882	56,233
1930	1,885,027	56,336	60,622	1,517	1,945,649	57,853
1931	1,828,691	57,961	59,105	1,561	1,887,796	59,522
1932	1,770,730	59,627	57,544	1,605	1,828,274	61,232
1933	1,711,103	61,348	55,939	1,652	1,767,042	63,000
1934	1,649,755	63,110	54,287	1,700	1,704,042	64,810
1935	1,586,645	64,931	52,587	1,748	1,639,232	66,679
1936	1,521,714	66,714	50,839	1,798	1,572,553	68,512
1937	1,455,000	68,635	49,041	1,850	1,504,041	70,485
1938	1,386,365	70,609	47,191	1,903	1,433,556	72,512
1939	1,315,756	72,296	45,288	1,957	1,361,044	74,253
A reporter	.....	1,518,638	.....	39,972	.....	1,558,610

ANNÉES.	ANNUITÉ PRINCIPALE.		ANNUITÉ COMPLÉMENTAIRE.		ANNUITÉ TOTALE.	
	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle.)	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Report.....	.....	1,518,638	.....	39,972	.....	1,558,610
1940.....	1,243,460	74,376	43,331	2,013	1,286,791	76,389
1941.....	1,169,084	76,519	41,318	2,071	1,210,402	78,590
1942.....	1,092,565	78,720	39,247	2,131	1,131,812	80,851
1943.....	1,013,845	80,987	37,116	2,191	1,050,961	83,178
1944.....	932,858	83,319	34,925	2,255	967,783	85,574
1945.....	849,539	85,715	32,670	2,320	882,209	88,035
1946.....	763,824	88,187	30,350	2,385	794,174	90,572
1947.....	675,637	90,723	27,965	2,455	703,602	93,178
1948.....	584,914	93,332	25,510	2,524	610,424	95,856
1949.....	491,582	96,021	22,986	2,597	514,568	98,618
1950.....	395,561	98,782	20,389	2,672	415,950	101,454
1951.....	296,779	101,628	17,717	2,749	314,496	104,377
1952.....	195,151	35,660	14,968	2,826	210,119	38,486
1953.....	159,491	36,689	12,142	2,908	171,633	39,597
1954.....	122,802	37,749	9,234	2,991	132,036	40,740
1955.....	85,053	38,839	6,243	3,077	91,296	41,916
1956.....	46,214	39,960	3,166	3,166	49,380	43,126
1957.....	6,254	6,254	//	//	6,254	6,254
TOTAL.....	.....	2,762,098	.....	83,303	.....	2,845,401

Sur la dette primitive de.....	2,751,141,000f	
correspondant à l'annuité principale, il a été amorti, depuis l'année 1909 jusqu'au 28 juin 1914, un capital de.....	182,076,000	
La somme restant à amortir au 28 juin 1914, soit.....	2,569,065,000	
s'est trouvée augmentée, le 29 juin de la même année, de...	10,957,000	
par application de la loi du 29 mars 1914, article 40, et portée de ce fait à.....	2,580,022,000	
Du 29 juin au 31 décembre 1914, il a été amorti un capital de.....	12,194,000	
et, au 1er janvier 1915, il reste à amortir.....	2,567,828,000	2,567,828,000f
En ce qui concerne la dette complémentaire de.....	82,903,000f	
il a été amorti, jusqu'au 28 juin 1914, un capital de.....	3,855,000	
La somme restant à amortir au 28 juin 1914, soit.....	79,048,000	
a été augmentée, dans les mêmes conditions que ci-dessus, de	400,000	
et s'est trouvée portée, le 29 juin de la même année, à la somme de.....	79,448,000	
sur laquelle il a été amorti, du 29 juin au 31 décembre 1914.	542,000	
Le capital subsistant à ce titre, au 1er janvier 1915, est donc de.....	78,906,000	78,906,000
Soit, à cette date, comme dette totale.....		2,646,734,000

CAUTIONNEMENTS.

Ce compte présente la situation des cautionnements inscrits au Trésor au commencement et à la fin de l'année, ainsi que leur mouvement, par ministère et par classe, pendant cette période.

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Les capitaux de cautionnements versés en numéraire au Trésor pendant l'année 1914 sont de	3,311,674f 00c
Les remboursements autorisés montent à	6,080,380 87
Dépenses excédant les recettes	2,768,706 87 (A)
Les capitaux qui restaient inscrits au 1er janvier 1914 s'élevaient à	100,163,268 96 (B)
Par conséquent, les cautionnements, inscrits au Trésor au 1er janvier 1915, s'élèvent à la somme totale de	97,394,562 09 (C)

SAVOIR :

Ministère de la justice	22,198 parties.	62,690,929f 02c
Ministère des finances	2,726 parties.	9,128,855 94
Ministère des affaires étrangères	140 parties.	383,000 00
Ministère de l'agriculture	6 parties.	25,500 00
Ministère des colonies	16 parties.	32,122 10
Ministère du commerce	1,575 parties.	3,001,881 91
Ministère de la guerre	201 parties.	186,168 95
Ministère de l'instruction publique	225 parties.	290,380 00
Ministère de l'intérieur	13 parties.	10,287 28
Ministère de la marine	15 parties.	90,670 00
Ministère des travaux publics	13 parties.	36,429 84
Agents de change et courtiers	407 parties.	21,480,585 22
Assujettis non classés	»	37,751 83
	27,535	97,394,562 09

(A) Cet excédent de dépenses résulte jusqu'à concurrence de 131,000f 00c, du remboursement des cautionnements convertis en rentes pendant l'année 1914, en exécution de l'article 56 de la loi du 13 avril 1898.

(B) Il y a lieu de remarquer que le chiffre de 100,163,268f 96 représente le total des capitaux de cautionnements inscrits sur les livres de la Dette inscrite au 1er janvier 1914, non comprises les sommes restant à payer après ordonnancement.

(C) Le solde au 31 décembre 1914	97,394,562f 09c
représente les capitaux inscrits à cette date non compris les restes à payer après ordonnancement, soit	239,799 33
Il en résulte que la somme totale dont le Trésor reste débiteur au 1er janvier 1915 est de	97,634,361 42

Le total porté d'autre part comprend, en exécution de l'article 1er de la loi du 30 mars 1918, le résultat des opérations du département du Nord jusqu'au 31 décembre 1914, alors que la Direction de la Comptabilité publique et, par suite, celle du Budget et du Contrôle financier ne peuvent faire figurer dans leurs écritures les opérations de ce département afférentes au deuxième semestre.

Ces opérations s'élèvent en recettes à 21,600 francs, s'appliquant de la façon suivante :

Ministère de la justice (Notaires).....	19,600f 00c	19,600f 00c
Ministère des finances (Douanes).....	500 00	
Ministère des finances (Octrois).....	1,500 00	2,000 00
TOTAL.....	21,600 00	21,600 00

Les cautionnements inscrits au Trésor au 1er janvier 1915 s'élèvent donc, d'après les écritures de la Direction de la Comptabilité publique, à la somme totale de..... 97,372,962f 09c

SAVOIR :

Ministère de la justice.....	22,197 parties.	62,671,329f 02c
Ministère des finances.....	2,724 parties.	9,126,855 94
Ministère des affaires étrangères....	140 parties.	383,000 00
Ministère de l'agriculture.....	6 parties.	25,500 00
Ministère des colonies.....	16 parties.	32,122 10
Ministère du commerce.....	1,575 parties.	3,001,881 91
Ministère de la guerre.....	201 parties.	186,168 95
Ministère de l'instruction publique.	225 parties.	290,380 00
Ministère de l'intérieur.....	13 parties.	10,287 28
Ministère de la marine.....	15 parties.	90,670 00
Ministère des travaux publics.....	13 parties.	36,429 84
Agents de change et courtiers.....	407 parties.	21,480,585 22
Assujettis non classés.....	//	37,751 83
	27,532	97,372,962 09

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Situation, au 1er janvier 1915, des capitaux de cautionnements en numéraire.

MINISTÈRES auxquels ressortissent les emplois et classes des titulaires.	CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1914.		RECETTES DE L'ANNÉE 1914. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1914. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1915.		RÉSULTAT, par classe de titulaires, du mouvement de l'année 1914.				OBSERVATIONS.
	Nombre de parties.	Sommes.	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes.	Nombre de parties. Augmentation.	Nombre de parties. Diminution.	Sommes. Excédent de recette.	Sommes. Excédent de dépense.	
MINISTÈRES DIVERS.															
Agents de change et courtiers	409	21,728,585f 22c	1,037,000f 00c	//	1,037,000f 00c	1,285,000f 00c	//	1,285,000f 00c	407	21,480,585f 22c	//	2	//	248,000f 00c	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.															
Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués	3,022	9,052,809 54	249,600 00	//	249,600 00	265,000 00	//	265,000 00	2,828	9,037,409 54	//	194	//	15,400 00	
Greffiers des cours et tribunaux	3,931	8,376,121 05	408,200 00	//	408,200 00	437,250 00	//	437,250 00	3,873	8,347,071 05	//	58	//	29,050 00	
Huissiers, commissaires-priseurs	6,874	10,499,928 28	365,165 00	//	365,165 00	450,381 72	//	450,381 72	6,813	10,414,711 56	//	61	//	85,216 72	
Notaires	8,797	35,125,636 87	1,064,900 00	//	1,064,900 00	1,347,000 00	//	1,347,000 00	8,669	34,843,536 87	//	128	//	282,100 00	
Comptables et préposés divers	18	56,200 00	//	//	//	8,000 00	//	8,000 00	15	48,200 00	//	3	//	8,000 00	
	22,642	63,110,695 74	2,087,865 00	//	2,087,865 00	2,507,631 72	//	2,507,631 72	22,198	62,690,929 02	//	444	//	419,766 72	
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.															
Comptables et préposés divers	144	395,100 00	19,300 00	//	19,300 00	31,400 00	//	31,400 00	140	383,000 00	//	4	//	12,100 00	
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.															
Comptables et préposés divers	13	10,287 28	//	//	//	//	//	//	13	10,287 28	//	//	//	//	
MINISTÈRE DES FINANCES.															
Contributions indirectes	458	1,309,179 78	6,502 00	//	6,502 00	208,314 72	//	208,314 72	402	1,107,367 06	//	56	//	201,812 72	
Manufactures de l'État	8	61,190 00	//	//	//	1,660 00	//	1,660 00	7	59,530 00	//	1	//	1,660 00	
Douanes	65	197,808 96	17,000 00	//	17,000 00	37,500 00	//	37,500 00	55	177,308 96	//	10	//	20,500 00	
Enregistrement	352	1,728,031 67	40,300 00	//	40,300 00	355,628 28	//	355,628 28	303	1,412,703 39	//	49	//	315,328 28	
Octrois	1,771	578,049 12	29,030 00	//	29,030 00	106,567 37	//	106,567 37	1,571	500,511 75	//	200	//	77,537 37	
Percepteurs et receveurs municipaux	353	3,271,715 72	25,127 00	90,600 00	115,727 00	460,181 07	90,600 00	550,781 07	320	2,836,661 65	//	33	//	435,054 07	
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers	69	3,400,273 13	//	308,500 00	308,500 00	516,000 00	308,500 00	824,500 00	65	2,884,273 13	//	4	//	516,000 00	
Comptables et préposés divers	4	151,000 00	//	//	//	500 00	//	500 00	3	150,500 00	//	1	//	500 00	
	3,080	10,697,248 38	117,959 00	399,100 00	517,059 00	1,686,351 44	399,100 00	2,085,451 44	2,726	9,128,855 94	//	354	//	1,568,392 44	
A reporter	26,288	95,941,916 62	3,262,124 00	399,100 00	3,661,224 00	5,510,383 16	399,100 00	5,909,483 16	25,484	93,693,657 46	//	804	//	2,248,259 16	

Suite du COMPTE DES CAU TIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Suite de la *Situation, au 1er janvier 1915,* des capitaux de cautionnements en numéraire.

MINISTÈRES auxquels ressortissent les emplois et classes des titulaires.	CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1914.		RECETTES DE L'ANNÉE 1914. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1914. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1915.		RÉSULTAT, par classe de titulaires, des mouvements de l'année 1914.				OBSERVATIONS.
											Nombre de parties.		Sommes.		
	Nombre de parties.	Sommes. (A)	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes. (A)	Augmentation.	Diminution.	Excédent de recette.	Excédent de dépense.	
Report	26,288	95,941,916f 62c	3,262,124f 00c	399,100f 00c	3,661,224f 00c	5,510,383f 16c	399,100f 00c	5,909,483f 16c	25,484	93,693,657f 46c	//	804	//	2,248,259f 16c	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.															
Comptables et préposés divers	6	25,500 00	//	//	//	//	//	//	6	25,500 00	//	//	//	//	
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE.															
Comptables et préposés divers	3	3,000 00	//	//	//	//	//	//	3	3,000 00	//	//	//	//	
Postes et télégraphes	1,675	3,423,870 29	40,750 00	//	40,750 00	465,738 33	//	465,738 38	1,572	2,998,881 91	//	103	//	424,988 38	
MINISTÈRE DE LA GUERRE.															
Comptables et préposés divers	206	233,828 28	1,000 00	//	1,000 00	48,659 38	//	48,659 33	201	186,168 95	//	5	//	47,659 33	
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.															
Comptables et préposés divers	234	329,180 00	7,800 00	1,600 00	9,400 00	46,600 00	1,600 00	48,200 00	225	290,380 00	//	9	//	38,800 00	
MINISTÈRE DE LA MARINE.															
Comptables et préposés divers	15	90,670 00	//	//	//	//	//	//	15	90,670 00	//	//	//	//	
MINISTÈRE DES COLONIES.															
Comptables et préposés divers	8	41,122 10	//	//	//	9,000 00	//	9,000 00	16	32,122 10	1	2	//	9,000 00	
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.															
Chemins de fer	13	36,429 84	//	700 00	700 00	//	700 00	700 00	13	36,429 84	//	//	//	//	
Assujettis non classés	//	37,751 83	//	//	//	//	//	//	//	37,751 83	//	//	//	//	
	28,458	100,163,268 96	3,311,674 00	401,400 00	3,713,074 00	6,080,380 87	401,400 00	6,481,700 87	27,535	97,394,562 09	//	923	//	2,768,706 87	(A) Voir page 170.
											— 923		— 2,768,706f 87c		

(A) Le montant des capitaux dus s'élève, au 1er janvier 1914 (voir année 1913, page 169), à la somme de..... 100,509,878f 42c

Ce chiffre se décompose comme il suit :

Capitaux inscrits sur les livres de la Dette inscrite	100,163,268f 96c
Capitaux restant à payer après ordonnancement	346,609 46
TOTAL ÉGAL	100,509,878 42

CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

LOI DU 13 AVRIL 1898 (ART. 56).

Le montant de ces cautionnements s'élève, au 31 décembre 1914, à 62,546,546 fr. 96 c., savoir :

	PARTIES.	SOMMES.	RENTES.
Ministère des finances	2,880	56,794,489f 58c	1,720,451f
Ministère de la justice	17	103,700 00	3,228
Ministère des affaires étrangères	101	322,000 00	10,201
Ministère de l'intérieur	8	229,225 00	6,991
Ministère de la guerre	185	661,031 00	31,204
Ministère de la marine	11	378,711 38	10,487
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	118	825,120 00	27,632
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	808	2,823,100 00	87,809
Ministère des colonies	8	37,000 00	1,146
Ministère de l'agriculture	12	190,000 00	6,404
Ministère des travaux publics	7	182,170 00	4,785
	4,155	62,546,546 96	1,910,338

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

Situation, au 31 décembre 1914, des cautionnements réalisés en rentes sur l'État.

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES DES TITULAIRES.	CAUTIONNEMENTS RÉALISÉS en rentes sur l'État au 1er janvier 1915.		RENTES	
	Nombre de parties.	Capitaux.	3 p. o/o.	3 p. o/o amort.
		fr. c.		
MINISTÈRE DES FINANCES.				
Contributions indirectes	570	1,573,260 00	47,121f	5,790f
Manufactures de l'État	62	305,990 00	7,953	1,500
Douanes	61	380,650 00	13,117	1,440
Enregistrement	479	3,293,980 00	65,513	24,660
Octrois	55	200,950 00	6,358	240
Percepteurs et receveurs municipaux	1,180	20,900,268 58	554,199	93,405
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs des finances et trésoriers divers	460	29,891,891 00	592,663	299,820
Comptables et préposés divers	13	247,500 00	2,862	3,810
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.				
Comptables et préposés divers	17	103,700 00	3,228	"
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.				
Comptables et préposés divers	101	322,000 00	8,821	1,380
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.				
Comptables et préposés divers	8	229,225 00	6,961	30
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.				
Comptables et préposés divers	3	20,000 00	632	"
Postes et télégraphes	805	2,803,100 00	82,617	4,560
MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
Comptables et préposés divers	185	661,031 00	20,269	10,935
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.				
Comptables et préposés divers	118	825,120 00	24,962	2,670
MINISTÈRE DE LA MARINE.				
Comptables et préposés divers	11	378,711 38	10,442	45
MINISTÈRE DES COLONIES.				
Comptables et préposés divers	8	37,000 00	1,146	"
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.				
Comptables et préposés divers	12	190,000 00	4,934	1,470
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.				
Comptables et préposés divers	7	182,170 00	4,260	525
TOTAUX	4,155	62,546,546 96	1,458,058	452,280
			1,910,338 fr.	

CAUTIONNEMENT MUTUEL.

Aux termes de la loi de finances du 26 décembre 1908 (art. 41), les comptables de deniers publics et autres fonctionnaires, membres d'associations françaises de cautionnement mutuel agréées par le Ministre des finances, ont été admis à remplacer leur cautionnement par la caution solidaire fournie par leur association.

Le montant de ces cautionnements s'élève, au 31 décembre 1914, à 185,963,543 fr. 21, savoir :

MINISTÈRES.	CAUTIONNEMENTS.	
	NOMBRE DE PARTIES.	CAPITAUX.
Ministère de la Justice	56	149,500f 00c
— des Finances	21,059	158,121,810 81
— de l'Agriculture	42	258,000 00
— du Commerce	6,382	22,974,432 40
— de la Guerre	314	1,292,420 00
— de l'Instruction publique	164	1,761,800 00
— de l'Intérieur	6	174,750 00
— de la Marine	78	1,067,330 00
— des Travaux publics	7	163,500 00
TOTAUX	28,108	185,963,543 21

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS REMPLACÉS PAR UNE GARANTIE MUTUELLE.

Situation au 1er janvier 1915.

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES DES TITULAIRES.		CAUTIONNEMENTS CONSTITUÉS.	
		Nombre de parties.	Capitaux.
Ministère de la Justice. — Comptables et préposés divers		56	149,500f 00c
— des Finances.	Contributions indirectes	5,507	17,884,914 72
	Manufactures de l'État	114	592,330 00
	Douanes	585	3,258,370 00
	Enregistrement	4,252	31,317,988 84
	Octrois	3,216	3,444,544 71
	Percepteurs	5,983	77,157,323 10
	Receveurs spéciaux	804	18,183,746 44
	Receveurs de syndicats	336	294,153 00
	Payeurs aux armées et Trésoreries d'Algérie	28	350,000 00
	Receveurs des finances	204	5,365,940 00
	Comptables et préposés divers	30	272,500 00
— de l'Agriculture. — Comptables et préposés divers		42	258,000 00
— du Commerce. — Comptables et préposés divers		7	81,000 00
— de la Guerre. — Comptables et préposés divers		314	1,292,420 00
— de l'Instruction publique. — Comptables et préposés divers		164	1,761,800 00
— de l'Intérieur. — Comptables et préposés divers		6	174,750 00
— de la Marine. — Comptables et préposés divers		78	1,067,330 00
— des Travaux publics		7	163,500 00
Préposés des Postes et Télégraphes		6,375	22,893,432 40
TOTAUX		28,108	185,963,543 21

DETTE FLOTTANTE.

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, pages 578 et 579.

DETTE VIAGÈRE

RENTES VIAGÈRES POUR L'ANNÉE 1914.

RENTES VIAGÈRES D'ANCIENNE ORIGINE.

Le compte des rentes viagères anciennes présente la situation desdites rentes au commencement et à la fin de l'année.

Les rentes de cette nature qui figurent encore aujourd'hui sur les livres de la Dette inscrite sont les restes d'emprunts qui ont été contractés pendant les dernières années du XVIII[e] siècle.

Cette partie de la dette viagère du Trésor s'élevait, au 1[er] janvier 1914 (voir page 180 du Compte de 1913), à une partie, pour 790 francs.

Elle n'a éprouvé aucune modification pendant l'année 1914.

PENSIONS INSCRITES AU GRAND-LIVRE

DE LA DETTE VIAGÈRE.

Au 1er janvier 1914, les différentes natures de pensions inscrites au Grand-Livre de la Dette viagère étaient les suivantes :

1° *Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing;*
2° *Pensions civiles (1790)*;
3° *Pensions de donataires dépossédés;*
4° *Pensions militaires de la Guerre;*
5° *Pensions militaires de la Marine;*
6° *Pensions militaires des Colonies;*
7° *Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe;*
8° *Pensions à titre de récompense nationale;*
9° *Pensions civiles (1853)*;
10° *Pensions des grands fonctionnaires;*
11° *Pensions ecclésiastiques sardes;*
12° *Indemnités viagères aux victimes du Coup d'État du 2 décembre 1851;*
13° *Pensions de réforme de la magistrature;*
14° *Indemnités viagères aux anciens professeurs de théologie catholique et protestante;*
15° *Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves et orphelins;*
16° *Pensions des ministres des cultes;*
17° *Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la Caisse des retraites ecclésiastiques.*

La Dette viagère comprend également les *suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves* (loi du 18 août 1881), les *allocations supplémentaires aux anciens militaires, marins, agents du service actif des douanes et des forêts, et à leurs veuves* (loi du 26 janvier 1892 et lois subséquentes) et les *compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins* (loi du 8 avril 1910). Ces indemnités, attribuées à des bénéficiaires de pensions déjà comprises dans la nomenclature précédente, accroissent les charges de la Dette viagère sans modifier le nombre des parties prenantes.

Le présent compte comprend trois parties :

La première fait connaître l'emploi, pendant l'année 1914, des crédits d'inscription mis à la disposition du Ministre des Finances.

Il est rendu, par les Ministres de la Guerre et de la Marine, un compte spécial de l'emploi des crédits mis à leur disposition par les lois annuelles de finances (Lois des 25 mars 1817, 14 juillet 1819, 17 avril 1833 et 22 juin 1878. Règlement du 3 avril 1869. Loi du 5 août 1879).

La deuxième partie présente, en deux tableaux distincts, la situation des pensions de toutes natures inscrites et en payement au 1er janvier 1915.

La troisième partie indique le montant des crédits affectés à la Dette viagère et des payements effectués pendant l'exercice 1913, dernier exercice réglé.

Le compte était complété, depuis 1910, par des tableaux statistiques concernant les pensions civiles (1853) et les pensions militaires. Cette statistique n'a pu être établie pour l'année 1914, et sera reprise dans le Compte général des finances de 1915.

PREMIÈRE PARTIE.

COMPTE D'EMPLOI DES CRÉDITS D'INSCRIPTION

MIS À LA DISPOSITION DU MINISTRE DES FINANCES.

§ 1^er^. — *Pensions civiles (1853).*

Aux termes de l'article 20 de la loi du 9 juin 1853, il ne peut être concédé annuellement de pension, en vertu de la présente loi, que dans la limite des extinctions réalisées sur les pensions inscrites. Dans le cas, toutefois, où cette limite devrait être dépassée par suite de l'accroissement de liquidation auquel donneront lieu les nouvelles catégories de fonctionnaires soumis à la retenue et appelés à la pension par l'article 3, l'augmentation de crédit nécessaire sera l'objet d'une loi spéciale.

Cette disposition a été complétée par l'article 51 de la loi de finances du 26 janvier 1892, ainsi conçu :

« Les crédits d'inscription ouverts au budget de chaque année, soit en vertu des dispositions de la loi de finances, soit par suite de l'extinction des pensions en cours, seront exclusivement affectés à l'inscription des pensions résultant d'admissions à la retraite ou de décès survenus au cours de cette même année. Un règlement d'administration publique déterminera les mesures à prendre pour assurer l'affectation du crédit d'inscription de chaque année à l'inscription de pensions résultant d'admissions à la retraite ou de décès survenus au cours de cette année, mais qui n'auraient pu être liquidées avant le 31 décembre. »

Le règlement d'administration publique visé à l'article précédent est intervenu le 8 août 1892. Il dispose que les crédits d'inscription alloués pour un exercice déterminé peuvent être employés jusqu'au 31 juillet de l'année suivante. Passé cette date, les portions de crédit non employées sont annulées dans la comptabilité de l'exercice (art. 1^er^).

Toutefois, les pensions correspondant à des droits nés pendant le cours de chaque année et qui n'auraient pu être inscrites avant le 31 juillet de l'année suivante peuvent l'être par voie de rappel et dans la limite des crédits annulés sur l'année de l'admission à la retraite ou du décès. Cette faculté est seulement limitée aux pensions dont l'inscription serait réclamée avant l'expiration de la cinquième année qui suit celle de l'ouverture du droit (art. 2 et 4).

Au cas où le montant des pensions d'exercices clos à inscrire excéderait le montant des annulations, un crédit supplémentaire d'inscription peut être ouvert, par décret rendu sur le rapport du Ministre des Finances et après avis de la Section des Finances du Conseil d'État, jusqu'à concurrence des extinctions nouvellement révélées sur cet exercice et en vertu d'une loi au delà de cette limite (art. 3).

Les inscriptions qu'il y aurait lieu d'effectuer après l'expiration de la cinquième année qui suit celle de l'ouverture du droit ne peuvent l'être qu'en vertu de crédits législatifs extraordinaires (art. 4).

Enfin l'article 5 du même règlement stipule qu'un décret rendu sur le rapport du Ministre des Finances, après avis de la Section des Finances du Conseil d'État, détermine la portion afférente à chacun des départements ministériels et au fonds commun (pensions de veuves et secours annuels d'orphelins).

Les tableaux A, B et C ci-après présentent l'ensemble des opérations effectuées pendant l'année 1914, conformément aux dispositions ci-dessus rappelées.

COMPTE DES PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Tableau A.

Mouvement, pendant l'année 1914, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions civiles (1853).

1	EXERCICE 1913. (2e PARTIE.) 2	EXERCICE 1914. SERVICE de l'exercice courant. 3	SERVICE des exercices clos. 4	SERVICE des exercices périmés. 5	TOTAUX. 6	TOTAUX GÉNÉRAUX. 7	OBSERVATIONS. 8
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
I. — ORIGINE DES CRÉDITS.							
Reliquat disponible au 1er janvier 1914	4,510,724	"	898,493	412	898,905	5,409,629	
Décret du 7 avril 1914. (Extinctions 1913.)	"	6,513,115	"	"	6,513,115	6,513,115	
Report du reliquat disponible à la clôture de l'exercice 1913	"	"	941,949	"	941,949	941,949	
Décret du 22 août 1914. (Fonds commun 1913.)	"	"	50,000	"	50,000	50,000	
TOTAL	4,510,724	6,513,115	1,890,442	412	8,403,969	12,914,693	
A DÉDUIRE : Annulations de crédits :							
a) Crédits annulés à la clôture de l'exercice 1913 (art. 13 du projet de loi portant règlement définitif de cet exercice) et reportés à l'exercice courant (art 2 du décret du 8 août 1892)	*941,949*	"	"	"	"	*1,085,908*	
b) Crédits définitivement annulés (art. 2 et 4 du décret du 8 août 1892)	"	"	*143,959*	"	*143,959*		
TOTAUX des crédits accordés	3,568,775	6,513,115	1,746,483	412	8,260,010	11,828,785	
II. — EMPLOI DES CRÉDITS.							
Pensions concédées	3,605,108	4,632,712	902,634	412	5,535,758	9,140,866	
A DÉDUIRE :							
Pensions annulées par suite de nouvelles liquidations	*36,333*	*6,543*	*15,525*	"	*22,068*	*58,401*	
TOTAUX des crédits employés	3,568,775	4,626,169	887,109	412	5,513,690	9,082,465	
RELIQUAT disponible au 31 décembre 1914	"	1,886,946	859,374	"	2,746,320	2,746,320	

Tableau B.

Apurement des crédits d'exercices clos et périmés employés pour l'inscription, en 1914, des pensions civiles (1853).

1	EXERCICES CLOS. 1913. 2	1912. 3	1911. 4	1910. 5	1909. 6	TOTAUX. 7	EXERCICES PÉRIMÉS. 1896. 8	TOTAUX. 9	OBSERVATIONS. 10
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
I. — ORIGINE DES CRÉDITS.									
Crédits reportés des exercices antérieurs. — Reliquat disponible au 1er janvier 1914	"	365,963	265,824	122,192	144,514	898,493	412	412	
Report du reliquat de l'exercice 1913 au 31 juillet 1914	941,949	"	"	"	"	941,949	"	"	
Décret du 22 août 1914	50,000	"	"	"	"	50,000	"	"	
TOTAL	991,949	365,963	265,824	122,192	144,514	1,890,442	412	412	
II. — EMPLOI DES CRÉDITS.									
Pensions d'exercices clos et périmés concédées et inscrites en 1914	699,727	164,553	34,018	3,781	555	902,634	412	412	
A DÉDUIRE :									
Pensions annulées par suite des nouvelles liquidations	*4,713*	*5,984*	*4,828*	"	"	*15,525*	"	"	
Crédits à reporter à l'exercice 1915	296,935	207,394	236,634	118,411	"	859,374	"	"	
Crédits définitivement annulés au 31 décembre 1914	"	"	"	"	143 959 (*a*)	143,959 (*a*)	"	"	(*a*) Crédits non utilisés et annulés définitivement (Art. 2 et 4 du décret du 8 août 1892).

Tableau C. *Développement, par ministères et services, du mouvement pendant l'année 1914 des crédits d'inscription de pensions civiles (1853).*

1	FONDS commun pour les veuves et les orphelins. 2	JUSTICE. Magistrats. 3	JUSTICE. Autres fonctionnaires. 4	JUSTICE. Administration pénitentiaire 5	AFFAIRES ÉTRANGÈRES. 6	FINANCES. 7	INTÉRIEUR. Services métropolitains. 8	INTÉRIEUR. Services de l'Algérie. 9
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
I. — EXERCICE 1913 (2e partie).								
Reliquat disponible au 1er janvier 1914	554,444	56,566	49,663	28,027	58,798	1,617,504	181,741	87,236
Crédits ouverts en 1914	//	//	4,587	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	//	*4,587*	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits accordés	554,444	51,979	54,250	28,027	58,798	1,617,504	181,741	87,236
Pensions concédées	551,456	51,979	44,573	27,942	57,321	968,104	88,588	31,168
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*1,078*	//	//	//	//	*13,964*	//	//
Totaux des crédits employés	550,378	51,979	44,573	27,942	57,321	954,140	88,588	31,168
Reliquat disponible au 31 juillet 1914 (clôture de l'exercice) et reporté aux exercices clos	4,066	//	9,677	85	1,477	663,364	93,153	56,068
II. — EXERCICE 1914.								
Crédits ouverts en 1914	1,613,115	128,000	70,000	62,000	60,000	1,290,223	90,000	20,277
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits accordés	1,613,115	128,000	70,000	62,000	60,000	1,290,223	90,000	20,277
Pensions concédées	862,509	37,136	35,964	60,918	46,496	749,547	49,747	2,586
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*2,254*	//	//	*921*	//	*2,316*	//	//
Totaux des crédits employés	860,255	37,136	35,964	59,997	46,496	717,231	49,747	2,586
Reliquat disponible au 31 décembre 1914	752,860	90,864	34,036	2,003	13,504	572,992	40,253	17,691
III. — EXERCICES CLOS.								
a) EXERCICE 1909.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1914	25,151	74	1,425	//	1,443	60,251	6,604	9,604
Crédits ouverts en 1914	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	*24,596*	*74*	*1,425*	//	*1,443*	*60,251*	*6,604*	*9,604*
Totaux des crédits accordés	555	//	//	//	//	//	//	//
Pensions concédées	555	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits employés	555	//	//	//	//	//	//	//
Reliquat disponible au 31 décembre 1914	//	//	//	//	//	//	//	//
b) EXERCICE 1910.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1914	62,257	6,708	7,773	//	668	19,529	3,483	420
Crédits ouverts en 1914	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits accordés	62,257	6,708	7,773	//	668	19,529	3,483	420
Pensions concédées	3,781	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	//	//	//	//	//	//	//	//
Totaux des crédits employés	3,781	//	//	//	//	//	//	//
Reliquat disponible au 31 décembre 1914	58,476	6,708	7,773	//	668	19,529	3,483	420

MINISTÈRES ET SERVICES.

GUERRE. 10	MARINE. 11	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Enseignement primaire. 12	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Autres services. 13	COMMERCE et INDUSTRIE. 14	COLONIES. 15	AGRICULTURE. Forêts. 16	AGRICULTURE. Autres services. 17	TRAVAIL. 18	TRAVAUX PUBLICS ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Travaux publics. 19	TRAVAUX PUBLICS ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Postes et télégraphes. 20	TOTAUX. 21
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
32,534	4,500	581,827	83,987	22,773	54,673	192,720	28,140	5,183	112,143	758,265	4,510,724
//	//	//	//	//	//	//	//	350	//	//	4,937
//	//	//	//	*350*	//	//	//	//	//	//	*4,937*
32,534	4,500	581,827	83,987	22,423	54,673	192,720	28,140	5,533	112,143	758,265	4,510,724
26,406	3,959	585,848	83,255	18,618	22,106	144,748	31,201	5,515	101,765	760,556	3,605,108
//	//	*5,126*	*2,166*	//	//	//	*4,919*	//	*3,276*	*5,804*	*36,333*
26,406	3,959	580,722	81,089	18,618	22,106	144,748	26,282	5,515	98,489	754,752	3,568,775
6,128	541	1,105	2,898	3,805	32,567	47,972	1,858	18	13,654	3,513	941,949
45,000	14,000	1,610,000	310,000	28,000	32,000	95,000	45,000	10,500	240,000	850,000	6,613,115
//	//	//	*100,000*	//	//	//	//	//	//	//	*100,000*
45,000	14,000	1,610,000	210,000	28,000	32,000	95,000	45,000	10,500	240,000	850,000	6,513,115
39,345	//	1,609,842	207,882	18,963	19,829	37,724	20,091	10,399	122,056	731,678	4,632,712
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	*1,052*	*6,543*
39,345	//	1,609,842	207,882	18,963	19,829	37,724	20,091	10,399	122,056	730,626	4,626,169
5,655	14,000	158	2,118	9,037	12,171	57,276	24,909	101	117,944	119,374	1,886,946
71	//	1,837	2,725	1,077	654	587	1,636	4,625	410	26,340	144,514
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
71	//	*1,837*	*2,725*	*1,077*	*654*	*587*	*1,636*	*4,625*	*410*	*26,340*	*143,959*
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	555
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	555
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	555
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
88	39	12,195	5,960	//	576	1,134	392	//	311	659	122,192
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
88	39	12,195	5,960	//	576	1,134	392	//	311	659	122,192
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	3,781
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	3,781
88	39	12,195	5,960	//	576	1,134	392	//	311	659	118,411

Tableau C. (Suite.) *Développements, par ministères et services, du mouvement pendant l'année 1914 des crédits d'inscription de pensions civiles (1853).*

1	FONDS commun pour les veuves et les orphelins. 2	JUSTICE. Magistrats. 3	JUSTICE. Autres fonctionnaires. 4	JUSTICE. Administration pénitentiaire. 5	AFFAIRES ÉTRANGÈRES. 6	FINANCES. 7	INTÉRIEUR. Services métropolitains. 8	INTÉRIEUR. Service de l'Algérie. 9
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
c) EXERCICE 1911.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1914	49,034	1,287	3,727	480	14,235	43,442	46,514	9,678
Crédits ouverts en 1914	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulation de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	49,034	1,287	3,727	480	14,235	43,442	46,514	9,678
Pensions concédées	7,969	//	//	//	//	9,468	3,497	//
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	*449*	//	//	//	//	//	*816*	//
TOTAUX des crédits employés	7,520	//	//	//	//	9,468	2,681	//
Reliquat disponible au 31 décembre 1914	41,514	1,287	3,727	480	14,235	33,974	43,833	9,678
d) EXERCICE 1912.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1914	44,521	17,531	1,940	43	6,959	110,690	44,073	10,222
Crédits ouverts en 1914	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulation de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	44,521	17,531	1,940	43	6,959	110,690	44,073	10,222
Pensions concédées	24,581	//	//	//	//	79,578	15,528	8,243
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*1,210*	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits employés	23,371	//	//	//	//	79,578	15,528	8,243
Reliquat disponible au 31 décembre 1914	21,150	17,531	1,940	43	6,959	31,112	28,545	1,979
e) EXERCICE 1913.								
Reliquat au 1er août 1914	4,066	//	9,677	85	1,477	663,364	93,153	56,068
Crédits ouverts en 1914	50,000	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulation de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	54,066	//	9,677	85	1,477	663,364	93,153	56,068
Pensions concédées	39,983	//	6,000	//	//	539,505	10,878	34,373
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*476*	//	//	//	//	*2,266*	//	//
TOTAUX des crédits employés	39,507	//	6,000	//	//	537,239	10,878	34,373
Reliquat disponible au 31 décembre 1914	14,559	//	3,677	85	1,477	126,125	82,275	21,695
IV. — EXERCICES PÉRIMÉS.								
a) EXERCICE 1896.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1914	412	//	//	//	//	//	//	//
Crédits ouverts en 1914	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	412	//	//	//	//	//	//	//
Pensions concédées	412	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits employés	412	//	//	//	//	//	//	//
Reliquat disponible au 31 décembre 1914	//	//	//	//	//	//	//	//

MINISTÈRES ET SERVICES.

GUERRE. 10	MARINE. 11	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Enseignement primaire. 12	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Autres services. 13	COMMERCE et INDUSTRIE. 14	COLONIES. 15	AGRICULTURE. Forêts. 16	AGRICULTURE. Autres services. 17	TRAVAIL. 18	TRAVAUX PUBLICS ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Travaux publics. 19	TRAVAUX PUBLICS ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Postes et télégraphes. 20	TOTAUX. 21
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
6,267	474	4,730	1,654	7,201	67,424	818	1,564	1,818	1,812	3,665	265,824
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
6,267	474	4,730	1,654	7,201	67,424	818	1,564	1,818	1,812	3,665	265,824
6,000	//	3,878	//	//	271	//	//	1,954	//	981	34,018
//	//	*1,703*	//	//	//	//	//	*1,860*	//	//	*4,828*
6,000	//	2,175	//	//	271	//	//	94	//	981	29,190
267	474	2,555	1,654	7,201	67,153	818	1,564	1,724	1,812	2,684	236,634
31,198	2,239	2,030	17,254	6,311	52,824	2,051	7,834	327	3,777	4,139	365,963
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
31,198	2,239	2,030	17,254	6,311	52,824	2,051	7,834	327	3,777	4,139	365,963
25,140	//	1,320	5,387	//	1,707	//	//	//	//	3,069	164,553
1,367	//	*1,218*	*934*	//	//	//	//	//	//	*1,255*	*5,984*
23,773	//	102	4,453	//	1,707	//	//	//	//	1,814	158,569
7,425	2,239	1,928	12,801	6,311	51,117	2,051	7,834	327	3,777	2,325	207,394
6,128	541	1,105	2,898	3,805	32,567	47,972	1,858	18	13,654	3,513	941,949
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	50,000
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
6,128	541	1,105	2,898	3,805	32,567	47,972	1,858	18	13,654	3,513	991,949
3,456	//	//	//	//	12,628	44,126	//	//	6,000	2,778	699,727
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	*1,971*	*4,713*
3,456	//	//	//	//	12,628	44,126	//	//	6,000	807	695,014
2,672	541	1,105	2,898	3,805	19,939	3,846	1,858	18	7,654	2,706	296,935
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	412
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	412
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	412
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	412
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//

Tableau C. (Suite.) *Développements, par ministères et services, du mouvement pendant l'année 1914 des crédits d'inscription de pensions civiles (1853).*

1	Fonds commun pour les veuves et les orphelins. 2	JUSTICE. Magistrats. 3	JUSTICE. Autres fonctionnaires. 4	JUSTICE. Administration pénitentiaire. 5	AFFAIRES ÉTRANGÈRES. 6	FINANCES. 7	INTÉRIEUR. Services métropolitains. 8	INTÉRIEUR. Service de l'Algérie. 9
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
RÉCAPITULATION.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1914....	735,819	82,166	64 528	28,550	82,103	1,851,416	282,415	117,160
Crédits ouverts en 1914.....	1,663,115	128,000	74,587	62,000	60,000	1,290,223	90,000	20,277
A déduire Annulations de crédits.....	*24,596*	*4,661*	*1,425*	*»*	*1,443*	*60,251*	*6,604*	*9,604*
Totaux des crédits accordés.....	2,374,338	205,505	137,690	90,550	140,660	3,081,388	365,811	127,833
Pensions concédées.....	1,491,246	89,115	86,537	88,860	103,817	2,316,202	168,238	76,370
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation.....	*5,467*	*»*	*»*	*921*	*»*	*18,546*	*816*	*»*
Totaux des crédits employés.....	1,485,779	89.115	86,537	87,939	103,817	2,297,656	167,422	76,370
Reliquat disponible au 31 décembre 1914..	888,559	116,390	51,153	2,611	36,843	783,732	198,389	51,463

1	GUERRE. 10	MARINE. 11	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Enseignement primaire. 12	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Autres services. 13	COMMERCE et INDUSTRIE. 14	COLONIES. 15	AGRICULTURE. Forêts. 16	AGRICULTURE. Autres services. 17	TRAVAIL 18	TRAVAUX PUBLICS, ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Travaux publics. 19	TRAVAUX PUBLICS, ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Postes et télégraphes. 20	TOTAUX. 21
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
RÉCAPITULATION.												
Reliquat disponible au 1er janvier 1914....	70,158	7,252	602,619	111,580	37,362	176,151	197,310	39,566	11,953	118,453	793,068	5,409,629
Crédits ouverts en 1914.....	45,000	14,000	1,610,000	310,000	28,000	32,000	95,000	45,000	10,850	240,000	850,000	6,668,052
A déduire Annulations de crédits.....	*71*	*»*	*1,837*	*102,725*	*1,427*	*654*	*587*	*1,636*	*4,625*	*410*	*26,340*	*248,896*
Totaux des crédits accordés.....	115,087	21,252	2,210,782	318,855	63,935	207,497	291,723	82,930	18,178	358,043	1,616,728	11,828,785
Pensions concédées.....	100,347	3,959	2,200,888	296,524	37,581	56,541	226,598	51,292	17,868	229,821	1,499,062	9,140,866
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation.....	*1,367*	*»*	*8,047*	*3,100*	*»*	*»*	*»*	*4,919*	*1,860*	*3,276*	*10,082*	*58,401*
Totaux des crédits employés.....	98,980	3,959	2,192,841	293,424	37,581	56,541	226,598	46,373	16,008	226,545	1,488,980	9,082,465
Reliquat disponible au 31 décembre 1914..	16,107	17,293	17,941	25,431	26,354	150,956	65,125	36,557	2,170	131,498	127,748	2,746,320

§ II. — *Pensions civiles (1790).*

Le crédit d'inscription des *pensions civiles (1790)* a été fixé par la loi du 25 mars 1817 au chiffre permanent de 3 millions de francs.

La portion de ce crédit annuellement utilisable est déterminée par la différence entre le chiffre des pensions inscrites au 1er janvier de l'année et le chiffre du crédit initial.

Le crédit permanent étant de	3,000,000f 00c
et les pensions inscrites au 1er janvier 1914 s'élevant à	464,202 36
le crédit utilisable en 1914 était de	2,535,797 64
Sur ce crédit, des décrets divers ont concédé, en 1914, des pensions s'élevant à	21,135 00
ramenant ainsi à	2,514,662 64
le crédit sans emploi au 31 décembre 1914.	
Mais ce chiffre doit être accru de	30,683 53
montant des extinctions notifiées en cours d'année, ce qui porte définitivement à	2,545,346 17

le crédit non utilisé au 31 décembre 1914.

§ III. — *Pensions diverses.*

Le crédit d'inscription initial des *pensions aux grands fonctionnaires de l'Empire, pensions à titre de récompense nationale, indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851, pensions aux survivants des blessés de 1848, pensions de réforme de la magistrature*, a été fixé par les lois créant ces natures de pensions.

Les inscriptions faites, depuis l'origine, en vertu de concessions directes, ont atteint les sommes con

signées dans le tableau ci-dessous. La différence entre le crédit initial et le montant de ces concessions fait ressortir l'excédent de crédit non utilisé, excédent qu'il y aura lieu d'annuler dans la comptabilité lors de la disparition du dernier bénéficiaire de chacune de ces pensions.

NATURE DES PENSIONS.	LOIS ET DÉCRETS qui ont ouvert les crédits.	CRÉDIT D'INSCRIPTION.	TOTAL DES PENSIONS inscrites depuis l'origine.	EXCÉDENT DE CRÉDIT.
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire..	Diverses lois ...	279,000f	279,000f	»
Pensions à titre de récompense nationale	*Idem*.....	1,510,900	1,503,525	7,375f
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.	Lois des 30 juillet 1881, 7 août et 30 novembre 1882.	8,310,000	8,299,450	10,550
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848.	Loi du 18 avril 1888.	200,000	199,650	350
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	Loi du 18 mars 1884.	1,500,000	1,374,327	125,673

Enfin, il n'a pas été créé de crédit d'inscription par les lois qui ont mis à la charge du Trésor les *pensions ecclésiastiques sardes, pensions de donataires dépossédés, pensions de l'ancienne liste civile du roi Louis-Philippe, indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante, pensions aux ministres des cultes, pensions accordées en vertu de la loi du 25 mars 1885 ou provenant de la Caisse des retraites ecclésiastiques.*

2E PARTIE.

COMPTE DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES AU COURS DE L'ANNÉE 1914.

TABLEAU D. — Situation des pensions de toutes natures inscrites au 1er janvier 1915 (accroissements et décroissements de l'année 1914).

TABLEAU E. — Situation des pensions en payement au 1er janvier 1915 (suspensions prononcées à divers titres : remise en activité, interdiction du cumul, condamnation, perte de la qualité de Français, etc.).

Tableau D.

2e PARTIE.

I. Situation des pensions de toutes natures inscrites au 1er janvier 1915.

NATURE DES PENSIONS.	SITUATION au 1er janvier 1914.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1914. ACCROISSEMENTS qui affectent les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS qui n'affectent pas les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS TOTAL.	DÉCROISSEMENTS	SITUATION au 1er janvier 1915.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	149,140 62	"	12,571 24	12,571 24	12,571 24	149,140 62
Pensions civiles (1790)	464,202 36	21,135 00	"	21,135 00	30,683 53	454,653 83
Pensions de donataires dépossédés	51,048 00	"	"	"	3,750 00	47,298 00
Pensions militaires de la guerre	133,997,039 65	6,743,337 40	11,719 42	6,755,056 82	4,593,030 41	136,159,066 06
Pensions militaires de la marine	45,718,956 00	3,362,781 00	26,866 00	3,389,647 00	2,301,927 00	46,806,676 00
Pensions militaires des colonies	3,317,325 00	203,229 00	110,362 00	313,591 00	149,527 00	3,481,389 00
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe	718 00	"	"	"	"	718 00
Pensions à titre de récompense nationale	3,900 00	"	"	"	600 00	3,300 00
Pensions civiles (1853.)	122,421,830 00	9 140,866 00	11,079 00	9,151,945 00	5,963,912 00	125,609,863 00
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire	54,000 00	"	"	"	"	54,000 00
Pensions ecclésiastiques sardes	1,145 69	"	"	"	"	1,145 69
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	1,631,458 00	"	11,487 00	11,487 00	99,556 00	1,543,389 00
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	284,634 00	"	4,711 00	4,711 00	25,277 00	264,068 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante	38,721 00	"	"	"	"	38,721 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	33,931 00	"	450 00	450 00	1,275 00	33,106 00
Pensions des ministres des cultes	7,457,421 00	"	3,062 00	3,062 00	353,773 00	7,106,710 00
Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	160,600 00	"	"	"	11,000 00	149,600 00
TOTAUX	315,786,070 32	19,471,348 40	192,307 66	19,663,656 06	13,546,882 18	321,902,844 20
Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	1,467,546 00	"	"	"	142,031 00	1,325,515 00
Allocations supplémentaires	2,523,947 00	"	"	"	230,255 00	2,293,692 00
Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	420,000 00	"	20,000 00	20,000 00	"	440,000 00
TOTAUX	320,197,563 32	19,471,348 40	212,307 66	19,683,656 06	13,919,168 18	325,962,051 20

NOMBRE DE PARTIES. SITUATION au 1er janvier 1914.	MOUVEMENTS pendant l'année 1914. Accroissements	MOUVEMENTS pendant l'année 1914. Décroissements	SITUATION au 1er janvier 1915.	MOTIFS DES ACCROISSEMENTS.		MOTIFS DES DÉCROISSEMENTS.		OBSERVATIONS
				Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing.				
				Réversions	12,571 24	Décès notifiés	12,571 24	
					12,571 24	Prescription quinquennale	"	12,571 24
				Pensions civiles (1790).				
				Concessions	20,935 00	Décès notifiés	28,448 70	
				Rétablissements	200 00	21,135 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	2,234 83	30,683 53
							Nouvelles liquidations	"	
				Pensions de donataires dépossédés.				
					"		Décès notifiés	2,750 00	
							Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	1,000 00	3,750 00
							Réunions	"	
				Pensions militaires de la guerre.					
				Concessions	6,743,337 40		Décès notifiés	4,224,584 41	
				Rétablissements	2,743 42	6,755,056 82	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	154,263 00	
				Divisions	"		Expiration de droit	41,148 00	
				Réunions	8,976 00		Divisions	"	4,593,030 41
							Réunions	4,489 00	
							Nouvelles liquidations	152,499 00	
							Motifs divers	16,047 00	
				Pensions militaires de la marine.					
				Concessions	3,362,781 00		Décès notifiés	2,063,317 00	
				Rétablissements	10,515 00	3,389,647 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	29,272 00	
				Divisions	767 00		Expiration de droit	56,163 00	
				Réunions	15,584 00		Divisions	767 00	
							Réunions	8,743 00	2,301,927 00
							Nouvelles liquidations	32,980 00	
							Opérations d'ordre (1)	110,362 00	
							Motifs divers	324 00	
				Pensions militaires des colonies.					
				Concessions	203,229 00		Décès notifiés	119,467 00	
				Opérations d'ordre (1)	110,362 00	313,591 00	Expiration de droit	3,630 00	149,527 00
							Nouvelles liquidations	26,430 00	
				Pensions et indemnités viagères de retraite (liste civile).					
					"			"	"
				Pensions à titre de récompense nationale.					
					"		Décès notifiés	600 00	
							Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	"	600 00
				Pensions civiles. (1853.)					
				Concessions	9,140,866 00		Décès notifiés	5,664,924 00	
				Rétablissements	3,321 00	9,151,945 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	153,119 00	
				Divisions	662 00		Expiration de droit	57,765 00	
				Réunions	7,096 00		Réunions	4,895 00	5,963,912 00
							Divisions	935 00	
							Nouvelles liquidations	82,274 00	
							Motifs divers	"	
				Pensions ecclésiastiques sardes.					
					"		Décès notifiés	"	"
				Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.					
				Concessions	11,487 00	11,487 00	Décès notifiés	89,855 00	
				Rétablissements	"		Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	9,701 00	
							Expiration de droit	"	99,556 00
							Motifs divers	"	
				Pensions et indemnités de réforme de la magistrature.					
				Concessions	4,711 00	4,711 00	Décès notifiés	23,703 00	
							Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	1,574 00	25,277 00
				Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante.					
					"		Décès notifiés	"	"
				Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848.					
				Concessions	450 00	450 00	Décès notifiés	750 00	
							Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	525 00	1,275 00
				Pensions aux ministres des cultes.					
				Concessions	2,162 00		Décès notifiés	347,898 00	
				Rétablissements	900 00	3,062 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	5,875 00	
							Expiration de droit	"	
							Nouvelles liquidations	"	353,773 00
							Motifs divers	"	
				Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques.					
					"		Décès notifiés	10,000 00	
							Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853).	1,000 00	11,000 00
330,645	18,454	13,366	335,733	TOTAL	19,663,656 06		TOTAL	13,546,882 18	

(1) Création d'un compte spécial pour les pensions militaires des colonies (décision ministérielle du 12 novembre 1909). Les opérations d'ordre n'étaient pas complètement achevées au 1er janvier 1915.

II. Situation des pensions en payement au 1er janvier 1915.

Tableau E.

NATURE DES PENSIONS.	PENSIONS INSCRITES au 1er janvier 1915.		PENSIONS dont le payement est suspendu.		PENSIONS dont le payement est exigible.	
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
Dotations des canaux d'Orléans et du Loing	132	149,140f 62c	//	//	132	149,140f 62c
Pensions civiles (1790)	366	454,653 83	10	8,120f 00c	356	446,533 83
Pensions de donataires dépossédés	120	47,298 00	7	1,332 00	113	45,966 00
Pensions militaires de la guerre	139,918	136,159,066 06	1,548	630,758 74	138,370	135,528,307 32
Pensions militaires de la marine	47,439	46,806,676 00	35	40,153 96	47,404	46,766,522 04
Pensions militaires des colonies	1,615	3,481,389 00	//	5,635 50	1,615	3,475,753 50
Pensions et indemnités viagères de retraites aux employés de l'ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe	2	718 00	//	//	2	718 00
Pensions à titre de récompense nationale	7	3,300 00	//	//	7	3,300 00
Pensions civiles (1853)	123,629	125,609,863 00	47	96,943 00	123,582	125,512,920 00
Pensions des grands fonctionnaires	8	54,000 00	//	//	8	54,000 00
Pensions ecclésiastiques sardes	2	1,145 69	//	//	2	1,145 69
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	10,302	1,543,389 00	5	1,100 00	10,297	1,542,289 00
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	240	264,068 00	//	//	240	264,068 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante	17	38,721 00	1	2,500 00	16	36,221 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	105	33,106 00	//	//	105	33,106 00
Pensions aux ministres des cultes	11,558	7,106,710 00	2	1,750 00	11,556	7,104,960 00
Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	273	149,600 00	//	//	273	149,600 00
Totaux	335,733	321,902,844 20	1,655	788,293 20	334,078	321,114,551 00
Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	//	1,325,515 00	//	115,398 00	//	1,210,117 00
Allocations supplémentaires	//	2,293,692 00	//	//	//	2,293,692 00
Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	//	440,000 00	//	//	//	440,000 00
Totaux	335,733	325,962,051 20	1,655	903,691 20	334,078	325,058,360 00

3e PARTIE

COMPTE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES PAYEMENTS EFFECTUÉS

AU TITRE DE L'EXERCICE 1913.

Tableau F. *Situation des crédits affectés à la Dette viagère et des payements effectués sur l'exercice 1913.*

Nos des chapitres. 1	DÉSIGNATION DES CHAPITRES. 2	CRÉDITS ALLOUÉS — par la loi de finances. 3	CRÉDITS ALLOUÉS — augmentations. 4	CRÉDITS ALLOUÉS — diminutions. 5	CRÉDITS ALLOUÉS — total. 6	PAYEMENTS EFFECTUÉS — propres à l'exercice 1913. 7	PAYEMENTS EFFECTUÉS — propres aux exercices antérieurs. 8	PAYEMENTS EFFECTUÉS — total. 9	EXCÉDENT des payements sur les crédits. 10	EXCÉDENT des crédits sur les payements. 11	OBSERVATIONS. 12
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
17	Pensions civiles (1790)	387,000 00	(A) 64,000 00	"	451,000 00	419,943 87	20,476 21	440,420 08	"	10,579 92	(A) Loi du 30 juin 1914. (Crédit supplémentaire.)
19	Pensions de donataires dépossédés	57,000 00	"	"	57,000 00	45,607 64	2,784 22	48,391 86	"	8,608 14	
20	Pensions militaires de la Guerre	132,352,000 00	"	"	132,352,000 00	130,169,312 86	777,036 44	130,946,349 30	"	1,405,650 70	
21	Pensions militaires de la Marine	46,652,000 00	"	(B) 433,000 00	46,219,000 00	45,191,082 07	191,641 66	45,382,723 73	"	836,276 27	(B) Loi du 30 juin 1914. (Annulation de crédit.)
22	Pensions militaires des Colonies	2,455,000 00	(C) 433,000 00	"	2,888,000 00	2,774,969 94	60,726 75	2,835,696 69	"	52,303 31	(C) Loi du 30 juin 1914. (Crédit supplémentaire.)
23	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe	718 00	(D) 25 50	"	743 50	718 00	25 50	743 50	"	"	(D) Loi du 30 juin 1914. (Crédit supplémentaire.)
24	Pensions à titre de récompense nationale	3,475 00	(E) 26 66	"	3,501 66	3,126 66	375 00	3,501 66	"	"	(E) Loi du 30 juin 1914. (Crédit supplémentaire.)
26	Pensions civiles (1853)	121,760,000 00	(F) 1,000,000 00	"	122,760,000 00	119,405,296 65	845,938 34	120,251,234 99	"	2,508,765 01	(F) Loi du 2 août 1913. (Crédit supplémentaire.)
27	Pensions des grands fonctionnaires	54,000 00	"	"	54,000 00	29,750 00	"	29,750 00	"	24,250 00	
28	Pensions ecclésiastiques sardes	1,760 00	"	"	1,760 00	879 66	"	879 66	"	880 34	
29	Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	1,632,000 00	"	"	1,632,000 00	1,377,427 22	5,881 97	1,383,309 19	"	248,690 81	
30	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	1,703,000 00	"	"	1,703,000 00	1,557,638 48	27,902 42	1,585,540 90	"	117,459 10	
31	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	327,000 00	"	"	327,000 00	281,374 27	12,176 68	293,550 95	"	33,449 05	
32	Indemnités aux anciens professeurs de Facultés de théologie catholique et protestante	43,721 00	"	"	43,721 00	36,693 20	"	36,693 20	"	7,027 80	
33	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	39,000 00	"	"	39,000 00	31,153 32	1,228 07	32,381 39	"	6,618 61	
34	Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la Préfecture de la Seine et de la Préfecture de police et des services de l'Algérie	25,500 00	"	"	25,500 00	14,615 12	"	14,615 12	"	(G) 10,884 88	(G) Dépenses restant à ordonnancer.
35	Allocations supplémentaires	2,726,000 00	"	"	2,726,000 00	2,388,211 60	12,159 09	2,400,370 69	"	325,629 31	
36	Compléments de pension aux officiers mariniers, à leurs veuves et orphelins	420,000 00	"	"	420,000 00	400,006 10	844 66	400,850 76	"	19,149 24	
37	Pensions aux ministres des cultes	7,891,000 00	"	"	7,891,000 00	7,361,657 23	54,138 60	7,415,795 83	"	475,204 17	
38	Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	171,000 00	"	"	171,000 00	144,894 22	1,087 48	145,981 70	"	25,018 30	
	TOTAUX	318,701,174 00	1,497,052 16	433,000 00	319,765,226 16	311,634,358 11	2,014,423 09	313,648,781 20	"	6,116,444 96	

TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES.

Pages.

TABLE SOMMAIRE. 3

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.

TABLEAU récapitulatif de la dette publique (situation au 1er janvier 1915). 4

DETTE CONSOLIDÉE.

NOTE explicative. 14

I. Rentes émises.

1° Rentes provenant d'emprunts. 16
2° Rentes provenant de conversions. 18
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers. 20
Récapitulation des rentes créées. 22

II. Rentes annulées.

1° Rentes qui ont fait retour à l'État. 24
2° Rentes annulées à la suite de conversions. 26
3° Rentes rachetées à la Bourse. 26
Récapitulation des rentes annulées. 26
Récapitulation générale. 28
Résultat des conversions. 30
Mouvement et situation des rentes 3 p. o/o. 32

Pages.

État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur dans chaque nature de fonds, au 1er janvier 1915 34

État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, du 31 décembre 1895 au 31 décembre 1914 36

État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. o/o, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1914 38

Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la dette consolidée depuis l'origine du grand-livre et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1915, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement 42

Relevé de la situation de la dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1915. (Rentes inscrites.) 56

Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées 60

DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

Note explicative 63

Compte des annuités.
- 1° Relevé du résultat des émissions 64
- 2° Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente. 65
- 3° État des dépenses 66
- 4° Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891. 68
- 5° Observations sur le tableau des annuités 70

Compte des rentes.
- 1° État au 1er janvier 1915 des crédits d'inscription 72
- 2° Mouvement et situation des rentes 72
- 3° Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées 73
- 4° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur 73
- 5° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1914 74

OBLIGATIONS DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

Résumé des dispositions législatives et réglementaires 75

Émissions 77

Tableau d'amortissement 78

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

Note sur l'annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est 79

Note sur l'annuité à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée 81

Pages

Note sur l'annuité à la Compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État 82

Note sur les annuités aux compagnies de chemins de fer pour les lignes dont les travaux sont terminés et reçus 83

Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1915 84

Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1915 84

État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1915. (Subventions.). 94

État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1915. (Avances.) ... 100

Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1915 104

État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1915 106

Développement concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Cazamozza à Fium'Orbo (Corse) 107

Développement concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse) 109

Note sur les annuités dues aux compagnies de chemins de fer pour payement des garanties d'intérêts afférents aux années d'exploitation 1871 et 1872 111

Relevé et composition des annuités 116

État des annuités restant à payer au 1er janvier 1915 117

Situation des dépenses au 1er janvier 1915 118

ANNUITÉS DIVERSES.

Remboursement de la Dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902. (Chapitre 11 du budget du Ministère des finances.) 119

Annuité à la Caisse des Dépôts et Consignations. — Amortissement de la rente 3 p. o/o émise en 1901. (Chapitre 3 du budget du Ministère des finances.) 121

Annuités au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 23 juillet 1909 (tremblements de terre du 11 juin 1909) 124

Remboursement à la Dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux, des lycées, collèges et écoles primaires 127

ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

Canaux d'Orléans et du Loing.

Dispositions législatives et réglementaires et note explicative 128

Situation, au 1er janvier 1915, des annuités et dotations créées pour le rachat des canaux d'Orléans et du Loing 132

Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1915 133

Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1915 134

État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1915 136

Pages.

OBLIGATIONS A COURT TERME.

(Voir le 1er volume du compte général des finances, pages 629, 630, 662, 667 et 669.) 137

ANNUITÉS DUES AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

NOTE EXPLICATIVE 139

TABLEAU détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1915 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions. (Enseignement supérieur.) 140

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement secondaire 142

RÉCAPITULATION 148

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement primaire 150

ANNUITÉS REMISES À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS EN REPRÉSENTATION DES PRÊTS CONSENTIS PAR L'ÉTAT AUX SOCIÉTÉS RÉGIONALES DE CRÉDIT IMMOBILIER.

NOTE EXPLICATIVE 152

SITUATION de la dette en capital au 1er janvier 1915 153

TABLEAU D'ÉCHÉANCE des obligations en cours au 31 décembre 1914 154

ANNUITÉS À PAYER AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

1° Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883;

2° Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883.

NOTE EXPLICATIVE 155

TABLEAU des annuités au 1er janvier 1915 156

ÉTAT développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1915 158

RACHAT DU RÉSEAU DE LA COMPAGNIE DE L'OUEST.

NOTE EXPLICATIVE 160

TABLEAUX des annuités 162

TABLEAU de la dette en capital et des amortissements 166

Pages.

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE, CAUTIONNEMENTS EN RENTES ET CAUTIONNEMENT MUTUEL.

NOTE EXPLICATIVE 170
SITUATION, au 1er janvier 1915, des capitaux de cautionnements en numéraire 172
CAUTIONNEMENTS en rentes (loi du 13 avril 1898) 176
SITUATION, au 1er janvier 1915, des capitaux de cautionnements en rentes sur l'État ... 177
CAUTIONNEMENT mutuel 178

DETTE FLOTTANTE.

(Voir le 1er volume du compte général des finances, pages 578 et 579.) 179

DETTE VIAGÈRE.

RENTES viagères d'ancienne origine 182

PENSIONS INSCRITES AU GRAND LIVRE DE LA DETTE VIAGÈRE.

NOTE EXPLICATIVE 183
COMPTE d'emploi des crédits d'inscription (pensions civiles 1853) 185
MOUVEMENT, pendant l'année 1914, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions civiles 1853 186
APUREMENT des crédits d'exercices clos employés pour l'inscription, en 1914, des pensions civiles (1853) 187
DÉVELOPPEMENTS par ministères et par services du mouvement pendant l'année 1914, des crédits d'inscriptions de pensions civiles (1853) 188
PENSIONS civiles (1790) 194
PENSIONS diverses 194
SITUATION des pensions de toute nature inscrites au 1er janvier 1915 198
SITUATION des pensions en payement au 1er janvier 1915 200
SITUATION des crédits affectés à la Dette viagère et des payements effectués sur l'exercice 1913 202

COLL.
FOL. R
16

COMPTE
GÉNÉRAL
DES FINANCES
1914
2